ÉTUDES

DE

DIPLOMATIE CONTEMPORAINE

LES PRÉLIMINAIRES DE SADOWA.

SECONDE PARTIE.

III.

Si engourdie que fût l'Europe en ce moment, dans l'automne de 1865, par rapport aux questions de politique extérieure, si profondément blasée même sur la querelle d'Allemand au sujet du sempiternel Slesvig-Holstein, elle ne laissa pas cependant de s'émouvoir à la nouvelle de la bizarre convention de Gastein, et le cabinet des Tuileries surtout en éprouva un sentiment de surprise auquel venaient se mêler de temps en temps des appréhensions vagues, mais cuisantes (1). On comprenait à la rigueur le mouvement de volte-face exécuté par M. de Bismarck, qui, après avoir donné des espérances tout autres pendant son récent voyage de France et sonné déjà même à Carlsbad le clairon de la guerre, s'était tout à coup retourné vers l'Autriche et laissé attendrir par le spectacle édifiant des deux souverains allemands s'embrassant dans une étreinte fra-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

ternelle. Il avait après tout atteint son but : il tenait enfin le port de Kiel. Les confidences de l'année précédente et les grands mots lancés encore tout dernièrement à M. de Gramont ou au baron de Pfordten n'avaient été que d'adroites manœuvres pour emporter la place sur le confrère et « co-possesseur. » Ce que l'on comprenait moins, c'est que l'empereur François-Joseph eût si vite plié devant les injonctions du rival, qu'il eût fait un abandon si complet de sa dignité, d'un intérêt politique de premier ordre et des droits si souvent proclamés du *Bund*, — tant on était loin alors de se douter des embarras intérieurs et immenses de l'empire des Habsbourg, de son désarroi, de sa faiblesse presque irrémédiable! On ne trouvait qu'une seule explication à un événement si étrange qui dépassait toutes les prévisions et déjouait tous les calculs : l'empereur François-Joseph, se disait-on, n'a pu concéder au roi Guillaume I[er] des avantages aussi importans que contre des promesses et des combinaisons non moins importantes, et qui ne tarderont point à se révéler; l'accord entre les deux souverains n'a dû se faire qu'aux dépens de quelque tiers. C'est là du reste, observait-on finement, l'éternelle histoire de l'Autriche dans ses rapports avec la Prusse. La cour de Vienne, malgré son renom plus ou moins justifié d'honnêteté et de dignité, ne s'est cependant jamais refusée aux complicités que lui offrait la cour de Berlin toutes les fois qu'il y avait quelque mauvais coup à faire, sauf à l'Autriche, il est vrai, de prendre après des airs de pudeur, de regret, presque de remords, et de finir en effet par payer les frais de l'iniquité commise. C'est ce qui arriva lors du partage de la Pologne, lors de la guerre de la succession de Bavière, et tout dernièrement encore à l'occasion de la guerre des duchés. M. de Bismarck aurait-il proposé et fait accepter à Gastein quelque partage de l'Allemagne? ou bien s'y serait-il engagé à prêter son secours contre l'Italie, ainsi qu'il l'avait déjà promis une première fois dans les commencemens de 1864? La convention du 14 août doit dans tous les cas renfermer quelque *article secret*, quelque stipulation avantageuse pour l'Autriche, dangereuse pour les idées ou les intérêts de l'Occident, et qui ne peut pas manquer de se produire à un jour donné.

« Les liens qui unissent maintenant les cours de Pétersbourg, de Berlin et de Vienne, — ainsi s'exprimait alors un observateur d'une autorité grande et méritée, — n'ont plus besoin d'être dévoilés; ils apparaissent dans les faits et dans la nécessité des choses. Le vieux faisceau est reformé, la convention de Gastein le serre d'un nouveau nœud. » Cette opinion fut assez générale à Paris et à Londres (1),

(1) Encore vers la fin de septembre, un écrit inspiré par l'ambassade de Prusse à

assez inquiétante même pour amener aussitôt un rapprochement sensible entre la France et l'Angleterre. Ce fut à ce moment (dans la seconde moitié du mois d'août) que les marines des deux pays se firent des visites courtoises à Cherbourg, à Brest, à Portsmouth, que les escadres cuirassées échangèrent entre elles des témoignages de sympathie et d'amitié, et c'est ainsi que se réalisait enfin, — bien tard, hélas! — la *démonstration maritime* qu'avait sollicitée vainement le comte Russell au début de la guerre des duchés. Lorsque aussitôt après (29 août) M. Drouyn de Lhuys écrivit une très remarquable dépêche contre la convention de Gastein, lord John Russell eut soin de s'inspirer des idées et d'imiter en maint passage jusqu'aux expressions du document français dans la circulaire qu'il envoyait de son côté sur le même sujet. Depuis longtemps, depuis les malheureuses négociations sur la Pologne, on n'avait vu les deux cabinets marcher ainsi de concert et tenir un langage identique.

On ne tarda point à se convaincre toutefois que les suppositions du premier instant étaient exagérées, et que l'Autriche n'avait fait que céder à un moment de surprise et de faiblesse. Honteux de sa condescendance envers M. de Bismarck, effrayé de la désapprobation presque générale que l'arrangement du 14 août avait trouvée en Allemagne, rassuré enfin par l'attitude toute nouvelle de la France et de l'Angleterre, le cabinet de Vienne commençait à se redresser, à reprendre courage, et donnait des explications très satisfaisantes. Après tout, la convention de Gastein n'a fait que prolonger le *provisorium*, régler le *condominium*; la question de droit demeurait intacte. En même temps, ainsi qu'on vient de l'indiquer, l'effervescence en Allemagne contre les théories et les pratiques de M. de Bismarck allait toujours en croissant. Cet achat des pauvres Lauenbourgeois, « cédés comme un troupeau de moutons à tant de thalers par tête, » blessait profondément le sens intime de la Germanie; de toutes parts on invoquait l'autorité du *Bund*, on protestait contre la vente des duchés, on affirmait le droit des populations de l'Elbe de statuer sur leur propre sort en toute liberté et indépendance. Dans de telles occurrences, la voie du cabinet des Tuileries semblait toute tracée, et celui qui dans ce cabinet dirigeait les relations extérieures n'aurait pas peut-être demandé mieux que de pouvoir la suivre jusqu'au bout.

En effet, et malgré sa bonne volonté d'être un *homme moderne*, le ministre du présent et de l'avenir, M. Drouyn de Lhuys n'en

Paris crut devoir combattre l'idée « de la prétendue existence d'articles secrets » dans le traité du 14 août. Voyez page 23 de la brochure : *la Convention de Gastein*. Paris, Dentu, 1865.

retombait pas moins dans les anciens erremens, dans les traditions de la vieille école, dès qu'il était laissé à ses propres instincts. « La France, — ainsi raisonnait cette vieille école, bien décriée, il est vrai, mais qui après tout avait peut-être un peu d'histoire nationale dans l'âme, — la France n'est point une île, elle ne peut avoir une politique insulaire et se mettre à l'écart de l'Europe quand au centre même de l'Europe l'équilibre des forces menace d'être rompu. En tournant le dos à l'Allemagne et en y laissant prévaloir certaines combinaisons, la France courrait le risque de devenir par rapport aux affaires de l'Europe transrhénane ce qu'est aujourd'hui l'Espagne par rapport aux affaires transpyrénéennes. Il faut qu'elle prenne un parti décisif dans cette lutte tantôt latente et tantôt ouverte que se font en Allemagne les Habsbourg et les Hohenzollern. Sans doute la maison de Habsbourg a été l'ennemie séculaire de la France (1); mais c'était dans des siècles où elle dominait en Belgique, dans le Brisgau, en Italie, et où, sous le nom de saint-empire romain, elle représentait précisément cette unité allemande que la Prusse veut maintenant reconstituer à son profit. Depuis lors, la face de l'Europe a bien changé, deux grandes puissances militaires et conquérantes ont surgi tout à coup au XVIIIe siècle, et l'Autriche, déchue de son ancienne prépotence et ne touchant plus en aucun point à nos frontières, est à l'heure qu'il est notre seule alliée naturelle sur le continent. Sans doute aussi l'Allemagne aspire à une réforme fédérale, à une constitution plus homogène et plus unitaire; mais, sans demander où est pour nous l'obligation de hâter une telle œuvre, ne devrions-nous pas du moins travailler à ce qu'elle s'accomplît plutôt au profit de la liberté que du despotisme, par les classes éclairées et pacifiques, par la diète fédérale, voire un parlement de Francfort, plutôt que par une puissance au premier chef militaire, bureaucratique et centralisatrice? Si jamais la Prusse parvenait à ses fins, si jamais elle enserrait la Germanie dans ses cadres militaires et bureaucratiques, elle deviendrait pour nous une ennemie plus menaçante, plus redoutable, que ne le fut à aucune époque de notre histoire l'Autriche, alors même qu'elle portait le nom et représentait la puissance du saint-empire romain... »

A ce point de vue, la conduite à suivre après les événemens de

(1) Et la Prusse donc?... « Aussi loin que notre mémoire peut remonter, elle nous montre dans la Prusse un adversaire de la France. La guerre de sept ans, le partage de la Pologne, la convention de Pilnitz, Waterloo, et depuis 1815 une entente constante et invariable avec l'Autriche et la Russie contre nous : telle est, en deux mots, l'histoire, toujours la même, de nos relations avec la Prusse. » Ainsi s'exprimait sur ce sujet le manifeste même de la démocratie autoritaire qui plaidait l'alliance avec la Prusse, et dont il sera bientôt parlé plus au long.

Gastein était aussi clairement indiquée que singulièrement facile. Sans se mêler directement des affaires allemandes, sans froisser en rien les susceptibilités tudesques, la France pouvait désormais opposer une digue infranchissable à l'ambition prussienne. Elle n'avait pour cela qu'à maintenir son union avec le cabinet de Saint-James et à encourager par cette attitude les résistances du cabinet de Vienne et des états secondaires. L'ancien et honnête rêve de M. Drouyn de Lhuys était tout près de se réaliser : on arrivait par la force des choses à un accord entre la France, l'Angleterre et l'Autriche pour une politique de conciliation, d'apaisement et de conservation!... Que serait-ce encore, si l'on parvenait à retirer la dernière pierre d'achoppement sur la route vraiment royale qui s'ouvrait ainsi à la politique de l'Occident, si l'on réussissait à résoudre cette malheureuse question vénitienne, la seule et grande difficulté qui existât en réalité entre Vienne et Paris, même entre Vienne et Londres? La grande alliance si vainement poursuivie lors de la crise orientale, l'alliance de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, serait dès lors possible, certaine, et l'Italie elle-même viendrait y chercher sa place!

Tout espoir serait-il donc interdit de ce côté? Le moment ne serait-il pas au contraire favorable pour tenter une solution que réclamait la paix du monde, que recommandaient les esprits même les moins enthousiastes de l'œuvre de Cavour, les plus soucieux des principes conservateurs (1)? Sans doute l'empereur François-Joseph avait raison de ne pas vouloir vendre à la Prusse ces duchés de l'Elbe qui ne lui appartenaient pas, dont le *Bund* seul pouvait disposer; mais la Vénétie était sa propriété exclusive, incontestable : en l'aliénant, il retirerait non-seulement un profit moral immense, mais aussi un profit matériel considérable qui viendrait soulager d'une manière sérieuse les finances très embarrassées de son empire. La France n'a-t-elle pas cédé la Louisiane aux États-Unis contre une indemnité de 80 millions? La Hollande n'a-t-elle pas fait à l'Europe le sacrifice de la Belgique, et tout récemment encore l'Angleterre n'a-t-elle pas donné le glorieux exemple de rendre à elles-mêmes les îles ioniennes? Pourquoi l'Autriche s'obstinerait-elle à vouloir conserver une possession qui n'était pour elle qu'une cause d'affaiblissement et de ruine?

Le projet déjà souvent émis de racheter Venise (2) fut donc repris

(1) M. Ad. Deschamps, entre autres, l'ancien ministre des affaires étrangères en Belgique, dans un remarquable écrit : *la Convention de Gastein*, qui paraissait à ce moment, août 1865.

(2) L'idée fut présentée pour la première fois en 1860 dans un écrit français intitulé *l'Empereur François-Joseph et l'Europe*, et on a voulu y voir dans le temps une haute

encore une fois à la suite des événemens de Gastein, et le gouvernement italien s'y attacha avec d'autant plus d'ardeur que plus vive avait été sa déception du côté de la Prusse. Pour conduire une négociation aussi délicate, ou plutôt pour en préparer le terrain, on choisit cette fois une personne bien appropriée à la circonstance, une capacité financière, un homme étranger du reste à l'Italie, étranger même au corps diplomatique, mais qui n'en pouvait pas moins passer pour le représentant d'une grande puissance véritable, d'une majesté solidement assise et universellement reconnue, — M. Landau, le représentant de la maison Rothschild à Florence. Arrivé à Vienne dans les commencemens de l'automne, le négociateur officieux réussit facilement à y influencer la presse, à obtenir même des organes ministériels plusieurs articles favorables à ses vues. Il se mit en rapport avec des personnages considérables, il pénétra jusque dans la *Burg*, et acquit bien vite la conviction qu'on n'y nourrissait aucune haine contre l'Italie, aucune velléité de reprendre l'ancienne position dans la péninsule; mais il démêla non moins finement que la conservation de Venise était pour les Habsbourg une question d'honneur militaire sur laquelle ils ne transigeraient jamais, si ce n'est réduits par la guerre. Encore à la veille de Sadowa, le gouvernement de Vienne déclarait dans un document remarquable que sa dignité lui défendait de céder une des plus importantes provinces de la monarchie soit devant une pression morale, soit devant une offre d'argent, et qu'il n'admettait qu'un seul cas où il pourrait en faire l'abandon volontaire, le cas, du reste peu désiré, d'une guerre glorieuse pour les armes autrichiennes et favorable à l'extension de l'empire du côté de l'Allemagne (1).

inspiration. Le général La Marmora la remit sur le tapis vers la fin de 1864. Déjà du reste Gioberti avait caressé un projet semblable en 1849.

(1) *Instructions aux ambassadeurs de l'Autriche près les cours de Paris, Londres et Saint-Petersbourg*, 1er juin 1866. — Qu'on veuille bien nous permettre de citer en même temps un autre document qui, bien que datant déjà de près de vingt ans, a cependant le mérite de jeter une vive lumière sur la question. Dans les commencemens de 1849, le général Pelet fut envoyé par le président de la république française, Louis-Napoléon, en mission confidentielle auprès du roi Charles-Albert. Voici un très curieux passage de l'une des dépêches du général en date du 22 janvier. « M. Gioberti m'a exposé à plusieurs reprises son idée favorite. Il paraît persuadé que l'Autriche aurait plus d'intérêt à faire dans des conditions avantageuses l'abandon de ses possessions italiennes qu'à les conserver avec les sacrifices qu'elles lui imposent. Il pense qu'une rançon de fortes sommes d'argent et que la concession de grands avantages commerciaux seraient pour l'Autriche une compensation suffisante de la perte de l'Italie. Habitué depuis longtemps à étudier pendant la guerre et pendant la paix la politique générale de l'Europe et surtout celle de l'Autriche, je ne pouvais nullement partager ces opinions. Après avoir établi, pendant deux siècles, sa politique au centre de

Quelque circonspectes et discrètes que fussent auprès de la *Burg* les démarches de l'homme de finance subitement improvisé diplomate, elles n'échappèrent point à la vigilance incessante de M. de Bismarck, et il s'en plaignit amèrement à Florence. Le général La Marmora se contenta d'exprimer l'étonnement que lui causaient de pareilles récriminations, et il lui fut facile d'établir que l'arrangement de Gastein avait dans tous les cas complétement dégagé l'Italie, qui ne devait désormais prendre conseil que de ses propres intérêts (1). Sans s'exagérer outre mesure la portée de la tentative faite à Vienne, le ministre du roi Guillaume I[er] ne laissait pas d'en être quelque peu inquiété : Venise était la plus belle carte dans son jeu et en général l'unique ressource extérieure de la « mission providentielle » des Hohenzollern! Il faut bien le remarquer en effet : au point de vue du patriotisme allemand, l'Italien était le seul *étranger* dont la Prusse, dans sa lutte d'influence et d'hégémonie en Allemagne, pouvait accepter ou solliciter le concours sans trop blesser le sentiment germanique; c'était la seule alliance à la rigueur admissible, la seule tant soit peu *décente*, parce qu'elle ne compromettait en rien l'intégrité du sol national. Une alliance, par exemple, avec le Russe ou le Français pour l'unification de la grande patrie tudesque eût été quelque chose de monstrueux et

l'Europe, dans la Belgique et le Brisgau, ce qui lui permettait de porter à sa volonté la guerre sur les frontières de la France, l'Autriche voit aujourd'hui toutes ses prétentions de politique extérieure concentrées dans son royaume subalpin; mais par cette position elle touche au Piémont, à la Suisse, aux duchés de sa famille, et par ces états elle exerce une influence sur le midi de l'Europe, sur Rome, sur le royaume de Naples. Par l'Adriatique, elle pénètre dans la Méditerranée et dans l'Orient : elle espère devenir une puissance maritime. *En abandonnant ses possessions subalpines, l'Autriche deviendrait un état étranger à la partie occidentale du continent, un état purement oriental et slave.* Jamais l'intérêt, jamais l'orgueil de la cour de Vienne ne pourra être réduit à ces extrémités autrement que par la force des armes. Aucun avantage, quelque grand qu'il fût, ne pourrait racheter des pertes aussi considérables. J'ai dit encore que par la suppression de la Pologne, qu'elle regrettait maintenant amèrement d'avoir immolée, l'Autriche avait perdu toutes ses garanties vers le nord et l'est, et sentait la Russie menaçante sur la moitié de ses frontières. Minée d'un autre côté par la Prusse dans son ancienne prépondérance impériale en Allemagne, menacée par elle jusque dans ses provinces germaniques, la maison des Habsbourg devait nécessairement s'arrêter dans la voie de concessions, ou consentir à ne plus être une des grandes puissances européennes... »

Certes on ne saurait trop admirer le coup d'œil politique et pour ainsi dire prophétique du général Pelet. En effet, après la perte de la Vénétie et son expulsion du *Bund*, l'Autriche de nos jours est-elle autre chose qu'un *état purement oriental et slave?* D'un autre côté, les considérations présentées par le général français ne devraient-elles pas servir encore aujourd'hui à atténuer de beaucoup le reproche constamment adressé à l'Autriche de n'avoir pas pas fait à temps le sacrifice de la Vénétie? Autant eût valu demander à l'Angleterre l'abandon de l'Irlande, à la Russie la cession de la Pologne...

(1) *Le général La Marmora et l'alliance prussienne.*

de révoltant, eût soulevé toutes les consciences au-delà du Rhin : seul l'Italien pouvait offrir un appui dont la rançon n'était point un territoire allemand. Le pays entre le Mincio et l'Adriatique ne l'était point, le peuple germain le sentait et le savait bien malgré tout ce que pouvaient lui dire de contraire les écrivains beaucoup trop intéressés de Vienne et certains patriotes transcendans et ultra-chérusques. Or, si jamais l'Italie venait à être désintéressée par l'Autriche, la maison de Hohenzollern perdait l'unique allié possible en dehors de l'Allemagne, l'unique allié *avouable*. L'hypothèse d'une pareille éventualité dut troubler plus d'une fois le sommeil de l'heureux vainqueur de Gastein.

A cette inquiétude très réelle, bien que lointaine encore, venaient d'ailleurs s'ajouter pour le ministre prussien des soucis moins graves peut-être, mais plus immédiats : l'attitude gardée par les deux cabinets des Tuileries et de Saint-James, la disposition toujours hostile des esprits en Allemagne, enfin les résistances renaissantes de l'Autriche. On s'aperçut de bonne heure à Berlin que la brillante journée de Gastein ne serait pas de si tôt suivie d'autres également faciles et glorieuses, que la cour de Vienne, mise en garde à la fois et rassurée, ne glisserait pas sur la pente si habilement creusée dans le sol rocailleux de Salzbourg; déjà même on en recevait des preuves affligeantes dans mainte occasion. C'est ainsi que le cabinet impérial, après avoir d'abord consenti à suivre le cabinet de Berlin dans une équipée assez sérieuse contre le sénat de Francfort, faussa tout à coup compagnie (1er octobre 1865), et « chercha à *rompre la pointe* de cette démarche, dont l'effet finit par se réduire à rien, » pour employer les expressions dolentes d'un document officiel prussien (1). Tout en se plaignant à Florence de la mission diplomatique du représentant de la maison Rothschild, le gouvernement de Guillaume Ier n'avait pas dédaigné de recourir de son côté, et précisément vers la même époque, à une proposition financière exactement pareille : il avait fait offrir à Vienne la somme séduisante de 300 millions de francs pour la cession des duchés; l'offre fut rejetée avec hauteur... La situation s'aggravant ainsi de tous les côtés, M. de Bismarck éprouva le besoin de faire encore une fois le voyage de France, — un voyage d'agrément et d'instruction. Il s'agissait d'y redresser les opinions et d'y convaincre les esprits, de prouver que la convention de Gastein n'avait été ni une trahison ni même une défaillance, qu'elle avait été une halte indispensable, qu'il fallait du temps pour faire l'éducation d'un vieux roi « malheureusement trop honnête » et

(1) Dépêche de M. de Bismarck au baron Werther du 26 janvier 1866.

pour *défriser* les perruques à marteaux qui peuplaient la cour du successeur peu philosophique de Frédéric II. Quant à lui, le ministre, il était toujours le même, le politique aux vues larges et élevées, l'homme sans préjugés, l'homme de l'avenir, qui sait? peut-être bien ce « troisième homme » dont un personnage auguste avait entretenu un jour M. de Cavour à Plombières, en le proclamant « capable de grandes choses » et en taisant son nom... Le 6 octobre 1865, le président du conseil de Prusse arrivait à Biarritz.

L'esprit humain n'est que trop enclin à procéder en tout par analogie et à voir l'identique là où au fond il n'y a que le semblable. « Notre savoir n'est que fragment, » s'écrie Faust après l'Ecclésiaste : le connu est pour nous la seule mesure de l'inconnu, et, malgré le sage avertissement du proverbe, ce n'est souvent que dans la comparaison que nous nous obstinons à chercher la raison de certaines choses. C'est ainsi qu'en France du moins l'opinion presque générale ne cesse de comparer le Biarritz de 1865 au Plombières de 1858, de rapprocher ces deux entrevues, de les identifier en quelque sorte, et de puiser dans ce rapprochement un sujet de griefs contre le ministre prussien. M. de Bismarck n'aurait pas eu la loyauté du comte Cavour, il n'aurait point tenu certaines *promesses!*... Les traits de parenté ne manquent point en effet à ces rencontres de 1858 et 1865; toutes les deux ont été suivies d'événemens graves, extraordinaires; toutes les deux ont donné le branle au monde, et l'unité allemande datera dans l'histoire aussi incontestablement de la baie pyrénéenne que l'unité italienne de la ville thermale au pied des Vosges. S'ensuit-il cependant que les pourparlers de 1865 aient ressemblé en tout point à ceux de 1858? s'ensuit-il que Biarritz ait été le témoin de stipulations aussi précises, aussi formelles que le furent un jour celles de Plombières, et, pour le dire crûment, que M. de Bismarck ait offert des compensations éventuelles du côté du Rhin exactement comme le fit jadis M. de Cavour du côté des Alpes? En Allemagne, ce fait a toujours été péremptoirement nié; on y a de tout temps contesté jusqu'à l'existence même de promesses quelconques de la part du ministre prussien. Il n'y aurait eu à Biarritz ni plan arrêté ni engagement pris d'avance : tout s'y serait borné à un échange d'idées qui n'obligeait ni l'une ni l'autre des parties. Certes il peut paraître aussi oiseux que puéril de vouloir redemander aux vents de l'Atlantique les paroles échangées, il y a trois ans, sur une plage à jamais célèbre; mais le vraisemblable est tout aussi bien que le vrai du domaine de l'historien, et il doit être permis de chercher dans les circonstances contemporaines, dans les idées ambiantes et les documens de seconde main, l'expli-

cation des destinées étranges qui ont été faites à l'Europe par cette mystérieuse entrevue. Or, parvenus à ce moment de notre récit, aux derniers jours du mois de septembre 1865, nous rencontrons précisément deux publications remarquables, deux *signes du temps*, dont il nous est impossible de ne pas tenir un compte très sérieux. Partis simultanément des deux camps différens, quoique nullement opposés et également influens, ces deux manifestes sollicitent l'attention de l'investigateur, et s'imposent avec force à son esprit. Combinées, confrontées entre elles, lues surtout à la lumière des événemens qui suivirent, ces pièces germaines acquièrent une valeur très grande, et, si elles sont encore loin de nous introduire dans la vérité absolue de la situation, du moins nous placent-elles sur une voie qui pourrait bien y aboutir.

La première de ces publications est une brochure anonyme (1) que lança l'ambassade de Prusse à Paris à la veille de l'arrivée de M. de Bismarck en France et avec l'intention évidente de lui préparer les voies. L'écrit commence d'abord par retracer les dangers que courrait l'Europe, si un conflit sérieux venait jamais à éclater entre la Prusse et l'Autriche. Que d'éventualités menaçantes alors! « L'aigle blanc de la Pologne est-il si mortellement atteint qu'il ne puisse se ranimer pour une lutte suprême où *cette fois il trouverait des appuis déclarés?* La voix de Kossuth retentissant aux rives de la Theiss, en même temps que Garibaldi lèverait sur l'Adige le drapeau de Marsala, n'appellerait-elle pas encore les cavaliers de la Hongrie à une nouvelle guerre d'indépendance? La révolution est-elle définitivement vaincue en Roumanie, et la paix est-elle irrévocablement assurée dans les provinces danubiennes? » Chose curieuse, sous la forme oratoire d'interrogations et d'hypothèses, et avec des actions de grâces pour la Prusse d'avoir conjuré ces « éventualités » par la convention de Gastein, nous avons déjà ici tout le programme de 1866, toute la note Usedom! Sauf « l'aigle blanc de la Pologne, » qu'on se gardera bien de réveiller, et pour cause, on ne négligera, dans l'été prochain, aucune des « éventualités » qu'énumère notre brochure avec une terreur complaisante: on fera son pacte avec l'Italie, on demandera de jeter le vainqueur de Marsala sur les côtes de la Dalmatie, on formera une légion hongroise sous les ordres de Klapka, et quant à la Roumanie, on y aura alors quelque chose de mieux encore que la révolution : on y aura un prince même de Hohenzollern pour hospodar, il sera placé là avec l'aide de la France, en l'honneur des principes modernes et en embuscade dans le dos de l'Autriche... Ces principes modernes, la

(1) *La Convention de Gastein*. Paris, Dentu, septembre 1865.

brochure les a en vénération extraordinaire, et c'est surtout en leur nom qu'elle passe dédaigneusement sur les prétentions du duc d'Augustenbourg, « prétentions fondées sur de vieux titres de propriété peu en harmonie avec le *droit nouveau* des peuples. » Il est vrai que M. de Bismarck lui-même ne s'empresse guère de proclamer ce *droit nouveau* dans les duchés, et notre auteur en est visiblement embarrassé, car c'est là, selon lui, le seul grief légitime que pourrait avoir la France, la France du suffrage universel et de la volonté nationale, contre la conduite du gouvernement prussien dans les affaires de Slesvig-Holstein. Pour sortir de cette impasse, l'avocat de M. de Goltz finit cependant par trouver un argument ingénieux et qui est le digne pendant de la fameuse conclusion des syndics de la couronne. « Dans le gouvernement intérieur de la Prusse (ainsi argumente l'auteur), M. de Bismarck est en désaccord complet avec les représentans de la nation. Néanmoins il convoque les chambres, leur laisse la parole, ne met pas obstacle à ce qu'elles votent comme elles l'entendent; mais, quand le parlement gêne trop sa marche, il le met de côté, puis il continue d'administrer comme si le parlement n'avait rien dit. *M. de Bismarck en use de même avec le droit des duchés. Il ne le conteste ni le supprime, il le passe sous silence...* »

Tournant ensuite ses regards vers l'avenir, l'écrivain de l'ambassade de Prusse aborde avec discrétion un sujet bien autrement grave et important. « L'Allemagne tout entière, dit-il, est possédée de l'irrésistible désir, de l'impétueux besoin de l'unité. La Prusse a le sentiment instinctif que c'est par elle que l'Allemagne doit arriver à cette unité, qui n'a guère été jusqu'ici qu'un rêve à peu près irréalisable; elle tient la tête du mouvement, *elle joue en Allemagne le rôle d'initiateur que la France de la révolution a joué en Europe.* » La France doit-elle prendre ombrage du rôle présent et futur de la Prusse? Non! répond l'homme de confiance de M. de Goltz. « La France et la Prusse sont ou du moins devraient être des alliées naturelles, mettant leurs forces et leur puissance en commun *pour faire triompher en Europe la cause de la civilisation et de la liberté.* Elles peuvent se tendre une main amie par-dessus les flots de ce Rhin qui les unit bien plus qu'il ne les sépare. Ennemies, elles se sont fait beaucoup de mal sans profit ni pour l'une ni pour l'autre; amies et unies à l'Angleterre et à l'Italie, elles peuvent conduire les destinées de l'Europe. Avec l'amitié de l'Amérique, elles régleraient celles du monde entier. »

En même temps que l'ambassade prussienne tâtait l'opinion par cet écrit anonyme aux aperçus si ingénieux sur le passé, aux vues bien plus larges encore sur l'avenir et sur une nouvelle ère de civi-

lisation et de liberté « pour l'Europe, pour le monde entier, » un organe français à Paris, l'organe bien connu de la démocratie impériale publiait de son côté un véritable manifeste où les mêmes idées se trouvaient revêtues de toutes les pompes magistrales et magiques, de toutes les splendeurs de la « mission napoléonienne. » Dans une série d'articles très remarqués sur la *Politique de la Prusse* (1), une plume autorisée et autoritaire traçait au gouvernement français un programme dans les complications qui s'annonçaient, et il importe de bien peser les paroles de ce programme, car il exprimait les convictions d'un groupe d'hommes aussi décidés qu'influens, de ce groupe en un mot qui, dans le personnel de la cour et de la diplomatie, représentait ce que l'on pourrait bien appeler le parti de l'action.

Plus hardi, tenu aussi à moins de réserve que le porte-voix de M. de Goltz, l'écrivain patenté de la démocratie impériale aborde très franchement le problème, et ne met point en doute les projets de la Prusse ni la légitimité de ces projets. « La fatalité géographique, dit-il, condamne la Prusse à être en Allemagne l'instrument du changement, le pivot de la *révolution*. Il n'est pas en effet d'état géographiquement plus mal conformé que la monarchie de Guillaume Ier : or quand on est couché sur un oreiller aussi incommode, on a des insomnies, et l'on rêve les yeux ouverts : on rêve de s'arrondir, de *prendre du ventre*. » La Prusse ne tardera pas à balayer « une poussière de petits souverains » sur l'Elbe, le Mein et l'Oder, à broyer la vieille et caduque confédération germanique. « Ces projets de concentration, d'absorption des petits états, sont d'ailleurs favorisés par le courant général de la politique européenne, qui tend à unir, à annexer tous les élémens homogènes. » Mais la disparition des petits états n'augmentera-t-elle pas les occasions de frottement et de conflit entre les grandes puissances devenues ainsi limitrophes? « C'est là un préjugé de notre ancienne diplomatie, répond l'écrivain; la disparition des petits états, loin de multiplier les causes de guerre, deviendra au contraire un gage de paix, en rendant toute guerre tellement calamiteuse qu'on se hasardera difficilement à l'affronter. » Et le publiciste finit même par arriver à un axiome d'une précision mathématique, à cette *formule* que « plus les états limitrophes sont puissans, plus il y a d'égalité entre leurs forces, moins il y a de chances de guerre. »

Dans ce branle-bas toutefois que M. de Bismarck va donner à l'Al-

(1) Dans le commencement du mois de mai 1866, alors que la guerre était déjà imminente, l'auteur réimprimait ces articles en brochure, « sans y changer une syllabe, » et « comme une sorte de préface au drame qui semble à la veille de s'engager. » (*La politique de la Prusse*, Paris, imprimerie Dubuisson, 1866.)

lemagne, ne serait-il pas de l'intérêt de la France de profiter de l'occasion et « d'enlever à la Prusse les provinces rhénanes, au même titre et en vertu d'un droit meilleur que celui qui a permis aux Prussiens d'arracher le Slesvig au Danemark? » Le publiciste ne le croit pas, d'abord parce que ce serait contraire au principe des nationalités, et ensuite parce que « toute attaque de notre part sur le Rhin mettrait fin aux dissensions intestines de l'Allemagne, la réconcilierait contre nous, et assurerait à la vieille coalition des trois puissances du nord le concours empressé de l'Angleterre. De juges du camp, de protecteurs du droit, nous descendrions au rôle d'agresseurs. » Que la France conserve plutôt *une attitude expectante*, « qu'elle se rapproche diplomatiquement de la Prusse, qu'elle la rassure sur ses intentions, et lui donne toutes les garanties possibles d'une *neutralité bienveillante*. Une fois tranquille du côté de la France, la Prusse poursuivra avec une énergie croissante ses projets d'hégémonie allemande. Loin de redouter un conflit avec l'Autriche, elle le recherchera et le provoquera plutôt; la force des situations et la communauté des intérêts amèneront infailliblement une alliance entre la Prusse et l'Italie, alliance dont le prix sera pour cette dernière l'acquisition de la Vénétie, et pour l'Europe la solution d'une question qu'elle n'a pu jusqu'ici ni éluder ni résoudre... » Après avoir encore montré comme conséquences inévitables d'éventualités aussi heureuses la fin de la coalition de 1815 et l'entente de la France, de la Prusse et de l'Italie pour la *solution des grands problèmes européens*, l'auteur conclut par ces paroles : « Une politique qui, sans guerre, sans péril, et par le seul fait d'une entente morale et purement diplomatique, permettrait de compléter l'Italie, de reconstituer l'Allemagne et de briser le faisceau de la coalition européenne, une telle politique ne manquerait après tout ni de fécondité ni de grandeur. A chercher dans cette voie, on peut se tromper *sans rougir...* » Rougir? non assurément, puisque les intentions étaient droites et la conscience pure; mais on a lieu peut-être de pâlir un jour à la vue de son œuvre, qui n'a que trop bien réussi, — alors qu'après avoir travaillé pour le roi de Prusse avec tant d'ardeur et de désintéressement on s'aperçoit tout à coup que la France en est amoindrie, menacée dans son prestige et dans son influence légitime, et que la paix du monde en est devenue plus précaire que jamais!...

Certes il est curieux de reconnaître, au début même de la combinaison prusso-française et à la veille de l'arrivée de M. de Bismarck à Biarritz, une identité tellement remarquable de vues dans deux publications d'origine si diverse. Il est bien plus curieux encore de retrouver plus tard, à la fin de la fatale campagne de 1866, les

mêmes idées et parfois jusqu'aux mêmes expressions dans un document bien autrement célèbre, dans la prodigieuse circulaire de M. de Lavalette sur la nécessité des grandes agglomérations et l'inutilité des petits états. En vérité, pour composer sa dépêche mémorable du 16 septembre 1866, le ministre intérimaire à l'hôtel du quai d'Orsay n'a eu qu'à se rappeler et à condenser certaines brochures de l'année précédente : il ne devait y ajouter qu'un seul trait parfaitement nouveau et original, savoir : qu'à la suite d'une *révolution*, si heureusement accomplie dans l'équilibre européen et tout au profit de la civilisation et du droit moderne, la France éprouvait le besoin de perfectionner ses engins de guerre et de s'armer jusqu'aux dents... N'insistons pas toutefois, et revenons à l'objet principal de notre investigation; constatons que ni l'un ni l'autre des écrits qui nous occupent ici ne fait entrevoir, n'insinue même une compensation quelconque pour la France à la suite des agrandissemens projetés de l'Italie et de la Prusse : le programme de la démocratie impériale répudie très expressément même toute pensée au sujet du Rhin; l'un et l'autre de ces écrits se bornent à promettre au cabinet des Tuileries un beau billet de La Châtre, — l'entente future entre Paris, Florence et Berlin « pour la solution des grands problèmes européens, » ou, comme s'exprime M. de Goltz, « pour le triomphe de la cause de la liberté et de la civilisation en Europe. » Ceci semble apporter un appui considérable à l'opinion courante et constante de l'autre côté du Rhin sur la nature des pourparlers qui eurent lieu à Biarritz, — et c'est là en effet la conclusion à laquelle s'arrêtera nécessairement tout esprit réfléchi et impartial qui voudra se rendre compte de ces événemens extraordinaires, aussi ténébreux dans leur origine qu'éclatans et formidables dans leurs conséquences.

Allons au fond des choses, et ne craignons pas de dire le mot même de la politique française dans les affaires d'Allemagne, tel du moins qu'il ressort pour nous de l'ensemble des circonstances et de la logique inexorable des faits. Ce mot, ce n'est pas, bien entendu, la brochure de M. de Goltz qui va nous le donner; nous ne le trouverons pas non plus en son entier dans le pendant de la brochure prussienne, dans le programme tracé par le démocrate autoritaire. Sorti d'un groupe à coup sûr très influent, ce programme n'exprimait pourtant après tout que l'opinion d'hommes à une seule pensée, à une passion unique (*unius libri*), qui visaient avant tout à la chute de l'empire abhorré des Habsbourg, ce boulevard de la réaction, de la légitimité et du pouvoir temporel. En dehors de ces hommes, à côté et au-dessus d'eux, il y avait dans le gouvernement français des esprits plus calmes, plus circonspects, qui, sans

dédaigner assurément le droit nouveau et les principes modernes, avaient surtout à cœur les intérêts de leur ancienne et bonne France. Or, au jugement de ces derniers, une guerre en Allemagne ou plutôt une guerre entre *les Allemagnes*, pour parler le langage de Froissart, était une rare bonne fortune pour la France, offrait une occasion unique et précieuse pour un remaniement équitable de la carte de l'Europe. On ne prévoyait pas naturellement une campagne de sept jours; on prévoyait au contraire une campagne bien longue, bien tudesque et pédantesque, on en prévoyait même plusieurs. Encore moins se doutait-on d'un succès foudroyant de la Prusse, de ce coup de destin merveilleux, écrasant, qui devait bientôt s'appeler du nom de Sadowa : on appréhendait bien plus un résultat tout opposé, le triomphe trop facile des *kaiserliks*. L'Autriche avait, après la France, la première armée du monde, et cette armée n'avait fait que guerroyer en Hongrie, en Italie depuis nombre d'années, tandis que la monarchie de Brandebourg possédait à peine « une école de *landwehr*, magnifique sur le papier, mais insuffisante même pour la défensive; » et qui depuis un demi-siècle (la courte et insignifiante campagne des duchés ne pouvant guère compter) n'avait pas senti la poudre (1). La disproportion des forces présentait même ici un aspect effrayant, et ce n'était pas assurément trop de l'adjonction de l'Italie à la Prusse pour balancer tant soit peu la supériorité manifeste de l'Autriche et lui créer un *dérivatif* au-delà des Alpes. Encore avec ce dérivatif la situation du Hohenzollern ne paraissait-elle que bien précaire en face du Habsbourg assisté de toutes les troupes de la confédération germanique. Ce n'était pas une raison assurément de retenir la Prusse dans son ardeur belliqueuse, bien au contraire; mais c'était une raison de ne pas refroidir une si belle ardeur par des débats intempestifs sur des compensations et des combinaisons à venir. Toute insistance sur ce point délicat courait le risque de froisser les sentimens patriotiques

(1) Voici ce qu'à la veille même de Sadowa on enseignait aux militaires français sur les forces respectives des deux puissances allemandes : « L'armée prussienne, dans laquelle le service est très court, n'est en quelque sorte qu'une école de *landwehr*. C'est une organisation magnifique sur le papier, mais un instrument douteux pour la défensive, et qui serait fort imparfait pendant la première période d'une guerre offensive... L'Autriche, dont la population est d'environ 37 millions d'habitans, a une grande et belle armée qui laisse loin derrière elle comme organisation les armées prussienne et russe. Après la France, elle occupe le premier rang comme puissance militaire. » *Cours d'artillerie militaire à l'école d'application de l'artillerie et du génie, à Metz*. 1864. — Au commencement de 1866, il est vrai, l'attaché militaire de l'ambassade de France à Berlin, M. de Clermont-Tonnerre, attirait l'attention de son gouvernement sur les nouvelles armes de la Prusse, « armes terribles. » Tout en tenant compte de ce fait, on n'y vit cependant qu'une chance un peu meilleure pour la Prusse dans une lutte toujours inégale avec l'Autriche et d'une issue nullement douteuse.

de la cour de Berlin, de mettre même fin aux dissensions intestines de l'Allemagne; c'était arrêter Guillaume Ier dans la poursuite de l'ombre de Barberousse que de lui insinuer de lâcher une proie quelconque, ancienne ou nouvelle. Mieux valait ne rien demander, ne rien promettre, ne rien compromettre. A quoi bon du reste exiger des billets d'un insolvable, prendre des sûretés envers quelqu'un dont le sort paraît si peu assuré, et que, selon toutes les probabilités, on aura bientôt à protéger, à défendre contre les conditions trop dures que voudra lui faire le vainqueur?

Car, bien entendu, la France ne comptait pas s'abstenir jusqu'au bout : elle devait sortir de l'inaction à son heure et à ses convenances, alors que l'affaiblissement réciproque des deux adversaires les aurait rendus accessibles aux conseils d'une raison haute et impartiale, alors aussi que des victoires trop décisives de l'un d'eux (et ce ne pourrait guère être que l'Autriche) menaceraient « de rompre l'équilibre et de modifier la carte de l'Europe au profit d'une seule puissance (1). » A ce moment opportun, l'empereur Napoléon III interviendra en juge du camp et en protecteur du droit pour réformer, régénérer la confédération germanique, l'asseoir sur des bases plus solides et selon un plan plus conforme aux aspirations nationales de l'Allemagne, — car ce n'est pas la première fois, hélas! que la politique française commence par proposer une bonne confédération là où elle finit par subir une mauvaise unité. On proposera un arrangement également acceptable, également équitable pour l'Autriche, pour la Prusse et les états secondaires. La monarchie de Brandebourg pourra bien perdre, par exemple, la Silésie, ce pays catholique et ancien patrimoine des Habsbourg, elle devra aussi renoncer aux provinces catholiques du Rhin, situées trop en dehors de son orbite naturelle; mais elle recevra en échange de vastes territoires protestans sur l'Elbe et la Baltique, elle acquerra par là « plus d'homogénéité et de force dans le nord, » et n'aura plus « une situation géographique mal limitée. » « On maintiendra à l'Autriche sa grande position en Allemagne, » cela s'entend, et le retour de la Silésie sera pour l'empereur François-Joseph une ample compensation de la province vénitienne, qu'il cédera au roi Victor-Emmanuel. Pour les états secondaires de la confédération, on leur assurera « une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important, » sans négliger aussi de médiatiser à leur profit plusieurs des petits princes inutiles, et en leur adjoignant peut-être, comme nouveau membre du

(1) Lettre de l'empereur à M. Drouyn de Lhuys du 11 juin 1866. C'est aussi à cette lettre que sont empruntées les citations qui suivent.

Bund, un nouvel état composé surtout des provinces rhénanes retirées à la Prusse. Nous oserions presque l'affirmer en effet, la France ne poursuivait nullement une annexion ou une conquête considérable; elle se serait contentée d'une modeste et juste rectification de frontières du côté de la Sarre, du Palatinat : sur le Rhin, qui serait toujours resté allemand, elle aurait seulement demandé la formation d'un état secondaire et neutre, à l'instar de la Belgique. On voulait respecter les principes de nationalité, ménager les sentimens patriotiques de la Germanie, ne pas éveiller les susceptibilités de l'Angleterre : on tenait essentiellement à prononcer une parole de paix, d'équité et d'équilibre, on était même sûr que « cette parole serait écoutée, » que la France atteindrait le but « par la force morale seule et sans être obligée de tirer l'épée. » Le but assurément ne manquait pas de véritable grandeur. Compléter l'unité italienne, rendre à l'Autriche un patrimoine injustement ravi, constituer la Prusse en puissance du nord forte, homogène, bien limitée, un boulevard contre la Russie, relever l'importance des états secondaires, neutraliser la ligne des forteresses allemandes sur le Rhin, — et tout cela sans blesser les principes et les sentimens légitimes, et en faisant preuve, quant à soi, d'un grand « désintéressement, » obtenir même tout cela sans avoir tiré l'épée, par la seule force morale, — la vision était sublime! Elle se fait jour, pour quiconque sait lire, dans les diverses déclarations du cabinet des Tuileries à cette époque, elle éclate avec la dernière évidence dans la lettre impériale à M. Drouyn de Lhuys du 11 juin 1866.

Ainsi dégagée de ses ténèbres, la politique française de ces temps devient quelque chose de rationnel et d'explicable, et perd beaucoup de ce caractère sentimental et *lunatique* que lui ont généreusement prêté certains publicistes étrangers. On comprend dès lors la négligence, autrement inconcevable, de tout armement, l'absence aussi de toute stipulation précise, de tout engagement formel dans l'entretien de Biarritz, et on est presque tenté de recomposer cet entretien par la pensée (pensée toujours téméraire, il est vrai!) et d'après les données qui ont cours à ce sujet de l'autre côté du Rhin. M. de Bismarck en 1865 aura tenu à peu près le langage de l'année précédente, le langage qui lui était habituel du reste sur la configuration impossible de la Prusse, sur la nécessité pour elle d'être mieux assise afin de ne plus tourner constamment dans l'orbite des cours du nord et d'avoir la liberté de ses alliances. « L'Allemagne aspire à l'unité, et la Prusse y joue le rôle de l'initiateur que la France de la révolution a joué en Europe. » L'unité italienne, l'unité allemande, sont sœurs; leur mère à toutes les deux, la France, ne devrait-elle pas songer à compléter égale-

ment sa grande unité nationale du côté de la Belgique? Comme conséquence de ces transformations selon le droit nouveau apparaissait un accord entre Paris, Berlin et Florence, voire Londres et Washington, « pour conduire les destinées de l'Europe, pour régler celles du monde entier, » pour rendre, par exemple, l'Autriche à sa vocation véritable sur le Danube, refouler la Russie, peut-être même « ranimer l'aigle blanc de la Pologne, qui cette fois trouverait des appuis déclarés... » De pareils épanchemens auront été probablement écoutés en silence, d'un air parfois incrédule, parfois même distrait, avec la disposition évidente de ne pas soulever des débats, de parler même le moins possible; — parler, c'était nuire à la conversation, selon le célèbre aphorisme anglais. Amené cependant à s'expliquer, on aura répondu que l'Italie ne manquera sans doute pas de profiter de l'occasion, pourvu que l'occasion fût sérieuse et ne tournât pas en une déception de Gastein. Quant à la France, son dessein est bien arrêté et bien connu de respecter l'Allemagne, de ne pas y contrarier les aspirations nationales. A moins que la carte de l'Europe ne vînt à être modifiée au profit trop exclusif de l'une des grandes puissances, la France gardera la neutralité, et cette neutralité ne saura qu'être bienveillante à une combinaison où les intérêts de l'Italie se trouveront engagés. Là, selon toutes les apparences, se seront arrêtées les explications, et l'on n'aura pas cru devoir suivre l'interlocuteur disert dans ses courses fantastiques à travers les espaces et les siècles. Au fond, on devait trouver quelque peu plaisant ce diplomate à l'imagination fertile, ce représentant d'une puissance plus que problématique, qui dépeçait si lestement l'Europe et distribuait des royaumes. On ne lui demandait pas tant, on lui demandait seulement de donner au monde la chiquenaude de Pascal pour le mettre en mouvement; d'autres viendront après régler ce mouvement et le diriger vers son but. C'est en effet cet homme à la chiquenaude qu'on croyait avoir devant soi à Biarritz : un aventurier de haute lignée, un Garibaldi en habit noir et cravate blanche, un Garibaldi *comme il faut* et comme il en fallait pour imprimer la première secousse à une Europe engourdie dans les traités de 1815. Or on ne traite pas avec des Garibaldi quand on est un gouvernement régulier et fort, et l'on ne prend pas d'engagement envers eux. On les laisse faire, on les encourage de loin, on leur procure même quelque secours, quelque alliance sous main, quitte à les renier s'ils succombent, et à les évincer s'ils réussissent.

Assurément personne ne mettra en doute le talent prodigieux de M. de Bismarck dans la dissimulation; mais ce que l'historien et le psychologue futurs trouveront surtout à célébrer en lui, ce sera peut-

être l'art suprême avec lequel il a su manier la vérité : cet homme de génie a su donner à la franchise même toutes les vertus politiques de la fourberie. Très rusé et très astucieux quant aux moyens, il a cependant toujours été, sur le but qu'il poursuivait, d'une désinvolture, d'une indiscrétion sans pareilles; encore tout récemment n'a-t-il pas eu la loyauté de déclarer à un diplomate français que « la fameuse ligne du Mein n'était qu'une grille posée dans un ruisseau : la grille reste, mais l'eau passe?... » Et cependant ce fut précisément cette franchise qui l'a toujours encore mieux servi que le plus artificieux de ses stratagèmes : il réussissait à discréditer d'avance ses desseins à force de les livrer à tout propos et à tout venant. Dès le début de sa carrière, alors qu'il représentait son pays à Francfort, il ne cessait de prédire à quiconque voulait l'entendre qu'il broierait un jour la confédération et balaierait « une poussière de petits souverains. » M. de Rechberg, à ce moment son collègue à Francfort, haussait les épaules, se contentait de sourire, de l'appeler un *bursche*, et, devenu plus tard ministre des affaires étrangères à Vienne, il n'hésita point à s'embarquer avec ce *bursche* dans l'expédition des duchés. Après cette guerre du Danemark, le ministre de Prusse passait encore pour un personnage *moquable* aux yeux de graves diplomates, et on ne l'estima non plus ni très sérieux ni très dangereux à Biarritz malgré le chef-d'œuvre de Gastein, malgré des confidences bien vastes au sujet de l'Allemagne. Brutus d'un genre tout nouveau, Brutus au rebours, il avait beau multiplier les preuves d'une intelligence rare, il avait même beau dénoncer à tous les Tarquins du monde ses projets de révolution et d'ambition, il n'en devait pas moins arriver à ses fins, grâce au parti-pris des Tarquins de le proclamer *fou*. Si ce mot parvint jamais aux oreilles du ministre, il dut probablement se consoler par cette pensée de son compatriote, l'humoristique Jean-Paul, que la folie est parfois la sagesse d'un seul, et que la sagesse n'est souvent que la folie du grand nombre... Sage ou fou, le ministre prussien emportait de Biarritz une chose précieuse, inestimable : la neutralité bienveillante de la France. Cette neutralité n'était pas néanmoins à l'épreuve de tout accident; de bienveillante, elle pouvait devenir par degré attentive et alarmée, se changer même en hostilité déclarée à mesure que s'accentueraient les succès des armes prussiennes. Le tout était donc de ne pas laisser à cette neutralité le temps d'opérer ces changemens immanquables, le tout était de faire vite et bien, de frapper dès le début un coup qui dictât la paix à Vienne et le respect à Paris : la victoire n'était qu'à ce prix! Or à cet égard le général Moltke n'avait cessé de donner les assurances les plus positives : les étapes en Bohême sont toutes marquées, et le fusil à aiguille

étonnera le monde par l'immensité de son tir. Lui-même, M. de Bismarck, n'avait-il pas exprimé déjà l'année passée sa ferme conviction devant M. de Pfordten « que l'Autriche n'était ni armée ni en état de s'armer, et qu'il suffirait d'une seule grande bataille du côté de la Silésie pour réduire le Habsbourg?... » Ce n'en était pas moins risquer le tout pour le tout, exposer la monarchie de Brandebourg à une ruine possible, jouer gros jeu, pour parler le langage populaire; aussi la légende populaire au-delà du Rhin n'a-t-elle pas manqué depuis de prêter à M. de Bismarck le trait caractéristique de tout *ponteur* hasardeux, et de raconter que pendant la campagne de Bohême il a toujours porté un pistolet chargé dans sa poche. La légende prétend même qu'il y eut un moment à Sadowa, — ce moment court, mais terrible, qui sépara la déroute presque achevée du prince Frédéric-Charles de l'arrivée secourable du prince de Prusse, — où le joueur désespéré avait déjà approché le pistolet de son front, — ce front large et chauve sur lequel le dieu grand, le dieu unique de notre siècle, le succès, devait bientôt imprimer le sceau de l'immortalité...

IV.

Le 22 janvier 1866, trois mois après l'entrevue de Biarritz, l'empereur Napoléon III constatait, dans le discours du trône adressé aux chambres françaises, qu'au dehors la paix semblait assurée partout et que les relations de la France avec toutes les puissances étaient amicales. « A l'égard de l'Allemagne, ajoutait-il, mon intention est de continuer à observer une *politique de neutralité* qui, sans nous empêcher parfois de nous affliger ou de nous réjouir, nous laisse cependant étrangers à des questions où nos intérêts ne sont pas directement engagés. » Quatre jours après cette déclaration impériale, M. de Bismarck ouvrait sa seconde campagne contre l'Autriche, la campagne de « fer et de sang, » par une dépêche au baron Werther qui jugeait sévèrement la conduite du cabinet de Vienne au point de vue des principes conservateurs. L'homme qui devait bientôt bouleverser l'Europe, déchirer le pacte fédéral de l'Allemagne, détrôner des rois, former une légion insurrectionnelle en Hongrie et demander à lancer Garibaldi en Dalmatie pour y soulever les populations slaves, ce même homme débutait, en ce mois de janvier 1866, par dénoncer l'esprit jacobin de la maison de Habsbourg : elle fomentait l'anarchie et protégeait la *révolution* dans les duchés!

Dans ces duchés en effet, la conduite de l'Autriche ne laissait pas de différer gravement de celle qu'y tenait la Prusse depuis la

convention de Gastein. La convention, on s'en souvient, avait réglé le *condominium* de telle sorte que la Prusse eût à administrer seule dans le Slesvig, l'Autriche seule aussi dans le Holstein, le tout sans préjudice pour leur droit de *co-possession* sur les deux pays. Le gouverneur prussien dans le Slesvig, le général Manteuffel, prenait son « administration » au sérieux; il supprimait les journaux, défendait toute réunion, emprisonnait les gens, et parvenait ainsi, selon la belle définition de M. de Goltz, à « passer sous silence » le *droit nouveau* sur les bords de l'Eider. Autres étaient les procédés du gouverneur autrichien dans le Holstein. Le général de Gablenz tenait à honneur « de ne pas laisser dans ce pays le souvenir d'un pacha turc; » il n'y supprimait pas les journaux, n'emprisonnait personne, permettait au malheureux duc d'Augustenbourg de séjourner à Kiel, tolérait les assemblées populaires qui se réunissaient fréquemment, et proclamaient « les droits du Slesvig-Holstein et du prince héréditaire. »

Ce fut précisément une de ces réunions populaires, tenue à Altona, qui fournit le texte et le prétexte de la longue dépêche prussienne au baron Werther du 26 janvier 1866. « Le roi, notre auguste maître, y lisait-on entre autres, est douloureusement affecté de voir se déployer, sous l'égide de l'aigle autrichienne, des tendances révolutionnaires et hostiles à tous les trônes... Si à Vienne on croit pouvoir assister tranquillement à cette transformation d'une race distinguée jusqu'ici par ses sentimens conservateurs en un foyer d'agitations révolutionnaires, nous ne pouvons le faire de notre côté, et nous sommes décidés à ne pas le faire. » En conséquence, le gouvernement du roi priait le gouvernement de l'empereur de ne plus nourrir de sentimens hostiles à la Prusse, de ne plus former de coalition contre elle avec les états secondaires, « de mettre aussi fin aux déclarations indignes de la presse et des associations holsteinoises, et de rendre impossible à l'avenir l'action du duc d'Augustenbourg. » Et la note finissait par la menace que toute réponse « négative ou évasive » rendrait à la Prusse une entière liberté d'action, dont elle userait de la manière la plus conforme à ses intérêts.

A cette missive prussienne, le comte Mensdorf répondit, sous la date du 7 février, par une dépêche non moins longue, mais d'une modération extrême, à l'adresse du comte Karolyi à Berlin. Dans cette note, le ministre autrichien établissait d'abord les points de droit incontestables; il protestait ensuite avec force contre l'accusation de favoriser des tendances révolutionnaires, et quant à cette autre accusation de nourrir des sentimens hostiles à la Prusse, il priait le cabinet de Berlin de jeter seulement un coup d'œil im-

partial sur le passé le plus récent. « Si le gouvernement du roi considère les affaires de l'Allemagne, il sera frappé du fait que, loin de vouloir former une coalition contre la Prusse, nous avons fait passer positivement nos relations avec les états secondaires après l'alliance avec la Prusse, nous leur avons même porté un préjudice des plus sérieux... » Il va sans dire que le ministre de Guillaume I[er] considéra la réponse de M. de Mensdorf comme un refus à ses justes demandes; il déclara immédiatement au comte Karolyi que les relations de la Prusse avec l'Autriche cessaient d'être cordiales, et qu'il s'abstiendrait désormais de toute communication avec le gouvernement de Vienne au sujet des duchés. Il jugea également opportun de s'abstenir de toute communication avec son propre pays et sa représentation légale. La session des chambres prussiennes, à peine ouverte le 15 janvier, fut brusquement close le 22 février.

Tout ce mois de février et la première moitié du mois de mars se passèrent dans le silence, dans les préparatifs et dans des allées et venues mystérieuses. Un jour (23 février), c'était l'hospodar des principautés qui tombait à Bucharest victime d'une conspiration nocturne dont le consul de Prusse avait le fil dans les mains; grâce au même consul et à la volonté nationale le prince Couza ne tarda pas à être remplacé par un prince Hohenzollern. Un autre jour, le 28 février, c'était M. de Goltz qui arrivait en toute hâte de Paris à Berlin pour prendre part à un grand conseil, auquel assistèrent le roi, les princes du sang, les ministres et plusieurs généraux. Le 10 mars, les journaux apportaient la nouvelle qu'un général italien, M. Govone, était en route pour Berlin, avec la mission *scientifique* « d'étudier le système des fortifications prussiennes. » Le lendemain 11 mars, un édit royal déclarait passible des peines les plus sévères toute personne qui par ses actes ou par ses paroles porterait atteinte aux droits souverains de la Prusse et de l'Autriche dans les duchés-unis ou dans l'*un de ces duchés* (1). C'était faire acte d'intervention directe dans l'administration du Holstein, y sommer le gouverneur autrichien à la soumission ou à la retraite. Au reçu de cette ordonnance, le cabinet de Vienne chargea le comte Karolyi de demander (16 mars) au président du conseil de Berlin « si la Prusse avait l'intention de rompre violemment la convention de Gastein? — *Non*, répondit M. de Bismarck; *mais si j'avais cette intention, vous répondrais-je autrement?...* »

En présence d'une réponse si équivoque et d'une situation qui

(1) Le général Gablenz ainsi que les magistrats de Holstein avaient refusé le mois précédent de livrer à la Prusse le journaliste May, en déclarant que le gouvernement de Berlin pouvait poursuivre l'écrivain devant les tribunaux du pays.

l'était si peu, le gouvernement de Vienne crut devoir prendre certaines mesures de précaution en Bohême, et y concentrer quelques troupes. La chose était d'autant plus urgente que l'objet en litige, ces duchés convoités par le successeur de Frédéric II, étaient séparés de l'Autriche par toute l'épaisseur de l'Allemagne, tandis qu'ils se trouvaient à la portée immédiate de la Prusse, qui n'avait qu'à étendre la main pour les saisir et pour faire prisonnier le général de Gablenz avec ses quelques régimens. « L'Autriche aurait dû armer bien plus tôt, » s'est écrié M. Thiers dans un discours mémorable. Tardives ou non, ces mesures n'en fournirent pas moins à la Prusse un prétexte excellent pour se dire menacée. Dans une circulaire fameuse du 24 mars, M. de Bismarck dénonçait les préparatifs formidables de l'Autriche, déclarait armer maintenant à son tour, et demandait à l'Allemagne, à une Allemagne régénérée par une constitution nouvelle et *conforme à la réalité des choses*, aide et assistance contre l'agresseur. Les états secondaires répondirent en engageant la Prusse à porter son différend devant la diète, ainsi que le prescrivait l'article 11 du pacte fédéral; personne en effet ne pouvait être dupe des cris de détresse qu'on poussait à Berlin. « Pour que les plaintes de la Prusse fussent fondées, disait M. de Mensdorf dans un document remarquable, il faudrait que l'Europe eût vécu dans un rêve profond pendant les derniers mois, *qu'il ne fût pas vrai* que le gouvernement de Berlin eût envoyé des dépêches menaçantes, tenu des conseils de guerre, parlé de l'annexion des duchés de gré ou de force, négocié avec le cabinet de Florence, — que tout *cela ne fût pas vrai*, que tout cela ne fût qu'une vaine illusion des sens, et que la seule chose réelle fût ces masses armées autrichiennes qui se sont avancées, dit-on, depuis le 13 mars (c'est le cabinet prussien lui-même qui donne cette date) en Bohême! Les choses se sont passées autrement et à la vue de tous... » — « Rien n'est plus éloigné des intentions de S. M. l'empereur, disait une note autrichienne du 31 mars, qu'une attitude offensive contre la Prusse. » — « Rien n'est plus éloigné des intentions de S. M. le roi, répondit une note prussienne du 5 avril, qu'une attitude offensive contre l'Autriche. » C'était le 5 avril que le gouvernement de Prusse faisait cette déclaration solennelle à Vienne; *trois jours plus tard*, le 8 avril, il signait une alliance offensive et défensive avec l'Italie contre l'Autriche!...

Depuis longtemps, depuis le mois d'octobre 1865, le gouvernement italien était demeuré dans l'attente fiévreuse des événemens futurs. Il connaissait l'échange d'idées qui avait eu lieu à Biarritz: au-delà des Alpes, on prétend même que c'est de Paris qu'était venu alors le conseil à Florence de ne pas procéder à un désarme-

ment auquel on avait d'abord pensé à la suite de la déception de Gastein, et vu l'état du trésor. Le 18 novembre 1865, en inaugurant la nouvelle législature, le roi Victor-Emmanuel indiquait déjà « un changement profond, inévitable, qui était en train de s'opérer parmi les peuples, » et qui permettrait bientôt à l'italie « de compléter ses destinées. » Si de telles phrases pouvaient passer à la rigueur pour le refrain obligé de tout discours du trône transalpin, il en était bien autrement de l'attitude gardée par le président du conseil devant la nouvelle assemblée. Grâce aux dernières élections, qui venaient d'avoir lieu sous l'influence des rancunes de Turin et du *connubio* déplorable entre les conservateurs piémontais et les garibaldiens, le général La Marmora se trouvait en présence d'une majorité hostile. Comme il était loin de vouloir réduire, avec la *Gazette de la Croix*, le mécanisme si compliqué de la vie parlementaire à une simple « *question de loyer* (1), » l'honnête ministre lutta courageusement pendant un mois, et cette obstination de la part d'un homme qu'on savait nullement avide du pouvoir donnait déjà beaucoup à penser aux fortes têtes de Florence. Le général, s'y disait-on, doit avoir des raisons majeures pour s'accrocher si fortement au portefeuille, quelque grande combinaison politique dont il tient à ne pas laisser échapper le fil de ses mains. Ces suppositions devinrent presque de la certitude lorsque, après avoir donné un moment sa démission à la suite d'un vote qui renversa le ministre des finances, M. Sella, on vit le président du conseil venir se représenter devant la chambre le 22 janvier 1866 avec un cabinet à peine modifié. Les événemens ne tardèrent point à justifier l'hypothèse. La semaine d'après, le gouvernement de Prusse ouvrait sa campagne contre la cour de Vienne; pendant le mois de février, les pourparlers étaient incessans entre M. de Bismark et le comte de Barral à Berlin, entre M. d'Usedom et le général La Marmora à Florence; enfin le 1er mars, le lendemain du grand conseil politique et militaire tenu à Berlin sous la présidence du roi et avec l'adjonction de M. de Goltz, le ministre de Guillaume Ier demandait au gouvernement italien d'envoyer un homme versé dans l'art militaire pour débattre avec lui certains points importans et « donner une forme concrète à un accord éventuel (2). »

La partie s'engageait d'une manière assez sérieuse, et toutefois

(1) « Les députés, disait la célèbre feuille prussienne au commencement de 1866, ne sont que les *locataires* de la chambre, et la question de savoir si et combien de temps ils y resteront dépend uniquement du bon plaisir du *propriétaire*. »

(2) *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne.* — C'est à cet écrit encore inédit, ainsi qu'à la publication de M. Jacini, que sont empruntés, dans ce récit, tous les détails sur les missions du général Govone à Berlin et du comte Arese à Paris.

le général La Marmora était loin encore de vouloir prêter les deux mains aveuglément à son confrère de Brandebourg. L'expérience de l'année précédente, la déception de Gastein, le rendaient méfiant et circonspect. Si cette fois encore la Prusse allait seulement menacer pour obtenir des concessions avantageuses, montrer l'alliance italienne comme un épouvantail à la *Burg*, afin de rendre M. Mensdorf plus accommodant dans les duchés? L'Italie n'était pas assez riche pour payer les démonstrations belliqueuses de M. de Bismarck; les partis dans la péninsule étaient par contre assez peu scrupuleux et équitables pour imputer à crime au gouvernement toute espérance déçue, toute entreprise avortée. Le ministre du roi Victor-Emmanuel résolut donc de ne pas faire trop l'empressé, de prendre ses sûretés; avant tout, il répugnait à des préparatifs militaires qui pourraient bien être inutiles sans cesser d'être très dispendieux. Il y eut même un moment où à Paris on lui en voulut un peu de ses hésitations, de ses lenteurs, et le voyage du prince Napoléon à Florence, dans ces jours, ne fut point étranger, paraît-il, à ces préoccupations. Le 9 mars, le marquis Pepoli interpellait dans la chambre le chef du cabinet sur les affaires d'Allemagne. « Le moment n'est-il pas venu d'appeler sous les armes la levée de 1845? Les événemens sont très graves; il faut profiter de l'occasion pour affirmer notre politique et *fonder les alliances de l'Europe sur des bases nouvelles*, sur la communauté des principes et des intérêts... Je vous parle en homme qui aime son pays; je crois que la politique suivie jusqu'à cette heure n'est pas la politique qui convient aux intérêts de la nation... » Ceux qui connaissaient la situation toute spéciale et les liens de famille du marquis Pepoli virent dans ses paroles, à tort ou à raison, une véritable mise en demeure qu'adressait au président du conseil une influence auguste. Le ministre ne put naturellement que décliner un débat aussi délicat; mais le même jour partait pour Berlin le général Govone, cet homme versé dans l'art militaire qu'avait demandé M. de Bismarck pour « donner une forme concrète à un accord éventuel. »

Ce qui devait ajouter à la circonspection, à la réserve du ministre italien, c'est qu'il ne voyait pas bien clair dans la politique française. Cette politique en effet, tout en favorisant à Florence la « dernière pensée » de M. de Cavour et en pressant même quelque peu l'éclosion, gardait pourtant à Paris, entre les deux puissances allemandes, un équilibre d'une précision vraiment désespérante; la neutralité se montrait aussi bienveillante envers le Hohenzollern qu'envers le Habsbourg, et ne faisait jamais voir ce qui dans les affaires d'Allemagne pouvait « l'affliger ou la réjouir. » Pendant tout

l'hiver, les deux ambassadeurs de Prusse et d'Autriche avaient fait assaut de politesses et de gracieusetés envers la cour des Tuileries sans que les juges du camp attitrés et attifés eussent pu dire lequel des rivaux avait obtenu le prix. Tantôt c'était le prince Metternich qui apportait au prince impérial de France le grand cordon de l'ordre de Saint-Étienne; tantôt c'était le comte de Goltz qui, dans un bal splendide, offrait à l'impératrice Eugénie un bouquet qu'avait commandé le jour même, par le télégraphe, le très vieux et très galant Guillaume Ier. Lequel des deux, du ruban ou du bouquet, pèsera d'un poids plus grand dans les balances du Brennus gaulois? se demandait le public sans oser décider, tout en voulant peut-être choisir. Encore dans ce mois de mars, les feuilles annonçaient un jour (le 7) que M. de Goltz retournait de Berlin porteur des insignes de l'Aigle-Noir de Prusse pour le fils de l'empereur Napoléon III, et un autre jour (le 11) que l'ambassadeur de France à Vienne venait de remettre au petit prince impérial d'Autriche les insignes de la Légion d'honneur dans une réception solennelle où M. le duc de Gramont s'était exprimé ainsi qu'il suit : « Les deux nations verront avec une égale satisfaction ce témoignage manifeste d'estime et d'amitié qui unit les deux cours; elles y verront aussi le désir réciproque de resserrer les liens qui rapprochent deux peuples et qui ne tarderont pas à se multiplier sous l'influence heureuse de conventions également utiles à l'Autriche et à la France... » M. de La Marmora voulut avoir le cœur net au sujet de la politique des Tuileries, pénétrer jusqu'à la pensée intime que cachaient tant de festons et d'astragales; peu de temps après le départ du général Govone pour Berlin, il envoyait à Paris le comte Arese.

Ami dévoué de jeunesse, ancien compagnon d'exil de l'empereur Napoléon III, le comte Arese est un de ces hommes rares en Italie, rares aussi dans tous les pays, qui ne cherchent dans une grande intimité avec un souverain étranger et puissant que le moyen d'être utile à leur patrie, aussi soigneux du reste à rendre des services inappréciables à la cause nationale qu'à n'en jamais faire montre. Ce n'était point la première mission intime que lui confiait le fils de Charles-Albert auprès de l'ami impérial; cette fois pourtant le « gentilhomme lombard » ne réussit pas complétement dans ses démarches. Le cabinet de Florence aurait voulu s'assurer qu'on approuvait à Paris aussi bien les visées du roi Guillaume que celles du roi Victor-Emmanuel, « et que la France ne mettrait pas les mêmes obstacles aux progrès de la Prusse en Allemagne qu'avait soulevés la Prusse en 1859 aux progrès de la France en Italie. » Ces assurances, le comte Arese ne put guère les obtenir. On com-

prenait parfaitement le désir de l'Italie de profiter des embarras de l'Autriche en Allemagne pour « compléter ses destinées; » mais on se réservait « une liberté d'action pleine et entière pour toute éventualité qui pourrait mettre en danger les intérêts de la France. » Il était bien entendu toutefois que ce n'est pas la réunion de la Vénétie au royaume d'Italie qui serait jamais envisagée comme une éventualité dangereuse.

Pendant que le comte Arese s'acquittait ainsi de sa délicate mission à Paris, le général Govone se débattait à Berlin au milieu de difficultés innombrables, marchant des journées entières dans les ténèbres, craignant partout des attrapes et des piéges. Il arrivait auprès d'une cour où le nom de l'Italie était encore naguère et jusqu'à ces derniers jours l'abomination de la désolation, il y arrivait comme le représentant d'un prince usurpateur qui avait assiégé, détrôné son propre neveu et fait asseoir auprès de lui, dans les carrosses du roi, Garibaldi en chemise rouge, et c'est Guillaume I[er], l'oint du Seigneur, l'adorateur du « droit divin, » le zélateur des « conquêtes purement morales (1), » qui allait faire son pacte avec ce messager de la révolution!... L'apparition de ce militaire, qui avait peut-être porté lui-même la *camicia rossa*, au sein des preux et pieux chevaliers de la *Croix* sur les bords de la Sprée ne pouvait guère être comparée qu'à celle des jacobins à l'écharpe « satanique » qui étaient venus jadis à Bâle traiter de la paix avec les plénipotentiaires poudrés du roi Frédéric-Guillaume II!... Encore ces jacobins avaient-ils du moins le prestige de la terreur et de la victoire, étaient-ils les envoyés du Dieu des armées! On comprend les scrupules, les hésitations, les fluctuations de la cour de Berlin dans cette seconde moitié du mois de mars 1866; on comprend aussi les incertitudes, les *désespérances* du général Govone, les télégrammes variables et parfois complétement décourageans qu'il expédiait d'un jour à l'autre, d'une heure même à l'autre, au président du conseil à Florence. Le 22 mars, par exemple, il mandait à son chef qu'il pouvait considérer sa mission comme définitivement avortée, qu'un séjour plus prolongé à Berlin n'était d'aucune utilité, et cependant c'est le 24 du même mois, c'est-à-dire deux jours après, que M. de Bismarck lançait sa circulaire aux cours allemandes, sonnait le tocsin de la guerre!

Après la circulaire du 24 mars, les négociations furent suivies avec plus d'entrain. Il n'y avait naturellement qu'un esprit fort comme M. de Bismarck pour faire pacte avec ce messager du

(1) « La Prusse ne doit faire en Allemagne que des *conquêtes morales*, » paroles prononcées par ce prince au moment où il acceptait la régence, le 8 novembre 1858.

royaume maudit qu'assistait son collègue le comte de Barral; dans le fond apparaissait de temps en temps M. Benedetti. A cet endroit, on tend presque involontairement la main vers tel volume de Machiavel : on est pris de l'envie de relire un chapitre des *Legazioni*. Qu'il eût été heureux, le grand Florentin, de contempler ses trois compatriotes aux prises avec un « barbare! » Qu'il eût été étonné aussi de trouver que dans le nord barbare l'on était passé maître dans ces talens divers de l'homme politique auxquels notre langue bourgeoise ne sait donner que des noms désobligeans, mais qui pour lui, le fin connaisseur et artiste, s'appelaient dans leur ensemble la *vertu* (1) même! Les plénipotentiaires italiens insistaient d'abord, d'après les intentions du général La Marmora, pour que la Prusse prît l'*engagement absolu* de faire la guerre à l'Autriche. Le ministre du roi Guillaume se récriait. A quoi bon les engagemens, à quoi bon même les traités écrits? L'Italie n'avait qu'à envahir la Vénétie; la Prusse ne saura dans ce cas demeurer indifférente aux dangers que courrait son unique allié possible; le vieux Hohenzollern, à l'heure qu'il est encore récalcitrant à toute idée de guerre, se verra alors forcé de tirer l'épée, et l'organisation militaire si perfectionnée de la Prusse lui permettra de secourir à temps un roi galant homme... Les diplomates transalpins se refusèrent à ces belles insinuations, et l'huile de l'éloquence glissa sans laisser de trace sur le marbre de leur cœur. — Soit, dit-on à ces ergoteurs obstinés, on fera un traité, un traité éventuel, un traité secret; dans ce traité, on stipulera que l'Italie commencera l'attaque. — Non, interrompirent les envoyés du général La Marmora, c'est la Prusse qui attaquera la première : il est trop bien démontré que l'Autriche ne fera jamais l'abandon volontaire de Venise, tandis qu'à Gastein elle a déjà été sur la pente de céder les duchés de l'Elbe... — On se renvoya ainsi pendant quelque temps le mot historique de Fontenoy, avec plus de persistance et moins de chevalerie que les gentilshommes du dernier siècle, et l'on finit par formuler le pacte de la manière qui suit. La Prusse se réservait de déclarer ou de ne pas déclarer la guerre à l'Autriche; mais aussitôt que la Prusse aurait pris l'initiative de la rupture de la paix, l'Italie s'obligeait de suivre cet exemple et d'attaquer de son côté. La guerre une fois éclatée, les deux puissances s'engageaient à marcher d'accord, à n'accepter de trêve séparée et à ne faire cesser les hostilités que lorsque l'Italie aurait obtenu le royaume lombardo-vénitien, et la Prusse des territoires équivalens en Allemagne. — Ce

(1) Cette *virtù*, nous enseigne Machiavel, est parfaitement conciliable avec la *scelleratizza*. Voyez *Discorsi* I, 10, au sujet de Septime-Sévère.

point bien établi, les négociateurs transalpins firent observer qu'un pareil engagement ne pouvait être nécessairement pris qu'à terme, que l'obligation pour l'Italie de prêter son concours à la Prusse pour le cas où il plairait à cette dernière de déclarer la guerre à l'Autriche ne saurait durer que pendant un temps bien défini, trois mois par exemple; si donc d'ici à trois mois la Prusse n'avait pas encore commencé les hostilités, le traité d'alliance offensive et défensive serait censé expiré, et l'Italie reprendrait sa liberté d'action. — Parfaitement, répliqua le président du conseil de Berlin; mais pourquoi nommez-vous notre « accord éventuel » *un traité d'alliance offensive et défensive?* Appelons-le plutôt un *traité d'alliance et d'amitié* pour rester dans le vrai; ce nom est plus conforme à la réalité des choses. Les Italiens ne furent pas de cet avis, l'amitié ne leur suffisait pas; ils tenaient à leur appellation plus « concrète. » — Soit, finit par reconnaître encore M. de Bismarck; ce n'est là au fond qu'une chicane de nom, de titre; va pour le titre : nous mettrons donc, si vous le voulez bien, en tête de notre « accord éventuel » les mots de *traité d'alliance offensive et défensive.* — On aborda ensuite la question d'argent, et le représentant de la Prusse, puissance ordinairement si parcimonieuse, se montra dans la circonstance d'une facilité très grande. « Tirez des boulets sur Vienne et des billets sur Berlin, » aurait-il dit en plaisantant. Les finances italiennes étant bien épuisées, on stipula un fort subside (120 millions, à ce qu'on assure) comme premiers frais d'installation du roi Victor-Emmanuel dans la province vénitienne. — La « forme concrète à un accord éventuel » ainsi heureusement trouvée, le général Govone jugea utile de rappeler qu'il portait aussi des épaulettes, que c'est en sa qualité « d'homme versé dans l'art militaire » qu'il avait été envoyé de Florence sur une invitation directe partie en ce sens de Berlin, et il demanda s'il ne serait pas désirable de convenir également des choses militaires comme on était convenu des choses politiques, d'établir en commun un plan de campagne, d'échanger du moins à cet égard quelques idées bien nettes. A cette proposition, très naturelle du reste, on fit la sourde oreille. La guerre était encore dans une perspective trop lointaine, trop vague, pour qu'il y eût urgence d'aborder un pareil thème; lorsque le moment opportun sera venu, on y avisera, on enverra même le général Moltke à Florence pour se concerter avec M. La Marmora; en attendant, ce serait perdre inutilement son temps dans une discussion oiseuse. M. Govone eut beau insister; ni alors, ni plus tard (il ne quitta Berlin qu'au mois de juin), il ne put vaincre à ce sujet la réserve des Prussiens. La confiance que portait le vieux Guillaume à son bon frère et bon ami le roi galant homme n'allait pas jusqu'à lui livrer le secret du général Moltke.

Le traité fut signé le 8 avril, et, tout en reconnaissant la ténacité et la circonspection des négociateurs italiens, on ne saurait cependant le nier, il faisait la part très large à M. de Bismarck. Pendant trois mois, l'Italie se trouvait désormais enchaînée, n'avait plus la faculté d'accepter une cession possible de Venise, était tenue de répondre à la première sommation du canon prussien; la cour de Berlin par contre était libre de tous ses mouvemens, elle pouvait faire la guerre ou ne pas la faire, menacer de son alliance italienne et y chercher le moyen d'obtenir des conditions avantageuses du côté de l'Autriche. On verra aussi l'étrange parti que la cour de Berlin devait bientôt tirer de la circonstance que les mots d'*offensive et défensive* se trouvaient seulement mentionnés dans le titre et non point dans le corps même du traité... On ne voulut voir rien de tout cela à l'hôtel du quai d'Orsay; on y vit seulement le fait unique, prodigieux, d'un pacte conclu entre un monarque par la grâce de Dieu et un roi de la volonté nationale, et l'on s'extasia sur l'habileté de M. Benedetti : il n'y avait qu'un diplomate de la nouvelle école pour opérer un pareil miracle! Et que dire de cette motion étonnante dont M. de Bismarck saisit la diète fédérale à Francfort, le 9 avril, le lendemain même du jour où il venait de signer son traité secret avec l'Italie! Il demandait « la convocation d'une assemblée issue des *élections directes et du suffrage universel* de toute la nation germanique; cette assemblée discuterait les propositions des gouvernemens allemands touchant une réforme fédérale. » La Prusse rétrograde, la Prusse de la sainte-alliance, en appelait donc à l'opinion, faisait une avance positive à la démocratie; ce roi Guillaume qui, sur l'Eider aussi bien que sur la Sprée, « passait sous silence » certains droits essentiels, il tenait à les proclamer hautement sur les bords du Mein, il parlait d'une assemblée constituante et du suffrage universel! Quel triomphe pour le droit nouveau, pour les principes modernes, et quelle « conquête morale » pour la France!...

La grande combinaison allait donc enfin aboutir, et rien, ce semble, ne devait plus arrêter la marche prévue des événemens. Il est vrai que l'Autriche faisait à ce moment même un effort sérieux pour conjurer l'orage; à tout prendre pourtant, cet effort était plutôt de nature à précipiter la crise. « Rien n'est plus éloigné des intentions de sa majesté le roi de Prusse qu'une attitude offensive envers l'Autriche, » avait fait déclarer solennellement à Vienne M. de Bismarck le 5 avril, trois jours avant de signer le traité avec l'Italie. Fort de cette parole, M. de Mensdorf exprima d'abord, dans une dépêche datée du 7 avril, son regret à l'égard de quelques mesures militaires prises auparavant en Bohême; il finit par proposer d'une manière formelle le désarmement simultané des deux puis-

sances allemandes. Le président du conseil de Berlin ne put guère décemment décliner de telles ouvertures, il se donna même l'air de les accepter, mais il eut soin d'avertir le général La Marmora que dans tous les cas les ordres pour le désarmement seraient exécutés avec la plus grande lenteur possible (1), et il l'engageait à hâter les préparatifs au-delà des Alpes. C'est ainsi en effet que se passèrent les choses. Au moment même où la Prusse ralentissait, du moins ostensiblement, son action, l'Italie commençait à sortir de sa réserve et à prendre des « mesures de défense. » L'Autriche, se détournant de la Bohême vers le quadrilatère sur le Pô, se mit à y renforcer ses garnisons; aussitôt le gouvernement italien de dénoncer à l'Europe (le 27 avril) l'agression qu'on méditait contre lui, et M. de Bismarck de déclarer (le 30 avril) qu'il ne pouvait plus, de son côté, consentir à un désarmement quelconque. Le cabinet de Berlin, il est vrai, n'avait rien à voir aux événemens sur le Pô, puisqu'il n'avouait pas son alliance avec le roi Victor-Emmanuel; mais il appréhendait, disait-il, que les troupes renforcées sous les ordres de l'archiduc Albert au-delà des Alpes ne revinssent à un moment donné, et subitement, en Bohême pour accabler la Prusse, « les nouvelles qui nous arrivent directement de l'Italie et par l'intermédiaire d'autres cours étant d'accord pour constater que le cabinet de Florence n'avait nullement l'intention de diriger une attaque non provoquée contre l'empire autrichien. » Le jeu paraissait bien serré et la situation de la Prusse vis-à-vis du traité du 8 avril des plus correctes.

Qui l'aurait cru cependant? Derrière une attitude si énergique se cachait au fond une défaillance extrême, et le roi « trop honnête » était bien près d'abandonner le roi galant homme au moment même où ils affichaient pour la première fois et assez clairement leur connivence! Le 27 avril, le jour où il annonçait dans sa circulaire qu'il allait prendre « les mesures militaires exigées par la situation que lui faisait l'Autriche, » le général La Marmora crut devoir signaler à Berlin le danger que l'Italie ne fût maintenant attaquée à l'improviste après avoir si complétement démasqué son jeu. Quel ne dut pas être l'étonnement de l'honnête ministre lorsqu'il lui fut répondu, le 2 mai, que dans le cas qu'il venait de signaler il n'aurait pas le droit de compter sur le concours de la Prusse, le traité du 8 avril n'étant pas un acte *bilatéral* et n'obligeant pas à un même degré les deux puissances contractantes. Comment! demanda le ministre stupéfait, n'est-ce donc point une alliance offensive et défensive que nous avons signée le 8 avril, ratifiée le 20, il y a douze jours à peine? — Non, lui expli-

(1) *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

qua-t-on doucement, les mots d'*offensive et défensive* ne figurent que sur le titre de l'instrument (1); dans le corps même du traité, « conçu du reste en termes très généraux, » il n'est parlé que d'une assistance mutuelle pour le cas où la Prusse aurait déclaré la guerre à l'Autriche; pareille éventualité n'ayant pas eu lieu, il n'y avait pour la cour de Berlin aucune obligation stricte de défendre l'Italie contre une agression autrichienne... « Il est vrai, ajoutait le comte Usedom, que M. de Bismarck personnellement ne partageait qu'à demi cette opinion : il croyait qu'il était de l'*intérêt* (non pas du devoir) de la Prusse de ne pas abandonner l'Italie; aussi en a-t-il fait une *question de cabinet* et était-il décidé à offrir sa démission!!... »

L'incident est curieux assurément. Il prouve d'abord que le Brandebourg, « pays plat et évangélique, » ainsi que l'avait appelé un jour Henri Heine, a ses Escobar tout aussi bien que tel pays ultramontain; il fait voir aussi au milieu de quels écueils et à travers quels détroits le grand pilote de l'Allemagne avait à mener sa barque et son césar. En vérité, il était tout autrement difficile, le rôle de M. de Bismarck en 1866, que celui du comte Cavour en 1859 auquel cependant on n'a cessé de constamment le comparer! En somme, l'illustre Piémontais a eu pour lui vent et marée. Il s'était assuré le concours de la plus grande puissance militaire de son temps; l'opinion libérale de l'Europe lui était favorable, toute l'Italie recevait de lui le mot d'ordre, il était adoré de son petit pays; les chambres, la cour, le roi, le suivaient avec confiance, avec un abandon presque entier. Qu'on veuille bien mettre en regard les conditions faites par un sort inexorable au Cavour de la Poméranie! Comme secours étranger, il n'avait que cette puissance née d'hier dont il fallait payer jusqu'à l'équipement, et l'on nous a révélé depuis le cas que faisait à ce moment même l'état-major prussien de la valeur de l'armée transalpine (2). L'Europe laissait parler sa conscience, puisque le succès n'avait point encore prononcé, et elle n'hésitait pas à stigmatiser la politique impudente de « l'Alberoni du nord. » La Germanie était indignée, frémissante à l'idée d'une lutte « fratricide; » la commission permanente des chambres allemandes qui siégeait à Francfort (le comité des 36, ainsi qu'on le nommait) protestait avec force contre

(1) Quelques publicistes allemands prétendirent même plus tard que ce titre n'avait été ajouté qu'après coup et d'*une autre main!*

(2) « Il n'était guère permis aux Italiens d'espérer conquérir directement la Vénétie avec ses forteresses; ils ne pouvaient compter s'en rendre maîtres que si l'état général de la guerre (en Allemagne) contraignait l'Autriche à leur abandonner le pays. » *Relation de l'état-major prussien sur la campagne de 1866.*

« une politique funeste de cabinet, » et l'avance faite à la démocratie par la motion du 9 avril, loin de désarmer les haines, n'avait servi qu'à raviver les suspicions. Les populations de la Prusse elle-même n'étaient ni les moins hostiles ni les moins *démonstratives* contre « le grand perturbateur. » On avait dû renvoyer les chambres dès le mois de février; le *National Verein* à Berlin votait une résolution identique à celle du comité des 36 à Francfort; les villes principales du royaume, Cologne, Magdebourg, Stettin, Minden, etc., envoyaient des adresses au souverain en faveur de la paix; la très honorable corporation marchande de Kœnigsberg, de la cité de Kant, décidait de ne plus illuminer le jour de la fête du roi. Enfin il n'est pas jusqu'à son propre parti, jusqu'au *parti de la Croix,* qui ne reniât maintenant l'Éliacin tant chéri jadis, et ne parlât de briser son vase d'élection. La langue de M. de Gerlach s'était déliée après un long et morne silence, et le célèbre *rundschauer* accusait nettement le président du conseil de semer la révolution sur ses pas et « de dissoudre tous les élémens conservateurs de la monarchie. » La cour ne lui pardonnait pas les poignées de main distribuées à un Govone, ni l'appel fait au suffrage universel, et il avait beau prouver à son roi qu'il s'agissait seulement de repousser un agresseur sans scrupules et sans force, qu'il s'agissait en outre de la maison du Seigneur et de la maison des Hohenzollern, Guillaume Ier n'en éprouvait pas moins par momens des frissons d'honnêteté, des « fièvres tierces de la conscience, » pour parler avec Shakspeare, et il reculait d'épouvante. Signer un « accord éventuel » avec l'Italie, convenir en « termes généraux » d'une guerre possible, y chercher le moyen « d'influencer » l'Autriche et d'obtenir d'elle la possession légitime du cher port de Kiel, on le croyait à la rigueur permis, il n'y avait en tout cela peut-être qu'un péché véniel; mais le péché mortel d'une guerre véritable, d'une *guerre à fond*, comme devait le dire bientôt la fameuse note Usedom, d'une guerre avec l'assistance de Carignan, de Garibaldi, de Kossuth,... non, on était bien décidé à ne pas le commettre, à moins qu'un commandement d'en haut...

En haut, en France, dans cette patrie de Richelieu et de Talleyrand qui devait planer au-dessus de ces querelles d'Allemands, tantôt affligée et tantôt réjouie, mais toujours neutre et bienveillante, les esprits commençaient à s'aigrir, à s'émouvoir. L'opinion était loin de se montrer favorable au futur vainqueur de Sadowa. Il ne manquait pas, il est vrai, de fanatiques qui, dans la grande perturbation dont l'Europe était menacée, ne voyaient que l'affranchissement de Venise, l'unité de l'Italie et surtout la chute du pouvoir temporel. Devant ce *delenda Carthago*, ils imposaient silence à

toutes les objections d'un patriotisme alarmé, et ultramontains d'un nouveau genre, ils assujettissaient aveuglément les intérêts les plus chers de leur pays à une autorité infaillible qui, elle aussi, avait son siége au-delà des Alpes. Ce n'était là toutefois que l'aberration étrange d'un groupe isolé, quoique très bruyant; la masse de la nation partageait à cet égard des convictions tout autres, et elle était d'autant plus irritée de la situation faite à l'Europe par les menées prussiennes qu'elle avait le juste sentiment qu'il suffisait d'un mot prononcé par le gouvernement français pour y mettre ordre. On avait beau affirmer que le gouvernement français n'y était pour rien, que c'était l'Italie qui agissait à ses risques et périls, armait, traitait et parlait : le public vit clair malgré toutes les ténèbres qu'on accumulait autour de lui; « la voix est de Jacob, mais les mains sont d'Ésaü, » se disait-il avec le patriarche aveugle de la Bible, et ses inquiétudes allaient en croissant. Ces inquiétudes se firent jour enfin le 3 mai, dans cette séance mémorable du corps législatif où M. Thiers prononça son premier discours sur les affaires d'Allemagne qui dévoilait l'ambition prussienne avec une lucidité si merveilleuse. Pour la première fois depuis la fondation du second empire, la majorité obéissante et dévouée se montrait hésitante et perplexe dans la voie qu'on lui indiquait du banc des commissaires du gouvernement; pour la première fois depuis l'avénement de M. Rouher au ministère de la parole, des députés corrects faisaient mine de résister à une éloquence en toute autre occasion irrésistible. Le télégraphe, qui a ses gracieusetés et ses à-propos pour le principal ministre, vint heureusement apporter une dépêche décisive pendant la séance même, « une déclaration officielle par laquelle *l'Italie prenait l'engagement de ne pas attaquer l'Autriche* (1). » Sous l'impression électrique de ce télégramme, la chambre mit fin au débat, sans mettre fin pour cela aux angoisses de la France.

Cet état des esprits chez une « nation voisine » était devenu dans les derniers jours du mois d'avril la préoccupation incessante, l'argument suprême aussi des adversaires de M. de Bismarck à la cour de Berlin. L'opinion publique en France se prononçant de jour en jour dans un sens plus hostile à la Prusse, qui sait, se demandait-on, si le gouvernement de l'empereur ne se verrait pas forcé de la suivre, qui sait même s'il ne se laisserait pas faire à cet égard une violence au fond très douce? Les intentions du cabinet des Tuileries sont-elles déjà si claires par elles-mêmes, si complétement à l'abri de toute équivoque, et ne suffit-il pas au contraire de voir la lenteur que

(1) C'est à la suite de la réponse de Berlin, du 2 mai, que le traité du 8 avril n'était point un acte *bilatéral,* que le gouvernement italien fit le lendemain la déclaration lue à la chambre française. L'Italie attaqua l'Autriche le 20 juin.

mettent ces Italiens dans leurs préparatifs militaires (1) pour faire supposer quelque trame? Cette considération l'emportait sur toutes les autres dans le jugement des hommes politiques de la Prusse, et il est aisé de constater l'ascendant croissant du parti de M. de Gerlach dans les conseils du vieux Hohenzollern pendant cette courte période. L'influence de ce parti est visible dans maintes mesures et démarches qui signalèrent la fin du mois d'avril et les trois premiers jours du mois suivant, elle éclate d'une manière indubitable dans cette réponse donnée le 2 mai au général La Marmora, à la suite de laquelle le général lui-même prenait le lendemain l'engagement officiel de ne pas attaquer l'Autriche, engagement que M. Rouher vint lire à la tribune. M. d'Usedom faisait entrevoir alors la démission de M. de Bismarck; les correspondances parlaient de son état souffrant, et, si sujettes à caution que soient d'ordinaire les nouvelles de la santé de ce ministre, on peut comprendre du moins pourquoi à ce moment il était malade.

Telle était la situation encore le 3 mai 1866, lorsque trois jours après des paroles augustes prononcées dans un chef-lieu départemental de France et connues aussitôt dans tous les coins du monde vinrent changer subitement le courant et remettre en mouvement la grande machine politique qui avait commencé à se ralentir. Dans un discours adressé au maire de la ville d'Auxerre, l'empereur Napoléon III déclarait « détester, comme la majorité du peuple français, ces traités de 1815 dont on voudrait faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure... » Une telle déclaration, lancée dans un pareil moment, n'avait pas besoin de commentaire; « c'était un coup de canon tiré au milieu de l'Europe, » ainsi que s'exprimait une feuille, alors très dévouée à la Prusse. Il y eut cependant des commentaires, et, comme il arrive souvent, ils allèrent bien au-delà de la pensée de l'auteur. On voulut voir dans le discours d'Auxerre une modification notable du programme suivi jusqu'à ce moment, et que le ministre d'état avait cru encore tout récemment pouvoir résumer en ces trois termes : « politique pacifique, neutralité loyale, entière liberté d'action; » on voulut voir dans ce cri d'imprécation contre les traités de 1815 l'indice de la conclusion de traités tout modernes « fondés sur des bases nouvelles et sur la communauté des principes, » ainsi que s'était exprimé M. Pepoli, — l'indice en un mot d'une alliance directe et offensive avec la Prusse et l'Italie. Il ne manquait pas en effet dans les conseils du gouvernement des hommes qui auraient désiré faire aboutir jusqu'à

(1) « La défiance était générale à Berlin contre les intentions d'une puissance voisine, et cela d'autant plus qu'on savait positivement qu'à ce moment (fin avril) l'Italie n'avait encore pris aucune mesure sérieuse pour la guerre. » *Relation de l'état-major de Prusse sur la campagne de 1866.*

une telle combinaison la *neutralité expectante* qu'ils avaient d'abord eux-mêmes suggérée à la veille de l'entrevue de Biarritz et dont ils s'étaient longtemps contentés. Ces hommes n'avaient plus une confiance aussi absolue dans la politique naguère encore tant prônée, « une politique qui, sans guerre, sans péril, et par le seul fait d'une entente morale et purement diplomatique devait compléter l'Italie, reconstituer l'Allemagne, et briser le faisceau de la coalition. » Ils mettaient maintenant en garde contre un effacement qui, en se réservant une liberté d'action à un moment quelconque, risquait de la perdre au moment opportun; ils trouvaient qu'une neutralité qui se déclarait ainsi d'avance *hostile au vainqueur*, se préparait des mécomptes, peut-être même des dangers, et ils demandaient qu'on s'unît franchement à la Prusse et à l'Italie pour s'assurer le fruit d'une victoire commune et faire triompher « le droit nouveau. » Ils étaient peut-être dans la logique de la situation; mais le discours d'Auxerre ne signifiait nullement l'adoption d'un pareil programme. Il avait seulement le dessein de rassurer la Prusse, de lui prouver que l'attitude des chambres ou de l'opinion n'aurait pas d'influence sur la pensée immuable du gouvernement, que l'Italie formerait toujours « la chaîne sympathique » entre Paris et Berlin, — et il atteignit pleinement son but. Le même jour où furent prononcées les paroles d'Auxerre, le roi de Prusse écrivait au roi Victor-Emmanuel une lettre autographe destinée à effacer la fâcheuse impression de l'incident du 2 mai, de la singulière interprétation qu'à cette date la cour de Berlin avait donnée au traité d'alliance. Sans promettre encore d'une manière absolue de déclarer la guerre à l'Autriche, Guillaume Ier s'y engageait du moins à ne pas délaisser son bon frère et bon ami dans le cas où il serait assailli par l'archiduc Albert, et il exprimait la conviction « que rien ne pourrait briser les liens qui unissaient l'Italie et... la France (1)! » Dès lors tout reprit sa marche ordinaire, et l'esprit, le mauvais esprit qu'avaient enchaîné pendant quelques jours à la cour de Berlin les exorcismes du parti Gerlach souffla de nouveau où il voulait. Le 7 mai, une dépêche prussienne à l'adresse de M. de Mensdorf rejetait définitivement toute intervention du *Bund* dans le différend des duchés; le 8 et le 10, des ordres royaux mobilisaient les derniers corps d'armée et toute la *landwehr*. Le pieux Hohenzollern venait enfin d'entendre la voix d'en haut, et M. de Bismarck était complétement rétabli.

Il est vrai qu'après avoir tiré le 6 mai « le coup de canon en Europe, » la France employa tout le reste du mois à une tentative de conciliation, à un essai de réunir un congrès ou une conférence

(1) *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

à Paris pour discuter un arrangement pacifique; elle y travailla avec plus de charité que de foi et d'espérance. Le programme plusieurs fois remanié de ce congrès devait, d'après la dernière rédaction que lui donnait une circulaire de M. Drouyn de Lhuys en date du 24 mai, porter exclusivement sur « la question des duchés de l'Elbe, celle du différend italien, enfin sur la question des réformes à apporter au pacte fédéral de l'Allemagne, en tant que ces réformes pourraient intéresser l'équilibre européen. » L'Italie n'avait qu'à y gagner, la Prusse n'avait rien à y perdre. Elles acceptèrent ces bases de discussion tout en continuant leurs armemens; mais le ministre des affaires étrangères d'Autriche, sans décliner la proposition, demanda (1er juin) « que l'on exclût des délibérations toute combinaison qui tendrait à donner à un des états invités un agrandissement territorial ou un accroissement de puissance. » A la suite de cette réponse, *le Moniteur* français dut annoncer le 7 juin que les négociations étaient rompues.

Et comment en pouvait-il être autrement? Il serait malaisé de le contester, on faisait à l'Autriche une situation vraiment intolérable. On proposait à une puissance que l'on nommait grande et que l'on croyait telle d'abandonner une possession des plus légitimes selon les traités, — la première de ses possessions au triple point de vue militaire, maritime et politique, — parce qu'un état voisin avait besoin de cette province « pour compléter ses destinées; » on lui proposait cet « acte de suicide » en pleine paix et devant un tapis vert! Ce que l'on n'avait jamais osé demander à la Russie au sujet de cette Pologne qu'elle ne détient cependant que sous de certaines obligations expressément stipulées par l'Europe et impudemment violées par les tsars, on le demandait à l'Autriche au sujet de la Vénétie, qu'elle avait acquise sans conditions dans un temps où l'Italie n'existait point en tant qu'état européen; on lui demandait de venir discuter ses titres et prouver son droit! Le congrès qu'on projetait se donnait aussi pour mission de satisfaire la Prusse, de contenter cette monarchie de Brandebourg qui ne pouvait se plaindre, elle, ni de sa nationalité opprimée ni de la domination étrangère, qui se plaignait simplement de ne pas être assez grande, assez bien « limitée, » qui prétendait, par la bouche de M. de Bismarck, « avoir un corps trop petit pour sa longue armure, » et qui allongeait toujours son armure afin d'y ajuster sa taille. On invoquait pour l'Italie le « droit nouveau, » une invention des dernières années; pour la Prusse, on invoquait un droit un peu plus ancien, celui qu'inventa Frédéric II, le droit de « s'arrondir! » Il est vrai qu'on avait d'abord parlé aussi de compensations territoriales pour l'empereur François-Joseph; mais le programme de M. Drouyn de Lhuys, dans sa dernière rédaction, se taisait sur ce point, et très sagement à

coup sûr. « Poser la question de savoir où trouver les compensations, disait le comte de Mensdorf dans une missive très bien faite (1), c'est indiquer les difficultés. Parlerait-on de la Turquie? de l'Allemagne? L'Autriche est trop éloignée de désirer la réalisation de pareilles éventualités; elle préfère avant tout que chacun garde ce qui lui appartient légitimement. » — Et quelle est en somme, se demandait-on à Vienne, la perspective finale, l'issue probable des délibérations auxquelles on nous invite de prendre part? Les résistances naturelles de nos plénipotentiaires dans la question de Venise auront infailliblement pour résultat d'empêcher le succès de la conférence, d'irriter les cours neutres, la cour des Tuileries plus que les autres, et de faire peut-être entrer la France dans la coalition que la Prusse et l'Italie ont déjà formée contre nous! « L'Autriche, disait dans la même missive M. de Mensdorf, ne peut aujourd'hui, dans un congrès, envisager la question italienne et celle de Venise, qui en fait partie, qu'au point de vue du droit tel qu'il ressort des traités. En se plaçant sur ce terrain des traités, elle ne saurait le faire à demi sans affaiblir elle-même ses argumens et sa cause; elle ne pourrait admettre une discussion sur les affaires d'Italie qu'en prenant pour point de départ des traités (ceux de Villafranca et de Zurich) dont la non-exécution est l'origine de la situation actuelle. Une pareille argumentation, la seule que nous puissions employer, nous susciterait à chaque pas des difficultés, fournirait à nos adversaires des armes pour rejeter uniquement sur nous la faute de l'insuccès de la conférence. Plus les espérances de la paix auront été accrues par l'ouverture du congrès, plus vifs seront les reproches qu'on nous adressera pour l'avoir fait échouer... »

Ainsi parlait l'Autriche, qui se croyait dans son droit, qui se croyait forte aussi, assez forte même pour accepter la lutte avec la Prusse et l'Italie réunies, et qui maintenant était déjà décidée à accepter une telle lutte. Après avoir donné les preuves d'une longanimité sans exemple, fait à la cause de la paix les sacrifices les plus douloureux et défendu jusqu'au dernier moment le terrain des traités, on était enfin arrivé dans la *Burg* à se résigner à la guerre, à l'envisager même comme une extrémité glorieuse et salutaire. C'est que la situation faite à l'empire des Habsbourg depuis Villafranca ne gênait pas seulement sa politique au dehors, elle entravait jusqu'à ses affaires intérieures. La campagne malheureuse de 1859 avait ébranlé l'ancien pouvoir militaire dans la vieille monar-

(1) *Instructions aux ambassadeurs de l'Autriche près les cours de Paris, Londres et Saint-Pétersbourg*, 1er juin 1866. — Ajoutons que M. de Mensdorf résumait ici les argumens qui avaient été produits dans le cours d'une solennelle délibération en présence de l'empereur François-Joseph. Personnellement le ministre des affaires étrangères à Vienne aurait voulu qu'on acceptât la proposition d'un congrès.

chie, et la propagande des nationalités, très ravivée depuis cette époque, y empêchait aussi l'affermissement de tout pouvoir nouveau. MM. Goluchowski, Schmerling, Belcredi, avaient tour à tour et vainement tenté d'asseoir un régime quelconque au milieu de ces provinces d'origine diverse dont les idées d'autonomie et de décentralisation étaient puissamment encouragées par le souffle du temps et les embarras extérieurs du gouvernement. Il n'y avait qu'un seul moyen d'en imposer à ces élémens discordans et agités, de les réunir de nouveau sous l'autorité de l'empereur : c'était de rendre à la couronne son prestige effacé, de relever les armes de l'Autriche par une guerre glorieuse. Ainsi pensaient des hommes influens à la *Burg*, le comte Maurice Esterhazy entre autres, dont l'opinion était à ce moment d'un grand poids dans les conseils de François-Joseph. Il n'y avait aussi que la guerre, ajoutait-on encore, pour retirer des flancs de la monarchie cette flèche empoisonnée de la question italienne; seule, une victoire sur la Prusse pourrait permettre à la dynastie des Habsbourg de faire abandon de la Vénétie d'une manière également honorable et avantageuse. Et c'est ainsi que mûrissait lentement une combinaison étonnante que la politique française n'avait cessé de cultiver avec soin dès le printemps, et dont elle finit par cueillir le fruit au moment même où échouait la tentative, du reste peu sincère, d'un congrès.

En effet, tout en refusant de soumettre la question vénitienne à l'arrêt d'une conférence, le cabinet de Vienne continuait avec celui des Tuileries sur le même sujet une négociation secrète qui datait déjà de plusieurs mois. Dans un document dont il a été donné ici plus d'un passage, dans ses instructions aux ambassadeurs d'Autriche touchant la proposition d'un congrès (1er juin), M. de Mensdorf, après avoir établi que la maison de Habsbourg ne pourrait céder Venise ni devant une pression morale, ni devant une offre d'argent, avait eu cependant soin d'ajouter : « Si malheureusement la guerre venait à éclater, si la Providence, bénissant les drapeaux de l'Autriche, amenait par des succès militaires la consolidation de sa puissance, si son ascendant moral en Europe se relevait, et si des remaniemens territoriaux s'effectuaient à son avantage, alors l'empereur, notre augustre maître, pourrait, usant avec modération de la victoire, consentir à renoncer à une de ses anciennes possessions, et, dans l'intérêt de la pacification générale, souscrire à des concessions qu'il ne saurait maintenant accorder à des menaces. » Ce langage, l'Autriche l'avait tenu au souverain des Français dès le mois d'avril (1). Certes elle ne cherchait ni ne désirait la rupture

(1) C'est là évidemment la source de la singulière version qui a cours en Italie, à savoir que l'Autriche avait offert de céder la Vénétie dès le printemps, et que cette offre était parvenue au général La Marmora dans la nuit du 4 au 5 mai (le prince Napoléon

de la paix; mais dans le cas de cette rupture elle s'engageait d'avance à échanger sa possession sur l'Adriatique contre un territoire équivalent que pourraient lui donner des succès militaires. Au mois de juin, alors que la guerre était devenue inévitable, qu'elle était déjà imminente, l'empereur François-Joseph faisait un pas de plus dans la voie depuis longtemps indiquée, un pas décisif : il cédait la Vénétie à l'empereur Napoléon III *avant tout commencement d'hostilités* (1). Il voulait ainsi prouver aux Français sa parfaite bonne foi, s'assurer leur neutralité pendant la guerre, leur bienveillance après la victoire alors qu'il chercherait sa compensation dans un antique patrimoine de sa maison et sur le rival séculaire de sa dignité impériale. C'est la Prusse seule en effet qui devait payer à la couronne des Habsbourg la perte de la perle de l'Adriatique, et éprouver tout le poids de l'épée du vainqueur. Dans les plaines de la Lombardie, on ne livrerait qu'une bataille pour ménager les sentimens militaires, pour avoir « l'honneur des armes sauf, » — la malheureuse Autriche pensait à des affaires d'honneur dans notre heureux siècle d'affaires! — mais c'est dans les défilés de la Bohême qu'on attendrait l'ennemi véritable, le vassal félon, le traître à la grande patrie et le fratricide!...

« Un fait important vient de se produire : l'empereur d'Autriche a cédé la Vénétie à l'empereur des Français, » disait *le Moniteur universel* sous la date du 5 juillet après le désastre de Kœnigsgrætz. En réalité, ce fait important était déjà consommé depuis plusieurs semaines, avant toute rupture de paix; il avait été consacré par un traité formel dans des circonstances et avec des espérances bien autres que celles du jour où il fut enfin révélé au public. Le gouvernement français croyait alors, dans la seconde semaine du mois de juin, recevoir la première et grande récompense de sa politique de neutralité si mal approfondie et si injustement censurée. Ce sentiment perce dans la lettre impériale adressée le 11 juin à M. Drouyn de Lhuys et que le ministre d'état vint lire aux représentans de la nation. Sous la forme rétrospective de ce qu'il aurait demandé à

était arrivé le 4 au soir à Florence). Les Italiens pressent ici beaucoup le sens des mots : ni alors, ni depuis, l'Autriche n'a pensé à faire l'abandon de Venise *sans une guerre et sans une compensation territoriale;* mais dès le mois d'avril elle indiquait une pareille éventualité en cas de guerre et d'une compensation qui en serait le résultat.

(1) Le *Times* avait assigné dans le temps la date précise du 9 juin à ce traité de cession, dont le texte n'a pas encore été publié. Il est sûr, dans tous les cas, qu'il fut signé dans la seconde semaine de ce mois. L'empereur François-Joseph ne pouvait alors donner Venise directement à l'Italie, puisque le roi Victor-Emmanuel était engagé par un traité envers la Prusse, et puis toute donation directe aurait empêché la guerre (M. de Bismarck ne se serait pas risqué seul contre l'Autriche). Or la guerre était précisément le mobile et la *conditio sine qua non* de la cession en vue de l'équivalent qu'on espérait conquérir. C'est pour cela aussi que le traité de cession devait être tenu très secret.

une conférence qui n'avait point abouti, l'empereur Napoléon III traçait évidemment dans cette lettre le programme qu'il était sûr de faire triompher dans un avenir très prochain : réunion de Venise à l'Italie, « grande position » de l'Autriche en Allemagne, une Prusse « homogène et forte au nord, » une « organisation plus puissante » donnée aux états secondaires du *Bund*, le tout couronné par un « désintéressement » louable de l'auguste écrivain et chef d'état. Le premier fait, « le fait important, » était déjà même acquis à ce moment; pour ce qui restait encore à accomplir, on se fiait à la valeur éprouvée des *kaiserliks* et à la force morale de la France. « Restons donc dans une neutralité attentive, et forts de notre désintéressement, animés du désir sincère de voir les peuples de l'Europe oublier leurs querelles et s'unir dans un but de civilisation, de liberté et de progrès, demeurons confians dans notre droit et calmes dans notre force... »

M. de Bismarck eut-il connaissance de ces transactions secrètes entre les deux cabinets de Paris et de Vienne, ou bien cet instinct du génie que le sage de la Grèce appelait le « démon » lui fit-il vaguement comprendre que l'heure venait de sonner? Toujours est-il que dès la seconde semaine du mois de juin le ministre du roi Guillaume se redressa dans toute sa vigueur et dans sa rare activité. Le 27 mai, il avait encore envoyé à la diète fédérale des propositions qu'il appelait « modérées, » et qui l'étaient relativement en effet; le 8 juin même, il paraissait encore flottant dans une audience d'adieu accordée au général Govone, et il insinuait alors de nouveau que l'Italie devait brusquer la situation en attaquant la première; deux jours après, sa résolution était prise, et il lâcha tous les ressorts. Du 10 jusqu'au 19 juin, les Prussiens occupèrent successivement le Holstein, la Hesse, le Hanovre et la Saxe. En même temps une dépêche circulaire du gouvernement de Prusse aux états allemands prononçait l'expulsion de l'Autriche de la confédération germanique projetée pour l'avenir. C'était là une prétention que M. de Bismarck n'avait jusque-là jamais fait soupçonner, c'était là sa réponse indirecte au programme français qui maintenait à la maison de Habsbourg sa grande position en Allemagne. Des ordres partirent le 14 et le 18 juin pour armer en toute hâte Coblenz et Sarrelouis; enfin il n'est pas jusqu'à cette future question du Luxembourg dont le président du conseil de Berlin n'ait posé dès lors les premiers jalons par une dépêche adressée au gouvernement de la Haye qui affirmait le droit de la Prusse de conserver sa garnison dans la forteresse fédérale du roi de Hollande. Cet homme universel pensait à tout.

Il pensa aussi à l'Italie. Au-delà des Alpes, les armemens avaient continué avec vigueur, et dès le 6 mai, le jour même où fut pro-

noncé le discours d'Auxerre, un décret royal avait ordonné la formation des corps de volontaires; sous le commandement de Garibaldi. Le général en chef de l'armée italienne, qui n'était autre que le même marquis La Marmora dont la diplomatie habile et circonspecte avait si bien mérité de la cause italienne, le général en chef s'attardait, il est vrai, singulièrement à Florence (jusqu'au 17 juin) : il craignait toujours quelque nouvelle interprétation berlinoise du traité à l'instar de celle du 2 mai, et ne voulait quitter son poste aux affaires étrangères qu'au dernier moment (1). Retenu ainsi par une raison de force majeure dans la capitale, le futur vaincu de Custoza n'en étudiait pas moins consciencieusement la carte du Pô et du Mincio, et se consumait dans l'attente du général Moltke ou de toute autre sommité militaire prussienne qui, d'après une promesse faite à Berlin dès le mois d'avril, devait venir au moment opportun à Florence combiner un plan de campagne avec le chef italien. Enfin un jour l'envoyé prussien, le comte Usedom, vint lui présenter l'officier-général qu'il lui fallait : c'était un homme de lettres, un *doctor philosophiæ*, M. Bernhardy (2) ! M. le docteur le mena devant une carte d'Allemagne, expliqua comment le général Moltke se proposait de pénétrer en Bohême, et lui pointa du doigt un endroit « où l'Italie et la Prusse pourraient se donner la main. » Le président du conseil ne put que sourire à ce plan si simple, si sommaire, qu'il avait du reste déjà lu, avec beaucoup plus de détails, dans le journal de M. Mazzini. Il éconduisit poliment cet étrange *alter ego* de M. Moltke et attendait toujours son général prussien; désespérant enfin de le voir arriver, il combina son plan à lui seul, le fit approuver par le roi, et partit le 17 juin pour le quartier-général.

Grand fut son ébahissement lorsque, trois jours plus tard, et toutes ses dispositions étant déjà prises, il recevait une note de M. d'Usedom qui lui recommandait de nouveau le plan de M. le docteur Bernhardy, le plan de M. Mazzini, le lui imposait même en des termes durs et hautains! « Le système de guerre pour la campagne prochaine que la Prusse propose à l'Italie, disait M. d'Usedom, est celui d'une *guerre à fond*. Les forces italiennes doivent non pas s'occuper à faire le siége du quadrilatère, qu'il suffit de paralyser par des corps d'observation respectables, mais à se frayer le chemin vers le Danube : qu'elles marchent sur Vienne! autrement la co-

(1) *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

(2) « Je venais pour la remonte de notre cavalerie, et ils m'envoyèrent un père capucin, » dit Illo dans le *Wallenstein*. — Les détails qui suivent sont donnés d'après le récit authentique de l'écrit *le Général La Marmora*, etc. Il importe de faire observer que toute la partie stratégique de la note Usedom était copiée *presque littéralement* d'un article de M. Mazzini publié dans le *Dovere* de Gênes du 26 mai 1866.

opération de l'Italie aura fait plus de mal que de bien à la Prusse. Pour s'assurer la possession durable de la Vénétie, il faut d'abord frapper au cœur la puissance ennemie, et il existe un moyen infaillible pour cela : la Hongrie. Que les Italiens dirigent sur la côte orientale de l'Adriatique une forte expédition sous les ordres de Garibaldi. D'après tous les renseignemens parvenus au gouvernement prussien, cette expédition trouvera parmi les Slaves et les Hongrois une réception des plus cordiales; les régimens croates et magyars refuseront de se battre contre Garibaldi. La Prusse de son côté fera pénétrer en Hongrie, du nord et des confins de la Silésie, un corps volant composé autant que possible d'élémens indigènes, et qui rejoindra les troupes italiennes et les forces nationales qui n'auront pas tardé à se former dans ce pays. Nous frapperons ainsi l'Autriche non pas à ses extrémités, mais au cœur... »

On se gardera bien ici d'apprécier le plan de M. d'Usedom selon les principes de la science militaire; au point de vue politique, le but était évident. M. de Bismarck se méfiait du cabinet de Florence et d'une guerre de siége sur le Pô, qui n'eût point empêché les parties de s'entendre entre elles tout en se livrant de temps en temps des combats pour ménager les apparences et avoir « l'honneur sauf. » Il tenait à *compromettre* les Italiens dans une *guerre à fond*, dussent-ils finir par ne revoir jamais le quadrilatère après l'avoir « tourné... » On sait du reste comment M. La Marmora accueillit ce romantique plan de campagne : il le mit simplement dans sa poche. Correct comme général aussi bien que comme diplomate, il alla se faire battre à Custoza selon les règles classiques de son art.

Les diplomates avaient amené la guerre; c'était maintenant aux généraux d'amener la paix... Arrêtons-nous ici un moment, et jetons un dernier regard sur le grand échiquier où vont se jouer les destinées des peuples. Prenons tel jour, le 23 juin par exemple, et contemplons d'abord ces champs de la Lombardie et ces défilés de la Bohême au-dessus desquels plane déjà le génie de la mort. Dans la vallée du Pô, l'archiduc Albert a reçu le cartel du roi galant homme et s'avance à sa rencontre; en Bohême, le feldzeugmeister Benedeck masse ses troupes autour de ses forteresses pour recevoir les deux princes de Prusse. Plus loin, au fond, dans une capitale célèbre qui se flatte d'imposer à l'Europe aussi bien ses révolutions que ses modes, le souverain d'une grande nation attend dans une neutralité attentive le moment opportun pour paraître en juge du camp et en restaurateur du droit. Le lendemain, le signal part, et en Lombardie les deux adversaires croisent le fer à Custoza. L'archiduc Albert se serait peut-être contenté

d'une passe au *premier sang;* tant mieux pour lui, s'il a réussi à mettre le roi Victor-Emmanuel hors de combat pour un certain temps; « l'affaire d'honneur » est vidée. Si maintenant, ce dont personne ne doute encore à ce moment, le général Benedeck remporte une victoire au moins pareille dans les défilés formidables de la Bohême, la face du monde s'en trouvera changée, — et pourquoi ne pas le reconnaître? — changée en bien! La France intervenait et imposait la paix, l'équilibre, et pour atteindre ce but assurément glorieux et prospère « sa force morale seule suffisait. » Venise était affranchie, l'Autriche dédommagée par la Silésie et maintenue dans sa grande position en Allemagne; la Prusse, rendue plus homogène et forte au nord, formait une barrière utile contre le Moscovite; les états secondaires recevaient une organisation plus puissante et un rôle plus important dans la confédération germanique; enfin la neutralisation des forteresses allemandes de l'Ouest par la constitution d'un état nouveau composé des anciennes provinces rhénanes de la Prusse devenait pour l'empire français l'unique, mais inappréciable récompense de son désintéressement. Et qui donc eût alors osé médire d'une politique capable d'obtenir des résultats aussi grands, aussi heureux, sans avoir même tiré l'épée et par la seule force morale?... Le Dieu des batailles en décida autrement, hélas! Au lieu d'un Custoza, les défilés de la Bohême virent successivement Nahod, Skalitz, Gitchine et cet immense désastre de Kœnigsgraetz qui frappa l'empire des Habsbourg au cœur, et mit aussi en lambeaux la combinaison française!... Tolérant parfois à l'intérieur pour les opérations aléatoires, le second empire en avait essayé une au dehors. La combinaison, quoi qu'on ait dit, était vaste et profonde, mûrement réfléchie et menée avec un art supérieur; elle n'eut qu'un seul tort, le tort fatal, il est vrai, calamiteux au-delà de toute expression, de ne jamais admettre la possibilité d'une victoire des Prussiens, d'une victoire comme n'en ont point vu les annales de nos temps. Mais qui de nous tous aurait admis une pareille hypothèse encore au 23 juin? « C'était un événement, disait plus tard dans une séance mémorable des chambres françaises M. le ministre d'état, que l'Autriche, que la France, que les militaires, que les simples citoyens, avaient considéré tous comme invraisemblable, car c'était comme une présomption universelle que l'Autriche devait être victorieuse, et que la Prusse devait payer et payer chèrement le prix de *ses imprudences.* » C'est la France malheureusement qui alors paya et qui n'a pas encore fini de payer le prix de ces imprudences prussiennes!

JULIAN KLACZKO.

ÉTIENNE

HISTOIRE D'UN COQ EN PATE.

III.

Étienne débarqua le lundi matin vers cinq heures dans la grande petite ville où il pensait finir ses jours. Le mariage civil et religieux était fixé au lendemain; Hortense arrivait le soir même par le train-poste de six heures sous l'escorte des deux Bersac. Ces pontifes avaient décidé qu'un futur ne peut pas voyager avec sa fiancée, et l'écrivain prit les devans en vertu de ce principe, qu'un galant homme doit être le premier sur le terrain.

L'omnibus du chemin de fer le conduisit avec ses bagages à l'Hôtel des Ambassadeurs. En moins de dix minutes, l'illustre Parisien fut installé dans un bel appartement au premier étage sur la grand'rue, et couché dans un lit moelleux, élastique, parfumé d'une honnête et franche odeur de lessive provinciale. Deux heures de repos par-dessus le solide à-compte qu'il avait pris dans son coupé lui rafraîchirent le corps et l'esprit; il rêva qu'il était papillon dans une prairie, qu'il cueillait les fleurs les plus belles et que son bouquet printanier, noué d'une faveur bleue, ressemblait à Mlle Jouassin, de la Comédie-Française. La joie ou la surprise l'éveilla; il vit une chambre inconnue, un rayon de soleil où dansaient des millions d'atomes, et trois ou quatre malles entassées dans un coin. Peu à peu ses idées se fixèrent; il se rappela qu'il était un voyageur détaché de tout ce qu'il avait connu, pratiqué, aimé, et en route pour une vie nouvelle. « Tout ce que je possède est

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

ici, je ne laisse rien derrière moi, pas même un créancier. » A cette sensation de liberté absolue succéda la pensée d'Hortense et de l'engagement irrévocable qu'il allait prendre : dans vingt et quelques heures, je ne m'appartiendrai plus. Il ne s'effraya point de cette perspective; l'abandon de lui-même entraînait une réciprocité qui lui parut consolante. Posséder une jeune et jolie femme qu'on adore, n'est-ce pas le bonheur absolu, la fin dernière de tous les romans? Mais jouir par surcroît du bien-être, de l'abondance, du luxe, de l'éclat, de la considération, du loisir, voilà une réalité qui corse agréablement l'idéal; la poésie se double et s'étoffe de bonne prose bien solide.

Étienne s'élança hors du lit sur un air d'opéra-bouffe :

Ne rien faire,
Qu'aimer et plaire.

A son premier coup de sonnette, il vit accourir un garçon qui l'admirait sans doute par ouï-dire, mais dont les yeux en boule et l'empressement effaré ne laissèrent pas de flatter son amour-propre. Chaque mot, chaque geste de cet indigène, même ses maladresses les plus lourdes, semblaient dire : Ah! monsieur! quel honneur pour nous!

Il n'est si grand seigneur qui ne flaire de bon appétit l'encens des plus humbles patauds. Étienne ne s'offensa point de la curiosité respectueuse qui s'éveillait partout sur son passage. Tout en flânant par les rues, à la mode de Paris, il ruminait ce vers d'Horace : « Il est doux de se voir montré au doigt et d'entendre dire : C'es lui! » Sa gloire l'avait précédé; on l'attendait, on le guettait, le libraire de la rue Impériale s'était comme pavoisé en étalant *Silva, Marius et Marie, le Prisonnier, le Fiel de Colombe, Hippolyte II, les Soirées de Scutari, Ivan, Jacqueline,* les bons livres d'Étienne et ses drames applaudis. Son portrait était au premier plan chez les papetiers de tous étages, quelques passans le saluèrent; un mendiant lui dit : Monsieur Étienne! et gagna de ce coup une pièce de cinq francs. Il semblait que cette préfecture de trente-cinq mille âmes attendît un messie, et que ce messie fût lui.

Au sortir de l'auberge, il avait refusé de prendre un guide : coquetterie de touriste! C'est ainsi qu'il s'était jeté à corps perdu dans les villes les plus inextricables de l'Europe, Rome, Séville, Prague et Constantinople. Il ne lui fallut pas un quart d'heure pour trouver la rue des Murs, ce petit faubourg Saint-Germain où Hortense avait son hôtel, et Célestin son ermitage. L'hôtel Bersac était un des plus beaux de la ville, bâti dans les derniers temps du Ro Bien-Aimé par l'intendant de la province. Un nombreux domes-

tique lessivait les fenêtres, époussetait les meubles, accrochait les rideaux. Sous le portail, un cocher de respectable mine achevait la toilette d'un landau presque neuf, tandis que deux chevaux du Mecklembourg, graves et solennels comme des conseillers auliques, revenaient de leur promenade du matin. En bonne conscience, Étienne s'avoua qu'il ne pouvait guère rêver mieux. Même à Paris, vers la rue de Varennes, il eût fallu marcher longtemps pour compter vingt hôtels de plus grand air et de plus digne apparence. La façade était large et les étages élevés. Point de jardin pourtant, mais une vaste cour plantée de robiniers séculaires. Pour peu que le château de Bellombre se rapportât à la maison de ville, le plus exigeant des poètes aurait deux logis à souhait pour ses hivers et ses étés.

Il put rêver et circuler tout à l'aise autour de ce petit palais qui appartenait en propre à sa femme, et dont un bon contrat lui assurait l'usufruit. Nul importun ne vint traverser sa méditation; le faubourg Saint-Germain est discret, même en province. — Décidément, pensait-il, j'aborde au port de la véritable vie après un long voyage sur des océans de papier peint. Lorsqu'il se transportait en imagination au milieu de ce grand Paris qu'il avait quitté la veille, il n'y voyait qu'un tohu-bohu de choses ruineuses et méprisables, un troupeau de viveurs cosmopolites tondu par une horde de nomades affamés, un combat de vanités stupides, d'avidités sans pudeur, d'ambitions sans principes; point de repos, point de bonheur, point d'amour et presque plus d'esprit; la conversation éteinte faute de loisir, les salons désertés pour l'écurie, le tripot et le fumoir, les femmes presque aussi affairées que les hommes, les mondes mélangés et confondus, les duchesses et les drôlesses parlant le même argot et affublées des mêmes chiffons, les bourgeois eux-mêmes corrompus par la rage de paraître, l'universalité des gens entraînée à manger son capital avec ses revenus; les épargnes du passé et les réserves de l'avenir fondues, volatilisées, anéanties dans ce creuset surchauffé où l'on jette bon an mal an dix milliards, la grande moitié du revenu national. C'est la province qui produit et Paris qui consomme; on ne travaille, on ne pense, on ne cause, on n'aime, on ne vit qu'à cent lieues de ce foyer destructeur. Heureux les peuples qui n'ont pas de capitale! Quand reviendra le temps où les villes de dix mille âmes se suffisaient le plus agréablement du monde, où une société polie, lettrée, galante et gaie vivait sur elle-même dans chaque petit coin, et n'attendait ni ses idées, ni ses modes, ni ses ridicules par le courrier de Paris?

L'heure du déjeuner interrompit le monologue; Étienne retourna d'un pas léger vers son gîte d'un jour. Chemin faisant, il découvrit dans une rue écartée une petite plaque de cuivre où l'on pouvait lire

ces simples mots : MOINE PÈRE ET FILS, *successeurs de Bersac aîné*. La maison, de belle apparence, avait l'air discret d'un bureau et ne sentait nullement la boutique. Ce détail lui fut agréable, il vit avec un plaisir enfantin que son précurseur n'était pas un marchand de la dernière catégorie, que c'était une sorte de commissionnaire au niveau des agens de change et des banquiers de la ville.

On lui servit un excellent repas à table d'hôte; l'aubergiste lui prodigua mille attentions personnelles, et lui versa d'un vin que l'empereur avait apprécié, disait-on, dans son voyage de 1853. La curiosité respectueuse de vingt-cinq ou trente convives n'incommoda nullement M. Étienne; je crois même qu'il en fut un peu flatté. Comme il achevait son dessert, on vint lui dire que le préfet, M. de Giboyeux, l'attendait au premier étage. Il remonta chez lui, et trouva dans son petit salon un homme de cinquante ans, fort aimable, qui avait traversé le journalisme après 1830, et qui s'autorisait du nom d'homme de lettres pour présenter ses hommages au nouvel astre du département.

Tout administrateur qui connaît son métier fait l'éloge du pays qu'il habite et dit le plus grand bien de la population, quoiqu'il soit toujours en instance pour obtenir son changement. Le préfet ne manqua point à ce devoir, il célébra la générosité du conseil-général qui lui avait bâti un palais de deux millions et demi, où son ménage de garçon dansait comme une noisette dans un tambour. On peut croire qu'il n'oublia point de vanter Mme Bersac et toute la famille, y compris le vieil ultramontain Célestin, que l'administration aimait peu, mais qu'elle vénérait pour ses vertus et pour son influence. Le comte de Giboyeux, que le tracas des élections prochaines empêchait parfois de dormir, fit mille avances au bon Étienne. Il insinua doucement que le député sud-est de la ville était vieux, incapable et médiocrement populaire. Les électeurs l'avaient nommé sous le bâton : encore n'avait-il obtenu que 110 voix de majorité. Si un homme riche, célèbre, appuyé par le camp des Bersac, voulait s'entendre avec la préfecture, sa nomination ne faisait pas l'ombre d'un doute. — Mais, dit Étienne, je me soucie fort peu de la politique, et je n'en sais pas le premier mot. — Justement! c'est dans l'élite des indifférens et des sceptiques qu'on recrute les bonnes majorités.

Resté seul, il nota ses impressions et commença le mémorandum détaillé de sa nouvelle existence. Je possède ce cahier, fort décousu par malheur, et plein de lacunes énormes. Sur les deux heures, il s'aperçut que le soleil s'était voilé, et que la pluie, une vraie pluie atlantique comme on n'en voit que dans nos départemens de l'ouest, lavait les toits et les pavés à grande eau. Impos-

sible de mettre un pied dehors, et les Bersac n'arrivaient qu'à six heures. Comme il était parti le soir, il n'avait pris aucune provision de lecture, si ce n'est l'itinéraire des chemins de fer. Il sonna pour avoir des journaux; un garçon de l'hôtel en apporta cinq ou six qui lui parurent vieux d'un an, quoiqu'ils fussent de l'avant-veille. L'ennui le prit; ces natures pétulantes supportent malaisément trois ou quatre heures d'inaction. Il se mit à marcher de la porte à la fenêtre et de la fenêtre à la porte, comme un factionnaire ou un prisonnier. La pendule marchait aussi, mais lentement; il s'avisa que les minutes de province pourraient bien être un peu plus longues que celles de Paris. A coup sûr, la pluie de Paris était moins monotone, moins obstinée, moins insolente que ce déluge départemental. « J'ai vu tomber l'eau quelquefois, mais sans y prendre garde : on causait, on riait, les amis entraient et sortaient; au pis aller, j'ouvrais un livre ou je regardais un tableau. Si la mélancolie avait été trop forte, je me serais fait conduire au cercle ou chez Anna. Le soir, à l'heure des spectacles, il peut pleuvoir à cuveaux sans que personne en sache rien, sauf les cochers et les sergens de ville. »

A force d'écarter les rideaux, il découvrit son pendant de l'autre côté de la rue. C'était un homme de soixante à soixante-cinq ans, peut-être un ancien colonel, qui logeait en face de l'hôtel, au premier étage : haute taille, forte corpulence, cheveux blancs taillés en brosse, moustache hérissée, pas d'autre vêtement qu'un pantalon soutenu par des bretelles de tapisserie et un col noir bouclé sur la nuque. L'appartement semblait vaste et riche, mais le pauvre guerrier en retraite jouissait visiblement peu de ses comfortables loisirs. Il circulait à grandes enjambées dans une demi-douzaine de chambres, s'arrêtait méthodiquement à la même fenêtre, appuyait la main droite au même carreau, jouait un air très court, le boute-selle ou *la Casquette*, bâillait copieusement et esquissait une pirouette sur le talon droit. Tous les quarts d'heure, il prenait une grosse pipe, l'allumait avec du papier, se jetait dans un fauteuil, aspirait cinq ou six bouffées, entr'ouvrait la fenêtre et secouait la cendre sur le trottoir.

Ce manége finit par exaspérer Étienne. « Quoi! pensait-il, voilà un homme qui a été jeune, fringant, ambitieux tout comme un autre; il a rêvé gloire et victoire, on trouverait peut-être à son dossier une action héroïque, enterrée dans les cartons du ministère; i n'a pas l'air d'un sot, il paraît avoir de quoi vivre, et il végètera jusqu'à son dernier jour dans cet étroit ennui de la province comme un chêne dans un pot de fleur! Eh! va-t'en donc à Paris, grosse bête! »

Or, comme il ne manquait pas de logique, il opéra au même instant un retour sur lui-même. « Et moi? que viens-je chercher ici? Ce que je gagne à quitter Paris vaut-il ce que j'y laisse? Qu'adviendra-t-il du pauvre Étienne dans dix ans, et peut-être plus tôt? Combien faut-il de jours de pluie pour réduire un esprit valide à ce néant moral que le bâilleur d'en face exprime à la façon des huîtres? Si je me sauvais? Il en est temps encore; rien de conclu, liberté réciproque. Quel tapage à Paris! Le soir même où tous les journaux... Les gens qui me rencontreraient sur le boulevard se frotteraient les yeux. Pour bien faire, il faudrait se cacher jusqu'à neuf ou dix heures et apparaître en plein foyer de la Comédie-Française. Vous! Lui! Toi! Tableau. Quelle aventure! Oui, mes enfans, je suis des vôtres pour la vie, et je lirai cinq actes le mois prochain! »

Son esprit se complut tellement au détail de cette hypothèse, qu'il oublia le colonel, la pendule, la pluie et tout. Lorsque l'hôte lui cria : Monsieur, le train arrive en gare dans vingt minutes! il s'aperçut qu'il avait dormi en plein jour. C'était bien la première fois depuis trente ans et plus. Il secoua ses dernières illusions de célibataire et courut au-devant d'Hortense. La famille Bersac s'était accrue, chemin faisant, du cousin George, commandant aux chasseurs à pied. Étienne ouvrit la bouche pour remontrer aux vieux Bersac qu'une veuve ferait mieux de voyager avec son futur qu'avec un prétendant évincé; mais il fut désarmé par l'accueil amoureux d'Hortense et par l'air honnête du cousin, qui se mariait lui-même dans un mois, après l'inspection générale.

On se fit conduire en droiture au logis de M. Célestin, où l'on dîna parfaitement, entre soi, sans cérémonie. Quelques notables de la ville, la fine fleur des bien pensans, dix personnes au plus, hommes et femmes, arrivèrent à neuf heures pour prendre le thé. L'élément féminin laissait à dire, mais les hommes de ce parti n'étaient pas aussi grotesques qu'Étienne l'avait supposé. Ils le choyèrent à qui mieux mieux, et lui firent entendre qu'on serait tout à lui s'il se livrait tout entier, s'il se rangeait aux bons principes, et s'il rompait loyalement avec cette littérature légère qui ne respecte ni le trône ni l'autel. — Messieurs, dit Bersac jeune, j'ai sa parole d'honneur, je réponds de lui comme de moi-même.

Étienne eût donné de bon cœur les complimens de ce sénat pour trois minutes de tête-à-tête avec sa femme, mais la surveillance obstinée des Bersac suivit les pauvres amans jusqu'au bout. On profita d'une embellie pour reconduire processionnellement la jeune veuve à son logis, et plusieurs gardes du corps en jupons l'escortèrent jusque dans sa chambre, tandis que le chœur des vieillards

ramenait Étienne à l'hôtel. Dirai-je qu'il s'éveilla cent fois pour une et qu'il accusa le soleil de s'oublier derrière l'horizon? Le jour parut enfin, et les voitures de gala roulèrent par la ville, et le maire ceignit son écharpe en répétant les quatre mots d'allocution qu'il devait improviser, et les quatre témoins choisis par Célestin Bersac soignèrent leur nœud de cravate, tandis qu'Étienne s'habillait en trépignant, et que six caméristes volontaires, recrutées dans le meilleur monde, piquaient un cent d'épingles dans la pauvre Hortense.

L'acte du mariage civil, si grand dans sa simplicité, émut profondément les hommes et fit sourire les femmes, qui réservaient leur émotion pour l'église. On partit pour la cathédrale au bruit des cloches sonnant à toute volée; on descendit au milieu de l'inévitable racaille; Étienne saisit au vol les commentaires des vagabonds et des mendians : — Belle femme, eh! Baptiste? j'en voudrais bien pour moi.

— C'est-il ce grand-là qui l'épouse? Elle en a pris pour son argent.

— Tous les auteurs de Paris sont de la noce.

— Fais-moi voir Alexandre Dumas.

— Ça doit être ce petit blond.

— La charité, mon beau monsieur, je prierai Dieu qu'il vous donne la demi-douzaine!

Après la messe et pendant le brouhaha de la sacristie, Bersac jeune embrassa Étienne avec effusion. — Ah! mon ami, lui dit-il, vous avez abjuré vos erreurs en pliant le genou devant nos saints autels!

— Cher monsieur, répondit Étienne, je me suis déchaussé autrefois pour entrer à Sainte-Sophie, il le fallait, mais cela ne m'a pas rendu musulman.

Le cortége nuptial partit directement pour Bellombre, où les gens de Mme Étienne avaient dressé un grand couvert. Les seigneurs du château furent reçus à l'entrée du village par le curé de Saint-Maurice, le maire et les trente-deux pompiers, musique en tête. L'autorité ne fut pas trop gauche, et la fanfare des pompiers réserva ses plus fausses notes pour le bal du soir. Le curé, bonhomme tout rond, mais fin matois s'il en fut, pria M. Étienne d'excuser le délabrement d'une pauvre église décapitée par le vandalisme révolutionnaire, il insinua que tôt ou tard la haute munificence de quelque châtelain relèverait le clocher de la paroisse. En attendant, l'homme de Dieu se laissa conduire au château avec le maire, et prit sa bonne part du dîner.

Tout se passa le mieux du monde, le repas fut plus gai qu'on

n'aurait pu le prédire, car les têtes chauves y figuraient en grande majorité. Étienne reconnut que l'on peut vieillir en province sans tourner à l'aigre. Un ancien magistrat, svelte et propret, détailla très joliment une ariette que Mozart lui avait apprise en 1786. Et comme on s'étonnait qu'il eût si bien gardé un souvenir de sa première enfance, il répondit en se rengorgeant : — Mais, madame, en 86 j'avais seize ans, l'âge de Chérubin et quelque peu de son caractère !

A la chute du jour, invités et villageois se réunirent sur la pelouse. Hortense ouvrit le bal avec le capitaine des pompiers, et Étienne avec la femme du maire. Ce divertissement profane n'effaroucha nullement le bon curé. Comme Étienne le félicitait de sa tolérance, il s'écria : — Nous prenez-vous pour des gens du moyen âge? L'église a fait de grands progrès, tout immuable qu'on la dit. Soyez chrétiens, respectez nos dogmes, soumettez-vous à notre autorité, et l'on vous tient quittes du reste. Mille millions de rigodons font moins de tort à Dieu qu'une ligne de Voltaire.

Le temps courait grand train pour les danseurs de tout âge et de tout étage, Étienne et sa femme exceptés. Ils s'échappèrent enfin vers dix heures et gagnèrent une vaste chambre où les serviteurs du défunt, restés en place, avaient laissé le portrait de leur maître. L'heureux époux n'y prit pas garde; mais le lendemain matin, tandis que la jolie tête d'Hortense reposait sur l'oreiller, il devina le vieux Bersac sous la toque et la robe d'un juge consulaire. Il se leva sans bruit, salua gravement l'image du bonhomme et lui dit *in petto* : — Merci, monsieur, de m'avoir légué, sinon une jeune fille, du moins une femme aussi chaste que belle; vous étiez un vieillard honnête et délicat.

IV.

Le cahier manuscrit que je copie, en l'abrégeant, s'arrête au lendemain du mariage pour reprendre en janvier suivant; c'est une lacune d'environ cinq mois. Nul doute que la lune de miel n'ait été sereine et radieuse. Quelques papiers épars qui se rapportent probablement à cette époque nous révèlent les manies du premier mari, les étonnemens d'Étienne et la docilité d'Hortense.

Bellombre, situé à trois lieues de la ville, dans un pays charmant, datait du règne de Louis XIII. M. Bersac avait gâté le parc à grands frais pour y tracer des lignes droites; il avait rebâti, Dieu sait comme, les deux ailes du château. Tous le meuble était riche et moderne, acajou et lampas, dans le style *cossu* de 1835. A l'entrée de chaque pièce, on lisait sur une pancarte l'inventaire

et le prix des effets et meubles meublans contenus en icelle. Le travail quotidien de chaque domestique était minutieusement ordonné par un règlement spécial. Madame devait livrer au cordon-bleu tous les dimanches, après vêpres, les menus de la semaine; la femme de charge avait ordre de changer le linge des maîtres le samedi et le mercredi soir, ni plus ni moins. La porcelaine et les cristaux de tous les jours étaient sous la responsabilité du valet de chambre, ainsi que le plaqué d'argent qui servait en semaine; les dimanches et jours fériés, madame délivrait elle-même l'argenterie et les services de luxe; elle devait enfermer la vaisselle dans la salle à manger lorsqu'on passerait au salon, et n'ouvrir que le lendemain matin à six heures l'hiver, à cinq heures l'été, pour que tout fût lavé, mis en état et serré devant elle. Un des premiers actes d'Étienne fut de jeter les règlemens au feu, et madame, qui les observait par obéissance posthume, ne paraît pas avoir plaidé leur cause.

Bersac aîné jeûnait ou s'abstenait de viande toutes et quantes fois l'église le prescrit, quoiqu'il eût des dispenses plein les poches. Il imposait son régime à la jeune femme, qui du reste en avait fait l'apprentissage au couvent. Hortense n'essaya pas de rien changer aux habitudes d'Étienne, et comme il eut l'esprit de ne point discuter les macérations qu'elle s'infligeait, elle s'en désaccoutuma peu à peu sans mot dire. Une tolérance réciproque les conduisit bientôt, l'amour aidant, à vivre et à penser comme une seule et même personne, ce qui est l'idéal du ménage.

Comme don de joyeux avénement, Étienne offrit une pompe de mille écus à la commune de Saint-Maurice, et Hortense une cloche. Le bon curé préférait hautement un clocher, mais Étienne reconnut après enquête que les vandales de 93 étaient calomniés dans la paroisse, que le clocher détruit n'avait jamais existé qu'en projet, et que ce projet, rédigé par un architecte économe, s'élevait au minimum de quarante mille francs.

Rien n'indique que l'auteur de *Jacqueline* et de *Silva* ait regretté pendant ces six mois les plaisirs, les fatigues et les angoisses de la vie littéraire. Non-seulement il oublia d'écrire, mais, s'il lut quelquefois, ce fut dans le petit cœur de son excellente femme, et il y prit plus d'intérêt qu'au meilleur roman.

Aux approches de Noël, il se fit envoyer des livres et s'abonna à cinq ou six journaux et revues. Les soirées étaient décidément trop longues pour qu'on les passât tout entières à mirer deux yeux dans deux yeux. Un hiver assez doux, mais humide et sombre, interdisait les plaisirs et les occupations du dehors. Restait la conversation comme unique ressource, mais il arrive toujours un moment

où les âmes les mieux assorties n'ont plus rien à se dire qu'elles n'aient répété cent fois. Étienne lut avec Hortense; il permit à quelques grands esprits d'intervenir en tiers dans l'heureux tête-à-tête. La jeune femme, comme toutes celles qui ont passé au laminoir des couvens, était d'une ignorance incroyable. La demi-liberté du mariage l'avait conduite à feuilleter quelques auteurs à la mode; mais des chefs-d'œuvre immortels, qui sont le patrimoine du genre humain, elle savait à peine le titre. Elle s'intéressa passionnément à ces hautes études qui élargissaient son horizon et complétaient son être moral; néanmoins, ayant observé qu'Étienne ne pouvait lire à haute voix sans bâiller toutes les dix lignes, elle lui proposa spontanément de revenir à la ville.

On fêta leur retour; les maisons les plus considérables se disputaient le plaisir de les traiter. Étienne alla partout avec sa femme, qui grillait de le produire et de s'en faire honneur. Il fit autant de frais pour ces provinciaux que pour les plus fins connaisseurs de Paris. La réputation d'homme brillant qui l'avait précédé se confirma et s'étendit, ce fut un vrai triomphe. Non content de se faire admirer, il se complétait par l'étude d'un monde inconnu. Dans les salons, au théâtre, au cercle, il notait mille détails intéressans qu'il n'aurait plus remarqués un an plus tard. L'étude a sa lune de miel comme le mariage; nous ne percevons vivement que ce qui nous est nouveau. Les singularités des mœurs et des caractères nous échappent du jour où elles ne nous étonnent plus. Pendant un mois ou deux, Étienne écrivit tous les soirs, tantôt un simple mot, plus souvent des pages entières; mais Hortense crut voir qu'il était moins pétillant au logis que dans le monde. Ce cerveau si riche et si fécond avait-il besoin des excitations de l'amour-propre pour s'ouvrir? Était-ce l'ombre de la maison Bersac et ce milieu vulgaire, sénile et froid qui le glaçait? L'intérieur de l'hôtel, à vrai dire, était sinistre. Les grands appartemens tendus de papier à ramages, le mobilier riche et banal, les portraits de feu Bersac, qui semblait avoir porté loin le culte de sa laideur, le service grognon des ministres de l'ancien règne qui protestaient tout bas contre les gaspillages du nouveau train, tout cela devait assombrir l'humeur d'un Parisien, d'un artiste et d'un dandy. Hortense, avec cette intuition qui est le génie des femmes aimantes, devina la tristesse et la pauvreté des splendeurs qui l'avaient éblouie au sortir du couvent. Aussitôt éclairée, elle se mit à l'œuvre. Sans consulter Étienne, elle envoya chez Célestin les portraits de son vénérable frère; elle congédia les domestiques un à un, sous divers prétextes, en assurant le sort des plus méritans; elle choisit des gens d'un air et d'un service moins surannés. Étienne fut stupéfait et charmé de voir appa-

raître un matin son ancien valet de chambre; madame l'avait déniché à distance et repris sans marchander les gages. La livrée du défunt, qui semblait empruntée à un orchestre de la foire, fut remplacée par une tenue très simple et du meilleur goût. Un petit coupé et un duc, l'un et l'autre au chiffre d'Étienne, arrivèrent de Paris avec une paire de chevaux neufs qui avaient du sang anglais dans les veines; on repeignit le landau pour les sorties de gala, il était moderne et de bonne fabrique. Tous ces changemens s'accomplirent en un tour de main, comme dans les féeries.

Le difficile était de décorer et de meubler la maison de manière à contenter le goût d'un délicat. Ah! si la pauvre femme avait pu rassembler d'un coup de baguette toutes les belles choses qui l'avaient éblouie dans certain appartement de la chaussée d'Antin, elle aurait vendu la maison pour reconquérir ce mobilier et installer Étienne dans un milieu créé par lui-même; mais l'enchère avait tout dispersé aux quatre coins de l'Europe. Un jour, naïvement, la pauvre femme entra chez le marchand de curiosités; elle y prit deux bahuts et quelques douzaines de faïences, fit transporter le tout dans sa salle à manger et guetta, le cœur en suspens, l'arrivée d'Étienne.

— Eh! quoi! dit-il, ma pauvre enfant, tu t'es donné la peine de faire descendre ces vieilleries? Elles étaient si bien au grenier!

— Mais ce sont des antiquités, mon ami. J'avais cru te faire plaisir en les achetant, parce que la maison, je le sens bien, n'est pas très gaie, et... si nous pouvions refaire un mobilier comme celui que tu n'as plus...

Il embrassa la bonne créature et demanda pardon de sa brutalité. — Mais, ajouta-t-il, les beaux jours du bric-à-brac sont finis. La fureur des vieux meubles mal assortis était une vraie maladie; j'ai passé par là comme tant d'autres, et, tout connaisseur que j'étais, il m'en a cuit. Ma vente a remboursé bien juste les prix d'acquisition, et pourtant j'avais acheté au bon moment. J'ai donc consommé par les yeux quinze années d'intérêts, qui pouvaient doubler le capital, et de plus j'ai été mal installé, mal couché, mal assis, esclave d'un tas de choses anguleuses. Le mobilier doit être fait pour l'homme qui s'en sert, et un magasin encombré, comme celui que j'avais à Paris, est juste l'opposé d'un logement habitable.

Hortense le fit causer tant et si bien qu'elle finit par le comprendre. Elle lui soutira le nom d'un de ces artistes pratiques qui marient l'art et le comfort dans les installations intelligentes de Paris, et quelques jours après cet entretien la maison fut prise d'assaut par les tapissiers et les peintres.

Étienne prit un vif plaisir à préparer son nid lui-même, à dis-

cuter avec un architecte instruit, adroit, complet, les détails d'une installation à souhait pour la commodité d'une vie heureuse. Il esquissa des plans, assortit des couleurs, dessina certains meubles, le lit entre autres, qui fut un vrai chef-d'œuvre du genre. Le mobilier s'exécutait à Paris, mais il dirigea lui-même au jour le jour les décorateurs et les tapissiers qui travaillaient sur place. Jusqu'au printemps, la vieille maison glaciale fut remplie d'un désordre bruyant, actif et gai. Les deux époux, cantonnés dans un petit logement sous les combles, comme un ménage d'étudians, jouirent d'un bonheur inquiet, affairé, contraint et d'autant plus délicieux.

Ils allaient tous les jours dans le monde, mais avec quel plaisir ils se retrouvaient chez eux! Jamais on n'avait ri de si bon cœur sous ce grand toit de plomb et d'ardoise. Étienne ne pouvait plus rester deux heures hors du logis; il suivait comme un enfant les mouvemens alertes des ouvriers parisiens : cet homme que la fièvre du travail avait parfois transporté jusqu'au délire éprouvait une sensation neuve à suivre les bras croisés le travail d'autrui.

Le bruit courut bientôt que M. et Mme Étienne se faisaient un intérieur comme on n'en avait jamais vu. Le petit Célestin s'alarma de cette nouvelle et voulut s'assurer par ses yeux qu'on ne gaspillait pas son capital. Il fut amplement rassuré. Le cuir, la laine, la cretonne imprimée, remplaçaient à peu près partout les soieries de Lyon; l'or se montrait à peine çà et là, discrètement, pour accentuer quelques saillies, jamais le luxe n'avait fait un tel étalage de simplicité. Le bonhomme trouva tout à son gré, il ne chicana point sur les nouveaux projets d'Hortense, qui parlait d'emmener à Bellombre l'architecte et les ouvriers. Cette soumission de bon goût fut récompensée huit jours après; on lui remit un acte attestant que toutes les valeurs dont Hortense avait l'usufruit étaient transférées au nom du nu-propriétaire; son héritage était en sûreté!

Le bel appartement fut prêt, meublé, livré à la fin de mai, au grand étonnement des ouvriers du cru, qui plantent un clou dans leur demi-journée. Le 6 juin, on pendit la crémaillère; il y eut un grand bal suivi d'un souper assis. La ville entière admira le beau style et le comfort exquis de toute la demeure, et les convives du souper, quatre-vingts personnes environ, déclarèrent unanimement que la salle à manger, l'éclairage, les porcelaines, les cristaux, la cuisine de Mlle Madeleine et la cave de feu Bersac formaient un tout indivisible dont la perfection pouvait être égalée, mais non surpassée chez les rois. La cave, bien connue dans le département, contenait encore dix-sept mille bouteilles de vins choisis; il y en avait dix mille autres à Bellombre. L'heureux couple s'esquiva sur ce mémorable succès. Ce ne fut pas sans avoir invité le préfet et vingt

autres personnes à l'ouverture de la chasse. Le château devait être régénéré d'ici là.

Les trois mois suivans s'écoulèrent aussi rapidement qu'un dernier jour de vacances. Étienne et sa femme avaient beau se lever matin, la nuit les surprenait toujours à l'improviste; on n'avait pas même eu le temps de respirer. — Encore un jour passé! disait Hortense; un jour de moins à vivre, et la vie est si bonne avec toi!

On avait profité de leur long séjour à la ville pour corriger le style de certains bâtimens et ramener les deux ailes à l'unisson du grand corps de logis. Les terrassemens du parc étaient faits, les routes serpentines tracées, les eaux vives encaissées entre des gazons neufs, le parterre dessiné, planté et fleuri. Il ne restait qu'à transformer les dedans, comme à la ville, mais dans un esprit tout différent. Chaque saison a son comfort, et le beau d'une maison des champs est de donner pleine carrière aux plaisirs spéciaux de l'été. Peu ou point de tentures, les parois et les plafonds peints à l'huile, de jolis planchers de mélèze qui se lavent tous les huit jours; les meubles plutôt fermes que moelleux; ni bois sculptés, ni capitonnages, ni couleurs riches, mais de l'espace, de l'air et de la lumière à foison. Autant de chambres qu'il se pourra, car il faut prévoir les invasions subites, mais la plus grande simplicité dans chacune : les invités n'y font que leur somme et leur toilette; le seul luxe à leur offrir chez eux est une surabondance de linge et d'eau. Tout le rez-de-chaussée, pour bien faire, doit être un terrain vague, consacré à la vie en commun. Les salons, la salle à manger, l'office, qui doit être un buffet permanent, le billard, la bibliothèque, le cabinet de chasse, la cuisine, sont de plain-pied pour qu'on circule à l'aise sans avoir même une porte à ouvrir. Tout est dallé, sauf les salons, où l'on pourra danser un soir ou l'autre; la cuisine est assez grandiose pour que dix chasseurs et leurs chiens se sèchent à la fois sous le manteau de la cheminée, elle est assez brillante de propreté pour que les élégantes du château viennent y faire un *plum-pudding* ou un demi-cent de crêpes, si tel est leur bon plaisir. Étienne dirigea dans cet esprit hospitalier la transformation de Bellombre; il fit peu pour la montre, presque rien pour ses propres aises, énormément pour le bien-être de ses hôtes.

De toute antiquité, M. et Mme Célestin passaient leurs étés à Bellombre. La femme colossale contrôlait les dépenses, l'ex-notaire donnait son coup d'œil aux vendanges; tous deux, à temps perdu, jouaient un piquet formidable avec le curé de Saint-Maurice. La bonne Hortense, qui pensait à tout, s'avisa que ces braves gens seraient un peu bien effarés au milieu des élégances et des gaîtés de septembre. Elle trouva moyen de les isoler sans les exclure, pour

que ni l'un ni l'autre ne fût contraint de s'amuser plus qu'il ne voulait. On meubla pour eux seuls un ancien pavillon de garde, isolé sur la lisière du parc, à vingt pas du village, à quarante du presbytère. Hortense n'oublia ni les goûts des vieillards, ni leurs habitudes, ni leurs affections; ils furent entourés de mille et une reliques qui parlaient de Bersac aîné, et, pour ménager l'amour-propre du gnome, Étienne lui écrivit de sa main : « Bellombre vous appartient, mon cher beau-frère; nous n'en avons que la jouissance, et nous serons toujours heureux de la partager avec vous. Mais nous attendons quelques hôtes qui, j'en ai peur, feront du bruit, car ils sont presque tous plus jeunes que vous et moi. Quand vous voudrez dormir en paix loin du piano de ces dames et des fanfares de ces messieurs, rappelez-vous que vous possédez *hic et nunc*, en toute propriété, l'enclos et le pavillon des Coudrettes. Mme Étienne ne se réserve qu'un seul droit sur ce petit bien, c'est de vous y rendre ses devoirs et d'y faire porter tout ce qui vous peut être agréable. Inutile d'ajouter que votre appartement reste vôtre et que vos deux couverts seront toujours mis au château. » Célestin remercia le poète avec une émotion visible. — Vous me traitez, disait-il, en vieil enfant gâté. — Le beau mérite! répondit Hortense. Nous sommes si pleinement heureux que cela déborde de toutes parts.

Leur automne ne fut qu'une fête. La chasse, les vendanges, les excursions, les bals improvisés, les jeux de toute sorte, un joli mariage qui s'ébaucha dans une promenade en bateau, la grande pêche d'un étang voisin et cent autres distractions que j'oublie tinrent la compagnie en joie jusqu'au beau milieu de novembre. Les invités partaient, revenaient, s'oubliaient, s'arrachaient au plaisir, retournaient aux affaires, et retombaient un beau matin à la grille du parc lorsqu'on ne les espérait plus. C'était un va-et-vient perpétuel entre la ville et le château; les domestiques passaient la moitié de leur vie à transporter des toilettes et des coiffures nouvelles, car les femmes faisaient assaut d'élégance, tandis que ces messieurs rivalisaient de bonne humeur et de bel appétit.

Il se trouva, tout compte fait, que le beau monde de la ville avait défilé, pendant cette saison, sous les platanes de Bellombre. Or les plaisirs de bon aloi vous laissent égayés pour un temps; à l'éclat des jours radieux succède un crépuscule aimable. Il suffit quelquefois d'un bal ou d'une promenade pour mettre la province en train. On a ri, on s'est rapproché, un sentiment de bienveillance universelle se répand d'une âme à l'autre comme une tache de miel ou de lait; le désir de continuer ou de recommencer la fête éveille les imaginations, stimule la fibre généreuse; c'est à qui rendra aux

voisins le bon accueil qu'il a reçu. Il n'y a plus d'avares ni de maussades; le bouchon des bouteilles part tout seul, les coffres-forts les mieux fermés s'ouvrent spontanément au milieu de la nuit, et les écus dansent en rond dans la chambre. Ces périodes de bon temps se prolongent par la force des choses, en vertu de l'impulsion première et de la gaîté acquise. Interrogez les vieillards de province; il n'y a pas une ville où l'on ne dise : Nous nous sommes bien amusés telle année, et encore l'année d'après.

La petite capitale où régnait M. le comte de Giboyeux fut en liesse pendant trois ans, grâce à l'inauguration de Bellombre. L'hiver suivant ne fut qu'un chapelet de bals et de dîners priés; le théâtre eut tant de succès que le directeur ne fit point faillite, à son grand étonnement. On tira l'hiver en longueur, et l'on avança tant qu'on put les ébats de l'automne; il n'y eut pas de morte saison pour les fanatiques du plaisir.

Bellombre revit tous ses hôtes de l'an passé et quelques autres encore. La renommée du château s'était répandue au loin; il était convenu et prouvé dans un rayon de cent kilomètres que le plus généreux châtelain, le plus heureux mari, le causeur le plus gai, le buveur le plus franc, le cavalier le plus solide, le chasseur le plus triomphant et le meilleur garçon du monde était M. Étienne, homme de lettres converti. Chose incroyable, sa beauté persistante et son dandysme obstiné n'effarouchaient ni les prudes ni les jaloux. On le savait, on le voyait amoureux de sa femme et trop heureux pour souhaiter ou regretter la moindre chose.

Si parfois la lecture d'une lettre ou d'un journal, l'analyse d'un livre nouveau, l'annonce d'une comédie en cinq actes, l'éloge d'un jeune auteur inconnu, lui donnaient un quart d'heure de mélancolie, Hortense était seule à le voir, et la tendre créature ne s'en ouvrait à personne, pas même à lui. Elle s'étonnait par momens qu'un puissant producteur comme Étienne fût resté plus de deux années sans écrire. Le fait est qu'il ne répondait pas même à ses amis et que sans ce *memorandum* où il jetait quelques lignes de temps à autre, on eût pu supposer qu'il avait peur du papier blanc. Elle l'excusait de son mieux : il se repose, pensait-elle. Après ce travail épuisant qui a précédé notre mariage, deux ans de récréation ne sont peut-être pas de trop. Et puis il m'aime tant! J'occupe tout son esprit aussi bien que son cœur; une autre idée pourrait-elle y trouver place sans me déloger quelque peu? Tout est bien.

Les gens du monde qui fréquentaient sa maison ne se demandaient même pas pourquoi il n'était plus homme de lettres. Il leur semblait tout naturel qu'on n'écrivît ni pièces ni romans dès qu'on

avait de quoi vivre et faire figure. La littérature aujourd'hui passe pour un métier comme un autre. A qui la faute? Je ne sais, peut-être aux sociétés littéraires et dramatiques qui remplissent les journaux de leurs débats mercantiles. Pourquoi donc un justiciable du tribunal de commerce, un marchand de papier noirci à tant la ligne continuerait-il le métier quand son affaire est faite? Les tailleurs de distinction se retirent après fortune, et les agens de change aussi. Quelques rares individus qui écrivent sans y être forcés font l'étonnement des provinces.

Ce n'est pas que le vrai talent y soit moins admiré qu'à Paris. La jeunesse du chef-lieu s'honorait d'habiter la même ville qu'Étienne; on montrait sa maison aux étrangers, on achetait ses livres et on les lui apportait humblement pour qu'il signât son nom sur le faux-titre; l'opinion le plaçait bien au-dessus de M. Laricot, ancien marchand de bœufs, qui était cependant trois fois plus riche et pas plus fier que lui.

Lorsqu'on sut qu'il avait fixé le jour de sa rentrée en ville, la commission du théâtre, composée de neuf ou dix jeunes gens à la mode, organisa une solennité en son honneur. Elle invita le directeur à monter son drame de *Silva :* cinq décors neufs furent commandés pour la cérémonie. Toute la ville s'entendit pour garder le secret et lui ménager la surprise; *l'Impartial*, qu'il recevait à Bellombre, s'abstint d'annoncer le spectacle. La femme du receveur-général invita les Étienne à dîner, sous prétexte que le déménagement devait renverser leur marmite; on amusa si bien le héros de la fête qu'il entra au théâtre, s'assit avec Hortense au premier rang d'une loge de face et vit lever le rideau sans remarquer que la salle était comble et éclairée *a giorno*. Ce ne fut pas avant la dixième réplique qu'il se tourna vers sa femme et lui dit :

— Ah çà! que diable jouent-ils donc?

— *Silva*, mon ami.

— Tu le savais?

— Un peu.

— C'est une trahison! nous ne pouvons pas rester ici sans nous couvrir de ridicule!

— Tu n'assistais donc pas à tes pièces à Paris?

— Jamais en évidence, et d'ailleurs on ne me connaissait pas comme ici. Allons-nous-en!

— Ce serait faire affront à tous ces braves gens qui t'applaudissent de si bon cœur : écoute! D'ailleurs la loge est pleine, et ce sont nos meilleurs amis qui te retiennent prisonnier.

Il enrageait, mais que faire? Tout bien pesé, il résolut de mettre l'occasion à profit pour écouter sa pièce et se juger lui-même.

Silva est un drame bien fait, peut-être un peu trop oratoire, mais conduit d'une main ferme, plein de situations pathétiques. Ce n'est pas le premier ouvrage d'Étienne, mais c'est son premier succès; la pièce, dans sa primeur, eut quarante représentations, ce qui répond à cent d'aujourd'hui.

La troupe du chef-lieu, qui n'était pas des pires, se surpassa dans cette occasion; elle se sentait soutenue et comme enlevée par la sympathie publique. On applaudissait à tour de bras les moindres tirades; on pleurait, on se mouchait, on criait : Vive Étienne! La loge de l'auteur ne désemplit pas un moment; amis et flatteurs assiégeaient la porte aux entr'actes. — Ah! mon ami, dit la bonne Hortense, que je te remercie d'être resté! Voici mon plus beau jour; grâce à Dieu, je ne mourrai pas sans avoir joui de ta gloire.

— Heureusement, répondit-il, c'est fini; nous en voilà quittes.

Il se trompait. Le rideau venait de tomber au milieu des applaudissemens, des pleurs et des cris, mais pas un spectateur ne bougeait de sa place. Le régisseur frappa trois coups, l'orchestre exécuta une marche triomphale, et le buste d'Étienne apparut entouré des personnages de la pièce en costume et des autres artistes en habit noir. Une trappe s'ouvrit du côté cour, c'est-à-dire à la droite des spectateurs, et l'on vit apparaître une actrice vêtue de blanc, le front ceint d'un laurier d'or. Elle déclama d'une voix émue une sorte de dithyrambe élaboré par le professeur de troisième, et qui peut se traduire ainsi : Je suis la ville de trente-cinq mille âmes, le chef-lieu du département où fleurit M. de Giboyeux; j'adopte solennellement aujourd'hui l'illustre auteur de *Silva* et de tel, tel et tel ouvrage dont voici l'énumération paraphrasée. Et pour conclure :

Honneur à tes travaux qui consolent la France!
Honneur à tes bontés pour le pauvre à genoux!
Honneur à l'avenir! Honneur à l'espérance!
L'avenir est à toi; l'espérance est en nous!

Et le parterre d'applaudir! Et les mouchoirs de s'agiter le long des galeries! Et les bouquets de pleuvoir sur le buste de plâtre que la jeune artiste, par une inspiration subite ou préparée, couronna aux dépens de son propre front. La salle entière se tourna vers Étienne avec autant d'admiration, de reconnaissance et d'amour que s'il avait sauvé la patrie entre ses deux repas. Quant à lui, il se jeta tête baissée à travers la foule des obséquieux, traînant Hortense à la remorque. Il gagna la sortie du théâtre, sauta dans sa voiture et rentra chez lui en grommelant : les sots! les pleutres! L'avenir est à toi! Je comprends Charles IX et tous ceux qui ont tiré sur le peuple. Jamais plus stupide gibier n'a provoqué les coups de fusil.

Cette pièce, elle est enfantine! Les déclamations du collége,... les ficelles de l'âge d'or! J'ai marché depuis ce temps-là... Si je voulais! si je m'y mettais! Il y a un nouveau théâtre à créer, je le sens, je le tiens; mais où? comment? Je suis un astronome au fond du puits: bonsoir, étoiles!

Hortense l'embrassait chemin faisant et n'avait pas l'air de l'entendre; mais quinze jours après la représentation de *Silva* elle contrefit la boudeuse, chercha des querelles d'Allemand, et finit par dire à son mari : — Tu n'es pas homme de parole, il était convenu que nous irions à Paris tous les hivers, et l'on dirait que tu prends plaisir à m'enterrer au fond de la province. Aussi j'ai fait un coup d'état; nous partons après-demain soir, et nous avons loué pour l'hiver un petit hôtel tout meublé, rue Bayard. Révolte-toi, si tu l'oses, méchant!

L'homme le plus spirituel du monde a toujours moins d'esprit que sa femme. Étienne reconnut naïvement ses torts et répondit qu'il soupirait lui-même de temps à autre après le mauvais air de Paris.

Je les rencontrai par hasard, le lendemain de leur arrivée. C'était à la fin de novembre, par un de ces demi-soleils qui font courir tout Paris au bois de Boulogne. Ils se promenaient à pied au bord du lac, et leur coupé à deux chevaux les suivait. Étienne ne se jeta point à mon cou, et il oublia de me tutoyer, grâce à Dieu; mais il me fit un accueil très cordial, me présenta à sa femme et me donna son jour et son adresse. J'eus le temps de remarquer qu'il n'avait ni engraissé ni blanchi.

On sut bientôt dans le monde des lettres qu'il était de retour à Paris. Les journaux qui se piquent d'être bien informés annoncèrent qu'il apportait un roman, une comédie en vers, un drame, une étude en deux volumes sur la vie de province. Il avait lu sa comédie dans tel salon, tel éditeur avait acheté le roman, telle et telle publication se disputaient la primeur des fameuses études. Tous ces renseignemens, puisés à bonne source, se contredisaient comme à plaisir; je voulus en avoir le cœur net en interrogeant l'auteur lui-même dès ma première visite. — Bah! répondit-il, laissez dire; il faut que tout le monde vive. Vous seul au monde savez que je n'ai pas écrit un mot. C'était marché conclu avant ma fuite en province, je remplis mes engagemens avec une fidélité qui ne me coûte pas. Le bonheur m'a rendu paresseux avec délices, comme Figaro.

Mme Étienne assistait à cette conversation; je crus lire dans ses yeux beaucoup d'étonnement, un peu d'inquiétude et une vive curiosité qui n'osait paraître. Pour ma part, je m'escrimais à com-

prendre qu'un homme si bien doué se résignât à mourir tout vif. Quelques efforts qu'il fît pour prouver son indifférence, je ne le croyais pas sincèrement détaché de la gloire.

Sa maison fut ouverte à tout ce qui portait un nom dans les arts ou dans les lettres; il donna d'excellens dîners et des soirées où l'on dépensait l'esprit sans compter. Deux ou trois fois, après certaines passes brillantes où il avait tenu le jeu contre les plus fins, je vis ses yeux s'illuminer d'orgueil. Il semblait dire : Si je voulais! Mais presque au même instant un nuage passait sur son beau front, et me rappelait que le pauvre homme avait abdiqué le droit de vouloir.

Pour le monde qui s'arrête à la surface des choses, Étienne s'amusait follement. Il était de tous les écots avec Hortense. Ils ne manquèrent pas un des bals officiels, qui furent nombreux cet hiver-là. Les invitations pleuvaient chez eux, ils paraissaient dans trois ou quatre salons le même soir; les théâtres leur envoyaient des loges, leurs domestiques furent malades d'une indigestion de concerts.

Je me souviens d'avoir vu derrière eux la première représentation d'une œuvre d'Augier. Il riait, il admirait, il applaudissait et il souffrait. — C'est la vraie comédie, disait-il, la comédie satirique. Quels coups de dents! cela emporte le morceau. Cependant je rêve encore autre chose, et si jamais l'occasion;... mais où donc ai-je la tête? Il s'agit bien de moi en vérité!

Quelques directeurs, alléchés par les on-dit de journal, vinrent lui proposer des traités magnifiques : les chefs-d'œuvre étaient déjà moins offerts que demandés sur la place de Paris. Il se fâcha comme un grand épicier retiré des affaires à qui l'on viendrait demander un sou de poivre dans son château. Je ne sais plus quel *impresario* disait en sortant de chez Étienne : On prétend que l'air de la province est calmant, et je viens de voir un garçon qui est devenu nerveux comme une guitare à force de planter des choux. Il défendit longtemps sa porte à Bondidier, son éditeur, qu'il estimait de vieille date et qui lui devait de l'argent. — Si je le reçois, pensait-il, il me parlera de mes livres, et peut-être va-t-il m'apprendre qu'on ne les lit plus à Paris.

A toute fin pourtant, il rendit une visite au digne homme, qui s'était dérangé plus de dix fois sans le joindre. M. Bondidier lui compta une somme importante, mais sans dissimuler que la vente allait décroissant. — C'est une loi que tous mes confrères ont observée; on délaisse insensiblement les auteurs qui s'abandonnent eux-mêmes; on lit de moins en moins celui qui n'écrit plus. Tant que vous travaillez, chaque publication fait connaître ses aînées; on a vu tout un fonds de livres invendables, condamnés au rabais, me-

nacés du pilon, faire prime inopinément : l'auteur avait forcé l'attention du monde en lançant un nouvel ouvrage. Les vôtres ont une valeur intrinsèque, un mérite de forme qui ne sera jamais méconnu; mais ils s'écouleront lentement, et tomberont dans un oubli relatif jusqu'au jour où... Je ne veux pas vous attrister, mais c'est le lendemain de leur mort que les vrais écrivains comme vous trouvent pleine justice. Ah ! si vous m'aviez écouté ! Ce *Jean Moreau*, dont nous avons causé si souvent chez vous et chez moi, devait marquer le point culminant de votre course. Vous seul, entre tous nos contemporains, pouvez écrire ce livre dont le succès est garanti par l'attente universelle. Songez donc que le roman du deuxième empire n'est pas fait! On le désire, on l'appelle, on l'espère, on veut qu'il vienne avant la crise politique qui renverra la littérature légère au dernier plan. *Jean Moreau*, comme je le comprends, et comme vous l'avez conçu, doit vous mettre hors classe. Je ne dis pas qu'il vous fera passer avant Mme Sand ou Mérimée, avant Balzac ou Stendhal; mais il mettra certainement en relief des dons qui n'appartiennent qu'à vous. Vous serez le vanneur de ce temps-ci, l'homme qui fait sauter d'une main ferme et légère la politique, la finance, les systèmes, les préjugés, les types, les mœurs bonnes et mauvaises, séparant la paille du grain. Après un tel travail, vous entrez à l'Académie comme une balle dans la cible, sans débat. Je publie vos œuvres complètes, in-octavo pour les bibliothèques, in-dix-huit pour tout le monde, et je vous apporte un regain de gloire que vous n'auriez jamais obtenu de votre vivant sans le succès de *Jean Moreau!*

L'éloquence du vieil éditeur remua profondément l'esprit d'Étienne. Il rentra chez lui tout ému, embrassa Hortense et lui dit :
— M'en voudrais-tu beaucoup, si je faisais un livre?

— Moi, mon ami?

— Oui, toi.

— Mais je serais la plus heureuse et la plus orgueilleuse des femmes. Il y a bien longtemps, va, que j'y pense et que je me demande pourquoi tu n'écris plus! Je craignais que le monde ne m'accusât de te confisquer pour moi seule, de gaspiller au profit de mon bonheur tes plus belles années; mais je n'osais rien t'en dire, Étienne, parce que tu es le maître et moi la servante.

— Ah çà! qu'est-ce qu'il m'a donc chanté, ce vieux fou de Bersac?

— Célestin?

— Naturellement. Il m'a fait jurer sur ta tête, ou peu s'en faut, que je n'imprimerais plus une ligne.

— Dans les journaux? sans doute; il m'avait effrayée des jour-

naux à cause de ces batailles, tu sais? et de ces éclaboussures d'encrier qui sont pires que les coups d'épée. Mais un livre! un livre de toi, qui sera lu, admiré, cité partout! Mon cœur bat à l'idée que nous le verrons ensemble aux étalages. Tu me le dédieras, entends-tu? Je veux que la postérité sache le nom d'une petite créature ignorante et pauvre d'esprit, mais qui a deviné ce que tu vaux et qui t'a consacré sa vie!

Étienne rayonnait de joie. Dans ses transports, il raconta le roman à sa femme, il esquissa ses plans, s'arrêta aux principaux épisodes, s'égara dans mille détails qui parurent divins à l'humble fanatique.
— Nous ne bougerons plus de Paris, lui dit-elle; j'aime Paris, un peu parce que nous nous y sommes rencontrés, et plus encore parce qu'il vient de te rendre à toi-même.

— Non, ma chérie, voici le printemps, il vaut mieux retourner à Bellombre. Que de fois je m'y suis promené en rêvant à ce livre qui ne devait jamais paraître! J'y retrouverai mille idées suspendues aux branches des arbres, comme la laine d'un troupeau s'accroche aux buissons du chemin.

On fit les malles, on prit congé des amis anciens et nouveaux. Étienne ne se priva point de nous dire qu'il allait se remettre à l'ouvrage, et que *Jean Moreau* serait achevé dans un an. Moi qui me souvenais, je n'en croyais pas mes oreilles : — Vous avez donc apprivoisé le Célestin Bersac?

— Le pauvre homme n'a jamais songé à restreindre ma liberté. Il y avait malentendu; erreur n'est pas compte.

Quelques fidèles, dont j'étais, leur offrirent un dîner d'adieu la veille du départ. Le couvert se trouva mis par hasard dans ce salon du café Anglais où nous avions soupé ensemble quelques années plus tôt. Il s'amusa du rapprochement, et me lança un de ces regards pleins de choses qui n'appartenaient qu'à lui. Je portai un grand toast, trop long peut-être, au succès de *Jean Moreau*. Quelques convives étouffèrent un bâillement, mais Hortense laissa perler deux larmes entre ses beaux cils noirs.

Vingt-quatre heures après, ils dînaient en tête-à-tête dans la grande salle à manger de Bellombre. Étienne se fit un point d'honneur d'attaquer *Jean Moreau* le soir même. Il n'en écrivit que cinq lignes, car il s'était couché tard la veille, et le voyage l'avait un peu fatigué; mais ces cinq lignes équivalaient à la pose d'une première pierre. Le difficile en art est de se mettre à l'ouvrage, et tout ce qui est commencé compte comme à moitié fini.

Le fait est qu'en six semaines il abattit les deux premiers chapitres; les trois suivans s'achevèrent du 30 avril au 31 mai; c'était le quart du livre! Les Bersac reprirent possession des Coudrettes

au commencement de juin. Ils avaient leur belle-fille et ses deux enfans avec eux. George venait de passer à l'infanterie de marine avec le grade de lieutenant-colonel; il faisait route vers la Cochinchine. Célestin craignait de mourir sans avoir revu ce cher fils; les soucis de la séparation ajoutés aux fatigues de l'âge le faisaient dépérir à vue d'œil. On s'efforça de le distraire et de le consoler; Étienne le traitait d'autant mieux qu'il était taquiné par certain scrupule et qu'il se sentait mal à l'aise devant le vieil original. Un soir qu'on avait réussi à l'émoustiller un peu, il lui dit : Une nouvelle, mon cher monsieur Bersac! Je travaille.

— Mes complimens! l'oisiveté est la mère de tous les vices.

— Mais devinez un peu ce que je fais? Un roman!

— J'espère qu'il amusera Mme Étienne.

— Et le public aussi! reprit Hortense.

— Je crois que vous vous trompez, chère dame. Le public ne peut pas s'amuser d'un livre qu'on ne lui fait pas lire, et si j'ai bonne mémoire, M. Étienne en vous épousant s'est interdit de rien publier.

Étienne pâlit un peu. — Mais, dit-il, je puis lever une interdiction que j'ai prononcée moi-même.

— Oui, si vous n'êtes engagé qu'envers vous.

On parla d'autre chose, et un quart d'heure après Étienne se remit à la besogne.

Chaque fois que le souvenir de Célestin venait le distraire, il faisait le geste d'un homme qui chasse une mouche. — Eh! que dirait le monde, si je sacrifiais mon avenir aux manies d'un vieux fou?

Le premier plan de *Jean Moreau* était perdu; il en refit un autre bien plus large, où la province tenait plus de place. Tous les types qu'il avait observés depuis son mariage, les Bersac eux-mêmes, entrèrent dans ce cadre et y prirent un relief étonnant. Il travaillait tous les jours au moins quatre heures, six au plus. Jamais l'inspiration ne lui faisait absolument défaut, mais les idées venaient plus ou moins vite. Tantôt il s'escrimait du matin jusqu'au soir sur une demi-page, tantôt il couvrait six feuillets de son écriture haute, droite, toujours nette, qui rappelle les beaux autographes du XVIIe siècle. Peu de ratures; la grande habitude d'écrire lui permettait de jeter sa pensée en moule comme un métal de première fusion. Jamais il n'avait fait deux manuscrits du même livre ni emprunté la main du copiste; chacun de ses ouvrages allait en bloc et d'un bond chez l'imprimeur.

Hortense, qui l'épiait avec une anxiété maternelle, s'émerveilla de voir que *Jean Moreau* le possédait sans l'absorber. A mesure qu'il avançait dans son livre, les idées de roman, de comédie et même

de vaudeville s'éveillaient en foule dans son esprit. Il jeta plus de vingt plans sur le papier, sans interrompre le grand ouvrage.

Jamais il n'avait eu plus de temps, chose bizarre. Il trouvait moyen de répondre aux lettres des amis et des indifférens eux-mêmes; il écrivait à tort et à travers. Sa plume était taillée et l'encrier rempli, rien ne lui coûtait plus.

Son humeur semblait plus égale, son esprit plus riant, son cœur plus tendre qu'aux jours de grand loisir et de repos absolu; il prodiguait les témoignages d'affection à sa femme; loin de vouloir se séquestrer dans son travail comme tant d'autres, il insista pour que la maison fût ouverte, il attira la foule et fit la joie autour de lui. On le voyait à table, à la chasse, aux promenades champêtres, plus vivant, plus gaillard, plus pétillant que jamais. C'était l'être puissant, multiple, prêt à tout, que j'avais admiré, non sans un peu d'effroi, le soir de notre première rencontre; mais il ne revoyait pas Célestin sans qu'un nuage imperceptible vînt assombrir sa belle humeur.

Un jour qu'il était seul avec l'octogénaire, il lui dit à brûle-pourpoint : — Mon cher monsieur, ce livre avance, et je vous avertis qu'il paraîtra.

— Grand bien vous fasse, monsieur!

— En somme, cette publication ne vous cause aucun tort, avouez-le!

— Ce n'est pas de moi qu'il s'agit. L'homme a la liberté du bien et du mal ici-bas.

— Dites-moi franchement votre opinion. Pensez-vous qu'avant mon mariage j'aie pris aucun engagement envers vous?

— Oui, mais que vous importe?

— Il m'importe beaucoup, sacrebleu!

— Le monde est à vos pieds; vous n'avez pas besoin de l'estime d'un pauvre vieillard comme moi.

— Ah! tout beau! Je prétends être estimé de tous, sans exception, mon brave homme. Pour qu'un engagement soit valable, il doit être fondé en raison. Si je vous avais demandé la main d'Hortense, et si vous m'aviez fait vos conditions, je les tiendrais pour sacrées, quoique absurdes; mais ma femme ne dépendait de personne lorsqu'elle m'a choisi. Est-il vrai?

— Je l'avoue.

— Vous êtes venu me raconter qu'elle avait peur du journalisme, et moi qui tombais de fatigue pour avoir trop écrit, je vous ai répondu que j'avais de la littérature par-dessus les oreilles. Est-ce un serment, cela?

— Si vous êtes bien sûr de n'avoir rien juré, cher monsieur, vous devez être parfaitement à l'aise.

— Mais non! Vous voyez bien que je suis agacé, et, si vous aviez le cœur juste, vous vous rappelleriez tout ce que nous avons fait pour vous, de notre plein gré, et vous diriez un mot, un seul mot qui me mît à mon aise.

— Vous reconnaissez donc que j'ai le droit de garder votre parole ou de vous la rendre?

— Non!

— Très bien.

— Mais si j'en convenais?

— Vous me mettriez dans l'alternative ou de vous affliger, ou de prendre sur moi la responsabilité d'une publication contraire à mes idées, nuisible aux mœurs, irrespectueuse à coup sûr pour les majestés du ciel et de la terre. C'est pourquoi, cher monsieur, vous ferez bien de ne consulter que vous-même. Je n'ai aucun moyen de vous contraindre; si le serment que vous avez prêté devant moi vous paraît incommode aujourd'hui, vous pouvez le violer impunément et même avec quelque profit et quelque gloire mondaine.

Étienne était exaspéré. Il aborda de cent côtés cet être fugitif, insaisissable et mou; ni les bons procédés, ni les prières, ni les raisons ne purent l'entamer. Il usait sa vigueur contre cette inertie, comme les chevaliers des légendes se fatiguent à pourfendre un fantôme blafard. Cependant il acheva son livre.

Cela prit un peu plus de temps qu'il ne pensait. Le premier mot datait du 17 mars, le point final fut mis le 3 septembre. On en reçut la nouvelle à Paris, et les journaux bien informés annoncèrent que *Jean Moreau* était sous presse, quoique le manuscrit fût encore à Bellombre.

Dans le cours de l'été, Célestin avait failli mourir d'une bronchite, et quelqu'un s'était intéressé cordialement aux progrès de la maladie; mais le maudit vieillard guérit et ne s'assouplit point. Lorsqu'Étienne reconnut que la mort ne voulait pas venir à son aide, il demanda l'appui de M[me] Bersac, il implora la femme à barbe en faveur du pauvre *Jean Moreau*. Célestin parut s'adoucir, il promit d'autoriser l'impression, si le livre était lu, expurgé et visé par six personnes recommandables qu'il se réservait de choisir. C'était le rétablissement de la censure, ni plus ni moins. L'auteur pouffa de rire, et la négociation en resta là.

Le plus beau jour de la vie d'Hortense fut le jour où son cher mari, après avoir relu *Jean Moreau* d'un bout à l'autre et fait les dernières corrections, lui mit le manuscrit entre les mains et lui dit:

— Chère enfant, voilà le meilleur de mon esprit. J'écrirai sans doute autre chose, mais je ne me sens pas capable de mieux. Prends ce livre, je ne te le donne pas, car il était à toi avant de naître; je te dois le loisir et le bonheur dont il est fait.

Il était onze heures du soir, tous les hôtes de Bellombre dormaient comme on ne dort qu'à la campagne, après la chasse. Étienne se mit au lit, Hortense prit place à son côté et demanda la permission de lire un chapitre. Elle en lut deux, puis trois, si bien qu'Étienne s'endormit. Il se réveilla plusieurs fois, la lampe était toujours allumée. — Mais dors donc, chérie! disait-il.

— Tout à l'heure, mon ami; il n'est pas tard, et je suis si heureuse!

Le matin, vers huit heures, il étendit un bras, ouvrit les yeux et s'aperçut qu'il était seul dans le grand lit. Sa seconde pensée fut pour le manuscrit qu'il avait confié à sa femme; *Jean Moreau* n'était plus là. Il sonna la femme de chambre et dit : — Où est madame?

— Monsieur, il y a une bonne heure que madame est sortie.

— Avec un livre? Avec un paquet en forme de livre?

— Oui, monsieur.

— Dans le parc?

— Non, monsieur, dans le village. D'ailleurs voici madame.

Hortense se jeta au cou de son mari : — J'ai tout lu, lui dit-elle. Je n'ai pas fermé l'œil, impossible de m'arracher à notre livre. Que c'est bon! Que c'est vrai! Que c'est beau! Tu as raison, Étienne, c'est ton chef-d'œuvre, mieux encore, c'est toi!

— Qu'en as-tu fait?

— Me crois-tu femme à perdre ce que j'ai de plus cher? Non, mon ami, tu peux être tranquille.

— Tu as serré le manuscrit?

— Parfaitement... Sans doute.

— De quel air singulier tu dis cela!

— Tu t'es donc aperçu que je mentais? Eh bien! tant mieux, j'en suis contente. Ta femme ne peut rien te cacher, même pour un grand bien. Voici le fait. Tu m'approuveras, j'en suis sûre.

— Mais parle donc!

— Ah! si tu me fais peur, je ne saurai plus rien dire. Tes discussions avec mon ex-beau-frère, ses résistances, tes scrupules, votre malentendu, me faisaient peine et pitié. Je n'ai jamais douté de ton bon droit, mais je me demandais par moment s'il n'était pas cruel de contrister ce pauvre bonhomme. La lecture de *Jean Moreau* m'a dicté un parti héroïque. Il est moralement impossible qu'un être intelligent s'oppose à la publication d'un tel livre après l'avoir lu. Je suis allée chez Célestin, je lui ai dit : Lisez et jugez-nous!

— Malheureuse! Mes habits! Arriverai-je à temps?

— Que crains-tu?

— Tout. J'en mourrais. Je sens qu'il me serait impossible de récrire ce qui est fait. Et je n'ai pas songé à garder une copie!

Il courut.

Célestin Bersac était assis devant le pavillon des Coudrettes; il faisait sauter un de ses petits enfans sur ses genoux. « Monsieur Étienne, j'ai bien l'honneur. Donnez-vous la peine d'entrer. Vous paraissez ému; j'espère qu'il n'est rien arrivé à madame depuis une demi-heure qu'elle nous a quittés?

— Ah! vous avouez donc qu'elle est venue vous voir ce matin?

— Sans doute, pour m'apporter certain opuscule qu'elle daignait soumettre à mon humble appréciation.

— Où est-il?

— Mais chez nous, je pense, à moins pourtant qu'il se soit envolé.

Étienne respira. — Monsieur, dit-il, vous seriez bien aimable de me rendre ces papiers. Vous les lirez, je vous le jure, mais dans quelques jours seulement, lorsque le manuscrit, qui est unique, sera au net.

— A vos ordres.

Le petit vieillard remit l'enfant aux mains de la mère, et il entra dans la maison suivi d'Étienne. Les deux hommes s'arrêtèrent dans une sorte de salon où le portrait de Bersac aîné, en robe de juge, avait l'air de compter et d'estimer au juste prix les vieux fauteuils de Bellombre. — Mon Dieu, monsieur, dit Célestin, c'est ici que j'ai reçu la visite de madame. Je ne sais pas exactement où j'ai mis les paperasses en question, mais à force de les chercher... Non, ma foi! pas plus de manuscrit que sur la main. Est-ce que vous y teniez beaucoup?

— Plus qu'à la vie!

— J'en suis bien désolé, vos papiers sont perdus. Voulez-vous fouiller la maison?

Étienne répondit froidement : — C'est inutile. Votre parole me suffit. Jurez-moi seulement sur l'honneur...

— Sur quel honneur? le mien ou le vôtre? Vous m'avez enseigné le prix d'une parole d'honneur.

Le romancier se demandait si le plus court ne serait pas d'étrangler ce vieux monstre. Célestin devina sa pensée et lui dit : — J'ai quatre-vingts ans, cher monsieur. Mon fils est à Saïgon, vous n'irez pas lui chercher querelle si loin. Les tribunaux? Ils me condamneraient peut-être à deux ou trois mille francs de dommages-intérêts. Voyez ce qui vous semblera le plus avantageux et le plus honorable.

— Qu'est-ce que je vous ai fait?

— Presque rien. Vous m'avez berné à Paris en séduisant une personne que je surveillais nuit et jour; vous jouissez d'une fortune qui devrait être à moi et d'une femme que je destinais à mon fils.

Vous êtes cause que George, ma seule affection, s'est marié petitement, et qu'il mourra peut-être au bout du monde. Vous êtes jeune, grand et beau, je suis vieux, petit et laid; vous n'avez eu que des succès, je n'ai eu que des déboires; on vous a couronné de lauriers sur une scène où l'on m'avait jeté des pommes : en vérité, je serais bien injuste si je ne vous aimais pas de tout mon cœur.

— Mais votre religion défend la haine et la vengeance, elle condamne le vol, et vous m'avez volé le travail de toute ma vie!

— L'église n'a jamais interdit la destruction des mauvais livres. J'étais homme à tout pardonner, si vous vous étiez mis avec nous.

— Ainsi donc vous avez détruit...

— Rien, cher monsieur, vos papiers sont perdus; voulez-vous que nous recommencions à les chercher ensemble?

Étienne se sentait devenir fou; il eut peur de commettre un crime et s'enfuit. Il rentra au château pour l'heure du déjeuner et s'habilla aussi soigneusement qu'à l'ordinaire. Hortense était inquiète, il prit soin de la rassurer. Quelques convives croient se rappeler qu'il mangea avec gloutonnerie, qu'il parla beaucoup au dessert, et que le fil de ses idées se rompait de temps à autre. Sur les deux heures, il sortit à cheval et ne reparut point. On le chercha toute la nuit; la douleur de sa femme était déchirante.

Tandis qu'on fouillait les rivières, les étangs et les bois du voisinage, je le vis entrer dans ma chambre à huit heures du matin. Il semblait triste jusqu'à la mort, mais assez raisonnable. — J'étais né pour produire toujours et toujours, me dit-il, comme tous les vrais artistes. Cette longue oisiveté qu'ils m'ont imposée m'a rendu malheureux pour ainsi dire à mon insu, au milieu de toutes les douceurs de la vie. Je n'ai jamais été pleinement satisfait; quelque chose me manquait, et je ne pouvais dire quoi; j'avais la nostalgie du travail. Le voyage de Paris m'a ouvert les yeux, je me suis mis à l'œuvre; il s'est fait dans mon esprit une sorte de débâcle, les idées qui s'étaient accumulées en moi ont débordé avec tant d'impétuosité que je n'en étais plus maître. Ce fut un phénomène unique; on ne le reverra plus. Il me serait aussi impossible de recommencer *Jean Moreau* qu'à la Néva de rappeler les montagnes de glace qu'elle a précipitées dans la mer.

Il m'exposa très nettement sa fuite de Bellombre, et le détour qu'il avait pris pour gagner une station voisine où il était inconnu; mais je ne pus lui arracher la cause de son départ : il ne savait pas lui-même ce qu'il venait chercher à Paris. Il témoignait une violente aversion pour sa femme, tout en disant qu'il l'avait adorée jusqu'au dernier jour. « Je ne lui pardonnerai jamais, disait-il, d'avoir cru à la loyauté de ce vieux monstre. »

C'est dans cette visite qu'il me pria d'écrire et de publier son

histoire pour l'instruction des contemporains. Je me moquai un peu de ses pressentimens funèbres, et je voulus le retenir à déjeuner. Il s'excusa sur quelques visites urgentes : — J'ai besoin de voir Bondidier; on m'attend à l'imprimerie, et d'ailleurs je n'ai pas encore retenu ma chambre au Grand-Hôtel.

J'avais moi-même à travailler ce jour-là, et je ne sortis pas avant cinq heures. Les premières personnes que je rencontrai sur le boulevard m'abordèrent pour me conter son arrivée et les extravagances qu'il avait faites.

Quelques minutes après m'avoir quitté, il entra dans une librairie et demanda la sixième édition de *Jean Moreau*. Le commis répondit que l'ouvrage était annoncé, mais qu'il n'avait pas encore paru. « Tu mens, faquin, dit-il en serrant le jeune homme à la gorge; les cinq premières ont été enlevées ce matin! » La même scène s'était renouvelée dans plusieurs boutiques avec des variantes à l'infini.

Il déjeuna dans un célèbre restaurant du Palais-Royal, mangea comme six loups, versa de la sauce d'anchois dans son vin, entassa tous les journaux sur une table et ordonna au garçon d'y mettre le feu. Le maître de l'établissement, qui le connaissait de vieille date, comprit qu'il avait l'esprit malade et s'efforça en vain de le calmer.

Soit compassion, soit curiosité, on le suivit. Il s'arrêta rue Vivienne devant l'étalage d'une librairie bien connue, lisant à haute voix le titre des livres et demandant aux auteurs absens des nouvelles de leur santé. Tout à coup, il pousse un cri de joie, envahit la boutique, saisit un volume in-dix-huit, s'assied sur le comptoir et dit : Écoutez tous !

Durant plus d'un quart d'heure, il lut d'une voix claire, brillante, heureuse et sympathique un chapitre de *Jean Moreau*. Les sept ou huit personnes qui l'entendirent affirment encore aujourd'hui qu'elles étaient sous le charme, et qu'elles croyaient avoir la primeur d'un chef-d'œuvre inconnu. Jamais esprit plus fin, plus droit et plus caustique n'avait fustigé les abus et les ridicules du temps présent. L'art du lecteur doublait encore, s'il se peut, le mérite du livre; mais à propos de rien, sans transition, il changea de note et défila un chapelet d'énormités cyniques. Il finit par danser en déchirant le pauvre livre : c'était un roman très moral de Mme de Gasparin!

J'envoyai le soir même une dépêche à Bellombre. Mme Étienne accourut à temps pour le soigner et le pleurer, trop tard pour échanger une idée avec lui.

Quelques journaux n'ont pas craint d'expliquer sa maladie et sa mort par l'abus des alcools, qu'il exécrait, et du tabac, qu'il ignorait.

V.

Hortense s'est replongée au fond de la province, emportant avec elle les tristes restes de son mari. On ne sait presque rien de sa vie; l'ancien hôtel Bersac est fermé. La pauvre veuve, qu'on dit terriblement vieillie, végète en grand deuil dans un petit coin de Bellombre, près du tombeau de l'homme qu'elle s'accuse d'avoir tué. Elle pleure comme aux premiers jours et prie parfois avec fureur; mais sa dévotion est intermittente. On dirait par momens qu'elle a peur d'obtenir au ciel une place trop haute qui l'éloignerait éternellement de *lui*.

Bondidier la tient au courant des affaires; vous savez que la veuve d'un écrivain continue pendant trente années la personne de son mari. L'édition des œuvres complètes a réussi au-delà de toute espérance; les volumes sont clichés, ils se vendent aussi régulièrement que les nouvelles de Musset et les deux romans de Stendhal. Dans les quelques années qui ont suivi sa mort, Étienne a plus gagné qu'en toute sa vie. Hortense écrivait dernièrement à Bondidier : « Assez! ne m'envoyez plus rien. Je ne suis que trop riche, hélas! J'imagine par moment qu'*il* me poursuit de ses bienfaits et que cet argent vient me dire : *Il* n'a pas fait un si beau mariage que vous! » Bondidier répondit : « Ah! madame, que serait-ce, si nous avions *Jean Moreau!* »

Lundi passé, comme on venait de mettre en terre un petit fagot de bois sec appelé Célestin Bersac, le vieux curé de Saint-Maurice se présenta chez Hortense et lui dit : — Madame, le cher homme a fait sa paix avec les morts et les vivans. Vous n'avez jamais voulu le revoir depuis la date fatale; il vous prie de lui pardonner ses offenses envers vous et envers votre regretté mari. Son repentir était sincère; il a voulu mériter la clémence céleste et rendre à notre pauvre église le clocher que Robespierre et Marat ont détruit en haine de Dieu.—Mon père, m'a-t-il dit, vous porterez à Mme Étienne ce paquet cacheté que nous avons serré ensemble dans le trésor de votre sacristie le 4 septembre 186., à sept heures trois quarts du matin. Il renferme des papiers de valeur dont la vente à Paris fournira probablement la somme qui vous manque. »

Hortense brisa le cachet et trouva le manuscrit de *Jean Moreau*.

L'ouvrage est dans mes mains; la *Revue* le publiera sans doute un jour ou l'autre.

EDMOND ABOUT.

LES

DÉLÉGATIONS OUVRIÈRES

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867

L'OPINION DES OUVRIERS SUR L'INDUSTRIE ET SUR EUX-MÊMES.

I. *Rapports des délégués des ouvriers parisiens à l'exposition de Londres en 1862*, publiés par la commission ouvrière; Paris, 1862-1864. — II. *Rapports des délégations ouvrières à l'exposition de Paris en 1867*, publiés par la commission d'encouragement pour les études des ouvriers; Paris, 1868. — III. *Introduction aux rapports du jury international*, par M. Michel Chevalier; Paris, 1868.

I.

A l'époque où Diderot et d'Alembert commençaient la publication de l'*Encyclopédie*, c'était une nouveauté de parler des arts mécaniques. « M. Diderot, dit la préface de l'*Encyclopédie*, est l'auteur de la partie de cet ouvrage la plus étendue, la plus importante, la plus désirée du public, et, — j'ose le dire, — la plus difficile à remplir, c'est la description des arts (mécaniques)... Il l'a faite sur des mémoires qui lui ont été fournis par des ouvriers ou par des amateurs, ou sur les connaissances qu'il a été puiser lui-même chez les ouvriers, ou enfin sur des métiers qu'il s'est donné la peine de voir, et dont quelquefois il a fait construire des modèles pour les étudier plus à son aise. » Dans le prospectus qui précéda la publication de la préface, Diderot explique lui-même en détail les difficultés qu'il a rencontrées dans cette tâche et les efforts qu'il a

faits pour les surmonter. Les ouvrages existans ne lui offraient que des documens de bien peu de valeur. « Entre les auteurs qui ont traité des arts mécaniques, l'un n'était pas assez instruit de ce qu'il avait à dire, et a moins rempli son sujet que montré la nécessité d'un nouvel ouvrage. Un autre n'a qu'effleuré la matière, en la traitant plutôt en grammairien et en homme de lettres qu'en artiste. Un troisième est à la vérité plus riche et plus *ouvrier*; mais il est en même temps si court que les opérations des artistes et les descriptions de leurs machines, cette matière capable de fournir seule des ouvrages considérables, n'occupe que la très petite partie du sien... Tout nous déterminait donc à recourir aux ouvriers. » Diderot raconte alors comment il s'est adressé aux plus habiles praticiens de Paris et même de la province, comment il est allé dans leurs ateliers, les interrogeant, écrivant sous leur dictée, développant leurs pensées, prenant note des termes propres à chaque profession. A quelques-uns, il demandait des mémoires écrits; mais il avait soin d'aller en conférer avec ceux qui les lui avaient remis. Il contrôlait d'ailleurs le dire des uns par celui des autres, et arrivait ainsi à rectifier ce qui lui avait été imparfaitement ou infidèlement expliqué. « La plupart, dit-il, de ceux qui exercent les arts mécaniques ne les ont embrassés que par nécessité et n'opèrent que par instinct. A peine entre mille en trouve-t-on une douzaine en état de s'exprimer avec quelque clarté sur les instrumens qu'ils emploient et sur les ouvrages qu'ils fabriquent. Nous avons vu des ouvriers qui travaillent depuis quarante années sans rien connaître à leurs machines. J'ai dû exercer avec eux la fonction dont se glorifiait Socrate, la fonction pénible et délicate de faire accoucher les esprits. » Les entretiens et les explications ne suffisaient pas toujours. Il est beaucoup de métiers dont, à moins de travailler soi-même, de mouvoir les machines de ses propres mains, on ne peut parler avec précision. Diderot fit donc construire pour son usage particulier un certain nombre de modèles et de métiers dont il voulait connaître tous les détails. Plus souvent il allait dans les ateliers, mettait habit bas, travaillait comme un apprenti, et faisait lui-même « de mauvais ouvrages pour apprendre aux autres comment on en fait de bons. »

On voit comment Diderot entendait et pratiquait la description des arts mécaniques. Son procédé est évidemment excellent. Il avait une connaissance complète de son sujet, et il y joignait le talent d'exposer ce qu'il savait. Ce sont là les deux conditions que doit remplir, pour se faire estimer, tout écrit sur les arts industriels. Dans la pratique, il arrive d'ordinaire que l'une d'elles au moins n'est qu'imparfaitement remplie. Les écrivains de profession, ceux

qui savent coordonner des faits et des idées, n'ont souvent qu'une teinture des différens métiers, tandis que ceux qui connaissent les métiers à fond n'ont point le talent nécessaire pour en parler. Cependant la diffusion des lumières et les progrès de l'instruction populaire nous permettent de voir aujourd'hui une œuvre qui, tout imparfaite qu'elle soit, remplit dans une certaine mesure le programme de Diderot. A l'occasion des dernières expositions universelles, de celle de 1862 d'abord, qui eut lieu à Londres, puis de celle de 1867 à Paris, les ouvriers des différens corps de métiers ont choisi parmi eux des délégués chargés d'étudier les progrès de l'industrie et de constater dans des rapports spéciaux les résultats de leurs études. Ces rapports sont publiés sans aucune retouche et dans la forme même où ils ont été présentés par les ouvriers délégués. On leur a laissé scrupuleusement leur couleur originale. L'ensemble de ces rapports forme une masse de documens assez confuse, d'une lecture pénible, mais digne pourtant de fixer l'attention, car on y trouve les ouvriers peints par eux-mêmes.

Quelque temps avant l'exposition de Londres en 1862, plusieurs présidens de sociétés de secours mutuels se réunirent et rédigèrent un projet d'après lequel une commission serait chargée de donner aux travailleurs les moyens d'envoyer quelques-uns d'entre eux à Londres. Cette commission devait diriger les opérations pour l'élection des délégués, qui seraient choisis par le suffrage des ouvriers de leur profession. Les fonds nécessaires devaient être recueillis au moyen de souscriptions volontaires dans les ateliers; la ville de Paris et la commission impériale de l'exposition compléteraient la somme nécessaire. Le projet rédigé sur ces bases fut adopté par la commission impériale, et au mois de février 1862 la commission ouvrière fut constituée. Elle organisa immédiatement des bureaux pour procéder aux élections. Deux cents délégués furent désignés par la population ouvrière de Paris. Ils se rendirent à Londres par séries, entre les mois de juillet et d'octobre. Chaque groupe avait un délai de dix jours pour remplir sa mission. Chaque délégué recevait à son départ une somme de 115 francs et un billet d'aller et retour; le logement, les entrées à l'exposition, les interprètes et les frais accessoires étaient payés par un membre de la commission ouvrière qui accompagnait chacun des groupes. Cinquante-quatre rapports furent rédigés par les représentans de plus de cent cinquante corps de métiers. L'ensemble de ces documens fut publié en 1864 en un volume compacte; nous n'avons rien à dire de cette publication, dont l'intérêt s'efface devant celui qu'offre le travail des délégués de 1867.

L'expérience faite en 1862 avait réussi. Il était donc naturel de

la renouveler en 1867. La formation de la commission ouvrière pour l'exposition de Londres avait eu comme un caractère d'initiative de la part des ouvriers, si bien même que, malgré l'entente établie avec la commission impériale, les élections avaient failli être interdites par la préfecture de police, mal renseignée ou mal disposée, et qu'il avait fallu, comme on dit, une haute intervention pour lever les difficultés. La commission impériale chargée de présider à l'exposition de 1867 crut devoir prendre les devans. Elle institua une commission d'encouragement « pour les études à entreprendre par les ouvriers, contre-maîtres et coopérateurs divers de l'agriculture et de l'industrie. » Un arrêté du ministre d'état, en date du 29 novembre 1866, désigna les membres de la commission et en détermina les fonctions. Elle devait provoquer les souscriptions, centraliser et administrer les fonds qui lui seraient adressés de Paris et des départemens, en vue de faciliter par tous les moyens possibles les visites des ouvriers à l'exposition. Elle devait enfin publier les rapports qui seraient rédigés par les délégués des corps de métiers. Les ouvriers témoignèrent d'abord une certaine défiance à l'égard de la commission d'encouragement; ils craignaient d'être trop protégés, trop guidés. Cependant quelques-uns d'entre eux en vinrent à échanger des explications satisfaisantes avec les membres de la commission. Ceux-ci entendaient leur fonction de la façon la plus large. « Faites par vous-mêmes, disaient-ils aux ouvriers, tout ce que vous pourrez faire; nous n'interviendrons que dans les choses où vous le jugerez utile. »

Les ouvriers se réunirent, en vertu d'autorisations spéciales, pour désigner leurs délégués. L'ordre le plus parfait régna dans les réunions électorales. Les membres de chaque assemblée constituèrent comme ils l'entendirent leur bureau provisoire et leur bureau définitif; 114 corps de métiers prirent part au scrutin, et nommèrent 354 représentans. La commission d'encouragement délivra à ces délégués des billets d'entrée au Champ de Mars, valables pour une semaine; elle leur alloua une indemnité calculée d'après le nombre de journées où ils perdaient la paie de leur atelier. Tous les ouvriers qui prirent part au scrutin reçurent, par les mains du président de leur bureau, un billet d'entrée gratuit à l'exposition. Il fallait d'ailleurs s'occuper non-seulement de la population ouvrière de Paris, mais aussi des nombreux visiteurs qui affluaient de la province. La commission d'encouragement se mit en rapport avec les comités qui s'étaient formés dans les départemens pour faciliter le voyage des travailleurs. Elle fit établir au Champ de Mars un immense restaurant populaire où 3,600 repas furent distribués chaque jour au prix moyen de 1 fr. 40 c. Des baraquemens furent

dressés sur des terrains qui longeaient l'avenue Rapp; on les meubla avec des fournitures empruntées à la compagnie des lits militaires. Cette vaste hôtellerie improvisée logea au prix moyen de 1 fr. 25 c. par jour un grand nombre des délégués envoyés à Paris par les comités départementaux, par les chambres de commerce, par les nations étrangères.

Les rapports rédigés par les délégués des corporations ouvrières pour consigner les résultats de leurs visites au Champ de Mars sont au nombre de 120 environ. Ils doivent former trois volumes in-4°. La commission d'encouragement les publie en fascicules, de façon que chacun puisse acheter le rapport qui est relatif à sa profession. La réunion de ces documens forme, comme nous l'avons indiqué déjà, une masse assez indigeste, et c'est une grosse affaire que de les lire dans leur entier. Nous voulons du moins, en examinant quelques-uns d'entre eux, chercher les principaux enseignemens qu'on en peut tirer, car, ainsi que le dit le secrétaire de la commission d'encouragement dans l'introduction mise en tête des rapports, « quand l'ouvrier parle de l'outil qu'il manie, des procédés qu'il emploie, des propriétés de la matière qu'il travaille, de la machine à côté de laquelle il vit, quand il compare et juge les produits rivaux, qu'il raconte ses besoins et dépeint lui-même son existence, il est le plus intéressant des savans et des économistes. »

Nous pouvons rapporter à trois points principaux les données que nous présente l'ensemble des rapports. Nous trouvons d'abord des indications historiques; un certain nombre de délégués ont introduit dans leur travail des détails sur l'histoire de leur profession, soit dans les temps anciens, soit dans ces dernières années. En second lieu vient l'examen des produits exposés. C'est là que devrait se trouver l'intérêt spécial de la publication; mais le défaut d'art s'y fait vivement sentir, et on recule effrayé devant un amas désordonné de détails qui manquent souvent de précision et de clarté. Dans beaucoup de cas cependant, l'opinion des délégués ouvriers mérite d'être comparée avec celle des jurys d'examen, dont les travaux viennent d'être aussi publiés. Dans la troisième partie, nous placerons les considérations générales sur la situation des classes ouvrières. Les ouvriers ont exposé les maux dont ils souffrent et indiqué quelques-uns des remèdes qu'on pourrait y apporter. C'est, à vrai dire, le côté le plus intéressant de leur travail et celui qui doit surtout attirer l'attention.

II.

Voyons en premier lieu les indications qui sont données sur l'histoire de quelques-unes des professions principales. Voici d'abord les charpentiers, et avec eux nous pouvons dire que nous nous trouvons transportés au-delà des origines de l'histoire. Les délégués des charpentiers ne reculent devant aucun obstacle pour établir l'antiquité de leur profession; ils vont chercher pour ancêtre Tabal, petit-fils d'Adam, qui construisit les premières tentes en assemblant quelques pièces de bois. Passant ensuite au déluge, ils font observer que Noé n'était pas un charpentier médiocre, puisqu'il sut construire une arche capable de résister aux flots en furie. Les descendans de Noé, toujours au dire de nos historiographes, se partagèrent en corporations dont les unes s'occupaient de tailler et de poser la pierre, les autres de façonner le bois, d'autres encore d'ornementer les constructions. Chaque corporation avait d'ailleurs grand soin de tenir secrets les procédés qu'elle découvrait; chacune avait sa langue, ses signes, ses emblèmes, dont elle seule connaissait la valeur. C'est une particularité curieuse que le soin jaloux avec lequel les charpentiers font ainsi remonter à la plus haute antiquité leurs emblèmes professionnels. Chemin faisant, ils expliquent à leur manière les motifs qui firent échouer la construction de la tour de Babel : les travailleurs réunis dans la plaine de Sennaar pour ce grand ouvrage appartenaient à des écoles secrètes qui avaient toutes leurs hiéroglyphes spéciaux, leurs marques particulières, si bien qu'ils ne purent s'entendre pour les travaux, et que la dispersion générale des ouvriers s'ensuivit. Cette explication en vaut bien une autre, quoique nous ne voulions pas en certifier l'exactitude; mais que répondre aux délégués quand ils affirment qu'ils retrouvent sur les monumens de l'Égypte ancienne des emblèmes encore en usage parmi eux? Aussi bien c'étaient de rudes charpentiers que les anciens Égyptiens. Avec des outils fort médiocres sans doute, ils firent des travaux considérables. Leurs échafaudages, leurs bateaux, devaient porter des blocs de marbre tirés du fond de l'Arabie et qui n'avaient pas moins de 10 mètres de long. Nos historiens trouvent d'ailleurs des titres d'aristocratie pour leur profession dans les dessins des pyramides. Les charpentiers s'y distinguent par un tablier qui les couvre depuis la ceinture jusqu'aux genoux, tandis que les autres ouvriers n'ont qu'une simple ceinture; or le bâton, signe du commandement, se trouve toujours dans la main d'un charpentier. Cette histoire se poursuit à travers les travaux des Juifs et des nations diverses qui occupèrent les

plaines de l'Assyrie; nos historiographes persistent à y trouver la trace de leurs colléges secrets. Les arcanes du métier sont ainsi transmis aux charpentiers de la Grèce, d'où ils passent à Rome. Quand les Romains font la conquête des Gaules, ils y introduisent de véritables corporations de charpentiers. Ce sont ces corporations qui, modifiant leurs procédés traditionnels suivant les besoins des temps, édifient les premières églises gothiques. Cette relation directe entre les constructeurs de l'ancienne Rome et nos charpentiers du moyen âge est un fait que les délégués regardent comme suffisamment prouvé, et qui leur tient à cœur. Récemment encore, disent-ils, dans les travaux de réparation de l'église Notre-Dame de Paris, on a détruit des emblèmes professionnels exactement semblables à ceux que présente le Panthéon de Rome, bâti sous le règne d'Auguste par Agrippa. Il entre sans doute une grande part de fantaisie dans ce récit, et il y a beaucoup de détails à en rabattre; mais le trait principal est évidemment vrai : les procédés de la charpente constituent un art mystérieux que les ouvriers se transmettent de génération en génération comme un dépôt sacré et qu'ils s'efforcent de rendre aussi secret que possible. Il y a d'ailleurs parmi eux plusieurs écoles; il y a des procédés divers pour tracer les épures et *marquer le trait*, et il arrive que des individus appartenant à des sociétés différentes ne peuvent coordonner leurs travaux; il se produit entre eux une confusion des langues analogue à celle dont fut témoin le fameux plateau de Sennaar. Le roi saint Louis, peut-être pour remédier à cet inconvénient, nomma par un édit de 1268 un maître-général de la charpenterie qui eut pour mission de veiller à la bonne exécution des œuvres du métier. On donnait alors le nom de charpentier à tous ceux qui travaillaient le bois; mais on les distinguait en ouvriers de *grande* et de *petite cognée*. Les premiers seuls ont continué à s'appeler charpentiers; les seconds ont été depuis nommés menuisiers, parce qu'ils ne travaillent que le bois menu. Le maître-général de la charpenterie avait d'ailleurs sous sa juridiction les huchiers, huissiers, tonneliers et charrons. Nous ne suivrons pas la charpenterie à travers les changemens qu'amenèrent peu à peu dans ses procédés les progrès de l'architecture et le développement des travaux de toute sorte. Dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, un architecte ou entrepreneur, Fourneau, publia pour la première fois un ouvrage d'ensemble, *l'Art du charpentier*, où étaient développés dans leurs parties principales les procédés tenus jusque-là secrets, et que les pères transmettaient à leurs fils comme un héritage précieux. Ce livre, vu de mauvais œil par les maîtres charpentiers, procura à l'auteur des honneurs et des titres; il fut nommé charpentier du roi, membre de l'Académie

des Beaux-Arts et de l'Académie des Sciences. Le livre de Fourneau fait encore autorité; mais les délégués se plaignent qu'au milieu de la fièvre des travaux modernes on néglige de plus en plus les préceptes de l'art : on taille les bois sans épures, en les *traçant* à la hâte suivant les besoins de la pose. Voici venir d'ailleurs les charpentes en fer, dont le palais du Champ de Mars offre lui-même de gigantesques spécimens. Le rôle du charpentier se trouve ainsi amoindri. Il l'est moins cependant qu'on ne pourrait le croire. Le travail considérable des échafaudages lui revient encore, et pour placer même de vastes pièces de fonte, pour *lever des fers* de quelque importance, on a volontiers recours au charpentier, qui sait mettre en place de lourds fardeaux et qui possède la gymnastique de ces opérations dangereuses. Maintenant faut-il blâmer l'emploi du fer et regretter que le palais de l'exposition n'ait pas été construit entièrement en bois? C'est ce que font les délégués charpentiers, mais c'est ce que nous ne pouvons faire avec eux.

Prenons un autre corps de métier, les ferblantiers par exemple, qui ne nous condamneront pas à remonter aux temps de l'antiquité. C'est en Bohême, vers 1610, qu'on commença de fabriquer le fer-blanc, qui est une tôle recouverte d'étain. Un prêtre bohémien porta cette industrie en Saxe, d'où elle gagna l'Alsace et la Lorraine. En 1663, les ouvriers travaillant le *fer blanc et noir* vinrent se joindre à la communauté des taillandiers de Paris, qui comprenait déjà les grossiers, les vrilliers et les tailleurs de limes; il y eut ainsi quatre corps de métiers dans la communauté. Elle était gouvernée par quatre jurés dont deux étaient élus tous les ans. Pour être reçu maître, il fallait faire cinq années d'apprentissage dans une première maison, puis travailler trois ans chez un nouveau patron; on faisait ensuite son *chef-d'œuvre* sous le contrôle des quatre jurés, qui en indiquaient le sujet, et de huit bacheliers, dont deux appartenaient à chacun des métiers de la taillanderie. C'est dans la première moitié du XVIIIe siècle que l'usage du fer-blanc se répandit. Le célèbre physicien Réaumur, mort en 1757, avait puissamment contribué à en améliorer la fabrication. Les ferblantiers en vinrent à fabriquer une grande variété d'ustensiles de tout genre, et à employer le cuivre et le zinc comme auxiliaires dans leurs travaux. On peut signaler chez les ouvriers ferblantiers de Paris un esprit d'union et d'initiative qui s'est traduit de bonne heure par des tentatives d'association. Dès l'année 1826, ils fondèrent une société de secours contre la maladie et le chômage. En 1848, pendant les mois qui suivirent la révolution de février, ils eurent de très nombreuses réunions et combinèrent entre eux plusieurs plans d'organisation professionnelle. Une association coopérative fut fondée rue

du Faubourg-Saint-Denis et transportée en 1849 dans la rue de Bondy. Cette association subsiste encore après des alternatives de succès et de revers; elle a réuni un moment 150 sociétaires.

L'horlogerie a des origines savantes, et les progrès en sont directement liés à ceux de la science. C'est Huyghens qui en 1658 appliqua le pendule aux horloges, et qui en 1674 inventa pour les montres le ressort en forme de spirale; ces ingénieux organes se perfectionnèrent à mesure que les lois de la physique et de la cosmographie furent mieux connues. George Graham, horloger à Londres, eut le premier l'idée en 1715 de combiner le cuivre et l'acier pour faire un pendule compensateur. L'échappement à ancre fut inventé en 1680 par Clément, autre horloger anglais; puis vint l'échappement à cylindre et aussi l'échappement à chevilles, inventé en 1754 par Beaumarchais, l'auteur du *Barbier de Séville*. L'industrie des horloges se répandit de bonne heure dans la Souabe allemande et les contrées qui bordent la Forêt-Noire. La fabrication des montres est depuis un siècle la principale industrie de la Suisse. Vers 1794, une centaine de familles de Neufchâtel chassées par des troubles civils vinrent demander l'hospitalité à la France et se fixer à Besançon; elles étaient principalement composées d'horlogers, qui continuèrent à exercer leur profession. La fabrication des montres s'établit ainsi en France, et après des débuts pénibles elle a pris depuis quelques années une très grande extension. En 1849, Besançon ne fabriquait encore que 38,000 montres, dont le quart en or et le reste en argent; en 1866, la fabrication était montée à 305,000 montres, dont le tiers en or. Le travail a donc décuplé en sept ans. Quant aux horloges, aux pièces monumentales, elles se fabriquent de longue date à Paris avec une grande supériorité, comme d'ailleurs les pendules de toute sorte. Plusieurs familles d'horlogers sont ainsi devenues héréditairement célèbres dans l'industrie parisienne; il suffit de nommer les Leroy, les Lepaute, les Bréguet. Les Anglais de leur côté ont conservé certains avantages dans la fabrication des chronomètres et des montres de précision.

Voici maintenant les tailleurs. C'est sous le règne de saint Louis qu'ils commencèrent à former des confréries ou corporations; mais ils ne furent érigés en *communauté* (1) qu'en 1293, sous Philippe le Bel, qui leur donna des statuts. Ils s'appelaient tailleurs de robes, une robe plus ou moins longue étant alors le costume principal. Plus tard, quand le pourpoint devint le vêtement à la mode, ils reçurent le nom de tailleurs pourpointiers. Une catégorie spé-

(1) Les communautés corporatives ont été au nombre de 44, réunies en 6 catégories de marchands; les tailleurs étaient placés dans la quarantième communauté, avec les fripiers.

ciale d'ouvriers s'occupait d'ailleurs de confectionner les hauts et bas-de-chausses. On les appelait boursiers-culottiers. Enfin, sous Henri III, un édit de 1581 institua de nouveaux règlemens pour la corporation; tous les ouvriers furent réunis sous la dénomination commune de tailleurs d'habits; c'est celle qui est encore usitée de nos jours. Parmi les matières premières employées par les tailleurs, la France avait la spécialité de produire les draps. Les draps des Gaules étaient, dit-on, recherchés sous la domination romaine. En tout cas, depuis le xe siècle, on fabriquait des tissus estimés en Normandie et en Picardie. Le prix des draps fins était fort élevé. Une aune de bon drap sous Charles V était payée plus de 100 fr. En 1463, l'aune de drap brun pour faire une robe au roi Louis XI coûtait 110 francs, et le drap violet 130 francs. Le peuple s'habillait de tiretaine et d'étoffes communes à chaîne de fil et à trame de laine. Au xve siècle, la France tirait d'Italie les draps d'or et d'argent, les toiles d'or, les velours et les satins; mais le travail de la laine continuait à être une industrie nationale. En 1565, Charles IX défendit sous les peines les plus sévères l'exportation des moutons vivans; les délinquans avaient la main gauche coupée par le bourreau. François Ier, puis Henri IV, rendirent plusieurs ordonnances pour prohiber l'entrée des draps en France. La communauté des tailleurs fut longtemps régie par l'édit de 1581. Les abus de pouvoir commis par les jurés qui étaient à la tête de la corporation amenèrent une crise : en 1776, l'édit de Henri III fut supprimé avec beaucoup d'autres ordonnances relatives aux jurandes et aux maîtrises. Ce ne fut pourtant qu'en 1790 que disparurent les dernières traces de la réglementation corporative.

On dit que l'industrie des papiers peints est fort ancienne en Chine; mais elle ne commença de prospérer en France que vers la fin du xviiie siècle. Un marchand mercier, nommé Réveillon, établit rue de Montreuil, dans le faubourg Saint-Antoine, une immense fabrique que Louis XVI érigea en manufacture royale dans l'année 1784. C'était un homme dur que ce Réveillon. Il était très impopulaire dans les faubourgs de Paris. On l'accusait d'avoir dit que « quinze sous suffisaient à un ouvrier pour vivre une journée, que l'ouvrier pouvait bien se nourrir de farine de pomme de terre et laisser la farine de froment pour les classes aisées. » La foule exaspérée se rua sur la manufacture de Réveillon, qui fut pillée et brûlée le 19 avril 1789. Ce fut le prélude de la révolution. Le faubourg Saint-Antoine est cependant resté le centre de la fabrication des papiers peints, et il y existe aujourd'hui soixante fabriques de ce genre. Quelques essais furent tentés sans résultats utiles à Mâcon, à Lyon, à Mulhouse; il n'y eut en province qu'un seul établisse-

ment qui put prospérer, celui de Rixheim. Dans l'origine, l'impression des papiers se faisait entièrement à la planche, c'est-à-dire à la main; vers 1834, on commença d'imprimer au rouleau, c'est-à-dire d'appliquer les couleurs par voie mécanique. On emploie encore les deux procédés dans des proportions à peu près égales, car on prétend que, pour les impressions délicates, le travail de la main est indispensable.

Il nous suffit d'avoir indiqué par quelques traits comment les délégués racontent l'histoire de leurs industries respectives, et nous ne multiplierons pas ces exemples. Cependant nous voulons extraire encore quelques indications du récit que font les ouvriers en papiers de couleurs et de fantaisie; c'est une petite corporation détachée de celle des ouvriers en papiers peints et qui s'est constitué une existence indépendante. Elle est peu nombreuse, et n'a point, à proprement parler, d'histoire, car elle ne date que de 1848; mais le récit de ses délégués montre d'après nature les vicissitudes qu'éprouve nécessairement parmi les ouvriers la pratique de l'union et de l'action solidaire. Dans les journées qui suivirent la révolution de février, quelques ouvriers en papiers de couleur mirent en avant l'idée d'une société de prévoyance qui devait secourir les malades et remédier aux chômages. Les versemens devaient se faire toutes les semaines suivant une taxe progressive (2 centimes par franc sur le salaire hebdomadaire jusqu'à 15 fr., 3 centimes de 15 à 30 francs, et ainsi de suite). Le règlement de la société devait entrer en vigueur quand l'encaisse aurait atteint 2,000 francs. Déjà on avait atteint 1,600 francs, — il s'agit, nous l'avons dit, d'une corporation très restreinte, — quand un esprit de défiance et de désunion se répandit parmi les sociétaires; un certain nombre d'entre eux demandèrent sous divers prétextes la dissolution de la société; il fallut retirer les fonds de la caisse d'épargne, où ils étaient provisoirement placés, et chacun reprit le montant de sa cotisation. L'avortement de cette tentative d'association laissa les ouvriers désunis jusqu'en 1862, où ils eurent une occasion de se concerter pour envoyer un délégué à l'exposition de Londres. Bientôt vint une circonstance plus grave pour la corporation. Au mois de novembre 1864, elle se mit en grève pour obtenir une augmentation des salaires; c'était le moment où le délit de coalition venait d'être supprimé par une loi. On organisa une caisse de résistance; mais la caisse resta bien pauvre. La lutte dura un mois, pendant lequel les ouvriers usèrent jusqu'à leurs dernières ressources. Ils furent soutenus dans cette épreuve par d'autres corps de métiers : les typographes notamment leur prêtèrent 500 fr. Une transaction intervint enfin, et un nouveau tarif ramena les ouvriers

dans les ateliers. La guerre terminée, il restait à en payer les frais. « A l'action, disent les délégués, succédait un abattement profond. Il y avait des pertes à réparer, il fallait satisfaire à des obligations, et l'honneur de la profession dépendait de la tournure que les choses allaient prendre. La dette consentie et reconnue par tous s'élevait à la somme de 1,865 francs; elle était contractée au nom du corps de métier. Tous les engagemens étaient faits sur parole ou sous la responsabilité de quelques signatures; mais, comme les besoins étaient pressans, chacun restait sur la réserve, et les hommes qui avaient signé les reconnaissances et négocié les engagemens tombaient dans le plus profond découragement en voyant l'abstention muette qui se produisait autour d'eux. » Ce ne fut qu'une angoisse passagère. Les premiers jours d'abattement passés, des souscriptions s'organisèrent, et en six mois les dettes de la communauté furent payées. « La joie fut générale le jour où l'on fut convoqué en assemblée pour le règlement des comptes; c'était le 9 juillet 1865. Non-seulement l'arriéré était soldé; mais il restait un excédant de 200 francs. » Heureux excédant! car, séance tenante, on décida qu'on en ferait la première mise de fonds d'une caisse permanente de secours. Cette caisse fonctionne aujourd'hui, elle prospère, et elle a pu récemment, dans les premiers mois de 1867, prêter 500 francs aux ouvriers en bronze, qui s'étaient mis à leur tour en grève.

III.

Demandons maintenant aux délégués les principales réflexions que leur a suggérées l'examen des produits exposés au Champ de Mars. Tous rendent hommage à ce grand concours des peuples à peu près comme pourraient le faire des écrivains de profession; puis ils entrent résolûment dans l'étude détaillée des produits, et les jugent avec une grande indépendance. Leur opinion est très souvent contraire à celle du jury international, et ils n'hésitent pas à décerner les récompenses à leur manière. Ils se plaignent surtout qu'on ait fait la part bien petite aux ouvriers et contre-maîtres, à ceux que la langue officielle a appelés les coopérateurs. « Nous savons bien, dit l'un d'eux, qu'il est difficile à des hommes qui pour la plupart ne font pas partie du corps d'état qu'ils ont à juger, qu'il leur est même impossible de connaître ceux qui ont coopéré à chaque travail et qui sont pour beaucoup dans les œuvres récompensées. Aussi notre désir général serait de voir faire l'enquête des délégués avant celle du jury. Les jurés pourraient alors consulter avec fruit les opinions des ouvriers. » Aussi bien, puisque nous

sommes amené à la question des récompenses, nous pouvons dire qu'elle nous paraît la partie faible des expositions; elle offre même un côté grotesque. En mettant à part quelques travaux qui se placent d'eux-mêmes et sans conteste aux premiers rangs, il n'y a guère pour la foule des produits de classification possible. Tout se réduit alors à une pluie de médailles et de mentions qu'on s'attache à rendre aussi abondante que possible. Le procédé des jurys ressemble trop à celui de ces chefs d'institution qui distribuent d'une main large un nombre considérable d'accessits pour encourager leurs élèves et surtout les parens de leurs élèves. On nous dira que les hommes comme les enfans sont sensibles aux récompenses, et que depuis l'origine du monde on se sert de couronnes pour exciter leur zèle. Il y a des degrés en tout, et il nous semble évident que les jurys d'exposition pourraient s'épargner dans une forte mesure le travail de classification auquel ils s'astreignent; nous parlons du travail qui consiste à médailler ou à mentionner les personnes, car pour ce qui est de mettre en lumière et de propager tous les procédés industriels qui offrent quelque intérêt, c'est là la partie essentielle de leur tâche, et le jury international de 1867 vient de la remplir avec distinction en publiant les douze volumes qui contiennent l'ensemble de ses rapports.

Les délégués ouvriers estiment que l'exposition de 1867 a établi la supériorité du travail français dans presque toutes les branches de l'industrie. Ils montrent à cet égard une sorte d'amour-propre national qui les entraîne souvent à des jugemens injustes. Entre autres raisons qui expliquent cette particularité, nous en voyons deux qui se manifestent fréquemment dans leurs rapports. D'abord l'ouvrier, — et on ne peut lui en faire un reproche, — ne juge que ce qu'il voit; il ne se rend pas toujours compte de la valeur industrielle de certains pays qui n'ont pas pris soin de se faire suffisamment représenter dans plusieurs genres de travail; nous pourrions à cet égard citer la Prusse et la Belgique. L'ouvrier forme strictement son opinion d'après les envois qu'il a sous les yeux, et c'est tant pis pour les absens, pour ceux dont les envois ne sont pas en rapport avec l'état industriel de leur pays. Il y a donc lieu de rectifier les opinions des délégués par celle des gens que leurs voyages ou leurs études générales ont mis au courant de la véritable situation des industries européennes. Voici maintenant un motif d'un tout autre ordre qui influe sur le jugement des délégués, quelquefois à leur insu, mais dont ils laissent voir souvent la trace. La concurrence étrangère est le grand argument des patrons pour résister à l'augmentation des salaires. Quand l'ouvrier se plaint de n'avoir pas assez pour vivre, on lui répond qu'il faut lut-

ter avec les Anglais, avec les Prussiens, avec les Belges, que, s'il ne se contente pas de ce qu'on lui donne, les produits étrangers envahiront les marchés français, et que le peu qu'il gagne sera ainsi compromis par la ruine de son atelier. De là chez lui une tendance instinctive à rabaisser cette industrie étrangère qu'on lui présente comme un épouvantail. Atténuer la valeur des produits étrangers, c'est en quelque sorte émousser l'arme dont les patrons se servent constamment. Chez les délégués les plus scrupuleux, on trouve au moins une certaine froideur à l'égard des nations dont les industries rivalisent avec les nôtres. Le salaire élevé des ouvriers anglais excite une jalousie qui se traduit quelquefois par des traits amers. Ainsi on accuse quelque part certains envoyés des corporations anglaises d'avoir fait argent, à leur retour dans leur pays, de procédés industriels dont le secret leur avait été gratuitement livré en raison de leur délégation. L'industrie anglaise s'est-elle perfectionnée depuis 1862? Les délégués n'hésitent guère à répondre que non, et ce jugement procède évidemment d'un parti-pris. Il est un point cependant sur lequel ils n'ont pas tout à fait tort. L'Angleterre a fait peu de progrès depuis 1862 dans les industries qui relèvent du goût et des arts du dessin; mais il faut dire qu'elle avait réalisé sous ce rapport des améliorations considérables de 1851 à 1862. On se rappelle qu'à la suite de l'exposition de 1851 les Anglais jetèrent un cri d'alarme en reconnaissant eux-mêmes leur infériorité dans ce qu'on peut appeler l'art industriel. Ils résolurent aussitôt de réformer le goût de leurs ouvriers en établissant sur une grande échelle l'enseignement du dessin. L'urgence de cette mesure parut telle que le gouvernement en prit l'initiative, contrairement aux habitudes anglaises. Il ouvrit dans un grand nombre de villes des écoles spéciales de dessin industriel. On vit en 1855 et en 1862 les heureux effets de ces fondations. Si maintenant, après une ère d'amélioration rapide, on constate comme un temps d'arrêt, c'est qu'on ne peut pas toujours courir sur la voie du progrès, et qu'après une forte étape on ralentit le pas.

Nous ne pouvons suivre nos auteurs à travers l'infinie variété des détails qu'ils passent en revue et rechercher tous les procédés qu'ils critiquent ou qu'ils recommandent. Nous le pouvons d'autant moins qu'ils s'adressent surtout à des personnes familiarisées avec la pratique de chaque métier; ils se préoccupent peu de définir les termes dont ils se servent et d'expliquer les méthodes dont ils parlent; leur œuvre ne peut donc être consultée avec fruit que par ceux qui connaissent les particularités de chaque profession. La collection des rapports montre cependant à certains égards les impressions générales qu'ont éprouvées les délégués.

Si l'on cherche le caractère principal de l'exposition de 1867, on peut dire que c'est l'emploi de plus en plus abondant et de plus en plus varié du fer sous toutes les formes, machines motrices, machines-outils, pièces de toute dimension et de toute nature. On en fait des navires, des ponts, des phares, des monumens entiers; on en fait des meubles et des ustensiles de tout genre. Le fer est ainsi comme le roi des métaux, et l'on peut presque mesurer par les quantités qui en sont consommées les progrès de l'industrie en divers lieux et en divers temps. L'industrie du fer subit d'ailleurs, depuis peu d'années, une modification importante. On commence à fabriquer des aciers relativement peu coûteux; les procédés de cette fabrication sont encore mal définis, mais ils se précisent de plus en plus; un ingénieur anglais, Bessemer, a attaché son nom à l'un de ces procédés. L'acier, dont la cherté seule entravait l'emploi, en vient ainsi à se substituer dans beaucoup de cas au fer ordinaire. Quand la fonte de fer coûte 200 francs et la tonne d'acier 320, comme cela avait lieu en 1867, l'usage de l'acier devient avantageux dans un grand nombre de circonstances; il donne, pour un même poids, une plus grande solidité. On cherche actuellement à l'employer pour les vaisseaux, pour les ponts, pour les chaudières. On en fait des rails pour les voies ferrées. Les rails de fer s'usent avec une effrayante rapidité sur les voies très fréquentées; il faut les renouveler tous les quatre ou cinq ans, au grand danger de la circulation; on espère que la durée des rails d'acier sera trois ou quatre fois plus grande. La compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est en train d'en garnir le trajet entier de Paris à Marseille. Les compagnies anglaises ont depuis plusieurs années commencé de pareilles expériences sur une échelle encore plus vaste. L'outillage des forges s'est perfectionné d'une façon merveilleuse. Elles disposent de machines-outils si bien combinées et de machines motrices si puissantes, qu'elles peuvent travailler, entailler, chantourner des masses de métal vraiment formidables. Des pièces qui ne pouvaient autrefois résulter que de l'assemblage de plusieurs parties établies séparément sont maintenant fabriquées d'un seul bloc. On peut citer en ce genre les bandages sans soudure pour les roues de wagons, les plaques de blindage pour les navires ou pour les fortifications. M. Krupp d'Essen a montré à l'exposition un bloc d'acier fondu de 40,000 kilogrammes. La maison Petin-Gaudet a produit des échantillons aussi extraordinaires. On se fera une idée de la masse des matières qu'emploie l'industrie sidérurgique en constatant que les Anglais ont extrait de leur sol, pendant l'année 1866, 10 millions de tonnes de minerais de fer. Le nombre de tonnes extraites du sol français a été de 3 à 4 millions.

La houille est l'auxiliaire indispensable de l'industrie du fer. Or depuis quelque temps l'opinion se répand que les gisemens houillers tendent à s'épuiser, et qu'on peut, pour beaucoup d'entre eux, prévoir le terme où l'exploitation en deviendra impossible. L'Angleterre, prétend-on, n'en aurait plus que pour deux cents ans. La France serait encore moins bien pourvue; notre gisement le plus productif, celui du bassin de Saint-Étienne et de Rive-de-Gier, ne pourrait guère aller au-delà d'un siècle. Bien que notre génération n'ait pas à craindre pour elle-même le manque de charbon, il y a là, on le conçoit, un état de choses qui mérite les plus sérieuses réflexions, et l'on doit regarder comme éminemment utiles tous les procédés qui permettent de tirer un meilleur parti des produits houillers. A ce titre, — et sans parler des tentatives que l'on fait pour substituer à la houille d'autres combustibles, comme le pétrole, — il faut placer au premier rang l'industrie récente des *agglomérés*, qui consiste à former des briquettes avec le charbon menu. Cette poussière de houille était à peu près sans emploi; on ne pouvait la brûler dans les foyers des machines. En la mélangeant avec du goudron de gaz, on en forme maintenant un combustible très compacte qui s'emploie sous forme de boules ou de petits pains quadrangulaires; chacun a pu en voir d'immenses approvisionnemens le long des voies ferrées. La France et la Belgique en ont produit l'an dernier plus d'un million de tonnes.

Les industries textiles et la production des matières premières qui servent à fabriquer les tissus forment une partie considérable du travail humain. De ces matières premières, la plus importante est le coton. On sait la crise qu'a subie l'industrie cotonnière par suite de la guerre d'Amérique. Sur 900 millions de kilogrammes que l'Europe consommait en 1861, 750 millions environ venaient des États-Unis. Cette ressource manqua subitement, et il y eut comme une famine de coton. On put voir alors un exemple mémorable de la solidarité qui unit les nations modernes et du retentissement qu'un grand fait industriel a maintenant dans les parties du monde les plus éloignées les unes des autres. Toutes les contrées qui cultivaient déjà le coton se mirent tout de suite à accroître leur production dans une forte mesure. En deux ans, l'Inde passa de 80 millions de kilogrammes à 250, l'Égypte de 25 à 80, le Brésil de 7 à 27. On planta du coton dans une foule de pays où cette culture avait été à peine essayée. Les Antilles, le Pérou, l'Algérie, la partie méridionale de l'Italie, l'île de Malte, la Grèce, l'Asie-Mineure, la Perse, la Cochinchine, l'Australie, fournirent leur contingent. On a même vu des essais de culture cotonnière en France, dans les dunes qui sont près de Montpellier. La guerre d'Amérique a pris fin, mais

la production cotonnière est restée développée dans les pays où elle avait reçu une grande extension, dans l'Inde par exemple, au Brésil et en Égypte.

La laine sert à fabriquer une grande variété d'étoffes, depuis les draps épais jusqu'aux mousselines légères. Les brins de différentes longueurs sont séparés les uns des autres par d'ingénieuses machines appelées *peigneuses*, dont le premier modèle est dû à un travailleur obscur, Heilmann, mort pauvre après avoir ouvert une voie féconde à l'industrie. Dans ces derniers temps, la cherté du coton d'une part et de l'autre les perfectionnemens de la mécanique industrielle ont fait employer la laine à la confection de mille tissus nouveaux. Les besoins croissans de l'Europe ont développé l'élève des bêtes à toison dans plusieurs pays qui, jusqu'à ces dernières années, n'avaient fait que de faibles envois sur nos marchés. On peut citer pour exemple l'Australie, la colonie du Cap et les pampas de la Plata. Les bêtes à laine sont d'importation récente en Australie. C'est au commencement de ce siècle qu'on y introduisit le premier troupeau; il se composait de huit animaux seulement, trois béliers et cinq brebis. La race ovine y est maintenant aussi abondante au moins qu'en France; l'Australie fournit une laine fine, forte et très ductile. L'histoire de la production de la laine au Cap est à peu près analogue, mais le développement en est moins rapide et la qualité de la matière inférieure. Quant à ces rives de la Plata, où des bergers à cheval, les *gauchos*, font paître leurs moutons dans des plaines immenses, la production y est montée, entre 1859 et 1866, de 7 millions et demi de kilogrammes à 27 millions. Le principal obstacle qui s'opposait à l'emploi des laines de la Plata a été surmonté récemment. Les toisons enlevées aux bêtes qui paissent dans les pampas sont hérissées de graines plates à petits crochets ou *graterons* dont il est fort difficile de les débarrasser. Les diverses machines qu'on employait en Europe à cet usage avaient l'inconvénient de briser la laine et ne remplissaient d'ailleurs que fort imparfaitement leur office. Depuis fort peu de temps, on a reconnu que l'on peut, sans détériorer la toison, désagréger les graterons à l'aide de l'acide sulfurique et les réduire en une poussière facile à expulser.

Les perfectionnemens de détail introduits dans les procédés de filage et de tissage mécaniques sont un des principaux caractères que les délégués ouvriers signalent dans l'exposition de 1867. Au reste, ce n'est point seulement dans les industries textiles que s'améliore le travail mécanique, et l'on peut remarquer que les ouvriers, à peu d'exceptions près, ont dépouillé toute trace d'animosité contre les machines. Ils en parlent presque tous en termes fort

raisonnables. Quelques-uns même gourmandent la lenteur que leurs patrons mettent à recourir aux procédés mécaniques. C'est ainsi que les boulangers signalent avec une certaine vivacité deux modèles au moins de pétrins à vapeur, modèles Lebaudy et Delizy, qui leur paraissent remplir toutes les conditions désirables, et que la boulangerie parisienne hésite pourtant à adopter. C'est là une exception, et l'on ne peut pas dire qu'à Paris les industries soient en retard sous ce rapport, même celles qui ne s'occupent que de menus objets et qui paraissent les moins propres à l'emploi des machines. Celles-là ont recours à des moteurs de peu de force, elles se servent au besoin des machines Lenoir; mais enfin elles fabriquent mécaniquement mille petits articles en tôle légère, en ivoire ou autres matières analogues. L'industrie de la chapellerie a été renouvelée par les procédés mécaniques; la menuiserie, la serrurerie, se font à la mécanique. Des machines façonnent d'ailleurs les charpentes, taillent et élèvent les pierres dans les constructions. L'imprimerie a perfectionné ses presses à vapeur, et, joignant à des procédés de tirage expéditifs la ressource des clichés, elle s'est mise en mesure de suffire aux besoins de ces journaux populaires qui ont un débit de plus de 100,000 exemplaires (1).

IV.

La partie des rapports qui offre le plus d'intérêt est, nous l'avons déjà dit, celle où les délégués peignent la situation des ouvriers et indiquent les moyens de l'améliorer. Il n'y a pas de nos jours de questions plus importantes et qui s'imposent d'une façon plus impérieuse à l'attention publique que celles qui touchent au sort des populations ouvrières. Les masses laborieuses peuvent avoir une grande influence sur l'avenir par le suffrage universel. A défaut de moyens légaux, n'ont-elles pas toute la puissance nécessaire pour bouleverser la société de fond en comble? N'avons-nous pas vu, il y a vingt ans, dans les rues de Paris, une formidable guerre sociale? Bien que depuis ce temps les ateliers aient commencé à recevoir dans une certaine mesure ce que nous appelons les « saines

(1) Avec les presses perfectionnées, le tirage ordinaire est de 6,000 exemplaires par heure. On peut facilement doubler et même tripler la vitesse du tirage, mais on n'obtient pas encore une rapidité suffisante pour les cas que nous mentionnons. On a la ressource d'une composition multiple, mais c'est une cause de complication. Aujourd'hui on fait une seule composition que l'on multiplie par le clichage. On en prend une empreinte avec du blanc d'Espagne, et dans le moule ainsi obtenu on verse un métal très fusible qui se durcit immédiatement. On peut préparer ainsi plusieurs clichés qui concourent au tirage.

doctrines de l'économie politique, » il n'est pas difficile d'y reconnaître en permanence bien des germes d'agitation. Il y a là une force immense dont on entrevoit quelques effets, dont on entend le sourd retentissement, et sur laquelle les pouvoirs sociaux n'ont qu'une bien faible prise. Que faut-il en espérer? Que faut-il en craindre? Les ouvriers sont-ils contens, ou du moins ne sont-ils pas trop mécontens de leur sort? Telles sont les questions qui se dressent devant nous. Voyons donc ce que disent à cet égard et ce que demandent les ouvriers par l'organe de leurs délégués.

Les 354 délégués de l'industrie parisienne, en même temps qu'ils remplissaient leur mission spéciale, se sont réunis seize fois, dans l'espace de trois mois, en assemblées générales pour discuter les intérêts des populations ouvrières. Ils ont admis dans ces assemblées les envoyés de quelques grandes villes, comme Lyon et Bordeaux; ils y ont admis aussi des femmes pour traiter des questions qui intéressent le travail féminin. Nous n'avons pas les procès-verbaux de ces séances, nous n'en connaissons même pas les résultats, au moins sous une forme précise, car les délégués, avec une prudence qui a présidé à tous leurs actes, se sont abstenus d'exprimer collectivement leurs vœux. Après la délibération commune, chacun est resté maître d'insérer dans son rapport les demandes qui lui paraissaient opportunes. On peut d'ailleurs extraire facilement de l'ensemble de leur travail les idées et les vœux qui présentent un caractère général. C'est ce qu'a fait, dans un rapport adressé à l'empereur le 8 mars dernier, M. Devinck, président de la société d'encouragement, et le ministre des travaux publics a de son côté adressé un autre rapport à l'empereur sur le même sujet à la date du 30 mars. Les demandes des délégués sont pour la plupart modérées dans le fond et dans la forme. Les relations des ouvriers avec la commission d'encouragement ont été des plus amicales; cette circonstance n'a pas été sans influence sur la rédaction des rapports. On y trouve une grande variété de tons, et l'humeur spéciale des différens rédacteurs s'y manifeste librement; mais on y remarque aussi comme un souffle d'apaisement qui éteint les griefs et tourne les esprits à l'espérance.

On appréciera surtout le bon sens des délégués parisiens, si l'on compare leurs idées aux votes émis par le congrès qu'a tenu le mois dernier à Bruxelles l'Association internationale des travailleurs. Le congrès de Bruxelles se prononce pour la propriété collective, c'est-à-dire pour le communisme. Comme Proudhon dans ses plus beaux jours, il déclare illégitime toute rente attribuée au capital : des banques d'échange doivent suffire à nourrir la production. En prenant à son compte cette vieille rhétorique du socia-

lisme, l'Association internationale nous paraît se séparer absolument des masses ouvrières, dont l'éducation, si incomplète qu'elle soit, commence pourtant à se faire. Quel motif pousse les meneurs de cette association à ressusciter des doctrines discréditées? Sont-ils convaincus ou est-ce une tactique? C'est ce que nous n'avons pas à rechercher ici. Nous voulions seulement montrer qu'on se ferait illusion, si l'on croyait que les votes de l'Association internationale correspondent aux sentimens actuels de nos classes laborieuses. Nous en trouvons au contraire l'expression naïve et sincère dans les rapports de nos délégués, car, si les circonstances dans lesquelles ils ont été rédigés leur donnent une certaine sagesse de commande, la part de cet optimisme est facile à faire.

Voici d'abord la question des salaires; c'est la question principale, celle qui domine toutes les autres, et à laquelle toutes les autres se ramènent. Or cette question toute pratique, toute palpitante, fait perdre aux délégués leur sang-froid. Ici « les saines doctrines de l'économie politique, » la théorie de l'offre et de la demande, perdent toute autorité. L'ouvrier trouve son salaire insuffisant, et il demande qu'on l'augmente. Les patrons peuvent-ils le faire? C'est ce dont il se préoccupe peu. Au besoin, M. Devinck est mis en demeure de trancher la difficulté. Dans tous les rapports et sous toutes les formes, l'insuffisance des salaires est signalée, et quelquefois en termes fort expressifs. Écoutons par exemple les délégués des couvreurs; il s'agit ici d'un métier où la paie est relativement élevée. « Tous les jours, dans la rue, vous voyez un malheureux suspendu sur l'abîme; si son échelle venait à se rompre, si son pied glissait, il serait précipité dans la rue et tué infailliblement. Vous demandez : combien gagnent ces ouvriers? On vous répond : 6 francs 25 cent. Aussitôt vous vous écriez : Ce n'est pas 6 francs qu'on devrait leur donner, c'est 10 et 20 francs par jour! Nous n'en demandons pas tant, messieurs; ce que nous désirons, c'est que nos patrons lisent ce rapport, et nous sommes certains qu'ils nous accorderont ce que nous leur demandons depuis dix-neuf ans (il s'agit de porter le salaire à 7 fr.). Rendons d'abord hommage à nos ménagères, qui, levées avec le jour, travaillent tout le temps que ne réclament pas leurs enfans pour apporter une modique somme au revenu commun, et qui ne peuvent arriver à ne pas faire de dettes que par des prodiges d'ordre et d'économie. » Suivons les délégués, qui établissent le budget d'un compagnon couvreur ayant une femme et deux enfans; ils supposent, bien entendu, un ménage modèle où fleurissent toutes les vertus domestiques. « Le compagnon gagne, comme il a été dit, 6 fr. 25 cent. par jour. Que de personnes vont s'imaginer qu'avec un pareil sa-

laire il n'a plus rien à demander au ciel! Mais, hélas! c'est 6 francs 25 cent. par jour de travail. Or sur 365 jours il faut défalquer quatre grandes fêtes et deux dimanches par mois en moyenne; cela réduit l'année à 337 jours ouvrables. Il est de toute nécessité de retrancher la morte saison; mais ce n'est pas tout, et les intempéries de l'air que nous oublions! car comment travailler sur un toit humide et glissant, soit quand il pleut, soit quand il neige, soit quand il gèle? » En mettant ainsi trois mois et demi pour les chômages et les repos forcés, l'année est réduite à 232 jours, et le budget à 1,450 francs. « Ajoutons 150 francs du gain de la femme: voici donc un ménage qui aura 1,600 francs à dépenser, tant qu'il se portera bien, pour vivre dans la capitale régénérée par M. Haussmann... Comment va-t-il organiser ses dépenses? Premièrement il faut se loger. Nous savons ce que sont devenus les logemens. Depuis quelque temps, on perce de magnifiques boulevards à travers les rues les plus pauvres. Les maisons ressemblent à des palais, la riche bourgeoisie peut à peine les habiter... Quant aux ouvriers, relégués fort loin du centre, il faut parler encore de 250 à 300 fr. pour qu'ils aient une petite chambre et un cabinet où l'on puisse mettre deux lits, une armoire, une table, quelques chaises (1). Nous mettons donc 300 francs pour le logement... Notre compagnon ne portera point de haillons, non plus que sa famille, car il faut que l'ouvrier puisse se présenter chez un patron et sa femme chez une maîtresse. Nous tenons à la disposition des personnes qui le demanderont un bilan où il est démontré qu'il dépense annuellement 400 francs pour le vêtement, et nous supposons qu'il ne s'habille que de toile grossière, et que la ménagère prendra sur son sommeil pour raccommoder et rapiécer à outrance... Le blanchissage est assez dispendieux pour une femme, à cause du linge tuyauté et empesé; si nous ne le portons qu'à 36 francs par an, c'est que nous supposons que l'ouvrière fera elle-même ses savonnages, qu'elle profitera du lavoir public pour la lessive. Enfin il faut de la lumière, il faut un peu de feu, il faut des outils, qui malheureusement se cassent trop souvent; il faut des livres pour l'enfant, etc... » Toutes ces dépenses récapitulées mènent à 850 fr. Il reste donc 750 francs pour la nourriture de quatre personnes; mais l'ouvrier couvreur ne peut déjeuner chez lui quand il travaille;

(1) Nous trouvons dans le rapport d'un autre délégué, sur la question des logemens ou plutôt des propriétaires, ce trait qui ne manque pas d'*humour*. « La question du déménagement est si grave aujourd'hui qu'on se garderait bien de se plaindre ou de faire la moindre réclamation. Qui donc oserait, tout en payant bien son loyer, se trouver sur le chemin de son propriétaire? car, pour lui, *celui qui paie régulièrement prouve d'une manière évidente qu'il supporterait bien encore quelque petite augmentation.* »

il emporte pour cette dépense nécessaire une certaine somme, que les délégués estiment à 1 fr. 25 cent., et voilà de ce chef un trou de 290 fr. par an fait au budget. En fin de compte, il reste 460 fr., soit 1 fr. 25 cent. par jour pour le déjeuner et le dîner de la famille. « C'est suffisant pour ne pas mourir de faim; mais au moindre accident qui viendra déranger l'équilibre de ce frêle budget, cette honnête et laborieuse famille va tomber dans la misère. Qu'elle reste une semaine à trouver de l'ouvrage, qu'elle soit malade, qu'elle ait à payer un médecin, des médicamens, c'en est fait, il faut qu'elle s'endette, et comment paiera-t-elle? Sur quel article fera-t-elle ses économies? où est le superflu qu'elle se retranchera? » Nous avons examiné en détail ce budget de l'ouvrier couvreur, parce qu'on y sent moins la misère que la rude énergie du labeur vaillamment soutenu. Écoutez d'ailleurs les sentimens qu'exprime le délégué en terminant son exposé. « Au fond, la vie n'est clémente pour personne, et, quelque lourde que soit la tâche, le meilleur lot est encore pour ceux qui travaillent. La pensée qu'on remplit son devoir, qu'on est le guide et le protecteur de quelques êtres chéris, la certitude de pouvoir compter sur le respect de tous à l'extérieur, et dans l'intérieur sur des amitiés dévouées et fidèles, consolent un honnête homme de ses privations. » N'est-ce pas là le plus noble langage qu'on puisse entendre?

Ainsi ce ne sont pas seulement les têtes chaudes, les ouvriers gâtés par le cabaret, ce sont les travailleurs les plus énergiques et les plus sensés qui réclament d'une façon absolue l'augmentation des salaires. Des difficultés qui peuvent s'y opposer, des nécessités industrielles qui limitent les profits, on trouverait à peine trace dans les volumineux rapports des délégués. Après tout, peuvent-ils dire, nous plaidons notre cause comme nous pouvons; les patrons ne manquent pas de moyens pour défendre la leur. Et en effet, tant qu'ils se bornent à demander une augmentation des salaires sans examiner si elle est possible, on n'y peut pas trouver grand mal; mais le mal commence certainement quand cette préoccupation les amène à des points de vue tout à fait contraires au progrès industriel. Chez un trop grand nombre d'entre eux, on retrouve l'écho des doctrines prêchées en 1848 sur l'organisation du travail. Encore maintenant plusieurs réclament je ne sais quelle chimérique égalité dans les salaires. Les doreurs sur bois, par exemple, sont divisés en deux catégories; les uns mettent sur les bois l'apprêt, c'est-à-dire les mastics et les enduits nécessaires, les autres y appliquent l'or; les premiers ne gagnent guère que 5 francs en moyenne, tandis que les autres ont environ 6 fr. 50 c. Or les délégués du corps de métier s'élèvent vivement contre cette différence, qui est sans

doute dans la nature des choses, et demandent qu'un salaire uniforme soit appliqué à toute la corporation. Sous l'inspiration des mêmes idées, plusieurs délégués blâment le travail aux pièces, qui dans leur industrie tend à se substituer au salaire fixe. Rien cependant n'est plus utile que cette substitution, et rien n'est plus fâcheux que l'opinion qui la condamne. C'est avec un vif regret qu'on trouve ainsi çà et là, dans les rapports des délégations, l'expression de tendances surannées.

Certaines industries, certaines manufactures, usent de plus en plus du travail des femmes. Cette pratique est de nature à faire baisser le taux des salaires. Aussi l'ouvrier ne voit-il pas cette question de sang-froid, et la juge-t-il avec partialité. « Une chose qui a pu paraître charmante, dit le délégué des typographes, c'est l'idée qu'a eue une maison parisienne, qui vise, dit-on, au phalanstère, d'employer des femmes à *composer* dans le sein de l'exposition même. Cela peut avoir du piquant parfois, mais qu'on nous dise où en est le côté utile. On a voulu sans doute, par ce moyen, faire sanctionner par le public l'introduction des femmes dans les rangs des compositeurs; mais nous devons nous élever contre cette innovation, qui est une cause de décadence pour la typographie sous le double rapport des travaux et de l'abaissement des salaires.» Les délégués signalent à qui mieux mieux, comme on pense, toutes les bonnes raisons qu'on peut donner contre la présence des femmes dans les manufactures : l'épouse, la mère doit rester au foyer domestique; si elle s'absente toute la journée, les enfans demeurent à l'abandon, et le domicile conjugal, mal entretenu, devient inhabitable. Joignez à cela les dangers d'immoralité qu'offrent les ateliers, alors même qu'ils ne sont fréquentés que par des femmes. Du moins, disent-ils, avant de donner aux femmes l'ouvrage des hommes, rendez-leur celui qui leur est propre. « N'est-il pas surprenant de voir dans les magasins de nouveautés, de mercerie, de bonneterie, de dentelles, des hommes dans la fleur de l'âge passer leur temps à débiter des mètres d'étoffes et de rubans? » Les bons argumens abondent sous la plume des délégués; mais il y en a un mauvais qui revient aussi trop souvent : c'est qu'il faut avant tout et à tout prix écarter une cause qui menace le taux des salaires. Quelques-uns vont jusqu'à demander des règlemens sur le travail des femmes. Les plus modérés seulement avouent qu'une pareille question ne peut pas être tranchée par la loi, et que c'est à l'état des mœurs qu'il appartient d'empêcher l'introduction des femmes dans les manufactures. Que l'ouvrier blâme l'atelier féminin, qu'il s'arrange pour en éloigner les femmes de sa famille, rien de mieux; mais une réglementation serait impuissante à at-

teindre le but qu'il désire, et blesserait trop vivement le grand principe de la liberté du travail, qui doit être maintenant au-dessus de toute discussion.

Le travail des enfans est l'objet de plaintes plus légitimes de la part des délégués. A cet égard, il n'y a qu'un cri parmi eux, et leurs rapports sont pleins de lamentations généreuses sur la triste condition des apprentis. L'apprenti fait des journées d'homme, des journées de dix, de douze, de quinze heures, malgré la loi du 22 mars 1841, qui limite à huit heures le travail de l'enfant. Ses forces sont ainsi épuisées prématurément, et il se trouve dans l'impossibilité absolue d'aller à l'école. Si du moins il apprenait son métier! Mais, occupé à quelques travaux accessoires auxquels son agilité le rend propre, il reste étranger à l'ensemble des procédés de sa profession, et il devient adulte sans avoir appris à gagner sa vie. Il y a bien une loi du 22 février 1851 sur les contrats d'apprentissage; elle oblige les patrons à surveiller et à rendre complète l'instruction professionnelle des jeunes garçons qu'ils emploient; mais cette loi est complétement tombée en désuétude. Aussi les délégués, d'un accord unanime, regrettent-ils l'ancien règlement, ou tout au moins l'ancienne pratique des vieilles corporations d'avant 1789. Un édit sévère et sévèrement contrôlé par les jurés de chaque communauté obligeait les patrons ou maîtres ouvriers à n'avoir qu'un apprenti pour quatre ouvriers et à en parfaire l'éducation en quatre ou cinq années. On ne connaissait pas alors « ces fabriques où sont enfermés des enfans, parmi lesquels il y en a qui n'ont pas encore sept ans, travaillant onze et douze heures par jour, privés d'air et portant déjà sur leurs traitsla trace des privations et des souffrances, se nourrissant tout le jour avec un sou, vêtus l'hiver comme l'été, étrangers à toute notion du bien, se plaisant dans le désordre, et n'ayant pour exprimer leurs sentimens ou leurs pensées qu'un assemblage d'expressions grossières et dépravées formant un langage aussi indéchiffrable que repoussant. » On pourrait, au point de vue de l'art, demander grâce pour l'*argot* du gamin de Paris. Aussi bien la cause des apprentis paraît depuis quelque temps gagnée devant l'opinion publique. Parmi les voix éloquentes qui l'ont plaidée avec succès dans ces derniers temps, celle de M. Jules Simon s'est fait entendre avec une généreuse obstination. Bref, on annonce qu'une nouvelle loi sera soumise dans la prochaine session au corps législatif pour remplacer la loi de 1841, devenue insuffisante. La journée de l'apprenti serait réduite à six heures ou même à cinq heures et demie; le patron serait tenu, sous sa propre responsabilité, de l'envoyer à l'école pendant deux heures; enfin la protection légale atteindrait

tous les enfans employés par l'industrie, tandis que les règlemens actuels ne sont applicables, — nous ne disons pas appliqués, — qu'aux grandes manufactures et aux ateliers où travaillent plus de vingt ouvriers (1). Mais, plus encore que sur la loi, il faut compter sur le mouvement de l'opinion. Elle est éveillée sur cette question; elle encourage les industriels qui veillent à la santé et à l'instruction des apprentis; elle flétrit ceux qui négligent ce soin sacré et qui fauchent ainsi en herbe le bien de l'humanité.

Le travail des enfans nous mène naturellement à parler de l'instruction. Là-dessus encore les délégués n'ont qu'une voix; ils sentent trop bien ce qui manque même aux plus instruits d'entre eux, ils voient trop bien ce qui fait défaut à la plupart de leurs camarades. Ils demandent tous l'instruction gratuite et obligatoire; ils demandent un enseignement technique, des cours professionnels. Sur la question de la gratuité, il n'y a pas de discussion possible, puisque les délégués n'ont pas à se préoccuper des voies et moyens. Ils désirent naturellement qu'on l'organise sur la plus vaste échelle, et il faut dire que sous ce rapport on leur a donné un commencement de satisfaction. La loi de 1833 sur l'instruction primaire se prêtait à des développemens qu'elle a reçus récemment, et une loi nouvelle, du 10 avril 1867, a organisé l'instruction des filles, dont on ne s'était guère occupé jusqu'alors. A Paris, on peut dire que la gratuité sera bientôt à peu près complète. Quant à l'obligation, c'est une grosse affaire et une question fort controversée : ceux qui s'attachent surtout aux principes y voient une fâcheuse atteinte à la liberté civile; ceux que le résultat touche principalement répondent qu'on peut bien prendre les enfans pour l'école, puisqu'on prend sans scrupule les hommes pour la caserne. D'après les indications que nous venons de donner, la loi sur le travail des manufactures obligerait indirectement un grand nombre d'enfans à fréquenter les écoles; l'obligation, au lieu de tomber sur les parens, tomberait ainsi sur les patrons. Cette solution n'atteint, il est vrai, ni les campagnes ni les villes dépourvues d'industrie. Laissons d'ailleurs cette question d'obligation, pour laquelle nous ne nous sentons pas une

(1) Nous aurons ainsi à peu près le régime anglais. Les enfans employés dans les manufactures anglaises ne peuvent travailler que six heures et demie par jour, et le samedi deux heures de moins. Ils doivent fréquenter l'école trois heures par jour, excepté le samedi. Le patron doit chaque semaine se munir du certificat d'assiduité délivré pour chaque enfant par l'instituteur; ce certificat doit être représenté à toute réquisition de l'inspecteur ou du sous-inspecteur du district. Les amendes, en cas de négligence ou de contravention, sont très fortes et très strictement recouvrées. Les industriels anglais se louent d'ailleurs de ce régime. Ils en proclament l'utilité au point de vue de la production immédiate que l'on demande aux enfans; leur travail, fait avec plus d'intelligence, de force et d'activité, est plus rémunérateur.

grande tendresse, ayant foi surtout dans les procédés qui relèvent de la liberté. Quant aux cours d'adultes, aux enseignemens professionnels, il est certain que le développement en a été l'objet d'un mouvement énergique dans ces deux ou trois dernières années. Les ouvriers peuvent beaucoup pour ne pas laisser cette belle ardeur s'éteindre et pour entretenir la croisade qu'on prêche de tous côtés contre l'ignorance.

V.

Nous arrivons maintenant à quelques vœux exprimés par les délégués, et qui impliquent plus particulièrement des réformes législatives. Ce sont d'abord deux petits vœux bien modestes, l'un sur l'article 1781 du code Napoléon, l'autre sur la loi du 26 juin 1854, relative aux livrets. Les délégués ont demandé l'abrogation de cet article et de cette loi. L'article 1781 du code Napoléon porte à l'occasion du louage des domestiques et ouvriers : « Le maître est cru sur son affirmation, — pour la quotité des gages, — pour le paiement du salaire de l'année échue — et pour les à-comptes donnés pour l'année courante. » Le législateur, en édictant cette mesure à une époque déjà ancienne, avait sans doute le désir de décharger les différentes juridictions d'un grand nombre de réclamations relatives aux salaires; il pensait aussi qu'en raison de l'ignorance générale les salariés seraient très souvent incapables d'établir eux-mêmes leur compte, et il avait pris en conséquence le parti radical de s'en rapporter exclusivement aux maîtres. Cette disposition, avec le progrès des temps, a paru de plus en plus abusive et blessante pour les ouvriers. Plusieurs pétitions ont été adressées au sénat pour en demander la suppression. Enfin, pour faire droit à la demande formelle des délégués de 1867, le conseil d'état a été saisi d'un projet de loi portant abrogation de l'article 1781. Le conseil montra d'abord quelque velléité de maintenir la législation ancienne. Il s'agissait pourtant d'une prescription légale à peu près tombée en désuétude. Depuis longtemps, une certaine pudeur empêchait les maîtres de se prévaloir du privilége qu'ils tenaient de la loi, les juges laissaient volontiers dormir ce texte suranné, qui donnait une valeur exceptionnelle à l'affirmation d'une des parties. C'était donc une chose facile et sans inconvénient que de faire disparaître ce vestige d'inégalité sociale laissé comme par erreur dans nos codes. Le conseil d'état finit par y consentir, et le corps législatif, dans une des dernières séances de cette année, a voté sans discussion l'abrogation de l'article.

En ce qui concerne les livrets, il paraît facile d'accéder au désir

des délégués. L'obligation d'avoir un livret et de le faire viser par l'autorité administrative à chaque changement d'atelier pèse beaucoup aux ouvriers. C'est une perte de temps pour eux, et ils y voient un procédé de surveillance qui les blesse. « Du moment, dit un des délégués, que l'on nous reconnaît comme citoyens et électeurs, nous ne devons pas être sans cesse sous la surveillance de la police. » Où s'arrête d'ailleurs l'obligation du livret? Faut-il y astreindre l'ouvrier qui, tout en recevant un salaire, est intéressé dans une exploitation? Faut-il y astreindre la femme qui travaille pour augmenter les ressources de son ménage, la fille qui demeure chez ses parens? En fait, les prescriptions de la loi du 26 juin 1854 sont fort négligées. Quelques patrons exigent le livret; la plupart s'en passent parfaitement. On objecte que les bons sujets ont intérêt à établir leurs antécédens au moyen d'un carnet authentique, qu'il est nécessaire dans beaucoup de cas que les conditions du contrat de louage soient inscrites sur une pièce qui reste entre les mains de l'ouvrier, que cela est notamment utile à l'égard des contrats d'apprentissage. Ces considérations peuvent conduire à laisser subsister le livret à titre facultatif et non obligatoire. C'est en ce sens que paraît devoir être réformée prochainement la loi de 1854. On peut prévoir facilement d'ailleurs que le livret, devenu facultatif, tombera complétement en désuétude.

Un autre vœu exprimé par les délégués a déjà reçu satisfaction par la loi du 8 juin 1868 : c'est celui qui est relatif au droit de réunion. Le droit de réunion était en effet indispensable à l'exercice du droit de coalition récemment obtenu par les ouvriers. Comment se concerter sans se réunir? On se rappelle les conditions dans lesquelles le droit de coalition fut conquis par les populations ouvrières. Dans le courant de l'année 1863, quelques ouvriers typographes organisèrent une coalition en vue d'obtenir une augmentation de salaire; ils le firent avec tant de modération et de convenance, ils prirent tant de soin de mettre tous les avantages de leur côté, que non-seulement ils obtinrent ce qu'ils demandaient, mais qu'ils eurent pour eux l'assentiment de tout le public. Cependant ils avaient violé la loi, la coalition était un délit, il fallut les poursuivre et les condamner. Leur condamnation émut l'opinion. C'était bien ce qu'avaient voulu les typographes. Ils étaient ainsi arrivés à leur fin, qui était de montrer par un exemple éclatant la nécessité de réformer une législation vieillie. Les condamnés furent graciés par une décision impériale, et dès le commencement de la session législative de 1864 une loi était proposée pour la réforme des articles 414, 415 et 416 du code pénal. Ces articles punissaient d'un emprisonnement de six jours à un mois toute coalition entre les pa-

trons « tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires. » Quant aux ouvriers, toute coalition pour « faire cesser de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre ou d'y rester avant et après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, » était punie d'un emprisonnement d'un mois à trois mois pour les simples coalisés et d'un emprisonnement de deux à cinq ans pour les chefs ou moteurs, sans préjudice de la surveillance de la haute police. La loi qui fut promulguée le 25 mai 1864 mit les patrons et les ouvriers sur la même ligne, et ne déclara coupables que ceux qui, « à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, auraient amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. » Ainsi l'ancien délit de coalition disparaissait, on ne punissait plus que les violences et menaces; on avait introduit, il est vrai, dans le texte de la loi l'expression un peu élastique de « manœuvres frauduleuses, » qui pouvait être l'occasion de mille tracasseries; mais enfin on reconnaissait hautement aux ouvriers le droit de se concerter au sujet de leur salaire et de se mettre en grève dans les cas où ils le jugeraient utile. Seulement, pour user de cette faculté, il fallait pouvoir se réunir. « Les ouvriers, dit un délégué, se voient à l'atelier ou à la promenade, quelques-uns dans les endroits où ils prennent leurs repas. Ils peuvent bien y converser entre eux; mais, s'ils délibèrent, ils violent la loi. Il faut donc qu'ils se concertent par délégués, et qu'ils se donnent ainsi une organisation occulte et des chefs. Est-ce là ce qu'on a voulu? Ne vaudrait-il pas mieux, dans l'intérêt de la société comme dans celui des ouvriers, leur permettre de se réunir publiquement et paisiblement? » L'inconvénient des grèves était en effet accru par la nécessité de les organiser clandestinement. « Il n'y a pas, dit le même délégué en parlant de la grève, de résolution plus grave à prendre, ni qui exige plus de maturité et de réflexion. C'est pourtant cette résolution qui, par le caractère incomplet de la loi, se trouve brusquée. Point d'assemblée entre ouvriers, point d'enquête sur les faits. C'est la colère au lieu de la réflexion qui décide... Cependant une grève, à la bien prendre, c'est la guerre. Quelle imprudence! Une guerre sans délibération préalable! » L'administration, il est vrai, annonçait l'intention de permettre aux ouvriers de se réunir toutes les fois qu'ils en demanderaient l'autorisation; mais moins que d'autres peut-être les ouvriers aiment à vivre sous un régime de tolérance, il leur faut des droits bien assis et nettement définis. La loi du 6 juin 1868 est venue, comme nous

l'avons dit, leur donner satisfaction en autorisant toutes les réunions publiques qui n'ont point pour objet de traiter de matières politiques et religieuses. Elle laisse bien encore subsister quelques difficultés; elle demande un local clos et couvert, ce qui peut gêner souvent les réunions. Enfin il y a l'article 13 de la loi, par lequel les préfets peuvent ajourner et le ministre de l'intérieur interdire toute réunion qui leur paraîtrait de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sécurité publique; mais les résultats obtenus n'en ont pas moins leur importance, et nous pouvons voir maintenant fonctionner dans des conditions normales le mécanisme des coalitions et des grèves.

Les délégués sont à peu près unanimes pour demander un remaniement de la législation sur les conseils de prud'hommes. L'institution de ces conseils a pour but de terminer par voie de conciliation les différends qui s'élèvent journellement entre les patrons et les ouvriers; mais la division des chambres, faite depuis une vingtaine d'années (1), ne répond plus à l'état de l'industrie. Il en résulte que la juridiction n'est plus assez spéciale; un joaillier court le risque d'être jugé par un maréchal ferrant, un maçon par un imprimeur. Rien de plus aisé que de satisfaire les délégués sur ce point, et ce sera fait sans doute dans un court délai. Ils demandent encore que des jetons de présence constituant une rémunération équitable soient alloués à tous les prud'hommes, patrons et ouvriers, de façon que ceux-ci soient indemnisés des pertes de salaire qui résultent pour eux de leur présence au conseil. Rien de plus juste, et il n'y a point là de difficulté. Les délégués critiquent aussi le mode suivant lequel se font les élections des prud'hommes : les électeurs sont obligés d'aller déposer leurs bulletins à leurs mairies respectives. Par cette dissémination des votes, les ouvriers d'un même corps de métier perdent l'occasion de se concerter sur les candidats à élire, et cet état de choses amène une grande négligence dans l'exercice du droit de nommer les prud'hommes. On demande que pour chaque profession il y ait un bureau de vote unique, afin que les électeurs aient en s'y rendant une occasion naturelle de se voir et de s'entendre. C'est encore là un point qui se règlera sans peine. Voici toutefois qui est plus grave. Un certain nombre de délégués demandent que le gouvernement renonce au droit de désigner les présidens et vice-présidens des conseils. Ils font remarquer que l'équilibre entre patrons et ouvriers, qui doit être la base de l'institution des prud'hommes, se trouve rompu par

(1) A Paris, le plus ancien conseil de prud'hommes, celui des métaux, a été établi en 1844; les trois autres datent de 1848.

la nomination officielle de présidens toujours choisis parmi les chefs d'industrie. Le ministre dût-il même, pour répondre à cet argument, confier dans certains cas la présidence à des ouvriers, le principe électif n'en resterait pas moins vicié par cette ingérence administrative. Sans doute les délégués n'ont pas tort, mais il y a peu de chance pour qu'on leur donne raison, car ici ils viennent se heurter contre une pratique que le gouvernement actuel élève à la hauteur d'une maxime d'état. L'empire attache une extrême importance à nommer les présidens de tous les corps élus, depuis les plus humbles jusqu'aux conseils-généraux et au corps législatif. Il maintient ce privilége avec un soin jaloux. Ce qu'il y a de contradictoire dans un pareil usage n'a pas besoin d'être signalé. On obéit à deux principes diamétralement opposés quand d'une part on fait élire un conseil, et que de l'autre on en nomme le président. Il s'agit dans le premier cas de suivre l'opinion, dans le second de la diriger; ce sont deux choses fort différentes. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'apparence que les délégués obtiennent satisfaction sur ce point, et qu'on commence à se départir à l'occasion des prud'hommes d'une règle qu'on a jusqu'ici observée avec tant de rigueur.

L'établissement de chambres syndicales est de la part des ouvriers l'objet de désirs anciennement manifestés; on en trouve déjà l'expression dans les rapports de 1862. Ils veulent former dans chaque corps de métier une association et nommer des représentans chargés de débattre leurs intérêts avec les patrons. Ils espèrent que beaucoup de froissemens pourront être ainsi évités, et que les grèves deviendront plus rares. Mieux vaut, quand des difficultés s'élèvent, voir les négociations conduites par des mandataires désignés d'avance et moralement responsables envers leurs camarades que par des meneurs qui se mettent en avant au jour de l'effervescence, et qu'on peut appeler, suivant une locution à la mode, des « individualités sans mandat. » Les ouvriers ont d'ailleurs sous les yeux le spectacle d'un grand mouvement qui s'est produit ces dernières années parmi les chefs de l'industrie parisienne. Dans un grand nombre de professions, les négocians ont formé entre eux des associations syndicales qui sont maintenant florissantes. L'association ou syndicat reçoit tous ceux qui veulent en faire partie, et nomme une chambre pour la représenter et la diriger. Le commerce des vins, les industries qui se rattachent à la construction des maisons et aux entreprises de travaux publics, celles qui ont pour objet la fabrication ou la vente des tissus, sont entrées successivement dans cette voie; beaucoup d'autres ont suivi. Un négociant de Paris, M. Isidore Carlhian, a été le principal instigateur de ce mouvement. On compte aujourd'hui à Paris plus de quatre-

vingts chambres syndicales formées ainsi par les patrons, et ces diverses chambres ont même constitué entre elles un comité central qui se trouve représenter librement les intérêts généraux du commerce. Les ouvriers demandent à pouvoir faire entre eux ce que les patrons ont fait de leur côté, et le ministre des travaux publics a déclaré récemment que leur initiative à cet égard ne serait gênée d'aucune façon. Les lois sur la matière ne sont pas tendres pour les syndicats : les principes en ont été posés par l'assemblée constituante, qui venait d'abolir les jurandes et les maîtrises, et qui avait vu de près les abus engendrés par le régime des corporations; mais il y a manière d'appliquer les lois et surtout de ne pas les appliquer. Les chambres syndicales formées par les négocians de Paris ont instamment demandé à ne pas être reconnues par le gouvernement. Être reconnues, pour elles, c'était recevoir un président de la main du ministre. Elles ont évité cet honneur, et sont restées libres de toute attache officielle. Elles n'en ont pas moins conquis une grande autorité, et non-seulement elles règlent les différends de leurs membres respectifs, mais elles reçoivent souvent des tribunaux de commerce le soin d'instruire les affaires litigieuses, ou de les terminer par voie amiable. Enfin leur voix est écoutée concurremment avec celle des chambres de commerce, dont elles sont en quelque sorte les libres émules. Tel est l'exemple que les ouvriers ont invoqué et qu'ils peuvent suivre maintenant sans obstacle. L'administration les laisse maîtres d'organiser à leur façon leurs institutions syndicales (1).

Les ouvriers français n'oublieront pas sans doute que le premier principe de pareilles institutions doit être de respecter entièrement la liberté des citoyens. Chacun doit être libre de rester, s'il le veut, en dehors des syndicats. Si quelques-uns montraient une tendance à violenter les dissidens, on pourrait leur rappeler, pour leur faire haïr la violence, les faits odieux dont l'Angleterre et avec elle le monde civilisé ont été récemment émus. Un esprit fâcheux s'est manifesté parmi les *unions de métiers* qui existent en grand nombre de l'autre côté du détroit. Dans certaines localités, notamment à Sheffield, les comités directeurs ont élevé la prétention de soumettre à leurs lois tous les ouvriers et d'empêcher par la contrainte toute dissidence. Ceux qui refusaient d'entrer dans l'union de leur métier, ceux qui allaient travailler dans les ateliers mis en interdit,

(1) Plusieurs délégués expriment le désir que les chambres syndicales des patrons et celles des ouvriers se réunissent pour former des syndicats mixtes qui auraient des fonctions à peu près analogues à celles des prud'hommes. La liberté étant entière de part et d'autre, du côté des patrons comme du côté des ouvriers, rien n'empêche que des essais de ce genre soient tentés d'un commun accord entre les intéressés.

qui acceptaient des salaires inférieurs au taux fixé par le comité, étaient poursuivis de vexations de toute sorte, et devenaient victimes des procédés les plus barbares : on brisait leurs outils, on leur jetait de l'acide sulfurique au visage. S'agissait-il de briquetiers, on mêlait des aiguilles à l'argile qu'ils maniaient; s'agissait-il de rémouleurs, on plaçait de la poudre à canon dans leurs meules pour les faire éclater au moment du travail. En certains cas, on a fait sauter avec de la poudre les maisons des dissidens pendant qu'ils s'y trouvaient avec leur famille. Enfin les meneurs de cette agitation terroriste n'ont pas reculé devant l'assassinat en pleine rue à coups de fusil. Un certain William Broadhead, rémouleur de scies à Sheffield, s'est acquis à ce sujet une sinistre notoriété. Fort de l'inviolabilité que lui assuraient les commissaires d'une enquête ouverte par le parlement, il a avoué les meurtres qu'il avait commis ou commandés, et il a fait le cynique récit des procédés dont il avait usé pour vaincre toutes les résistances par la terreur. Voilà des exemples qui seraient faits pour conseiller à nos syndicats d'ouvriers, s'il en était besoin, la modération et le respect de la volonté individuelle. Au reste les violences et les crimes que nous venons de rappeler ne peuvent être que de monstrueuses anomalies; mais, sans recourir aux voies de fait, il est mille moyens de contrainte que les syndicats peuvent être tentés d'employer pour assurer l'unité de leurs corps de métier. C'est contre cette tendance qu'ils doivent se prémunir, et ils ne peuvent trop se répéter que tout ce qui entraverait la liberté du travail serait directement contraire à leurs intérêts.

Il ne nous reste plus guère, pour épuiser le programme de nos délégués, qu'à parler de leurs espérances au sujet de la coopération. Les sociétés coopératives sont fort en vogue depuis quelque temps; les populations ouvrières y voient un mode de production propre à relever leur dignité et à améliorer leur avenir. Des ouvriers directement associés entre eux pour une fabrication (1), n'ayant à leur tête que des gérans qu'ils ont eux-mêmes désignés, se trouvent sans doute dans une condition de tout point supérieure à celle qui résulte du salariat. Deux sortes d'obstacles s'opposent à l'établissement de semblables sociétés; les uns sont dans la nature des choses, les autres résultent de la législation. Parlons d'abord des premiers. Sur les difficultés naturelles que

(1) Le mouvement coopératif comprend aussi les associations de consommation et les sociétés de crédit mutuel; mais, comme nous devons nécessairement nous borner aux points principaux de notre sujet, nous ne parlons ici que des associations de production. Nous laissons aussi tout à fait de côté les sociétés de secours mutuels, que les ouvriers trouvent en général un peu trop enfarinées de tutelle administrative.

présente l'atelier coopératif, nous pouvons laisser la parole aux délégués. Ce mode d'entreprise, dit l'un d'eux, « exige de l'ouvrier une moralité très haute, une capacité supérieure à la moyenne. En y entrant, l'ouvrier s'expose à beaucoup de risques au lieu d'être assuré d'un salaire fixe, comme sous le régime de l'entrepreneur. Le plus souvent l'entrepreneur peut supporter de grandes pertes sans arrêter le travail. Les travailleurs associés, n'ayant que de faibles capitaux, sont menacés de la ruine à la moindre imprudence; ils n'ont point ces lumières, cette expérience des affaires, cette connaissance du marché, qui sont l'apanage du patron riche, travaillant pour lui seul sous l'impulsion de l'intérêt personnel toujours en haleine. » Ces objections sont fort sérieuses; le délégué ne désespère pourtant pas du système coopératif, et il trace le tableau des conditions auxquelles peut réussir une association ouvrière. « Il faut: 1° qu'elle soit composée d'hommes d'élite, 2° qu'elle tienne le plus grand compte de l'unité de direction, c'est-à-dire qu'elle se confie à un seul gérant investi de pouvoirs très étendus; 3° elle doit, dans le taux de la rémunération, tenir compte de l'inégalité des services rendus; 4° il lui faut un capital suffisant pour résister aux crises industrielles; 5° elle doit tendre par toute son organisation non pas à amoindrir, mais à développer l'individu, ses forces, ses lumières, son habileté, son zèle, sa ponctualité, son esprit d'ordre, son équité, sa bienveillance à l'égard des autres. Elle doit avoir pour devise : la plus grande liberté dans la plus grande sociabilité possible. » On voit que l'association ouvrière ressemble à la république de Montesquieu, il faut qu'elle soit fondée sur la vertu. Nul doute que les ateliers coopératifs où se trouveraient réunies toutes les conditions qui viennent d'être énumérées n'arrivent à une prospérité éclatante. Plusieurs même ont prospéré qui ne satisfaisaient pas sans doute à tous les articles du programme (1); mais en général les entreprises de ce genre sont arrêtées par des obstacles bien connus : le manque de capital ou de crédit, les rivalités et les défiances intérieures, la faiblesse d'une gérance élective. Voilà les inconvéniens qui sont dans la nature, et il n'est pas facile de les faire disparaître; quant à ceux qui sont dans la législation, il est plus

(1) Parmi les associations actuellement existantes, celle des bijoutiers en doré a été fondée en 1834, — celles des ferblantiers, des formiers, des tailleurs de limes, des tailleurs d'habits en 1848, — celles des lanterniers, des lunetiers, des menuisiers en fauteuils, des facteurs de pianos en 1849, — celles des menuisiers en voitures, des serruriers pour meubles en 1850, — celle des tourneurs d'essieux en 1851, — celle des peintres en bâtimens en 1857. Le nombre des associations de production s'est accru surtout depuis 1864. Il y en a aujourd'hui à Paris une soixantaine, dont quelques-unes, celle des mégissiers, celle des fondeurs de fer, par exemple, sont très florissantes. On en compte en province un nombre à peu près égal.

aisé d'y porter remède. Une loi nouvelle sur les sociétés a été promulguée le 29 juillet 1867. Elle s'est proposé de donner des facilités spéciales aux associations coopératives; mais les ouvriers s'accordent à reconnaître qu'elle n'a atteint ce but que fort incomplétement. Les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes ont en général un capital fixe. Cependant la loi de 1867 a stipulé, en vue des associations ouvrières, que de pareilles sociétés pourraient se fonder avec un capital variable. Cette disposition permet à toute époque l'entrée de nouveaux associés et la retraite des anciens. L'assemblée générale est d'ailleurs investie du droit de renvoyer un ou plusieurs des associés. Ces conditions sont favorables au système coopératif; mais les sociétés à capital variable ne peuvent émettre que des actions de 50 francs au moins, elles sont d'ailleurs soumises à l'ensemble des règles imposées aux grandes sociétés, et ces stipulations ne laissent pas d'être gênantes pour une gestion qui demande à se produire aussi simplement que possible. Il reste, il est vrai, une ressource aux ateliers coopératifs : c'est de renoncer au bénéfice de la loi et de constituer des sociétés de fait et non de droit; mais il leur devient alors bien difficile de faire acte de commerce, et tout crédit leur est à peu près enlevé. Les promoteurs du mouvement coopératif demandent donc au législateur de nouvelles dispositions plus exactement appropriées à leurs besoins que celles de la loi de 1867.

A défaut de coopération proprement dite, il est un système mixte qui est déjà pratiqué depuis plus de trente ans par certaines industries, mais qui ne nous paraît pas se propager aussi vite qu'il conviendrait : c'est celui qui consiste pour les patrons à associer leurs ouvriers aux bénéfices de leur exploitation et à leur distribuer à la fin de l'année une sorte de dividende qui vient s'ajouter aux salaires habituels. Un pareil système n'offre que des avantages. Il stimule si bien le zèle des travailleurs, il amène de telles économies (surtout dans les industries où les matières premières peuvent être facilement gaspillées), en un mot il augmente si bien la puissance productive de l'atelier, qu'on peut laisser les salaires à leur taux usuel, et que le patron, en distribuant aux ouvriers leur part de fin d'année, n'a pas à se plaindre de la sienne. A notre avis, la méthode de participation devrait être employée sur la plus vaste échelle dans toutes les industries. On conçoit d'ailleurs facilement les détails d'application d'un pareil système (1). L'ouvrier est payé à la tâche suivant un tarif déterminé, ou bien il reçoit chaque quin-

(1) On peut prendre à cet égard pour modèle les règlemens fort souvent cités d'une entreprise gérée par M. Leclaire, peintre-vitrier à Paris, et qui fonctionne depuis de longues années.

zaine un salaire proportionné à son habileté. A la fin de l'année, après que l'intérêt du capital et l'amortissement ont été prélevés, on nourrit le fonds de réserve, on affecte une certaine somme à une caisse de secours et de retraite, et le reste est partagé par parties égales entre le capital et le travail. La durée des services influe sur la participation, à laquelle on n'est d'ailleurs admis qu'après un noviciat. L'ouvrier qui se fait renvoyer ou qui s'en va volontairement perd tout droit aux bénéfices de l'année courante. Telles sont les règles générales qui peuvent se modifier à l'infini suivant les industries. En somme, le système de la participation mérite d'être mis en honneur. Partout où l'on y a eu recours, on en a reconnu l'efficacité. C'est ainsi qu'en Angleterre on s'est mis à l'employer dans les charbonnages, où les rapports étaient très tendus entre les patrons et les ouvriers; l'antagonisme a cessé tout de suite, et l'exploitation, qui était continuellement troublée par des grèves, a pris une marche régulière. En France, nous avons une marge immense pour l'application d'un pareil système. Il peut féconder toutes les industries, depuis les plus modestes jusqu'aux plus considérables. Il relève l'ouvrier et il en fait un associé, moins complétement sans doute, mais aussi plus facilement et plus sûrement que le système coopératif. Aussi, bien que les délégués soient restés à peu près muets ou aient du moins montré beaucoup de froideur à cet égard, il nous a paru nécessaire d'en parler au moment où nous exposions ce qui touche à la coopération. C'est une affaire urgente en effet que de préconiser tous les moyens propres à rapprocher les ouvriers des autres groupes de la société. Il ne faut pas qu'ils s'habituent à former une masse isolée et menaçante. Dans notre monde moderne, il n'y a plus de classes à proprement parler, et, si ce terme revient quelquefois dans notre langage, tout le monde comprend qu'il s'applique à des groupes mobiles toujours prêts à se fondre partiellement l'un dans l'autre. On travaille en somme dans tous ces groupes à la même œuvre, on y poursuit les mêmes objets, et les intérêts, à les examiner de près, y sont communs.

C'est assez, nous avons fini, nous ne pousserons pas plus loin cet examen. On a pu voir par les indications que nous avons données ce que contiennent les rapports des délégations ouvrières et ce qui leur manque. Au point de vue technologique, quelques-uns d'entre eux seulement constituent des manuels complets où l'on peut suivre les diverses opérations d'un métier, et où les ouvriers notamment peuvent s'instruire des perfectionnemens qu'il leur importe de connaître; les autres, à défaut d'un cadre satisfaisant, offrent du moins çà et là quelques filons à exploiter. Au point de vue

social, nous y trouvons l'expression des sentimens et des désirs de la classe ouvrière. Sans doute nous avons pu signaler, chemin faisant, des tendances fâcheuses, et retrouver les vestiges des idées qui nous ont menés jadis à la guerre civile; mais devient-on sage en un seul jour? Et puis n'est-ce pas une œuvre de pédanterie que de trop prêcher la sagesse absolue à ceux à qui elle est le plus difficile? En somme, si nous laissons de côté certaines manifestations contraires à la liberté du travail, si nous nous attachons surtout aux vœux formels qui résument les demandes des délégations, nous ne pouvons manquer d'y reconnaître beaucoup de tact et de réserve. Cela est si vrai que plusieurs de ces vœux ont reçu satisfaction dans le courant même de cette année, et que plusieurs autres seront sans doute satisfaits dans la prochaine session législative. Il est surtout une idée qui paraît avoir fait son chemin parmi les ouvriers. Ils ne demandent plus que l'état soit le grand distributeur du travail et de la richesse; ils sentent bien que leur prospérité ne dépend que d'eux-mêmes, ils se bornent à désirer qu'on supprime les obstacles artificiels qui peuvent gêner leur libre activité. Qu'on coupe leurs lisières, ils se chargent de faire acte d'hommes. Ils ne montrent pas sans doute aujourd'hui une grande tendresse pour leurs patrons; mais cela viendra peut-être avec le progrès des temps, et en attendant que peut-on opposer à leurs prétentions quand, au nom des droits que leur confère le suffrage universel, ils demandent à traiter à leurs risques et périls sur le pied d'égalité avec les chefs d'industrie? Qu'il soit utile d'atténuer un antagonisme dont l'industrie souffre, ils le reconnaissent les premiers, et ils proposent même des moyens pour y arriver. Ce ne sont pas, il est vrai, les plus pratiques; nous avons vu qu'il est un autre procédé dont ils parlent peu et qui paraît cependant beaucoup plus propre à la conciliation des intérêts; mais l'adoption d'un pareil système dépend au moins autant des patrons que des ouvriers. Ce sont là des questions qu'une libre discussion peut éclairer, et au sujet desquelles par conséquent il importe que les ouvriers manifestent ouvertement leurs opinions. A tous ces points de vue, les rapports des délégations ouvrières restent comme un des résultats les plus intéressans de l'exposition de 1867.

EDGAR SAVENEY.

LES VERS A SOIE

ET

LES MALADIES DU BOMBYX DU MURIER

Nous exposions ici même, il y a peu de temps, les dommages occasionnés par la propagation de certains insectes, particulièrement des hannetons, et les moyens les plus propres à nous affranchir, par une destruction active et méthodiquement conduite, des dévastations de ces coléoptères (1). Nous voudrions aborder dans cette étude un ordre de faits tout opposé. Au rebours de ceux dont nous nous occupions alors, les insectes dont nous allons parler sont des plus précieux pour nous, et d'un autre côté l'espèce dépérit, attaquée par des maladies qui la déciment, tandis que la fâcheuse engeance des hannetons se montre vivace et florissante. Soigner et guérir les premiers n'est pas moins urgent que d'exterminer les seconds. A la réussite de l'une et de l'autre de ces entreprises sont liés de très graves intérêts; dans toutes deux, il semble que l'homme ait la nature contre lui. Elle protége la multiplication des hannetons, nos ennemis, et s'acharne contre ces utiles vers à soie, à qui nous devons le plus brillant des filamens textiles. C'est le rôle de la science d'avoir raison de cette sorte de mauvaise volonté de la nature toutes les fois qu'elle se produit. Dans le cas présent, cette tâche a tenté et déjà en partie récompensé le zèle de beaucoup d'observateurs. On n'a pas encore, il est vrai, proposé de remède décisif; mais on a pu du moins indiquer des palliatifs qui ne laissent pas d'être efficaces, et il est permis d'espérer que la crise

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er août 1868, *la Famille des Scarabéides, — la Chasse aux Hannetons.*

qui sévit sur les magnaneries de la plupart des pays d'Europe ne tardera point à avoir un terme. Pour faire comprendre l'importance des problèmes soulevés par l'invasion du mal, nous devons indiquer quelles ont été jusqu'ici les conditions et l'étendue de la production séricicole, et avant tout dire un mot de l'insecte qui fournit la soie, de ses mœurs, des pratiques auxquelles l'élevage donne lieu. Nous rendrons compte ensuite des observations nombreuses qui ont été faites sur les maladies qui l'atteignent, des résultats auxquels ces études ont conduit. Nous exposerons enfin les tentatives qui ont eu pour but d'acclimater dans notre pays de nouvelles espèces de bombyx. Peut-être le grand trouble survenu dans une des branches de notre richesse nationale aura-t-il fait naître l'idée et les moyens de tirer parti de ressources inexploitées, et d'accroître en définitive, après l'avoir soumise à une terrible épreuve, la prospérité des industries qui ont la soie pour objet.

I.

La précieuse chenille qui sécrète la soie appartient à l'ordre des lépidoptères. Les insectes qui le composent passent tous par une série de métamorphoses, et se présentent successivement sous la forme d'œufs, de larves, de chrysalides, enfin de papillons. C'est dire que la plupart sont très nuisibles à l'agriculture, car certaines chenilles sont le fléau des arbres, d'autres exercent leurs ravages sur les plantes herbacées de la grande culture. Après leur dernière métamorphose toutefois, et quand ils sont devenus papillons, les lépidoptères peuvent être rangés parmi les plus inoffensifs et les plus gracieux représentans du règne entomologique. Malheureusement leur vie de chenille est beaucoup plus longue que leur vie de papillon. Ils ne prennent ces ailes brillantes et ce charmant aspect que pour voltiger quelques jours, perpétuer leur postérité, pondre leurs œufs et mourir, non sans avoir pris d'ingénieuses précautions pour assurer le développement des jeunes chenilles qui n'éclôront que longtemps après. C'est aux propriétés que ces insectes présentent pendant cette courte période de leur existence qu'est dû le nom de l'ordre entier. Le nom de lépidoptères est tiré de deux mots grecs qui signifient « écailles sur les ailes. » Les dessins variés et les riches couleurs que nous admirons sur les ailes des papillons sont en effet produits par une grande quantité d'écailles microscopiques. Elles constituent la fine poussière qui s'attache aux doigts lorsqu'on prend un papillon. Ces écailles dentelées, échancrées ou arrondies, sont fixées sur la membrane incolore de l'aile

par un pédicelle. Tantôt elles présentent une coloration uniforme, tantôt des teintes éclatantes harmonieusement disposées. Certaines espèces, particulièrement les espèces exotiques, les papillons de l'Inde, des Moluques, de la Chine, sont véritablement superbes. « Passer la revue de ces espèces dans la collection de notre Muséum d'histoire naturelle, dit M. Blanchard, c'est se procurer le spectacle de toutes les élégances imaginables dans les formes et de toutes les merveilles du coloris. » Quant aux chenilles, elles sont en général aussi laides que les papillons sont jolis. Quelques-unes pourtant, celles qui sont lisses, présentent dans la structure une symétrie dont la grâce n'est pas entièrement à dédaigner, et sont teintées par places d'assez vives couleurs. Ce sont les plus favorisées. Presque toujours ces corps velus inspirent une sorte de répugnance, qui pour certaines espèces d'Europe est d'autant plus légitime que les poils aigus et faciles à détacher qui les recouvrent s'implantent dans votre peau quand vous les touchez et occasionnent d'assez gênantes démangeaisons.

La famille des bombycides forme dans l'ordre des lépidoptères un groupe nombreux et important. Les espèces qui le composent sont souvent très belles de couleur et de forme, et presque toutes sont douées d'instincts singuliers. Ainsi les femelles de plusieurs bombyx ont la faculté étrange d'attirer les mâles à une très grande distance. M. Jules Verreaux rapporte qu'étant en Australie il prit un jour une femelle d'une petite espèce de bombyx. Il l'enferma dans une boîte et la mit dans sa poche. Bientôt il se vit entouré d'un grand nombre de papillons mâles, qui l'escortèrent durant toute son excursion. Quand il rentra chez lui, il était suivi de plus de deux cents. La persistance de cette poursuite semble d'autant plus extraordinaire que les papillons y voient très mal, et qu'il leur arrive souvent, quand ils volent, de se heurter aux arbres, aux murs; ils n'aperçoivent guère les obstacles qui se trouvent sur leur route. Toutefois ce n'est ni à l'éclat ni à la finesse de perception de certaines des espèces qu'elle renferme que la famille des bombycides doit d'avoir préoccupé au plus haut point l'attention des naturalistes. Ce qui lui a valu une pareille distinction, c'est celui de ses représentans qui a le moins brillant aspect, c'est une chenille terne, d'où sort un papillon grisâtre et lourd, aux ailes courtes, aux mouvemens gauches. Cette chenille est le *bombyx mori*, plus ordinairement désigné sous le nom assez impropre de ver à soie. Au moment de l'éclosion, cette chenille est brune; puis elle devient d'un blanc grisâtre qui tire graduellement sur le jaune à mesure qu'elle approche du terme de sa croissance. Elle est munie sur le devant de trois paires de pattes courtes et articulées. On les retrouve plus tard dans

les six pattes du papillon. Quant aux cinq paires de pattes qu'elle porte depuis le milieu jusqu'à l'arrière du corps, elles sont spécialement appropriées aux habitudes de la chenille, et ne laissent pas de trace dans l'organisation de l'insecte adulte, à qui elles seraient inutiles. Ce sont de simples prolongemens de la peau terminés par des cercles garnis de pointes ou d'épines microscopiques. L'insecte s'en sert comme de crampons pour s'accrocher aux feuilles et résister aux secousses que leur imprime le vent.

La structure de la bouche est remarquable. Elle contient un appareil de mastication et une filière, les principaux outils de fabrication de la matière textile. Pour triturer les alimens, elle est munie, comme celle de la plupart des insectes, de six pièces articulées. La lèvre supérieure offre une échancrure destinée à recevoir et à maintenir le bord du limbe de la feuille à mesure que celle-ci est rongée. Au-dessous, deux fortes mandibules découpent la feuille comme le ferait une paire de ciseaux. Des mâchoires moins grosses situées plus bas réduisent ces fragmens en lambeaux plus petits et en font une espèce de pâte qu'une petite tige mobile, articulée sur chaque mâchoire, refoule ensuite vers l'arrière-bouche et vers le canal alimentaire. Ce canal est très volumineux et en rapport avec la quantité de nourriture qu'absorbe la chenille, qui est très vorace. On comprend sans peine la cause de cet appétit. Pour fournir la matière azotée qui entre dans la sécrétion soyeuse, il faut qu'elle fasse une consommation relativement énorme de feuilles vertes. Les feuilles du mûrier en effet, plus riches pourtant sous ce rapport que celles de la plupart des autres arbres, ne contiennent pas au maximum et à l'état sec tout à fait 7 pour 100 d'azote. M. Péligot s'est livré à cet égard à d'intéressantes recherches. Il a établi le rapport qui existe entre l'azote renfermé dans les alimens du ver à soie et celui que contient la soie qu'il sécrète. Il a déterminé ainsi la matière azotée que l'animal consomme pour entretenir son propre organisme, par exemple celle qui lui est nécessaire pour former les quatre peaux dont il se dépouille successivement, ainsi que celle qui se perd par suite de la combustion respiratoire. La matière soyeuse, à mesure qu'elle est produite, vient se loger dans de grosses et longues glandes contournées qui sont placées à la partie latérale du corps. Chacune de ces glandes est terminée par un tube étroit formant filière. C'est surtout pendant les cinq ou six jours qui précèdent le terme de la croissance que l'on entend les chenilles ronger les feuilles avec avidité jour et nuit. Elles accumulent dans ces sortes de réservoirs une grande quantité de la substance visqueuse qui constituera bientôt la soie. Quand le moment de fabriquer le cocon est enfin venu pour l'insecte, la matière contenue dans les glandes

séricipares est poussée régulièrement dans les deux tubes étroits qui les terminent. Les deux fils très fins qui en sortent se réunissent en un seul, et celui-ci vient passer à travers une autre filière pratiquée dans la lèvre inférieure de la chenille. Pendant ces opérations, la soie n'a pas été seulement étirée en filamens déliés, elle s'est aussi recouverte d'un vernis qui lui donne ce brillant si recherché pour les étoffes.

La chenille choisit d'abord un lieu convenable afin d'y construire l'abri qui doit la préserver des ennemis extérieurs pendant la période où elle attend, immobile et inerte, sa dernière métamorphose. C'est la couleur de quelques points de son enveloppe provisoire qui a fait donner à l'insecte de l'une des espèces, puis à tous les insectes des familles voisines, quand ils sont dans cet état, le nom de chrysalides, qui signifie doré. Un mince fil de soie sort de la lèvre inférieure de la chenille séricifère, il est recouvert du vernis particulier fourni par deux petites glandes, et qui le rend gluant et adhésif. L'insecte, dont on peut suivre tous les mouvemens tant que l'habitation de soie qu'il se prépare est encore peu épaisse, va successivement attacher ce fil à différens points bien choisis; il établit de cette manière la première charpente qui soutiendra tout le cocon et qui en indique déjà la forme future; puis il commence à étirer régulièrement son fil et à le contourner autour de lui pour former les murailles de sa demeure, qu'il cimente avec le vernis dont nous avons parlé. On remarque même que, lorsque ce vernis se trouve fourni moins abondamment par les glandes vers la fin de l'opération, l'adhérence devient moins forte. Aussi les parties intérieures du cocon sont-elles plus faciles à dévider que les parties externes, les premières façonnées. Pour opérer le dévidage, il faut diminuer d'abord l'adhérence des fils de soie. On y parvient au moyen de l'eau chaude, qui ramollit le vernis sans l'enlever et sans faire disparaître le brillant qu'il donne aux fils. On réussit même à conserver à ceux-ci une certaine adhérence et à réunir ensemble les fils de plusieurs cocons pour former ces belles soies gréges que l'on admire dans toutes les expositions.

On le voit, rien de plus simple que la série d'opérations au moyen desquelles la chenille, sans autres matériaux que la feuille du mûrier, prépare et file la soie. Aussi des hommes inventifs, doués peut-être de plus d'imagination que de science chimique et physiologique, ont-ils pensé qu'il serait facile de se passer de l'intervention de l'insecte et de faire de la soie de toute pièce en traitant directement le feuillage des mûriers. C'était économiser tout ce que le bombyx en emploie à sa propre nourriture. L'idée était séduisante; mais l'exécution n'a pas répondu jusqu'ici aux espérances

prématurées qu'elle avait fait concevoir, et l'on s'est toujours heurté à des difficultés qu'on n'a pu ni surmonter ni tourner. Sans doute les élémens de la soie se rencontrent tous dans la feuille que mange le *bombyx mori*. L'oxygène, l'hydrogène, l'azote, le carbone, qui constituent le précieux filament, c'est là qu'il les puise; mais il les met en œuvre par une sécrétion organique, il élimine certains corps, en modifie d'autres, et fabrique dans l'intérieur de ses organes digestifs les principes immédiats auxquels la soie doit ses propriétés spéciales. Pendant la digestion, son corps est le siége de réactions nombreuses, compliquées, obscures, opérées sous l'action de causes qui ont échappé jusqu'à présent à l'analyse et à l'imitation de l'homme. Nous avons bien pu reproduire artificiellement certains composés chimiques dits organiques, nous avons bien pu fabriquer du sucre de raisin, de l'urée, des corps gras, des essences odorantes; nous n'avons pu créer encore ni un tissu adipeux, ni une fibre musculaire, ni une fibrille végétale, ni même un granule de fécule amylacée, le plus élémentaire des organismes, qui, étudié au microscope, ne se résout pas moins en dix ou quinze couches concentriques d'un même principe immédiat. A plus forte raison n'a-t-on pas pu encore fabriquer la sécrétion animale autrement complexe qui se nomme la soie. On n'a guère été plus heureux quand on a essayé de recueillir et de dévider mécaniquement la secrétion soyeuse qui s'accumule dans les glandes séricifères de la chenille avant qu'elle ne fasse son cocon. Cette idée a été suggérée par l'invasion des maladies qui, atteignant les vers à soie déjà entièrement développés, les empêchent de construire le nid de leur chrysalide. On a voulu du moins tirer de leurs cadavres tout ce qu'ils contenaient de soie à demi élaborée. On est parvenu ainsi à faire pour les ustensiles de pêche des fils plus longs et plus résistans que les crins employés auparavant au même usage. On en a confectionné aussi des cordes harmoniques qui paraissent pouvoir remplacer les intestins de mouton avec lesquels les fabricans de Naples et des Abruzzes, auxquels il faut aujourd'hui joindre leurs habiles émules de Paris, approvisionnés des intestins que fournissent nos petits moutons d'Auvergne, ont accaparé la clientèle de tous les luthiers de l'univers. On avouera que c'est là un résultat assez médiocre. Pourtant c'en est un, et en pareille matière ces embryons de découvertes ont un intérêt qu'il convient de ne pas dédaigner. Quoi qu'il en soit, la matière première des riches tissus de soie ne doit être demandée, dans l'état présent de nos moyens de fabrication, qu'aux industrieux insectes qui la fournissent depuis plus de deux mille ans aux nations civilisées.

C'est à cette époque reculée que l'on fait remonter la première

apparition en Europe des étoffes de soie. On n'avait jamais rien vu qui en approchât. L'usage s'en propagea très vite dans les classes riches. On les employa pour vêtemens, pour tentures; elles devinrent, parmi tous les objets de luxe, un des plus admirés et des plus recherchés. Cependant on ignorait et la matière dont elles étaient faites, et le lieu d'où elles venaient. Les anciens auteurs grecs et latins ne nous ont transmis à cet égard que des traditions vagues, entremêlées de beaucoup d'erreurs. Les livres chinois nous permettent aujourd'hui de savoir mieux qu'ils ne le savaient eux-mêmes d'où leur venait cette marchandise précieuse. Le *Chou-king*, un des ouvrages les plus considérables que nous connaissions de la littérature du Céleste-Empire, nous apprend que c'est à la Chine que l'Europe est redevable de la sériciculture comme de tant d'autres industries agricoles et manufacturières. L'impératrice Si-lin-Ki, paraît-il, aurait trouvé, 2600 ans avant notre ère, le moyen, encore employé de nos jours, de dévider les cocons en les plongeant dans l'eau chaude. Le rang de l'inventeur, on le devine, porta bonheur à la découverte. Les dames de la cour de Pékin ne tardèrent point à se livrer avec un zèle des plus fervens à l'élevage de l'insecte auquel s'intéressait la souveraine. Les impératrices qui succédèrent à Si-lin-Ki ne se montrèrent pas moins favorables à la sériciculture. On cite, deux siècles et demi plus tard, la femme de l'empereur Ya-Ho parmi celles qui ont le plus fait pour encourager les éleveurs de vers à soie. Il est curieux de constater quelle part eurent les femmes dans les progrès de cette industrie, qui leur importait d'ailleurs plus qu'à personne. Sous des impulsions venues de si haut, elle ne pouvait manquer de se répandre et de se perfectionner. Elle devint bientôt un des élémens de la richesse du pays. Les classes laborieuses se jetèrent avec ardeur dans cette nouvelle voie ouverte à leur activité; en même temps les délicates opérations de l'élevage des bombyx et du dévidage des cocons restaient une des occupations à la mode pour les femmes de haute condition. La Chine se mit dès lors à exporter en Asie des quantités considérables de soie; mais, voulant s'assurer le monopole de cette production lucrative, elle fit les plus grands efforts pour tenir ses procédés secrets, et même pour égarer par des indications trompeuses ceux qui auraient pu être tentés de marcher sur ses traces. Toute révélation des méthodes de fabrication chinoise aux nations étrangères fut défendue sous peine de mort. Ces menaces rigoureuses n'empêchèrent pas l'élevage des vers à soie et le tissage des fils qu'ils fournissent de se répandre dans toute l'Asie. C'est de là que venaient ces tissus qui, sous Alexandre, se payaient en Grèce au poids de l'or, tissus si fins qu'ils laissaient

deviner à travers une demi-transparence les formes qu'ils recouvraient; c'est de là qu'arrivaient aussi ces superbes étoffes enrichies, suivant le goût oriental, d'or et de pierreries, et qui firent fureur à Rome sous les empereurs.

Quand survinrent les premiers triomphes du christianisme, les tissus asiatiques ne furent pas pour cela délaissés. Ils servirent à rehausser la pompe dont le culte commençait à s'entourer. On en drapa l'autel, on en revêtit les officians, afin de frapper par la magnificence des ornemens du temple l'imagination des fidèles. On ignorait encore à ce moment l'art de les fabriquer. Ce n'est qu'au VIe siècle qu'un hasard heureux mis à profit par un souverain habile décida de l'introduction de la sériciculture à Byzance, de là en Grèce et sur les côtes orientales de la Méditerranée. L'Espagne ne la connut qu'au VIIe siècle, après la conquête arabe. Ce sont deux moines de l'ordre de Saint-Basile qui dotèrent l'Europe des premiers œufs, ou, comme on dit dans les magnaneries, des premières « graines » de ver à soie. Ils avaient poussé leurs excursions évangéliques jusqu'en Chine, jusqu'au pays des Sères, ainsi qu'on appelait alors le berceau de la sériciculture. Les observations qu'ils y avaient recueillies sur la chenille du mûrier, dès qu'elles furent connues à Constantinople, y firent un certain bruit. C'étaient les premières données positives qu'on possédât sur les beaux et mystérieux tissus de l'extrême Orient. L'empereur Justinien fit appeler les deux moines, leur fit raconter ce qu'ils avaient vu, et les renvoya en Chine avec ses instructions. Ils y arrivèrent en effet sans encombre, et parvinrent à se procurer quelques œufs de ver à soie. Il s'agissait de les faire sortir du Céleste-Empire; le tenter, c'était braver la mort. A l'un des bouts de leur bâton de voyage, ils pratiquèrent une cavité suffisante pour contenir leur petite provision de graines de vers à soie, et ils recouvrirent l'orifice de cette cachette d'une rondelle de bois qui la dissimulait exactement. C'est ainsi que les œufs qui devaient propager en Occident une de nos plus belles industries franchirent les frontières chinoises. Au XIIe siècle, cette industrie, déjà florissante en Grèce, n'avait pas pénétré en Italie. Ce furent Roger II et le comte Dandolo qui, au retour d'une expédition à Constantinople, l'introduisirent à la fois au midi et au nord de cette péninsule, le premier en Sicile, le second à Venise. De ces deux points extrêmes, elle gagna rapidement toute l'Italie.

La France ne s'y adonna que plus tard, et c'est d'au-delà des Alpes qu'elle nous vint. Cette exploitation, qui devait dans notre pays devenir si prospère, y eut des commencemens obscurs. Certains auteurs prétendent qu'elle s'introduisit dans le Comtat-Ve-

naissin après que celui-ci eut été cédé au pape; d'autres veulent que des gentilshommes français qui avaient longtemps résidé à Naples l'aient importée dans le Dauphiné. Louis XI fit tous ses efforts pour développer cette fabrication, et attira en France des ouvriers italiens. Ce fut sous son règne que les premières fabriques d'étoffe de soie s'élevèrent en Touraine et à Lyon. Après ce roi vraiment administrateur, on recommence à demander à l'étranger les beaux tissus, et les progrès de la sériciculture s'arrêtent. Henri IV et Olivier de Serres ont eu le mérite de l'implanter définitivement parmi nous. Chose singulière, cette magnifique industrie rencontra un adversaire dans Sully. Il trouvait que les encouragemens qu'on lui prodiguait coûtaient trop cher. Henri IV ne fut pas de son avis. Il fit venir d'Italie 15,000 pieds de mûriers afin de les distribuer aux éleveurs, surtout dans le midi; il fonda une magnanerie royale dans le parc des Tournelles, et essaya même de faire réussir le mûrier dans les bois de Fontainebleau. C'étaient là pour l'industrie séricicole française des marques de sollicitude plus flatteuses qu'effectives. Elles eurent du moins pour résultat d'attirer l'attention du public sur ce qu'il y avait à tenter dans cette voie et d'exciter l'émulation des éleveurs. Le Languedoc, les Cévennes, la Provence, la Touraine, devinrent rapidement des pays producteurs de soie. Henri IV prit alors une mesure qu'il crut propre à donner à l'industrie naissante un grand et subit essor : il interdit l'importation des tissus de soie. C'était trop protéger les fabriques françaises. Elles ne pouvaient encore alimenter seules notre marché, et on dut rapporter l'année suivante cette prohibition. Après avoir un peu langui sous Louis XIII, la production de la soie reçut de Colbert une de ces impulsions vigoureuses que ce laborieux et énergique administrateur sut imprimer à plusieurs de nos grandes fabrications. Cette période de prospérité devait être courte. La révocation de l'édit de Nantes vint ruiner complétement les magnaneries et les fabriques d'étoffes de soie. Les protestans tenaient la tête dans cette branche du travail comme dans la plupart des autres occupations commerciales et manufacturières. Forcés de fuir devant la plus inique et la plus farouche des persécutions, ils portèrent à l'étranger non-seulement leurs connaissances acquises, mais mieux que cela, leur force d'âme, leur persévérance, leur intelligence aiguisée par l'habitude de l'examen, les viriles qualités qui devaient assurer sur un autre théâtre une réussite presque infaillible à ces groupes misérables et proscrits. Non-seulement il ne resta derrière eux dans les Cévennes que des vestiges des établissemens qu'ils y avaient fondés, mais encore ces magnaneries disparues furent en peu de temps remplacées par des magnaneries

florissantes établies tout autour de nos frontières. La situation commerciale de la France fut doublement compromise.

La sériciculture mit beaucoup de temps à se relever d'une atteinte aussi profonde. Dans ces dernières années, elle était enfin entrée dans une période brillante de succès. Un coup plus terrible que tous ceux qui l'avaient frappée jusqu'à présent est venu l'arrêter dans sa marche ascendante; on a même pu craindre un moment qu'elle ne s'en relevât jamais : nous voulons parler des maladies endémiques spéciales qui ont tout à coup envahi les chambrées. Non-seulement elles font périr les chenilles au moment de la « montée, » c'est-à-dire lorsqu'elles se disposent à s'envelopper dans leur cocon soyeux, mais les germes morbides, s'attachant aux papillons, aux œufs non éclos, aux parois mêmes des murailles et aux ustensiles de la magnanerie, infectent d'avance les générations de chenilles qui ne sont pas encore écloses. En employant des œufs atteints du mal, on s'expose à voir à la fin de la campagne tous ses vers à soie périr au moment même où ils allaient commencer à filer, au moment où l'on comptait recueillir le fruit de ses dépenses et de ses fatigues. Pour faire apprécier l'importance de cette perte pour la France, il suffit de dire que la valeur des œufs qu'on fait éclore dans nos magnaneries ne s'élève pas annuellement à moins de 15 millions de francs, et que dans les bonnes années les vers à soie produisent pour 140 millions de francs de cocons bruts.

II.

Que sont donc ces maladies? On en a compté trois distinctes, produites toutes les trois, du moins à ce qu'il semble, par une cause commune, par le développement d'une loi naturelle encore mal étudiée dans ses effets multiples, mais dont le principe commence à se laisser discerner. Cette loi tend à maintenir un rapport numérique à peu près constant entre les êtres animés et entre les végétaux répartis à la surface du globe. Elle s'oppose à ce qu'une espèce quelconque envahisse seule un espace restreint et en exclue toutes les autres. Quand une espèce animale ou végétale tend à prendre en un certain lieu une prédominance excessive, le milieu réagit contre cette sorte d'usurpation, et, sous l'influence des obstacles que le milieu oppose à ses empiétemens, l'espèce qui s'est multipliée trop vite ne tarde point à dépérir. Cette action du milieu se produit de bien des manières, mais elle se produit toujours. C'est elle qui maintient l'équilibre entre les diverses parties de la création, c'est elle qui empêche que l'homme ne le rompe sur un

point donné au gré de ses caprices ou de ses besoins. Que l'on cultive pendant longtemps sur un terrain déterminé une seule plante, et l'on verra toutes les conditions défavorables à cette culture exclusive se manifester de plus en plus. Des parasites spéciaux, cryptogames ou insectes, feront leur apparition, le sol dans lequel cette végétation unique puisera toujours les mêmes principes finira par s'appauvrir et s'épuiser. Voilà pourquoi on recommande avec tant de soin de varier les assolemens. Il y a dans la seule accumulation d'êtres analogues une cause de dépérissement et de mort. Cet effet se révèle pour l'homme lui-même toutes les fois qu'on en entasse un trop grand nombre dans un espace circonscrit. Les armées, les ambulances, les entre-ponts des navires de transport, sont le siége de maladies particulières qu'on ne peut attribuer qu'à l'encombrement. Pendant les guerres de Crimée et d'Italie, il suffit de disséminer dans des tentes et des baraques bien aérées les malades dont regorgeaient des hôpitaux insuffisans, pour faire cesser les épidémies meurtrières qui les décimaient. Le microscope a révélé la manière dont agit cette loi générale. Quand il y a sur un point agglomération d'êtres de la même espèce, l'air ambiant devient très propice à certains parasites, et il s'y développe des êtres infiniment petits, microphytes ou microzoaires, qui attaquent les corps organisés. C'est ce qui est arrivé dans le règne végétal pour la pomme de terre, pour la vigne. Dans l'exemple cité plus haut, c'est ce qui s'était produit pour les hommes. C'est enfin, pour rentrer dans le sujet propre de cette étude, ce qui s'est passé pour le ver à soie.

La première maladie qui les atteignit, la muscardine, avait pour cause, les naturalistes sont aujourd'hui unanimes sur ce point, un végétal cryptogamique particulier, le *botrytis bassiana*, ainsi nommé du nom d'un savant italien, M. Bassi, qui l'a découvert. Les sporules du *botrytis*, répandues dans l'air des magnaneries, se déposent sur la chenille et y germent. Cette cryptogame enfonce dans le corps de l'insecte des *radicelles* ou un *mycelium* d'une grande ténuité, elle y pompe les principes organiques et minéraux qui lui sont nécessaires pour se développer, étend au dehors ses organes fructifères en élégantes efflorescences blanchâtres, répand dans l'air d'innombrables sporules qui vont s'implanter de même sur les chenilles voisines. L'insecte aux dépens duquel se nourrit cette végétation parasite ne tarde pas à mourir épuisé. La muscardine sévissait sur les magnaneries françaises de 1837 à 1842. Elle disparut ensuite presque complétement, et l'on doit attribuer cet heureux résultat moins à l'efficacité des méthodes, généralement assez insignifiantes, au moyen desquelles on essaya de la combattre, qu'à une sorte de décrois-

sance spontanée qui se remarque toujours dans la marche des épidémies. Il semble qu'en se multipliant outre mesure ces cryptogames se nuisent réciproquement. Plus elles sont nombreuses, plus elles se trouvent dans des conditions défavorables, et la vitalité de l'espèce s'use, pour ainsi dire, sur place.

Des maladies d'un autre genre et plus graves ne tardèrent point à succéder à la muscardine, on les nomma la *pébrine* ou la *gattine*. M. Émilio Cornalia, naturaliste italien, a le premier reconnu que dans ces affections les organes intérieurs de l'insecte se trouvaient envahis par des corpuscules vibrans d'une forme distincte. M. Pasteur, qui s'est livré en France à de nombreuses et importantes recherches sur le même sujet, a proposé, pour enrayer la marche de cette maladie héréditaire, d'examiner au microscope les insectes dont on se proposait d'obtenir de la graine, et de n'élever les produits que des bombyx reconnus sains. Cette sélection des reproducteurs ne semble même pas suffire. Il faut y joindre pendant l'élevage de minutieuses précautions pour que la chenille ne puise pas dans l'air de la magnanerie le germe flottant et invisible de la contagion. On a obtenu dans cette voie des résultats très favorables à côté desquels il faut placer des insuccès jusqu'ici insuffisamment expliqués. Un moyen qui paraît efficace consiste à faire venir les graines des contrées que l'épidémie n'a pas encore atteintes. Certains points de l'Europe sont dans ce cas. Il y a en France, en Portugal, des groupes de magnaneries que le fléau a respectées. En Asie, la vallée de Kachemyr, les versans méridionaux de l'Himalaya, n'ont point eu non plus à en souffrir. On pourra encore tirer des œufs de l'Amérique, qui élève beaucoup de vers à soie, et dont les bombyx ne sont point malades. Toutefois le pays qui fournit en ce genre les plus abondantes ressources, c'est le Japon. De là sont arrivées, notamment en France, les plus saines et les plus nombreuses importations de graines. Pour garantir l'authenticité des œufs d'origine japonaise, l'administration avait fait estampiller, au moment où on les expédiait, d'un timbre spécial les *cartons* ou feuilles sur lesquelles a été déposée la ponte. D'audacieux spéculateurs trouvèrent le moyen de faire servir cette mesure de prudence à la réussite d'un vol odieux. Ils se procurèrent des papiers japonais munis de la marque officielle, et y recueillirent des œufs de vers à soie européens, le plus souvent malades, qu'ils vendirent ensuite au prix élevé des graines venues de Yeddo. Cette frauduleuse opération était très fructueuse, car la graine, qui se vendait autrefois 150 ou 200 francs le kilogramme, avait rapidement atteint la valeur de 500 et même 1,000 francs; mais elle a causé à la sériciculture un dommage immense, et a contribué pour une bonne part à perpétuer un

fléau contre lequel se réunissaient d'ailleurs tant d'efforts intelligens. Ces manœuvres furent découvertes, et une répression rigoureuse les fit cesser. Il semblait donc que l'on dût avant peu avoir raison de ces épidémies, lorsqu'une maladie nouvelle, celle des *morts-flats*, fit son apparition dans les chambrées. Cette maladie est indépendante de celles que l'on connaissait déjà, mais elle exerce sur elles une influence aggravante. Une fatalité semblait s'attacher à l'élevage des vers à soie. L'épidémie des *morts-flats* était signalée, au mois d'avril 1867, par M. Pasteur comme une des causes des désastres de la sériciculture. M. Béchamp, qui en a fait une étude approfondie, la considère comme plus grave que toutes celles qui avaient précédemment sévi. Il l'attribue à la présence dans les œufs, les chenilles, les chrysalides, d'êtres microscopiques globuliformes doués de mouvement, et qu'il a désignés sous le nom de *microzyma bombycis*. Ce seraient, pense-t-il, des cellules végétales animées semblables à plusieurs fermens répandus dans l'air, et reconnaissables à ce que l'enveloppe qui les recouvre est insoluble dans une solution de potasse. D'après M. Pasteur, les corpuscules pourraient être rangés dans trois groupes. Il y aurait des vibrions très agiles, des monades et un ferment en chapelet, le *bacterium termo*. Ce qu'il y a de certain, c'est que les vers qui renferment ces infimes microzoaires ou mycrophytes ne mangent plus, tombent le long des claies, et meurent bientôt. Cette maladie est héréditaire. Souvent aussi elle s'attaque à des insectes sains. Il est possible que les fermens qui se développent en même temps que les vibrions dans le corps de la chenille soient une conséquence du trouble engendré par ceux-ci dans le jeu des organes.

Quelles que soient les origines primitives et les causes prochaines de ces épidémies, un fait ressort des investigations nombreuses auxquelles elles ont donné lieu. Le mal sévit bien plus énergiquement dans les grandes magnaneries que dans les petites. Il faut mettre à profit un tel enseignement, préparer la graine par des éducations restreintes, dans des lieux situés aussi loin que possible des points infectés. L'altitude paraît avoir une influence sur la contagion; on a cru remarquer qu'elle diminuait d'intensité à mesure que l'on s'élevait au-dessus du niveau de la mer. On a pu, grâce à ces remarques, proposer des palliatifs; mais le remède certain est encore à découvrir. Peut-être la maladie aura-t-elle disparu avant qu'on ait trouvé quelque moyen souverain pour la combattre. Elle entre maintenant dans une phase décroissante. Les nouvelles reçues d'Italie montrent que le rendement des vers à soie s'est relevé en 1868. Sur plusieurs autres points, l'intensité du mal commence également à

fléchir. Il a infligé jusqu'à présent aux pays producteurs de soie des pertes dont les évaluations les plus modérées portent le total à plus de 2 milliards. Encore ne faisons-nous pas entrer dans ce calcul la Chine, bien qu'elle ait eu aussi certainement beaucoup à souffrir de la contagion. Seulement il nous est impossible d'apprécier même approximativement l'importance des ravages dans cet immense empire si mal connu. Un seul pays aura trouvé une source de richesse dans ce malheur général : c'est le Japon. Il a réalisé d'énormes bénéfices en même temps qu'il a rendu les plus grands services à la sériciculture européenne. On peut dire qu'il l'a sauvée. Sans les nombreux envois de graines qu'il a faites en Europe, nos magnaneries étaient irréparablement ruinées. Que seraient devenues alors les nombreuses et importantes industries qu'alimente la soie? L'état précaire où elles se trouvaient avait éveillé de tous côtés d'actives sollicitudes. Parmi les tentatives qui ont été faites pour parer à la disparition imminente du bombyx du mûrier, nous devons faire connaître les recherches entreprises par des savans, des voyageurs, des sériciculteurs, afin d'acclimater chez nous de nouvelles espèces de bombyx. Après des alternatives d'espérance et de déception, le résultat final de ces efforts laisse dans l'esprit quelque incertitude; cependant, si l'on ne peut citer nulle part un succès éclatant, on n'est pas moins amené à se dire, en examinant les choses de près, que le chemin fait en peu de temps est considérable, que les questions les plus épineuses du problème ont reçu une solution satisfaisante, et que celles qui sont encore obscures ne demandent que de la persévérance pour être résolues à leur tour.

On savait qu'à Madagascar, au Japon, dans l'Inde, en Chine, on élevait depuis longtemps plusieurs bombyx du genre *attacus*. On savait aussi que les habitans de ces contrées récoltaient les cocons de chenilles vivant à l'état sauvage et parvenaient à les filer. Beaucoup de tissus de l'Inde sont fabriqués avec ces soies. Ils n'ont ni l'éclat ni la finesse de ceux que permet de faire la soie du *bombyx mori*; ils ne laissent pas toutefois d'être estimés, même en Europe. Au siècle dernier, des missionnaires français en Chine, entre autres le père d'Incarville, avaient fait connaître le parti qu'on pouvait tirer de la chenille qui vit sur l'ailante; certaines chenilles du chêne donnaient également en Chine de volumineux cocons qu'on recueillait sur les arbres mêmes. En 1804, le docteur Roxburg avait signalé à l'attention publique une soie désignée au Bengale sous le nom de *tusseh*, et fournie par le *bombyx militta*. C'est de cette soie que sont faits les vêtemens des brahmanes. On élève dans les districts de Rungepore et de Dinagepore un bombyx, l'*arrindy*, qui se

nourrit des feuilles du palma-christi ou ricin, et dont les cocons, cardés au lieu d'être filés, sont facilement transformés en une sorte de bourre de soie, et donnent des étoffes d'une solidité extraordinaire. Ces indications furent accueillies avec une certaine indifférence. Vingt-cinq ans plus tard, un voyageur français, M. Lamarre-Piquot, rapporta du Bengale des chrysalides de *bombyx militta*. Les entomologistes admirèrent les magnifiques papillons qui ne tardèrent point à éclore, mais l'industrie ne prit point à cœur l'élevage des nouvelles chenilles. Il en fut de même pour le *bombyx cercopia* des États-Unis, présenté en 1840 par Victor Audouin à l'Académie des Sciences, et qu'on avait réussi à élever au Muséum d'histoire naturelle. Les savans étudiaient la question, M. Blanchard la traitait, il y a déjà vingt ans, dans un mémoire très complet; mais les applications pratiques ne se multipliaient pas malgré les efforts de quelques hommes d'initiative.

La Société zoologique d'acclimatation, à peine fondée, remit en lumière et poussa plus avant les recherches antérieures. Elle parvint à faire disparaître une des grandes difficultés qui s'opposaient à l'introduction en France de l'*attacus arrindia* ou chenille du ricin. Tandis que la plupart des *attacus* connus passent huit ou neuf mois à l'état de chrysalides, les générations de celui-ci se succèdent rapidement. Si l'on envoyait de l'Inde des cocons, les papillons en sortaient avant le terme du voyage; si l'on envoyait des œufs, les jeunes chenilles écloses pendant la traversée mouraient faute de nourriture. On imagina de couper le voyage en deux. L'île de Malte fut choisie comme station intermédiaire. Sous les auspices du gouverneur, sir William Reid, on y fonda des magnaneries qui réussirent. De Malte, la chenille du palma-christi pénétra en Italie, puis en France. M. Milne Edwards au Muséum, M. Guérin-Menneville dans une magnanerie particulière à Paris, M. Hardy à la pépinière d'Alger, obtinrent de bons résultats : le bombyx était acclimaté; mais on se trouvait fort embarrassé pour le nourrir, le ricin ne réussissant pas bien dans nos contrée. On n'avait pas à redouter le même inconvénient avec le ver à soie qui vit sur l'ailante, apporté de Chine par le père Annibal Fantoni. M. Guérin-Menneville, ayant obtenu du savant italien des graines de ce bombyx, parvint à propager simultanément la culture de l'ailante et le développement de l'insecte qui se nourrit des feuilles abondantes de ce bel arbre, et file en plein air ses gros cocons grisâtres. Il y a maintenant sur divers points de la France des éducations de ces bombyx. On les élève à la ferme impériale de Vincennes, et ils se sont même propagés de là spontanément sur les ailantes des jardins de Paris. Il faut ajouter pourtant qu'aux environs des grandes villes le moineau franc

fait à ces pauvres chenilles de l'ailante une rude guerre. Il paraît qu'elles sont pour lui, surtout les jeunes, un manger des plus délicats, et il met à leur donner la chasse un acharnement très vif. Ce ne serait point là un bien sérieux embarras, on aurait vite fait de réduire les moineaux; mais cette soie se répand lentement par suite de difficultés d'un autre ordre et plus graves : elle est fort inférieure, comme qualité, à celle du bombyx du mûrier. Les cocons recueillis sur l'ailante ne se dévident pas facilement dans l'eau bouillante; il faut employer une dissolution alcaline pour ramollir le vernis adhésif qui les recouvre. L'alcali ne le ramollit pas seulement, il le détruit; on ne peut donc point obtenir de soie grége ni réunir plusieurs fils dans le dévidage. C'est toute une industrie à créer, et on se trouve par conséquent dans la situation fausse des producteurs d'une marchandise nouvelle : d'une part ces tissus ne trouveront des consommateurs que lorsque les conditions de fabrication et de prix seront avantageuses, de l'autre il faut pour cela que l'outillage se perfectionne et que les usines se multiplient, ce qui n'arrivera qu'à la suite du développement de la consommation. Les progrès de la sériciculture ont été paralysés jusqu'au règne d'Henri IV par des causes analogues. Elle a fini par prendre le dessus. L'*ailanticulture* paraît avoir en elle des élémens de prospérité suffisans pour parvenir à triompher aussi de ces embarras inévitables; mais ce sont les bombyx du chêne qui semblent devoir donner surtout des résultats concluans.

On remarquait à l'exposition de 1867 de fort beaux cocons des vers à soie du chêne du Japon présentés par M. Personnat, à qui l'on doit un écrit fort instructif sur cette chenille japonaise. Ces cocons avaient été récoltés en France, ils étaient le témoignage d'efforts persévérans pour doter notre pays d'un insecte précieux, et méritaient à tous les titres une sérieuse attention. Verdâtres à l'extérieur, blancs à l'intérieur, ils étaient formés d'une soie forte, d'aspect brillant, et qui rappelait la soie ordinaire; ils pesaient deux ou trois fois plus que ceux de la chenille du mûrier. Ces cocons avaient été filés par un bombyx, l'*attacus yama-maï*, qu'on élève au Japon depuis des siècles, et qui vit sur le chêne, de préférence sur le chêne blanc et deux autres variétés. Les Japonais attachaient un tel prix à la possession exclusive du *yama-maï*, qu'une loi prononçait la peine de mort contre quiconque livrerait des œufs à des étrangers. Il paraît que dans le pays dont elles sont originaires ces chenilles sont d'abord nourries à l'intérieur des magnaneries avec des feuilles cueillies à la main; puis, quand elles sont assez fortes pour résister aux intempéries et aux ennemis nombreux qui les poursuivent, on les met en liberté sur les chênes. Elles achèvent de s'y dé-

velopper, et y filent leur cocon verdâtre, assez difficile à discerner au milieu de feuilles qui ont presque la même couleur que lui. Dès qu'on a pu apprécier en France les avantages qu'offre l'éducation du *yama-maï*, il a rapidement fait abandonner les essais d'élevage d'autres bombyx du chêne qui avaient été tentés dans ces dernières années avec des succès plus ou moins douteux.

C'est en 1861 que M. Duchesne de Bellecourt, consul-général au Japon, envoya en France les premiers œufs de l'*attacus yama-maï* ou bombyx du chêne du Japon. L'éclosion eut lieu au Muséum d'histoire naturelle en mars; mais on ignorait alors les habitudes et le régime de ces insectes, et l'on ne sut comment nourrir les jeunes chenilles. Elles refusaient toutes les plantes vertes qu'on leur offrait, et mouraient de faim les unes après les autres. Dans les premiers jours d'avril, on vit l'une d'elles attaquer un jeune bourgeon de chêne qui se trouvait par hasard à sa portée. Ce fut une indication que l'on s'empressa de mettre à profit. Une chenille tardivement éclose fut transportée à Passy et nourrie de feuilles de chêne. On en obtint un papillon femelle. Ce papillon était magnifique; il avait quinze centimètres d'envergure, et ses ailes offraient toutes les nuances du jaune d'or, du gris et du fauve intense. Il servit à M. Guérin-Menneville pour déterminer l'espèce. Deux années après, M. Pompe Van Meederwoort, médecin de la marine néerlandaise, rapporta du Japon une petite provision d'œufs de *yama-maï*, et la partagea en trois parts, l'une pour son pays, l'autre pour la Société d'acclimatation de France, la troisième pour un de ses amis, qui confia le soin de faire éclore les jeunes chenilles à M. Guérin-Menneville. Telle est l'origine de tous les bombyx *yama-maï* qui sont en France. Le nombre en est déjà considérable, des magnaneries importantes fonctionnent, cette soie entre dans le commerce et y reçoit bon accueil. Tout porte à croire que la fabrication de ces tissus nouveaux ne tardera point à prendre rang parmi les industries nationales. Ce résultat, s'il venait à se réaliser, ouvrirait des perspectives nouvelles à l'activité manufacturière de plusieurs des régions de la France les plus arriérées au point de vue commercial. Elles trouveraient les élémens d'une prospérité inattendue dans les forêts qui y paralysent maintenant l'essor de la vie industrielle. Le bombyx du mûrier, à peine guéri des épidémies qui l'ont décimé, se trouverait avoir à lutter contre une sérieuse concurrence. Il n'y a pas là du reste de quoi alarmer les pays séricicoles. Le premier effet de cette abondance de matière textile serait de multiplier le nombre des consommateurs plus rapidement encore que ne s'accroîtrait la production. Le bien-être général y gagnerait en fin de compte. C'est une chose après tout moins singulière et moins rare

qu'on ne le pourrait croire de voir le génie inventif de l'homme arriver à tirer un heureux parti des crises mêmes qui compromettent un instant ses plus anciennes et ses plus importantes conquêtes sur la nature animée.

Quoi qu'il puisse advenir de ces éducations nouvelles de la race étrangère qui alimente une des industries séricicoles florissantes au Japon, on ne saurait lire sans un vif intérêt les principales conclusions du rapport que vient d'adresser M. Pasteur au ministre de l'agriculture en lui rendant compte des études qu'il avait été chargé de poursuivre dans nos départemens méridionaux. Il avait mission d'examiner sur place quelles étaient les causes des épidémies et les mesures à prendre pour en enrayer la marche. Les résultats de ses actives recherches expérimentales et de constatations précises dans les magnaneries nous présagent un meilleur avenir et peuvent se résumer en quelques mots. Les lots de la graine contrôlée, élevés avec soin à l'abri de l'influence contagieuse des vers malades, ont tous réussi dans sept départemens; il y a eu des échecs dans les trois ou quatre départemens de grande culture séricicole. Souvent les échecs constatés s'expliquaient par un défaut de soin et de surveillance dans l'éducation ou par le voisinage de vers malades. Parmi les maladies qui ont les plus désastreux effets épidémiques, il faut placer au premier rang celle des *morts-flats*. Il y a lieu d'espérer toutefois que, dans sa forme héréditaire, cette maladie sera prévenue par les précautions nouvelles adoptées cette année pour le grainage; mais, sous sa forme contagieuse, elle sera encore dans certaines régions une source de calamités. On a constaté sur presque tous les points où l'on s'occupe de l'élevage des vers à soie un fait heureux et très rassurant pour l'avenir : il a été le plus souvent possible de trouver des chambrées entières exemptes de maladie et propres au grainage; elles se sont même parfois montrées assez nombreuses pour donner l'espérance que les méthodes de grainage par sélection, appliquées consciencieusement dans des localités choisies avec prudence, permettront de rétablir le commerce des graines pour la France et par la France, et de faire revivre enfin les plus belles époques de la sériciculture.

PAYEN, de l'Institut.

FLEURETTES

ET RÉALITÉS

TROISIÈME PARTIE (1).

XII.

Les séances chez Broughton continuaient. Jaël prenait chaque jour une ressemblance plus marquée avec miss Van Siever. Le peintre d'ailleurs et le modèle semblaient goûter de plus en plus la mystérieuse besogne qui les réunissait si fréquemment. Tout paraissait donc marcher au gré de la maîtresse du logis. Elle aurait dû être ravie, et ne l'était pas le moins du monde. Un nuage planait sur sa tête, un refroidissement graduel se faisait sentir dans la tiède atmosphère où elle avait l'habitude de vivre. Son mari, plus soucieux qu'à l'ordinaire, recourait aussi plus fréquemment à ses consolations habituelles, ou parlait vaguement du mauvais état des affaires dans la Cité. A ces affaires-là, mistress Broughton n'entendait absolument rien. Très médiocrement dotée de quelque deux ou trois mille livres sterling, elle n'aurait jamais osé demander la moindre explication sur les transactions pécuniaires qui enrichissaient, au dire d'un chacun, son heureux mari. On lui avait laissé entendre que Hook-Court, en vertu de certaines opérations ténébreuses, produirait indéfiniment de quoi suffire à tout le luxe qu'elle avait ambitionné. Sans creuser davantage, elle s'était bercée de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

cette agréable et riante croyance, et ne voulait y renoncer qu'à bon escient. Pourtant elle s'attristait, ne retrouvant plus autour d'elle, — chez ses domestiques par exemple, — la soumission, la déférence accoutumées. Son parti était pris de se voir querellée par son époux au sujet de Conway Dalrymple : le rôle de femme méconnue et persécutée, quoique parfaitement innocente, lui convenait assez; mais il lui était suffisamment démontré que la mauvaise humeur de Dobbs Broughton provenait d'autres causes encore. Musselboro, mistress Van Siever, prenaient une grande place dans ses préoccupations. Pourquoi? Elle l'ignorait, et on l'aurait désolée, je pense, en voulant le lui faire comprendre.

Le peintre, qui voyait sa belle amie s'attrister chaque jour davantage, lui avait offert de suspendre les séances; mais elle n'y voulut jamais entendre, et s'exprimant à la façon des oracles : — Qu'importent mes souffrances? disait-elle les yeux levés au ciel. Personne ne doit les partager. Je porterai jusqu'au bout le poids du sacrifice. — Ce sacrifice, dont elle s'exagérait volontiers les rigueurs, était celui qu'elle croyait accomplir en mariant elle-même Conway, le seul homme qui l'eût comprise, qui l'eût aimée. Lui donner de sa propre main la main d'une rivale, que d'abnégation, que d'héroïsme! Quel beau sujet de poésie byronienne! Et si Dalrymple en personne, ébloui d'un dévoûment si rare, prenait à cœur de le chanter en beaux vers, quelle âme d'élite il révélerait au monde étonné!

L'artiste, il faut bien l'avouer, ne songeait pas le moins du monde à échanger ses pinceaux contre une lyre. L'espoir d'épouser Clara lui souriait chaque jour davantage; belle, intelligente, elle avait en outre à lui offrir en perspective une aisance dont il savait tenir compte. Donc il se montrait de plus en plus aimable, et miss Van Siever commençait à le trouver tel malgré quelques insinuations de leur amie commune, qui, — tout heureuse, disait-elle, de voir les choses tourner si bien, — n'en croyait pas moins devoir la prémunir contre l'inconstance des hommes en général, des artistes en particulier, allant même de temps en temps jusqu'à certaines allusions enveloppées de mystère aux tourmens intimes contre lesquels Conway, selon elle, devait présentement se débattre. Miss Van Siever accueillait ces pronostics, ces demi-révélations avec une charmante petite moue, et leur opposait une assez désobligeante incrédulité, continuant à poser comme si mistress Broughton n'eût rien dit qui lui portât le moindre ombrage. Dalrymple, à qui sa belle amie n'épargnait pas davantage les reproches en sourdine, les retours ambigus sur un passé bien vite mis en oubli, se retranchait derrière les nécessités de son travail, et parait de son mieux les petites scènes dont mistress Broughton le harcelait toutes les fois

qu'elle en trouvait l'occasion. Depuis qu'il avait en tête des vues d'établissement sérieux, les joutes amoureuses à lances émoussées ne lui plaisaient plus autant, et quand la belle Maria venait le déranger pendant son travail solitaire, tout au plus pouvait-il s'abstenir de lui témoigner quelque discourtoise impatience. Toutefois, se rappelant qu'elle était femme, encore jeune et charmante, et qu'elle avait droit à tous ses égards, il l'accablait comme autrefois de propos flatteurs, de madrigaux à la rose; mais le diable au fond n'y perdait rien, et les secrètes discordances de ces entretiens, qu'il trouvait parfois un peu longs, lui semblaient en d'autres occasions irrésistiblement comiques.

Certain jour qu'ils attendaient ensemble l'arrivée de miss Van Siever, Conway travaillant avec rage pour éviter autant que possible les attaques indirectes de son hôtesse, et Maria tournant autour des questions brûlantes avec un entêtement remarquable, l'artiste laissa percer, presque malgré lui, le malaise que lui causaient ces distractions volontairement jetées à la traverse d'un travail qui réclame l'homme tout entier. — Est-ce pour moi que vous dites cela? murmura d'un ton plaintif la mélancolique Maria.

— Le pouvez-vous penser? répliqua le peintre sans lever les yeux ni quitter le pinceau. Vos paroles ont toujours fait ma joie.

— Joie regrettable, joie meurtrière, reprit Maria non sans quelque emphase, bien qu'elle ne sût pas au juste ce qu'elle voulait dire. Il eût bien mieux valu ne nous rencontrer jamais.

— Je ne suis pas de votre avis, et la pensée du malheur qui peut suivre ne saurait en aucun cas me faire regretter ni renier ce qui m'a rendu heureux.

— On voit bien que vous n'êtes point femme et que vous n'avez pas de mari.

— Non, mais je suis homme, et je pourrais avoir une femme.

— Qu'importe? Votre sexe vous préserve de bien des faiblesses, de bien des remords... Ah! que je voudrais donc être vieille!

— Et pourquoi, je vous prie?

— Devinez, je ne vous le dirai pas. Au surplus, les années comptent double pour certaines organisations privilégiées... Regardez plutôt, Conway!

Ce disant, elle écartait de ses tempes deux magnifiques tresses de cheveux bruns; puis elle ajouta solennellement : — Ce n'est pas à vous que je ferais mystère de mon âge. Dites vous-même si à moins de trente ans on a d'ordinaire tant de cheveux blancs?

— Je n'en vois pas un seul, répliqua froidement l'artiste.

— C'est la faute de vos yeux... A quoi, selon vous, devrais-je attribuer cette canitie prématurée?

— J'ai ouï dire que les appartemens trop chauffés pouvaient quelquefois...

— Allons donc! il s'agit bien de la température des appartemens! Non, Conway, ceci vient d'un cœur que le froid gagne, que la glace envahit, qui s'atrophie et se congèle.

— Ah! pensa le peintre, mon modèle tarde bien à paraître!

— Le monde s'ouvre pour vous, Conway, reprit l'impitoyable affligée, et cependant vous êtes plus vieux que moi. Il se ferme pour moi, et pourtant je suis aussi jeune que vous. Mais pourquoi toutes ces folies? C'est de vous, de votre avenir, que je voulais vous parler. Me comprendrez-vous, si je vous tiens le langage de l'amitié la plus sincère?

— J'espère bien que vous ne m'en tiendrez jamais d'autre.

— M'engager à ceci serait une imprudence. Sait-on quelle interprétation ce langage peut recevoir?

— Soyez tranquille, je ne m'y tromperai pas.

— Vous, certainement non... Ce n'est pas ce que je voulais dire... Jamais je ne douterai de *vous*.

Ici mistress Broughton, avec un petit rire nerveux et forcé, porta son mouchoir à ses yeux. Quand ils furent essuyés, elle sourit, et appuyant doucement sa main sur l'épaule du jeune peintre : — N'est-ce pas, mon ami, aucune méprise de ce genre n'est à craindre de vous à moi?

Cette question, l'accent qu'on lui donnait, le geste dont elle était accompagnée, compliquaient terriblement les choses. L'artiste désespéré regarda sa montre. Miss Van Siever était en retard d'au moins dix minutes. Quelle malechance pouvait donc la retenir ainsi? Encore fallait-il répondre quelque chose. — Non, Maria, non, reprit-il après un instant de réflexion qui lui avait rendu quelque présence d'esprit, je ne me tromperai jamais, et, Dieu merci, je ne me suis jamais trompé sur le vrai sens de vos paroles... Ma vanité ne m'a jamais bercé d'espérances que vous ne songiez point à me permettre, et que rien en moi ne justifiait... Une rare prudence est l'apanage de votre sexe... Plus sages que nous, vous savez régler vos sentimens et les contenir en de justes bornes... J'ignore moi-même jusqu'où ont pu m'emporter en d'autres temps les secrètes ambitions de cet amour en échange duquel vous m'avez offert un peu d'amitié; mais aujourd'hui, croyez-le bien, mes aspirations ne franchiront plus les limites que vous leur avez vous même posées...

Pourquoi miss Van Siever ne venait-elle donc pas à la rescousse de ce pauvre garçon? Cinq minutes de plus, et il allait se voir forcé de tomber aux pieds de mistress Broughton, immanquablement appelée soit à l'accabler de sa colère, soit à lui prodiguer

de sages conseils sur la nécessité de refréner une passion indomptable. Or ceci lui était arrivé déjà une vingtaine de fois, et commençait à lui paraître assez fatigant.

— Taisez-vous, Conway! reprit gravement sa belle amie. Vous tenez là un langage...

— Un langage très coupable, je le sais comme vous, mais...

— Ce n'est pas en mon nom que je le repousse... J'apprends tous les jours à me compter pour rien. Ma vie est désormais sans but; mon cœur est trop brisé pour qu'une blessure de plus y trouve sa place... Ce n'est pas envers moi que vous êtes coupable... C'est d'une autre personne que je maintiens les droits.

— De qui donc? balbutia le peintre, tant soit peu embarrassé de savoir si on n'allait pas évoquer devant lui, comme un épouvantail, les droits sacrés de Dobbs Broughton.

— De cette pauvre enfant que nous attendons, que vous avez su captiver,... et cela sans doute par des paroles difficiles à mettre d'accord avec celles dont je m'alarmais tout à l'heure.

La situation s'embrouillait de plus en plus, et Dieu sait où elle eût mené nos deux interlocuteurs sans l'arrivée de miss Van Siever, arrivée qui les soulagea également l'un et l'autre. Les petites scènes de ce genre finissent toujours mal, — c'est-à-dire d'une façon très ennuyeuse, — lorsqu'un incident propice ne vient pas les interrompre au moment décisif.

— J'ai bien cru, ma belle, qu'on ne vous verrait pas ce matin, s'écria mistress Broughton.

— Je l'ai cru de même, répondit Clara; mais rassurez-vous, rien de grave n'est arrivé : seulement je crains que cette séance ne soit la dernière. Ma mère m'a posé deux ou trois questions, heureusement indirectes, que je suis parvenue à éluder. Interrogée avec plus de franchise, je lui aurais certainement tout dit.

— Si le temps doit nous manquer, remarqua Dalrymple, c'est le cas ou jamais de ne pas perdre une minute.

La toilette se fit en hâte, et la pose commença. Tout en disposant un turban sur la tête de sa jeune amie, mistress Broughton se comparait mentalement à Isaac préparant lui-même le bûcher sur lequel il allait monter. Encore Isaac ignorait-il quelle victime allait être sacrifiée, tandis qu'elle empilait fagot sur fagot en toute connaissance de cause. L'immolation, pour elle, consistait à laisser nos deux jeunes gens tête à tête; elle l'accomplit ce jour-là plus solennellement qu'à l'ordinaire. — Conway, dit-elle au moment de quitter le boudoir, si cette séance doit être la dernière, tâchez au moins d'en tirer bon parti... — En même temps elle laissait tomber un regard superbe sur la tête de Jaël agenouillée.

Le peintre était d'autant moins disposé à négliger cette recom-

mandation qu'il s'était promis *in petto* de formuler ce jour-là sa demande. Encore fallait-il amener les choses par degrés. Il continua donc son travail pendant deux ou trois minutes, au bout desquelles il demanda si le modèle n'était pas un peu fatigué; puis, sans attendre une réponse catégorique, il quitta son chevalet, bien convaincu que le sacrifice volontaire de mistress Broughton ne serait point d'une durée indéfinie. Clara, le voyant debout, dut se lever à son tour. Une proposition de mariage devenait ainsi moins impossible qu'elle ne l'était l'instant d'avant. Le costume toutefois se prêtait peu à la circonstance; mais après plusieurs séances miss Van Siever, faite à son déguisement hébraïque, ne paraissait plus y prendre garde. Conway, cherchant toujours la transition qui lui manquait, se plaça devant sa toile. — Ce tableau vient-il à votre gré? demanda-t-il à Clara, maintenant assise et immobile.

— Je n'ai pas là-dessus d'opinion bien arrêtée. Je sais seulement que je ne me plais pas dans ce tableau.

— Voilà de quoi m'étonner... Que votre portrait ne vous agrée point, rien de plus naturel et de plus concevable; mais je crois que peu de femmes à votre place me l'eussent dit.

— Vous aurais-je fâché par hasard?

— Jamais franche parole ne me blessera, du moins je l'espère.

Toujours regardant sa toile et s'inclinant tantôt à droite, tantôt à gauche comme pour vérifier les divers effets de lumière, il ne songeait, au fond, qu'à se ménager un biais favorable. — Si ce tableau-là me valait ce que j'attends de lui, ce serait, reprit-il, le mieux payé de tous ceux que j'ai faits.

— Vous n'avez pas à craindre un échec; on dit généralement que tout réussit, venant de vous. C'est le mauvais côté du succès qu'il dispense, une fois acquis, de le mériter encore.

— Les miens, miss Clara, ne sont pas de cet ordre. J'ai seulement lieu d'espérer qu'en me vouant à la peinture je n'aurai pas tout à fait perdu mon temps et ma peine.

— Est-ce bien là toute votre pensée?

— Exactement et sans fausse modestie. Je suis sur la route, mais non pas arrivé. Ce n'est pas un peintre sur dix qui fait sa place au soleil. Encore si le hasard n'y entrait pour rien! mais la carrière des arts est une vraie loterie. Le gagnant, par exemple, n'est pas à plaindre, et mène l'existence la plus agréable qui soit au monde.

Dalrymple avait beau se sermonner, le turban, la tunique juive, l'écharpe romaine, le gênaient singulièrement. Comment aborder une question aussi sérieuse avec une femme travestie? Aussi n'avançait-il guère, on le voit, bien que talonné par le temps. Après cette allusion aux délices de la vie d'artiste, il s'arrêta court. Clara

se taisait. — En somme, reprit-il, je puis raisonnablement compter sur un des deux gros lots que le sort octroie à ses favoris... Pour l'autre, par exemple, j'ai lieu de douter encore.

L'allusion n'était pas tellement obscure qu'une jeune fille comme Clara Van Siever, habituée à faire usage de son jugement et de sa volonté, ne pût aisément s'y reconnaître. Encore fallait-il cependant, pour répondre, une question plus directe. Elle l'attendait en silence, mais voyant que le peintre en restait là (toujours grâce au turban) : — Le temps se passe, lui dit-elle... Je suis prête à reprendre la pose.

— Un instant, s'écria Dalrymple... Ce tableau vous occupe bien plus qu'il ne m'occupe moi-même... Si vous saviez combien j'y tiens peu!... Sur un signe de vous, je l'anéantis sans l'ombre d'une plainte ou d'un regret...

— A quoi songez-vous, et pourquoi cet accès de colère? Gardez-vous d'y toucher! dit la jeune fille avec une vivacité de bon augure.

— Non, je ne veux pas, je ne dois pas vous laisser ignorer que cette malheureuse toile n'est ici pour moi qu'un prétexte... Clara!...

Mais juste au moment où l'éloquence voulue allait se faire jour, la porte s'ouvrit, et parut Isaac, dont la patience était décidément à bout. Mistress Broughton avait courageusement enduré douze grandes minutes de supplice (elle en avait même compté quinze, par une erreur bien excusable), et dans notre infime nature la résignation a ses bornes. Conway, qui aurait dû se jeter à ses pieds pour la remercier d'une longanimité poussée aussi loin, et qui ne pouvait s'en prendre qu'à lui d'avoir perdu par ses lenteurs une si belle occasion, Conway eut un mouvement de véritable colère quand il dut, s'éloignant brusquement de miss Van Siever, aller se rasseoir devant son chevalet.

— Nous ne posons pas, mes enfans! Je n'appelle pas cela travailler, remarqua mistress Broughton avec une sollicitude maternelle.

— M. Dalrymple m'expliquait les chances précaires de sa profession, répondit Clara, qui déjà se levait pour se remettre « à l'ouvrage. » Couchée mollement sur un sopha, mistress Broughton lui lançait, comme en dépit d'elle-même, des regards farouches : dans un accès de poétique délire, elle se passionnait d'avance contre cette rivale abhorrée. — Je sens que je la hais déjà, se disait-elle avec une parfaite satisfaction d'elle-même, tandis que des coupes empoisonnées, des poignards sanglans, passaient tour à tour devant ses yeux; mais ce frénétique emportement ne dura guère. La minute d'après, elle se promettait d'aimer la future épousée comme jamais femme n'aima une autre femme. Elle se voyait agenouillée auprès d'un berceau, soignant, caressant un magnifique *baby* dont Con-

way était le père et dont la mère était Clara Van Siever. Ce doux rêve la conduisit, par transitions insensibles, à un sommeil plus doux encore.

Dalrymple, que son travail rageur absorbait tout entier, fut quelques minutes à constater ce singulier phénomène. Son oreille perçut enfin un léger, très léger trouble de respiration (miss Demolines elle-même, dans son implacable malice, n'aurait pu lui appliquer une désignation plus catégorique); aussitôt, ses yeux quittant sa toile, et ménageant autant que possible la portée de sa voix : — Clara, recommença-t-il avec précaution...

Mais le sommeil d'Argus ne dure jamais longtemps, et mistress Broughton se frottait déjà les yeux. — Une heure, disait-elle... Me voilà forcée de vous renvoyer tous deux... Il n'en restait pas moins sous-entendu que Clara sortirait, comme de coutume, avant le peintre, qui parfois restait au travail. Ce jour-là, par exemple, il n'avait garde de prolonger la séance, et précipitait les apprêts de son départ. — Maintenant tout est dit, tout est fini? lui demanda son amie dès qu'ils furent seuls, et du ton le plus pathétique.

— En vérité, *carina*, je ne sais plus vous comprendre...

— C'est juste, nous ne voyons plus les choses sous le même jour. Pour vous au contraire tout commence. Ah! Conway, pardonnez-moi! Si vous connaissiez les angoisses, les déchiremens d'un pauvre cœur comme le mien...

Et là-dessus, elle se laissa tomber assise sur le parquet avec des sanglots et des pleurs à fendre l'âme. L'infortuné peintre ne savait littéralement que devenir. — Mais c'est elle, se disait-il pour se justifier à ses propres yeux, c'est elle qui l'a voulu ainsi... Quelle inconséquence étrange! Maria, reprit-il enfin d'une voix très grave, je suis prêt à tous les sacrifices que vous pouvez exiger...

— Je n'en réclame aucun. C'est à moi de les faire tous, interrompit-elle, gardant toujours cette attitude dramatique et paraissant se complaire dans la tragique majesté de son rôle. Quelques conseils maintenant, puisque miss Van Siever va devenir votre femme.

— Je vous assure que j'ignore encore...

— Elle sera votre femme, reprit Maria Broughton, lui coupant la parole et plus imposante que jamais. Donc il faut l'aimer. Aimez-la, Conway, comme la chair de votre chair, les os de vos os! — mais gardez votre autorité, restez le maître! Aimez-la, gouvernez-la! Ne la laissez jamais seule, ne l'abandonnez jamais à ces pensées qui dévorent, en un mot ne lui faites jamais une destinée comme la mienne!.. Maintenant, Conway, éloignez-vous! Pas une parole, pas un geste de plus; éloignez-vous!..

Et comme il ne se pressait pas encore d'obéir, quittant tout à coup son attitude humiliée, mistress Broughton s'élança hors du

boudoir avec la rapidité de la flèche. Ce fut une belle sortie, et la scène lui semblait se bien dénouer ainsi. Au total, la journée avait été bonne pour cette pauvre âme, si altérée d'émotions.

XIII.

Jamais peut-être les chances de notre cher John Eames n'avaient été meilleures — auprès de Lilian Dale, cela va de soi, — qu'après son départ pour Florence. Les absens n'ont pas toujours tort malgré le proverbe; il en est au contraire qui gagnent à occuper de loin un cœur bien disposé pour eux. On parlait à chaque instant, ailleurs même que chez la bonne mistress Thorne, de ce voyage si noblement résolu par Johnny, de son dévoûment à l'honneur de la famille, et ces propos flatteurs ne laissaient pas d'avoir sur sa belle cousine une action d'autant plus puissante qu'elle s'en défiait moins. Ils le grandissaient, ils l'élevaient à ses yeux; ils combattaient chez elle la terrible influence de ses souvenirs de jeunesse, qui, lui rappelant John Eames comme elle l'avait connu d'abord, — léger, étourdi, sans consistance, — l'empêchaient de le voir tel qu'il était devenu, et gênaient le respect qu'elle eût voulu lui porter. L'amour a besoin de prestige, et ce prestige n'existe guère pour qui nous a connus dès l'enfance. Paul et Virginie sont des êtres exceptionnels, appartenant à la légende poétique plus qu'à notre histoire de tous les jours.

La rencontre de *Rotten-Row* contribuait aussi pour sa part à ces bonnes dispositions de Lily. Habituée à comparer ses deux prétendans, — comparaison naguère tout au profit de Crosbie, dont les avantages personnels, l'esprit, les manières, lui semblaient évidemment supérieurs à ceux de son jeune rival, — elle venait tout à coup de constater que ce parallèle, dans l'état actuel des choses, ne donnait plus les mêmes résultats. Le cher cousin n'en sortait plus si écrasé, si déprimé que jadis. Ceci une fois admis, une foule de circonstances accessoires militaient en sa faveur. Où trouver un meilleur garçon, plus aimé des siens, et méritant mieux l'intérêt que chacun lui portait? — Combien de bons et généreux cœurs battraient à l'unisson du sien le jour où Lilian viendrait à récompenser par le don de sa main une constance des plus exemplaires! Un autre homme, il est vrai, un autre homme avait su se faire mieux aimer d'elle; ajoutez à ceci l'absence de cette sorte d'auréole divine que Lilian avait cru voir briller un moment sur le front inspiré du beau Crosbie, et vous aurez tout ce qui se pouvait opposer à John Eames. Or, si ce dernier depuis lors n'était pas monté dans l'olympe, au moins avait-il gagné dans les épreuves de la vie une consistance virile, une importance, un aplomb, qui permettaient de le prendre

au sérieux. L'estime qu'il avait conquise, jointe à l'affection que Lilian lui avait toujours portée, ne suffisait-elle donc pas pour le faire accepter? Ne pouvait-il prendre la place de l'idole renversée et brisée?

Nous nous bornons à indiquer le train général des idées et des impressions qui petit à petit, sans qu'elle s'y arrêtât beaucoup, atténuaient le parti-pris de Lily Dale, et pouvaient à la longue rendre moins inflexible sa volonté, jusque-là si ferme. Il suffit d'entrevoir ainsi le travail intérieur qui s'accomplissait en elle, pour juger de ce qu'elle dut ressentir en recevant un beau matin, par la poste, un petit billet anonyme conçu dans les termes suivans :

« Une personne que cette question intéresse désirerait savoir si miss L. D. n'est point promise à M. J. E. En cas de réponse affirmative, la personne dont il s'agit promet de ne mettre aucun obstacle à l'union projetée. Elle demande simplement qu'on lui réponde à l'adresse de M. D. 455, Edgeware-Road, poste restante. Pour que L. D. ne puisse concevoir aucun doute sur l'intérêt que M. D. peut porter à J. E., on croit devoir joindre à ces lignes le dernier billet qu'il ait écrit à M. D. avant de partir pour le continent. »

Effectivement, un carré de papier, joint à la lettre qu'on vient de lire, portait les mots suivans où Lily reconnut l'écriture de son cousin : « Très chère M., — comptez sur moi pour huit heures et demie précises. — Toujours vôtre et à jamais. — J. E. »

Pour nous qui connaissons les relations établies entre M. D. et J. E., ce billet ne saurait être qu'une insignifiante plaisanterie à mettre sur le compte de ce dernier; mais Lilian, qui n'avait pas même l'idée d'une lettre anonyme, fut saisie en lisant celle-ci d'un mouvement de répulsion et de dégoût. — Quelle femme a pu s'abaisser à un procédé pareil, se demandait-elle, et devant quelle créature mon nom a-t-il été prononcé? Voici donc une personne qui se croit des droits sur John, et qui me suppose capable de vouloir les lui contester?...

Son premier mouvement avait été de jeter à terre ce papier, dont le contact lui semblait flétrissant, et de le fouler aux pieds à deux reprises différentes. Elle se baissa, la minute d'après, pour le ramasser, presque disposée à y répondre, afin de donner carrière à son mépris pour la malheureuse dont il émanait. Elle se contint cependant, mais au prix d'un violent effort, et en songeant que l'indiscrétion, la légèreté de Johnny, lui valaient cette communication, qu'elle ressentait comme une insulte, elle se raidit de plus belle contre les influences qui depuis peu la portaient, en dépit de toute rébellion instinctive, à se relâcher envers lui de sa longue rigueur.

Si mistress Dale se fût trouvée là, peut-être eût-elle reçu la confidence de sa fille, peut-être alors quelques réflexions plus in-

dulgentes eussent-elles été suggérées à Lily; mais, livrée à ses propres inspirations et blessée dans ses délicatesses les plus intimes, celle-ci se replia sur elle-même, comme la sensitive au contact d'une main brutale, laissant peser sur l'infortuné voyageur, qui véritablement ne méritait pas tant de rancune, la responsabilité tout entière de ce désastreux incident.

On est amené à se demander ce qui fût arrivé, si Crosbie, — le Crosbie d'autrefois, bien entendu, — avait été, au lieu de John Eames, le personnage mis en suspicion par la teneur du billet anonyme, — et on est fortement tenté de croire que Lilian, sous le charme de son aveugle passion, n'en aurait pas pris le plus léger ombrage. Soyez aimé, vous serez toujours innocent. Vieille vérité fort peu morale, comme beaucoup d'autres vérités du même âge!

On ne reste pas volontiers à mi-chemin d'une déclaration commencée. Conway Dalrymple du moins n'était point de cette humeur, et, à peine sorti de son atelier provisoire, il courut chez mistress Van Siever, où il espérait qu'un heureux hasard lui ferait trouver miss Clara. Miss Clara n'étant point encore rentrée, il fallut ajourner l'explication au surlendemain, qui était le jour pris pour la dernière séance. En attendant, et dès le matin de la journée suivante, Conway crut devoir aller prévenir mistress Broughton de son projet, et la prier formellement d'y prêter les mains par une absence un peu moins abrégée; mais, à peine entré, il la vit accourir audevant de lui, fort agitée et fort pâle. — Vous ici aujourd'hui! quelle providence! s'écria-t-elle, l'entraînant vers le salon... Ah! Conway, j'ai grand besoin que mes amis ne m'abandonnent pas.

— Un peu de calme, voyons, qu'avez-vous?.. Votre mari...

— Mon mari est ruiné... Tout est perdu... Mais n'en parlez à qui que ce soit... Ce n'est pas de lui que je le tiens.

— De qui donc alors?

— De cette odieuse Van Siever... C'est elle, c'est Musselboro, son âme damnée... Que de choses cruelles j'ai dû entendre!.. Elle m'accuse de tout, même des habitudes intempérantes qui, dit-elle, ont conduit mon mari à sa perte... et de nos dépenses excessives... Est-ce que j'entends quelque chose aux questions d'argent?.. Dites, Conway, vous le savez mieux que personne, ne suis-je pas à bien des égards une véritable enfant?

Dalrymple fut obligé d'avouer que la chose était vraie. Il se rappelait pourtant, sans le vouloir, certaines menues transactions où, à propos de quelques misérables guinées, il avait vu cette « enfant » se montrer passablement âpre. — Ils me menacent, continua-t-elle, de tout faire vendre.

— Oui-da!... Mais cela dépend-il d'eux?

— Ils le disent, je n'en sais rien. Que faire, Conway, que faire au monde? Voici Dobbs qui ne rentre pas: il a fait prendre du linge, hier au soir, pour coucher dans la Cité; mais dites-moi, va-t-on me chasser d'ici tout de suite?... Si on me jette dans la rue, où dois-je me retirer?...

Sans croire à des extrémités aussi menaçantes, ni surtout aussi prochaines, Dalrymple commençait à se trouver embarrassé de ces questions, mêlées de sanglots et de pleurs cette fois très sincères. Il eut assez de sagesse pour n'y pas répondre directement et ne pas se compromettre à l'étourdie. Se constituer le protecteur de mistress Broughton n'était point, en ce moment surtout, l'idéal de ses rêves. Aussi la ramena-t-il sur le terrain des informations en lui demandant quelques détails précis, qu'elle lui donnait pêle-mêle avec ses doléances : — Musselboro prend la maison à son compte... Dobbs n'en fera plus partie; il cherchera quelque emploi dans la Cité. Mistress Van Siever marie sa fille à Musselboro.

— Doucement! pensa Dalrymple. On tâchera d'y mettre ordre... Mais vous, ajouta-t-il reprenant la parole... Quels arrangemens ont été faits pour ce qui vous concerne?

— Croyez-vous qu'on s'occupe de moi? Qui donc songerait à ce que je vais devenir?...

— Écoutez, Maria, reprit Dalrymple, dont le bras entourait presque la taille de notre belle affligée, mais qui sut pourtant garder quelque sang-froid, je compte qu'en certaines nécessités vous ferez fond sur mon affection. Vous me le promettez, n'est-ce pas? Et comme il est des circonstances où il faut savoir s'exprimer clairement, dût-on risquer la plus vile prose, je vous prie de regarder ma bourse comme étant à votre entière disposition, si vous en avez besoin.

Mais non : elle n'avait aucun besoin de sa bourse; elle ne songeait nullement à s'enfuir avec lui, laissant son mari et mistress Van Siever vider comme ils pourraient leur querelle. S'il lui avait proposé séance tenante de l'emmener à Douvres ou à Boulogne, elle ne se fût point empressée, je vous le garantis, d'aller faire ses caisses. Cette offre lui eût, il est vrai, paru très flatteuse, et l'aurait presque consolée de la catastrophe conjugale; mais elle y eût répondu par un vaillant sermon, par des reproches bien sentis à l'adresse de l'amoureux tentateur.

Celui-ci cependant songeait à tout autre chose, et, ne voyant aucun moyen de parler en ce moment de ce qui le préoccupait, proposa de faire enlever le soir même tous ses ustensiles de peinture; mais il rencontra une résistance déterminée. — Pourquoi, demandait mistress Broughton, manquer aux arrangemens pris? Venez demain comme à l'ordinaire. Si les créanciers ne m'ont pas encore

chassée de chez moi, vous y trouverez votre installation accoutumée. Rappelez-vous que Clara n'appartient pas encore à M. Musselboro. C'est l'idée de la mère et non celle de notre jeune entêtée.

Ces derniers mots suggéraient naturellement à Dalrymple des réflexions fort sérieuses. Il s'agissait de savoir s'il persisterait dans ses idées de mariage, alors que le mariage lui-même, contracté malgré mistress Van Siever, ne lui offrirait plus les avantages pécuniaires qui dans le principe l'avaient tout d'abord ébloui. Je dois dire à son honneur qu'il n'hésita pas longtemps, et que le lendemain, exact au rendez-vous, il avait pris son parti de demander, coûte que coûte, la main de la charmante héritière, bien qu'il la tînt d'ores et déjà pour déshéritée.

On peut juger de sa surprise, peut-être aussi de son mécontentement, lorsqu'il s'aperçut que mistress Broughton, rétive au sacrifice, ne leur faisait pas même crédit d'un quart d'heure d'absence. Elle les avait accueillis avec un faux semblant de gaîté, destiné sans doute à tromper miss Van Siever, qui n'était encore au courant de rien; mais, une fois la pose installée, elle demeura obstinément sur son canapé, les pieds repliés sous ce meuble, et bien décidée en apparence à n'en pas bouger.

Le temps passait. L'artiste peignait avec une ardeur fébrile. En songeant à ses offres de la veille et à l'étonnante persistance de mistress Broughton, décidée, semblait-il, à contrecarrer tout exprès des intentions qu'elle ne pouvait pas méconnaître, il sentait la colère le gagner. Clara posait comme une statue, et il s'était en vain efforcé de lui arracher quelques paroles. On eût dit qu'elle avait peur de remuer les lèvres. Était-ce uniquement dans l'intérêt du tableau, ou bien quelque émotion secrète se dérobait-elle sous ce silence obstiné?

— C'est égal, je n'en aurai pas le démenti, se dit à la fin notre jeune peintre, littéralement exaspéré; puis, se levant sans prononcer une parole, il se mit à défaire les cordons d'une espèce de tablier qu'il endossait avant de se mettre à l'œuvre. Ce jour-là, il s'était promis de ne le point revêtir; mais la force de l'habitude lui avait fait oublier ce préliminaire qu'il jugeait indispensable.

Jaël, agenouillée, ne s'aperçut de rien, tant elle posait consciencieusement; mais mistress Broughton, qui ne perdait pas volontiers un seul mouvement de Conway, se récria tout aussitôt: — Eh! bon Dieu, qu'allez-vous faire? lui demanda-t-elle.

— Avec votre permission, répondit-il, ôtant le petit fez oriental qu'il gardait ordinairement sur sa tête, je vais demander à Clara Van Siever de vouloir bien être ma femme...

Jaël, prise à court, laissa tomber son marteau, et nous ne pouvons savoir ce qu'elle eût répondu, si on lui avait laissé le temps

de répondre, mais la soudaine entrée de sa mère vint changer du tout au tout le caractère général de la scène et la situation des divers personnages. — Que faites-vous là, petite sotte, et que signifie cette mascarade? — Tel fut l'exorde *ex abrupto* de l'impétueuse Hollandaise.

Clara, qui n'avait pas encore tourné la tête, ne fut avertie de la présence maternelle que par cette apostrophe un peu vive. Se lever et faire front à l'attaque fut son premier mouvement. Au fond, elle avait pleinement goûté, pleinement approuvé la brusque interpellation de Dalrymple. Jamais ses madrigaux ne l'avaient beaucoup flattée; mais l'accent loyal de cette demande familière, — le sans-gêne avec lequel il l'avait appelée, non point Clara tout court, ce qui eût été romanesque, non point miss Van Siever, ce qui eût été par trop cérémonieux, mais simplement Clara Van Siever, — tout cela lui avait paru un vrai chef-d'œuvre. Pour nous expliquer ce facile enthousiasme, il faut nous dire que, laissée jusqu'à vingt ans au fond d'un pensionnat, elle n'avait ensuite trouvé près de sa mère aucune des sympathies que son cœur appelait. Dans le monde, où elle n'allait que très rarement, et toujours sur le pied des relations les plus officielles, personne encore n'avait été à même de lui faire entendre une seule parole de véritable affection. Et puis enfin Conway Dalrymple lui semblait fort aimable. L'eût-il été moins, à qui ne demande-t-on pas secours lorsqu'on est menacée d'épouser un Musselboro?

Nous venons de la voir se redresser sous la question de mistress Van Siever comme un cheval de sang sous le fouet d'un cocher malhabile. — On ne vous attendait pas, ma mère, lui dit-elle avec un calme parfait.

— Peut-être madame aurait-elle pu se faire annoncer, ajouta mistress Broughton, habituée à d'autres égards, et d'autant plus susceptible qu'elle se sentait en faute.

— Il me semble, madame, que j'étais dispensée de toute cérémonie, sachant que ma fille se rendait secrètement chez vous, répondit la vieille Hollandaise. Après ce que je vous ai dit hier, je trouve un peu surprenant que l'on s'occupe ici de pareilles... fariboles. Vous feriez mieux d'aller chercher votre mari, qu'on dit ivre-mort au fond de je ne sais quelle taverne.

Mistress Broughton, incapable de résister à une attaque aussi directe et aussi peu ménagée, se laissa tomber pâmée dans les bras de Dalrymple. Profitant de la circonstance, il voulut essayer d'intervenir; mais la mère de Clara n'acceptait pas volontiers les remontrances, et tandis qu'il déposait sur le sopha la belle évanouie. — Mon franc parler vous semble un peu rude, lui dit-elle; vous

verrez qu'il est à sa place... Ah! voici le tableau dont on m'a parlé. Combien l'estimez-vous, s'il vous plaît?

— Ce tableau, madame, n'a point de prix. Il m'appartient, et je le garde.

— Pas le moins du monde, cher monsieur, vous ne le garderez point. Je n'entends pas que le portrait de ma fille reste dans votre atelier, à la merci des plaisanteries d'un chacun, ni qu'il figure dans aucune exhibition publique ou privée.

Dalrymple était trop galant homme pour ne pas reconnaître qu'il y avait dans ces répugnances et dans cette réclamation quelque chose de fort légitime. — Madame, dit-il, ce tableau ne sera point vendu;... mais il peut être détruit.

— Soit, lui fut-il répondu, mais je ne m'en fierai pour cela qu'à moi-même. S'il n'est pas chez moi d'ici à deux heures, je me mettrai judiciairement en règle, et vous verrez...

Dalrymple ne lui laissa pas le temps de compléter sa menace. Il venait d'ouvrir son canif, qu'il passa rapidement en travers de la toile. Au bruit qu'elle fit en cédant sous le tranchant de l'acier, répondit un cri de regret et de colère, parti du canapé sur lequel mistress Broughton était plus ou moins évanouie. Mistress Van Siever ne manqua pas l'occasion d'une remarque désobligeante. — Quand on se trouve mal, dit-elle ironiquement, il est toujours bon d'avoir l'œil au guet. Maintenant, monsieur, réglons notre compte. Ma fille est responsable du temps que vous avez perdu par sa faute.

— Mademoiselle n'a rien à se reprocher, interrompit Conway.

— Ceci est un point dont je reste juge. Votre travail doit être rétribué. Fixez vous-même la valeur de ce tableau.

— Ce tableau, madame, repartit le peintre, si vous tenez à le payer, vaut, tel qu'il est (il en montrait les débris), environ sept cents livres sterling.

— Jamais je n'en donnerai ce prix-là.

— Aussi n'ai-je rien réclamé, ce me semble, et le fait est que vous pouvez mieux placer votre argent.

— Fort bien, monsieur. Si vous veniez à vous raviser, envoyez votre note chez M. Musselboro, mon homme d'affaires,... mon homme d'affaires en attendant qu'il soit mon gendre, ajouta-t-elle, dardant sur l'artiste un venimeux regard.

Clara s'était hâtée, pendant ce dialogue qu'elle ne tenait point à prolonger, d'aller dans le cabinet de mistress Broughton reprendre ses vêtemens de ville. Au moment où elle rentrait, ces derniers mots vinrent blesser son oreille. S'adressant alors à mistress Broughton : — Veuillez être convaincue, madame, lui dit-elle, que ma mère n'a aucun motif pour hasarder une pareille prédiction... Rien au

monde ne saurait m'obliger à épouser... l'associé de M. Broughton.

Elle employait cette périphrase pour se dispenser de prononcer un nom abhorré; mais mistress Van Siever prit la balle au bond. — M. Musselboro n'a point d'associé que je sache, répliqua-t-elle aussitôt. La maison est désormais à lui seul. Vous l'épouserez ou non, cela dépend de vous... Vous êtes libre, sans que j'y puisse rien, de vous donner au premier balayeur des rues; mais, si le balayeur vous accepte, il lui faudra balayer pour deux... Vous comprenez, j'imagine, monsieur Dalrymple, la force de mon argument?

— Pas trop bien, je l'avoue, répliqua l'artiste avec une assez noble insouciance.

— Tant pis!... Il serait sage à vous de méditer mes paroles. Je vous assure qu'elles en valent la peine.

Une profonde révérence accompagna ce trait du Parthe qu'elle croyait lui lancer en plein cœur, après quoi l'aimable créature sortit, emmenant sa fille.

Mistress Broughton restait atterrée. — Que faire? s'écriait-elle, continuant à se désespérer et tordant ses mains dans des attitudes tout à fait dramatiques. Pourtant elle se leva tout à coup et marchant droit à Dalrymple : — Eh bien! cette jeune fille, que devient-elle dans tout ceci?

— Ne m'avez-vous pas entendu lui demander sa main?

— Sans doute, sans doute.

— N'était-ce pas là ce que vous vouliez?

— Ne m'interrogez pas!... Ma tête se perd!... Allez, sachez, informez-vous!... Ne bougez pas! s'écria-t-elle tout à coup d'un ton beaucoup moins déclamatoire. Écoutez! c'est lui, j'en suis sûre!

Conway prêta l'oreille et distingua fort bien sur l'escalier un bruit de pas. C'était, selon toute probabilité, le maître de la maison, et sans doute dans un état qui ne permettrait pas de s'expliquer raisonnablement avec lui. — Qu'allons-nous devenir? répétait Maria, pour le coup très émue. Conway lui serra la main en silence et se précipita hors du boudoir. Une réflexion bien simple venait de le convaincre qu'il ne fallait pas avoir l'air de se cacher.

XIV.

Comme on le peut croire, Conway Dalrymple ne songeait uniquement qu'à sauvegarder la malheureuse femme qu'il venait de laisser dans un si grand émoi. Personnellement il n'avait point à redouter et ne redoutait en aucune façon les violences auxquelles le mari pourrait se laisser emporter.

Arrivé au palier inférieur, il y rencontra l'homme dont le pas les avait alarmés. Ce n'était point Dobbs Broughton, c'était Musselboro,

mais Musselboro presque méconnaissable, d'une pâleur cadavéreuse et sans aucun vestige de cette fausse élégance qu'il affichait si volontiers. Aux questions pressées de Conway, il ne répondit d'abord que par quelques monosyllabes haletans, parmi lesquels l'artiste perçut à grand'peine ces mots : — Le sait-elle? le lui a-t-on déjà dit?

— Quoi donc? Qu'est-il arrivé? s'écria Conway, ne songeant encore qu'à quelque désastre financier.

— Dobbs, le malheureux, vient de se détruire! Il s'est fait sauter la cervelle sur le seuil de Hook-Court. Stupéfié, abruti par la boisson, voilà ce qu'il a fait. Bangles l'a vu de ses yeux et ne s'en remettra peut-être jamais.

Musselboro s'adossait au mur pour ne pas tomber. Dalrymple, fort ému, lui aussi, s'était assis sur une marche de l'escalier, et, la tête dans ses mains, réfléchissait à cette terrible complication. — Que faire?... Il faut pourtant qu'elle en soit informée, dit-il enfin avec effort.

— Je vous savais ici. J'ai compté sur vous pour cela, répondit Musselboro.

L'artiste, peu jaloux de remplir une pareille mission, cherchait dans sa tête à quelle amie de la malheureuse veuve on pourrait demander ce pénible service. Mistress Van Siever étant hors de cause, il restait, en tout et pour tout, miss Demolines et Clara, les seules personnes de son sexe avec qui Maria Broughton fût en commerce à peu près intime. Ni l'une ni l'autre n'étaient sous la main. Il fallut se décider. Priant Musselboro de l'attendre au salon, Dalrymple remonta dans le petit boudoir, où l'appelait maintenant, après tant de visites frivoles, un devoir impérieux et triste.

Un roman à la main, enfoncée dans un grand fauteuil, Maria, tournant le dos à la porte, affectait de ne prendre aucunement garde à la rentrée inattendue de son mari, et s'apprêtait à recevoir ses reproches, s'il s'avisait de lui en faire, avec la plus superbe indifférence. Conway comprit tout au premier coup d'œil. Comme elle ne se retournait même pas, il demeura pendant quelques secondes debout derrière elle, en proie aux réflexions les plus amères. Vingt fois, dans cette même pièce, il lui avait tenu des propos galans, qu'il estimait sans conséquence, mais dont l'influence sur cette tête faible et légère n'avait certainement pas été nulle. Maintenant qu'elle était libre de tout lien et qu'il allait avoir à le lui apprendre, placés ainsi dans des conditions nouvelles, quelle serait leur attitude respective? Non qu'il eût à craindre en ce moment une revendication des droits qu'elle pouvait se croire sur lui, mais où ne l'entraînerait pas, lui, s'il y cédait par un premier mouvement, cette pitié presque tendre dont il ne pouvait s'affranchir? Dans ces ra-

pides calculs, il se préoccupait d'elle autant que de lui. L'appui qu'il aurait peut-être à lui donner, comment serait-il interprété par la malignité publique? D'un autre côté, que deviendrait, abandonnée à elle-même, cette pauvre créature aussi dépourvue de bon sens que d'énergie morale, tête et cœur aussi vides l'un que l'autre.

Enfin il se décida. Aux premiers sons de sa voix, elle tressaillit de surprise et tourna la tête, ne comprenant rien à ce retour si prompt. — Où est Dobbs? lui demanda-t-elle; il est rentré, je viens de l'entendre.

— Non, vous vous êtes trompée... C'était Musselboro.

— Musselboro?... Que vient-il faire ici?... Où est mon mari?... Conway, parlez vite!... Vous vous taisez?... Il est parti, j'en suis sûre!

— Eh bien!... oui, répondit l'artiste en détournant les yeux.

— Le lâche!

Ce terrible mot ne pouvait rester sans réplique. — Non, non!... vous n'avez point à lui reprocher cette lâcheté!... Vous ne m'avez pas compris, poursuivit Conway; mais sa physionomie donnait leur vrai sens à ces paroles encore ambiguës.

— Il est mort alors?

Le jeune peintre ne répondit rien. Maria le contemplait d'un œil fixe. On devinait à la rigidité de ses lèvres, au mouvement de ses narines, qu'elle cherchait vainement un souffle lent à venir. Jamais Conway ne l'avait encore vue si complétement dépourvue de tout apprêt, de toute grâce factice, et jamais non plus il n'avait pu se rendre compte, comme il le fit alors, de tout ce qui manquait à cette femme pour être réellement belle. — Mais parlez donc! parlez enfin! reprit-elle.

— Je n'ai rien à vous dire de plus, répliqua-t-il.

Sur ce mot, elle laissa tomber ses mains, qu'elle venait de prendre dans un mouvement d'impatiente curiosité; puis, s'approchant d'une des croisées, elle se mit à regarder avec une application étrange les murs de la maison d'en face. Le fait est que, paralysée un moment par cette soudaine atteinte, sa pensée ne fonctionnait plus. Elle regardait, regardait, et comptait une à une les fenêtres qu'elle avait sous les yeux.

Conway, après quelques minutes d'attente, se rapprocha d'elle et la ramena doucement vers le canapé. — Que puis-je pour vous? lui demanda-t-il.

Elle le regarda d'un air étonné, puis, détournant les yeux vers le tableau qu'il avait détruit une heure avant : — Quel dommage! dit-elle avec l'accent d'un regret puéril.

Bien évidemment la mort de son mari ne lui était plus présente

à la pensée. Effrayé tout de bon, Conway crut devoir la lui rappeler avec ménagement. — Oh! lui dit-elle, vous avez raison! Pensons à tout ceci... Je ferai ce que vous me conseillerez... Pourquoi n'est-ce pas moi au lieu de lui?... Véritablement je le voudrais... Comment cela est-il arrivé?... Êtes-vous bien sûr que cet homme n'ait pas menti?... Est-ce qu'il est encore dans la maison?

Ces questions se suivaient sans attendre de réponse.

— Je ne veux pas le voir, entendez-vous? Je crois, moi, qu'il a tué mon mari. Plus j'y pense, plus cela me paraît certain. Et vous aussi, mon cher, il vous tuera. Il vous tuera pour en venir à épouser cette enfant... Vous verrez ce que je vous dis... Mais comment cela s'est-il passé? Voyons, ne me laissez pas dans cette cruelle ignorance!

— Le sentiment de sa ruine et de la vôtre pesait sur lui. Alors...

— Alors?... Ah! bien, je comprends... Il a lui-même... Oui, c'est cela, c'est cela.

Elle manifestait dans ses paroles et dans son attitude un tel engourdissement, que Conway lui conseilla de s'arranger pour dormir quelques heures. — Allons donc!... me mettre au lit?... Mais cet homme viendrait me tuer. Non, restez ici; défendez-moi, protégez-moi! Je n'ai plus que vous au monde!

A ce mot, pour la première fois, quelques larmes se firent jour au bord de ses paupières. Plus que toute autre chose, Conway redoutait cet attendrissement, dont il appréciait pourtant l'éphémère inanité. — Je vais aller vous chercher Clara, dit-il... Préférez-vous miss Demolines?

— Ni l'une ni l'autre. Ce sont des cœurs frivoles, des âmes sans pitié. Je n'ai qu'un ami, c'est vous. Ne me quittez point, répéta-t-elle, s'emparant de son bras.

— Rester ici ne serait pas raisonnable. Il faut que je sorte, mais pour m'occuper de vous, exclusivement de vous. Je vais chercher miss Van Siever. Si elle ne peut ce soir venir à vous, comptez que je ne vous laisserai pas seule. Restez ici, ne quittez pas ces deux pièces... Je me charge en sortant d'avertir les domestiques. Ne songez qu'à vous calmer, à prendre quelque repos.

Mais elle lui tenait toujours le bras, et comme il se dégageait doucement de son étreinte : — Oh! Conway, s'écria-t-elle tout à coup, je sens que vous me méprisez.

— Vous vous trompez, lui répondit-il; vous avez en moi un ami qui ne vous manquera point.

Il sortit alors, et une fois sur l'escalier, réfléchissant aux paroles qu'ils venaient d'échanger : — C'est pourtant vrai, je la méprise, fut-il contraint de se dire, très étonné lui-même d'en être là.

Clara était absente quand il se présenta chez elle; mais une se-

conde tentative eut un résultat meilleur, et la généreuse enfant n'hésita pas une minute à prendre son bras pour se rendre auprès de leur malheureuse amie, après avoir prévenu sa mère par un billet de deux lignes qu'elle passerait probablement la nuit chez mistress Broughton. Arrivée à la porte de cette magnifique demeure dont les splendeurs contrastaient si étrangement avec la destinée actuelle de celle qui l'habitait : — Soyez bonne et patiente, dit Conway à sa compagne.

— Aussi douce, aussi patiente que ma nature me permet de l'être, répondit-elle sur le même ton à peu près confidentiel.

— Et n'oubliez pas, ajouta Conway en lui serrant la main, n'oubliez pas que pour moi vous êtes le monde entier.

Le propos n'était guère adapté à la situation, mais Clara Van Siever, il faut le reconnaître, n'en parut pas autrement choquée.

Elle reçut le lendemain un mot de sa mère, qui lui enjoignait de revenir déjeuner, mistress Van Siever se proposant d'aller, si mistress Broughton l'avait pour agréable, lui tenir compagnie dans l'après-midi. — Mon Dieu, que lui dirai-je? s'écria la pauvre Maria quand cette proposition lui fut communiquée.

— Vous n'aurez rien à dire, répondit Clara; ma mère au besoin parlera pour deux.

— Elle vient sans doute me chasser d'ici... Croyez-vous au moins qu'elle me laisse de quoi payer mon deuil?

Cette question paraîtra sans doute bizarre, adressée à miss Van Siever; mais Maria Broughton était ainsi faite qu'elle ne pouvait se défendre de traiter en amies tout à fait particulières les personnes qu'elle avait dans son entourage. Musselboro lui-même, admis à l'entretenir une heure ou deux, aurait tout comme un autre bénéficié de cette banale facilité.

Après leur déjeuner, mistress Van Siever et sa fille s'expliquèrent pour la première fois sur un sujet qu'elles n'avaient jamais voulu aborder jusque-là. — Musselboro doit venir, dit l'obstinée Hollandaise, s'apprêtant à sortir; vous le recevrez à ma place, puisque je vais chez cette femme; il attendra mon retour.

— Je lui transmettrai vos ordres. Il attendra dans le salon.

— Pourquoi pas ici? pourquoi pas en votre compagnie?... Entendons-nous bien, Clara! Je ne puis vous contraindre à épouser un homme de mon choix, mais je puis vous rendre la vie bien dure, et je n'y manquerai pas, si vous ne tenez pas compte de mes désirs... Vous me semblez donner en plein dans les idées nouvelles; voyez où elles ont mené ces malheureux dont nous nous occupons! Que pensez-vous de cet idiot réduit à se brûler la cervelle? Épousez votre peintre, et peut-être un jour en arriverez-vous au même point que Maria Broughton.

Malgré ces sinistres prédictions, M. Musselboro, se présentant peu d'instans après, ne trouva pas le terrain aussi déblayé qu'il le pouvait espérer. Lorsqu'il essaya quelques timides propos, avant-coureurs fort transparens d'une déclaration régulière, miss Van Siever, qui d'abord avait fait mine de s'éloigner, revint aussitôt sur ses pas, et, debout auprès de la porte qu'elle venait de refermer, écouta patiemment les grotesques invocations de l'étrange fiancé que sa mère lui destinait; mais au moment où pour conclure il se disposait à mettre un genou en terre (galanterie suprême à son avis), elle l'arrêta court d'un seul geste. — Monsieur, lui dit-elle, aucun des motifs que vous faites valoir ne me touche très profondément. Ma mère a des vues, des intérêts, qui me resteront toujours étrangers. Il se peut, comme vous le dites, qu'elle souhaite notre mariage; mais je vous garantis, moi, que jamais ce mariage n'aura lieu. J'espère que vous aurez assez de bon sens pour vous contenter d'une aussi formelle déclaration, et pour ne plus hasarder une seule parole à ce sujet.

Puis elle ouvrit la porte et laissa son prétendant aussi décontenancé que possible. — La plus *Turque* des deux n'est pas la vieille, se dit-il intérieurement lorsque son premier éblouissement lui permit de résumer sa façon de voir; mais l'idée que les affaires de la *vieille* Turque allaient enfin lui être confiées et qu'il les pourrait brasser tout à son aise l'eut bientôt consolé des rigueurs de Cupidon.

Mistress Van Siever, à son retour, s'informa naturellement de Musselboro, qui n'avait pas eu le cœur de l'attendre, et naturellement aussi elle trouva fort mauvais qu'on eût ainsi accueilli son candidat. Entre la mère et la fille, le débat s'engagea de plus belle. La première conclut en posant nettement à la seconde une question que celle-ci trouva quelque peu gênante. — Ce peintre enfin a-t-il, oui ou non, votre promesse?

Clara certes ne voulait tromper personne; mais en l'état des choses il lui sembla difficile de répondre catégoriquement. — Pas de mensonge, mademoiselle, ou vous ne passerez pas la nuit chez moi, reprit l'irascible Hollandaise, qui la voyait hésiter.

— Je n'ai aucune raison ni aucune envie de vous tromper, répondit enfin Clara. M. Dalrymple m'a demandé ma main, et j'ai gardé le silence. S'il renouvelle sa démarche, à coup sûr il aura mon aveu.

— En ce cas, je vous défends de sortir.

— Quoi! vous ne permettrez pas que je retourne auprès de mistress Broughton?

— Je vous le défends, vous entendez?

Mais il paraît que cette mère impérieuse ne comptait pas absolument sur la docilité de sa fille, car, Musselboro étant venu quel-

ques instans après lui rendre compte de sa mésaventure : — Mon pauvre garçon, lui dit-elle, vous n'entendez pas grand'chose au métier d'amoureux. Clara, j'ai tout lieu de le croire, est allée retrouver ce peintre.

La jeune rebelle en effet, non sans quelque hésitation, s'était décidée à ne pas observer la consigne qui la retenait au logis. Elle s'en regardait comme affranchie par les duretés inouies qui lui avaient été prodiguées. Cependant, et malgré le pronostic maternel, elle n'alla que chez mistress Broughton; mais, comme elle l'avait sans doute pressenti, Dalrymple s'y rendit de son côté. Ne pouvant pénétrer chez la maîtresse du logis, qui était encore couchée, il fit demander à Clara quelques minutes d'entretien particulier : il avait, disait-il, à lui communiquer quelques renseignemens essentiels. Ces renseignemens, qu'il entendait transmettre par elle à la veuve de Dobbs Broughton, jetaient quelque jour sur la situation pécuniaire de ce dernier au moment de son suicide. Jamais le malheureux n'avait possédé de grands capitaux, et il laissait peu de chose après lui, la plus forte partie des fonds qu'il manœuvrait appartenant à mistress Van Siever. Cependant il était permis d'espérer que la dot de mistress Broughton, grâce à certaines clauses de son contrat, finirait par être sauvée du naufrage. — Peut-être en coûtera-t-il gros, car il faudra mettre la cause entre les mains d'un habile avocat; mais je me charge volontiers des avances nécessaires, ajouta Dalrymple, entraîné par son sujet.

Tout à coup il lui revint en mémoire qu'il parlait à la fille de mistress Van Siever, contre laquelle s'engagerait sans doute le procès dont il parlait si légèrement. — A propos, Clara, lui dit-il, je vous ai fait une question qui est restée sans réponse, et, comme je n'aurai probablement pas de si tôt l'occasion de la renouveler, souffrez que j'insiste pour savoir ce que vous pensez.

— Avant de la renouveler, sachez du moins où nous en sommes, ma mère et moi.

Dalrymple écouta par pure complaisance le récit, du reste fort succinct, des scènes que sa pauvre « Jael » avait eu à subir et des terribles extrémités auxquelles mistress Van Siever menaçait de se porter dans le cas où ses volontés seraient méconnues. — Je n'ai personnellement aucune fortune, dit en terminant la charmante Clara. Ma mère parle de me renvoyer de chez elle, et je suis bien assurée qu'elle ne fera rien, mais absolument rien pour moi, si...

— Dites pour *nous*, et n'en parlons plus, interrompit Dalrymple.

Il est bien certain que la pensée d'épouser une « héritière » avait influé sur le début de ses relations avec Clara, et que leur mariage alors était tout simplement à ses yeux une combinaison avantageuse; mais, une fois en contact avec cette haute et loyale nature,

il avait absolument perdu de vue ses premiers calculs. Aussi éprouvait-il en ce moment moins de regrets que la plupart des hommes atteints par un revirement analogue et forcés d'abdiquer des espérances longtemps caressées. — Ainsi, lui dit-il en l'attirant sur son cœur, nous nous entendons maintenant à merveille.

— Vous persistez donc?

— Mieux que jamais.

— C'est bien, je dirai à ma mère dès ce soir que nous sommes promis l'un à l'autre.

Paroles à coup sûr bien simples et bien banales, mais qui recélaient une profonde émotion, une reconnaissance, une joie inexprimables. Jamais Clara Van Siever n'avait connu la douceur d'être aimée. Elle l'était maintenant par le seul homme qu'elle eût encore distingué.

A deux ou trois reprises, pendant cette intéressante conversation, mistress Broughton avait fait avertir le peintre qu'elle était levée, habillée, prête à le recevoir. Il monta donc chez elle, une fois assuré des intentions de Clara. Celle-ci attendit une bonne heure que leur entretien fût terminé. Dalrymple sortit cependant sans la revoir, et aussitôt après elle monta chez son amie, qu'il avait sans doute mise au courant, car dès son entrée : — Vous voilà tous deux perdus pour moi! s'écria mistress Broughton du ton le plus pathétique. Il y a des gens, continua-t-elle sans écouter les protestations de Clara, qui sont uniquement placés en ce monde pour faire aux dépens d'eux-mêmes le bonheur des autres. Tel est mon rôle providentiel. J'ai compris combien ce mariage vous importait à tous deux, surtout à vous, ma chère Clara, et je me suis consacrée tout entière à cette œuvre d'abnégation, sans craindre de me compromettre. Mon mari a tout su, peut-être n'a-t-il pas tout compris? Qui sait si ce funeste malentendu n'a été pour rien dans sa fatale détermination?

— Y songez-vous, madame?

— Au moins est-il une chose qu'il a vue,... que j'ai vue comme lui, et dont je crois devoir vous parler aujourd'hui pour n'y jamais revenir. Il a bien deviné, comme moi, l'extrême affection que me portait Conway... Pauvre Conway! c'était à coup sûr une passion bien gratuite, sans espoir et sans arrière-pensée mauvaise. Je n'ai jamais pu m'y tromper, mais voilà la vérité, la terrible vérité. Il fallait donc m'employer à le guérir, et comment en serais-je venue à bout, si ce n'est en me substituant une jeune fille qu'il pût rechercher dans des vues honorables pour l'un et l'autre... Vous aimant comme je vous aime, à qui devais-je penser?... Je vous ai rapprochés, je vous ai unis... Puissiez-vous être plus heureuse que la pauvre Maria Broughton!...

Miss Van Siever, par bonheur, connaissait l'héroïne de ce joli roman. Elle avait apprécié d'un coup d'œil sûr les faits ainsi brodés, et, prenant pitié de la malheureuse femme qui lui tenait ce langage empreint d'une personnalité si peu discrète, elle accepta sans mot dire ses assertions les plus hasardées. Elle eût dédaigné de déployer sa force contre un être aussi débile.

XV.

John Eames, —. n'est-il pas bien temps de revenir à lui ? — John Eames avait quitté Londres fort satisfait de lui-même, de la victoire remportée sur sir Raffle Buffle, des douces paroles que Lilian lui avait fait entendre, et qui lui ouvraient sur l'avenir des perspectives inespérées. Stimulé par tous ces succès, il fit merveille. Jamais la vapeur n'avait emporté de voyageur plus infatigable et plus pressé. Il « brûlait les rails, » comme certains acteurs brûlent les planches. De Londres à Paris, de Paris à Venise, de Venise à Florence, il ne s'arrêta pour ainsi dire pas, et seulement, après quelques nuits en wagon, pour se plonger dans un bain d'eau fraîche. A Florence, il tomba comme une bombe chez mistress Arabin, qui attendait le retour de son seigneur et maître, parti seul pour la Palestine. La dame était encore au lit. John Eames profita de ce contre-temps pour se livrer à ses ablutions hydrothérapiques. Quand ils purent enfin se parler, il déploya une si entraînante éloquence, il lui démontra si bien l'importance capitale de son témoignage dans le procès qui menaçait de déshonorer le révérend Crawley, qu'elle résolut séance tenante de partir le lendemain, vingt-quatre heures de retard pouvant tout compromettre; mais, à défaut de mari, encore lui fallait-il un compagnon de route, un porte-respect quelconque. Johnny ne manqua pas de s'offrir, et cela si franchement, si naïvement, que mistress Arabin, rassurée d'ailleurs par la comparaison de leurs âges respectifs, ne trouva pas d'objection à lui opposer, si ce n'est la fatigue dont il paraissait se ressentir. — Il y a temps pour tout, répondit-il. Quand M. Crawley sera sauf, je dormirai vingt-quatre heures tout d'un trait. — Ils partirent donc ensemble, et durant les longs entretiens de la route le confiant jeune homme ne manqua pas de mettre sa compagne au courant de sa situation vis-à-vis de Lilian. Toute femme s'intéresse aisément aux mésaventures d'un amoureux, et mistress Arabin, fort liée avec mistress Thorne, imagina qu'un petit coup d'épaule donné à propos changerait peut-être le cours des choses. Aussi, n'ayant que peu d'heures à passer à Londres, s'arrangea-t-elle pour se ménager un tête-à-tête avec miss Dale, dont elle n'était pas personnellement connue. Celle-ci dut s'étonner qu'une personne étrangère se mêlât

ainsi de ses affaires de cœur, et John Eames, mieux inspiré, aurait pressenti que cette surprenante intervention ne lui serait pas très profitable. Cependant, bien convaincue que, s'il avait fait preuve d'une notable indiscrétion, mistress Arabin n'était mue dans la démarche ainsi tentée que par un sentiment de parfaite obligeance, la calme et fière Lily écouta fort patiemment ce nouveau plaidoyer en faveur de son cousin. Moins que jamais elle était disposée à lui contester ses mérites, qui dans le cercle où elle vivait ne manquaient pas de prôneurs, et dont sir Raffle Buffle lui-même, fier d'avoir sous ses ordres un jeune homme si vanté, se parait avec un aplomb merveilleux; mais dans les éloges qu'elle lui donnait, et tout en professant bien haut l'affection qu'elle avait pour lui, la terrible Lily conservait toujours une arrière-pensée défavorable. La lettre anonyme de M. D. lui pesait encore sur le cœur, et lui avait rappelé d'ailleurs certaines autres *légèretés* dont la jeunesse de John Eames n'avait pas été absolument exempte. Mistress Arabin, dans les réticences de la jeune fille, entrevit quelque chose de ce genre.
— Voyons, lui dit-elle, et allons au fait. On vous aura dit du mal de votre cousin.

— Je ne le souffrirais point.

— Alors c'est que vous en pensez sans qu'on vous en dise.

— Personne ne l'aime et ne l'apprécie mieux que moi.

Et tandis qu'elle se défendait ainsi de toute malveillance, une petite voix intérieure lui répétait la tendre formule qu'elle avait lue au bas du billet à M. D. : *A vous, pour toujours à vous, sentimens inaltérables.* Ce n'était pas le texte bien exact, mais ainsi s'était-il gravé dans une mémoire accusatrice, et Lilian s'indignait de penser que John eût pu s'exprimer dans de pareils termes, — vis-à-vis de qui, juste ciel! — au moment même où il lui vouait, prétendait-il, sa vie tout entière.

Avait-elle vraiment raison de s'indigner autant? N'avait-elle pas été bien autrement indulgente pour Crosbie dans des circonstances bien autrement graves? Et enfin, si les demoiselles de notre temps se montraient d'une susceptibilité aussi rigoureuse, combien le célibat, cette plaie des nations, ne ferait-il pas de progrès forcés!

Mistress Arabin, quelque peu décontenancée et découragée, annonça pourtant à Lily que John viendrait la voir le lendemain, vers cinq heures. — Je l'attendrai, répondit simplement la jeune fille, et cette complaisance, cette facilité, ne firent qu'ajouter aux inquiétudes de l'obligeante intermédiaire. John Eames n'en fut pas non plus fort ébloui. Encore ne pouvait-il manquer au rendez-vous sollicité en son nom; mais, pour tromper les angoisses qui préalablement le rongeaient, à quel étrange palliatif allait-il avoir recours? Hélas! on ne le devine que trop aisément, et nous risquons de

n'étonner personne en avouant qu'il alla, le soir venu, chez les Demolines. D'abord il l'avait promis (je répète ici les raisons dont il se payait lui-même), et un honnête homme n'a que sa parole ; puis une distraction forcée lui était indispensable, et la meilleure de toutes serait à coup sûr une de ces conférences que l'aimable Madalina savait rendre si dramatiques, qu'elle semait d'énigmes obscures, de péripéties inattendues, de certains momens d'abandon, suivis, il est vrai, de rigueurs immédiates, mais qui ne laissaient pas d'avoir leur agrément et leur attrait.

Ce soir-là, par exemple, miss Demolines, seule comme toujours, accueillit *John*, — elle se familiarisait depuis quelque temps jusqu'à l'appeler ainsi, — avec une curieuse alternative de bontés et de rappels à l'ordre. — Vous n'y pensez pas, lui disait-elle, après ce qui s'est passé ?

— Que s'est-il donc passé de si grave ?

— Vous ne savez pas ?... Vous n'êtes pas au courant de ce qui est advenu chez les Brougthon ?

Et alors, prenant un accent tragique, elle entreprit le récit de la tragédie bourgeoise que nos lecteurs connaissent, mais dont le jeune voyageur ne savait pas le premier mot. Habitué à se défier des exagérations de Madalina, son premier mouvement fut de ne pas ajouter la moindre importance à cette histoire qu'il supposait apocryphe. La narratrice pourtant, piquée au jeu par cette incrédulité, entrait dans des détails tellement circonstanciés, — ne reculant pas même devant les plus révoltans, — que Johnny ne savait plus trop à quelle idée s'arrêter. Ces détails, miss Demolines les tenait de première main, étant allée les recueillir sur les lieux, de la bouche même de Bangles, le marchand de vins de l'Himalaya. Tout fier de recevoir la visite d'une jeune patricienne qui se disait l'amie intime du défunt et de sa veuve, Bangles s'était montré aussi communicatif, aussi prévenant, et même aussi galant que possible: mais ce que Madalina ne devait point à Bangles, c'était la mise en scène du drame de Hook-Court, ces regards effarés, ces gestes soudains, ces soubresauts d'horreur vraiment dignes d'une comédienne exercée, et par lesquels le pauvre Johnny, si bonne résistance qu'il pût faire, se vit à la fin presque fasciné. Le moment venu de se séparer, Madalina déposa pourtant le *peplum* et le cothurne de la muse tragique. — Verrez-vous miss Dale ces jours-ci ? demanda-t-elle à John, et comme il fronçait déjà le sourcil, ce qui lui arrivait chaque fois que le nom de Lily se retrouvait sur les lèvres de miss Demolines : — Oh ! continua-t-elle, vos airs fâchés me font rire... Il n'est donc pas permis de nommer devant vous cette imposante divinité ?

— Je ne sache pas que, par rapport à moi, personne mérite ce nom.

— Une déesse à la glace dans tous les cas;... cependant, puisqu'il est question d'elle, j'ai une promesse à requérir de vous.

John Eames ne voulait pas s'engager à l'aveuglette, mais après un court débat, fort animé d'ailleurs, il fallut se rendre. — Je vous demanderai une chose bien simple, finit par lui dire Madalina : c'est de ne point parler de mon humble personne à cette bien-aimée cousine. Ceci, sous peine de trouver notre porte fermée à jamais. Je ne veux pas servir de texte à vos médisances de famille.

Tout en protestant que la précaution était parfaitement superflue, Johnny prit l'engagement solennel qu'on lui demandait. — A la bonne heure, voilà ce que j'appelle un ami, lui dit alors son hôtesse avec un serrement de main significatif. Aussi le recevra-t-on, s'il vient, jeudi prochain, à huit heures et demie,... huit heures et demie, sans manquer. J'aurai sans doute quelque chose à vous apprendre.

— Qu'est-ce donc?

— Vous le saurez alors, pas une minute plus tôt... Et maintenant allez! il est plus que temps de vous sauver.

L'accent, le geste de Madalina montrant la pendule, tout cela était si soudain que John, obéissant à cette vive impulsion, se précipita vers la porte avec une hâte peut-être imprévue. Ordinairement son départ était précédé de quelques petites formalités plus ou moins tendres suivant l'occasion, — de quelques *menus suffrages*, comme disaient nos anciens. Ce jour-là, il arriva fort à l'improviste sur le seuil de la porte entre-bâillée, et vers le fond du couloir, où un certain frôlement d'étoffe attirait son regard, il vit, — très distinctement, — l'extrémité d'un jupon blanc qui disparut aussitôt dans un angle ténébreux. Cet incident ne produisit pas sur lui dans le moment une bien vive impression : il ne lui importait guère après tout que lady Demolines, tourmentée par ses rhumatismes, se promenât plus ou moins vêtue dans les corridors de sa maison.

S'en revenant à pied, Johnny ne put s'empêcher de faire un léger détour afin de contempler cette maison des Broughton, naguère le théâtre de tant de réunions brillantes, et maintenant attristée par la mort, par la ruine de ses anciens possesseurs. Un peu plus loin, il vit éclairées les fenêtres de Conway, et sans craindre d'être indiscret il monta. L'artiste lui confirma les fâcheuses nouvelles données par miss Demolines.

— Dois-je croire aussi, poursuivit John Eames, que Jaël va devenir mistress Musselboro?

— Qui vous a régalé de cette mauvaise plaisanterie?

— Un petit oiseau me l'a gazouillée aux oreilles.

— Votre petit oiseau, repartit Conway, m'a tout l'air d'un oiseau de proie... Dites donc de ma part à cet *émouchet* que Jaël, loin de s'appeler Musselboro, prendra prochainement le nom plus sonore de Dalrymple... C'est du moins ce que je regarde comme probable, et Jaël semble à cet égard partager mon opinion.

— Voilà qui m'étonne, car le petit oiseau vous mariait à la veuve de ce pauvre Dobbs.

— Johnny, mon garçon, voulez-vous m'en croire? défiez-vous du petit oiseau! Je le connais de longue date. Ce n'est point un animal domestique, bien qu'il s'apprivoise trop aisément.

John, après s'être couché fort tard et avoir couru toute la matinée, rentra chez lui sur les quatre heures pour faire un bout de toilette. Par réflexion, il resta dans ses habits du matin. — Ce n'est pas ma cravate ou mon gilet qui la décidera, se disait-il avec des appréhensions assez fondées. Pour tuer le temps, il prit un livre. A peine avait-il lu deux pages que, tombant de fatigue, il s'endormit. A cinq heures et quart passés, réveillé comme en sursaut, il se vit en retard d'au moins vingt minutes. — Ah! c'est jouer de malheur! s'écria-t-il en sautant sur son chapeau et sans réfléchir assez, ce nous semble, à l'inexcusable emploi de sa soirée précédente.

Lilian l'attendait avec un léger sourire aux lèvres, et comme il lui contait naïvement sa mésaventure : — Soyez tranquille, on ne vous en veut pas, lui dit-elle, et je souhaiterais tout au contraire que votre réveil n'eût pas été si prompt. Vous êtes excédé, cher cousin.

— Lily, répondit-il, vous êtes décidément cruelle pour moi.

Puis, avec une patience méritoire, il reprit en bon ordre les argumens à l'appui de sa cause. On les connaît tous. Inutile d'y revenir. Lilian du moins semblait le penser, et cependant, même en ce moment, sa bonté naturelle parlait en faveur de ce pauvre amoureux si souvent éconduit. Elle se demandait s'il ne valait pas mieux l'épouser sans amour, avec la chance de voir l'amour survenir un peu plus tard et couronner l'édifice matrimonial. Quand une âme est ainsi en balance, qui dira quels scrupules infinitésimaux la font pencher d'un côté ou de l'autre, et qui sait ce qui fût arrivé sans l'importun souvenir de la lettre anonyme? A certains momens, Lilian se sentait touchée par l'accent de franchise avec lequel lui étaient données des explications qu'elle ne demandait point. — Oui, je ne le nie pas, disait Johnny, dédaigné, repoussé, éloigné par vous, il m'est parfois arrivé de chercher des distractions. (C'est alors que nous écrivons à M. D., pensait Lilian.) En quête de consolations, j'ai cherché, j'ai trouvé des personnes plus accessibles.

Que voulez-vous? c'est une espèce de revanche que je cherche à prendre, et en somme c'est un châtiment que je me ménage.

Pourquoi ne vit-il pas le demi-sourire qui éclaircit à ces mots le front de la belle implacable? Elle eut peur cependant que sa physionomie ne la trahît, et se rapprocha d'une croisée pour regarder au dehors. Cette manifestation d'indifférence navra le pauvre John, qui alla s'accouder, la tête dans ses mains, sur le rebord de la cheminée. Là, dans la glace, il suivait d'un œil avide tous les mouvemens de Lilian, cherchant à y surprendre la trace d'une émotion quelconque. Or, il n'y a pas à le nier, elle était émue, mais elle mettait un soin extrême à n'en rien laisser paraître. Elle ne pouvait s'empêcher d'aimer ce bon garçon si vraiment épris et si pleinement dévoué, mais elle ne pouvait non plus se résoudre à voir en lui le protecteur, le compagnon, le maître de toute sa vie.
— Approchez! lui dit-il tout à coup avec une sorte d'autorité.

— Me voici, répondit-elle, arrivant aussitôt sans empressement, mais sans résistance.

Il lui prit les mains, et, les yeux fixés sur ses yeux, lui demanda une fois encore de se donner à lui.

— Cela ne se peut.

— Pourquoi non?

— Je vous l'ai dit.

— Comment! cet obstacle me séparera toujours de vous?

— Toujours, mon ami.

— Vous aimez encore ce Crosbie?

— Oh! non. Dieu m'en est témoin.

— Qui donc vous arrête?

— Je ne sais, cher cousin; mais la barrière est infranchissable. Un jeune arbre que vous mutilez survit parfois à sa blessure; mais ce n'est plus un arbre, c'est un débris.

— Si ce débris me suffit, à moi?...

— Eh bien! je vous l'offre... mais pour le mettre dans quelque recoin de votre jardin. Au centre, à la place d'honneur, quelle étrange figure ne ferait-il pas!

John Eames comprit cette fois que l'arrêt ne serait pas révoqué. Il sortit en maudissant presque sa cousine, qui l'accompagnait, elle, de ses plus affectueuses bénédictions.

Les amis de celle-ci essayèrent encore quelques timides remontrances. Avec une fermeté douce, mais inébranlable, elle leur demanda trêve. — Voilà qui est fini, bien fini, disait-elle, et je ne puis vous dire comme cette idée me plaît. J'ai vécu, depuis quelques mois, dans un état de perplexité qui me paralysait presque. Avec vos perpétuelles instances en faveur de John Eames, vous

m'avez empêchée de finir le coussin que je brodais pour une bonne vieille amie à moi... Et cependant je savais, tout comme je le sais aujourd'hui, que les choses ne pouvaient, en fin de compte, aboutir à un autre résultat... Pauvre Johnny! quand nous aurons tous deux un peu vieilli, comprendra-t-il tout l'attachement que je lui porte?

Et le lendemain, avançant quelque peu son départ, Lilian alla retrouver sa mère dans la petite maison d'Allington.

XVI.

— Fini, bien fini cette fois!... Ah! qu'on m'y reprenne! murmurait John entre ses dents au sortir de chez mistress Thorne, et il essaya sérieusement de faire contre fortune bon cœur. Au club, où il se rendit d'abord, il trouva Siph Dunn, qu'il voulut tout exprès régaler; mais le soir, seul dans la rue où son jovial convive l'avait laissé, il s'arrêta contre une grille, et, la frappant d'un rude coup de canne, se mit simplement à fondre en larmes, car il aimait Lily pour tout de bon. Sa nuit fut employée à chercher comment il pourrait introduire dans sa vie un intérêt nouveau, une préoccupation absorbante. — Si je traduisais du grec! se demanda le malheureux, qui alla même jusqu'à marchander un *Homère*, édition allemande, en sortant le lendemain matin pour se rendre à son bureau. Sir Raffle le trouva d'une gravité surprenante et rare. Jamais il ne l'avait vu s'appliquer autant à leur ingrate besogne. Le soir venu, Johnny retourna au club, s'assura un nouveau compagnon de table, et le garda jusqu'à une heure du matin, toujours causant... et buvant. De toute nécessité, dans le cours d'une aussi longue séance, l'entretien devait prendre une tournure intime. Il y fut pourtant question non de Lilian, mais à plusieurs reprises de miss Demolines. Notre camarade, à jeun, s'était promis de ne la plus revoir. Sous l'empire de certaines idées riantes qui lui étaient venues pendant et après le repas, il prit des résolutions moins sauvages. — Il me semble, disait-il à son ami, qu'on peut bien à mon âge s'amuser un peu... J'ai réfléchi que le grec ne me va guère, il faudrait le reprendre à partir de l'alphabet. Je préfère de beaucoup fournir à cette aimable miss l'occasion qu'elle cherche de tramer avec moi ses petites combinaisons machiavéliques. Pour elle comme pour votre serviteur, ce n'est qu'un jeu. Nous arrêterons les frais en temps opportun. Mieux vaudrait peut-être m'occuper de quelque question sociale et approfondir, par exemple, les causes du paupérisme à Londres; mais baste! assez d'autres sans moi prendront cette peine.

En vertu de ces beaux raisonnemens, — et par respect, croyait-il,

pour sa parole engagée, — il arriva ponctuellement le jeudi soir, à huit heures et demie, chez les dames ou plutôt chez la demoiselle de Porchester-Terrace.

Elle était ce soir-là d'une tranquillité, d'un recueillement pleins de mystère, et John Eames, sachant que, pour tirer parti d'elle, le meilleur était encore de se conformer aux variations de son inconstante humeur, crut devoir se montrer tout aussi paisible qu'elle semblait l'être. Plongé dans une bergère, les pieds en avant, les coudes mollement étayés, il attendait qu'elle daignât parler, le fardeau de la conversation devant exclusivement porter sur elle, en vertu d'une sorte d'accord tacite. — Du thé? lui dit-elle enfin.

— Si vous en prenez...

Elle sonna. Le thé fut apporté par le page. Miss Demolines n'y toucha point; John en prit deux tasses, tout à loisir et sans parler. — Êtes-vous sortie? demanda-t-il pourtant lorsqu'il vit son hôtesse s'obstiner à se taire.

— Oui.

— Vous êtes peut-être fatiguée?

— Très fatiguée... J'ai passé mon après-midi chez cette femme (Maria Clutterbuck était ici sous-entendue). Impossible de rien voir de plus révoltant que son puéril égoïsme. Je n'ai pu m'empêcher de lui en dire ma façon de penser. Vous voyez d'ici la scène. Elle m'a littéralement épuisée.

— Peut-être alors devrais-je me retirer?

— Comme vous voudrez, mais je vous préviens que je ne me coucherai pas d'ici à trois ou quatre heures.

— Si j'ai le choix, j'aime mieux rester, — ajouta poliment le jeune homme. Peut-être ne disait-il pas tout à fait la vérité. Son siége cependant était des plus commodes, l'hôtesse lui semblait jolie, il avait fait une lieue et demie pour la venir chercher; autant de circonstances qui devaient le retenir. — Ces fortes émotions sont toujours fatigantes, reprit-il par manière d'acquit.

— Peut-être; mais, si on devait les retrancher de ma vie, j'aimerais autant qu'on m'enterrât demain matin.

— Affaire de goût, remarqua philosophiquement le jeune secrétaire; le bonheur en somme n'est que cela.

— Le bonheur, qui le connaît?.. Vous, par exemple, êtes-vous heureux?

Songeant tout d'un coup à Lilian, John faillit répondre à cette question par un gros soupir; mais il se ravisa, Dieu merci, et du ton le plus dégagé : — Heureux comme un ramoneur, répondit-il avec un sourire plus ou moins sincère.

— Monsieur Eames, se récria la charmante miss, tout à coup

scandalisée, si vous n'avez pas des paroles plus convenables à me faire entendre...

— Je ferais mieux de me taire, n'est-ce pas? interrompit-il achevant la phrase; mais qu'ai-je dit de si terrible? Est-il défendu de parler des ramoneurs? J'ai voulu seulement énoncer une vérité banale, c'est qu'un homme sachant un peu mener sa barque doit se trouver bien ici-bas.

— Et une femme?

— A plus forte raison, attendu que les femmes savent toutes mener leur barque.

— Or çà, mon cher John, vous pensez donc les connaître?

Madalina, posant cette question, avait eu un mouvement de tête et un sourire des plus gracieux, sans compter le regard de ses beaux yeux noirs subitement animés d'une gaîté perverse, et qui par momens éblouissaient John Eames. — Je ne m'en flatte pas trop, répliqua-t-il modestement.

— En effet, qui vous les aurait apprises?.. Ce n'est pas, j'imagine, la naïve Lily?..

— Ne nous occupons pas d'elle, je vous prie, s'écria John impatienté.

— Comme il vous plaira. Je voulais dire seulement que le simple ne fait pas comprendre le compliqué. Moi, par exemple, je ne suis pas naïve, et je l'avoue hautement. Si vous aimez la simplicité...

— Je l'aime sans doute, repartit Johnny; mais les meilleures choses... à la longue... Vous connaissez sans doute le proverbe de *toujours perdrix* (1)!

— Je le connais, et j'aimerais autant ne pas vous l'entendre citer, attendu qu'il reçoit parfois de fâcheuses interprétations; mais vous êtes pardonnable de rappeler une vérité si bien établie, et qui d'ailleurs ne me fait aucun tort. *Toujours perdrix* n'a jamais pu s'appliquer à moi, qui ne me flatte guère d'une perfection soutenue... Variable comme la lune.

— Et changeante comme elle?

— A vous de le découvrir, si la chose vous intéresse... Vous sauriez seulement, si vous connaissiez les femmes, que la même peut être variable comme la lune et fixe comme le soleil, insoucieuse et volage tant que la passion n'existe pas, et, quand elle existe, pour jamais vouée au même culte... Daignez-vous m'en croire sur parole?

Johnny sentait le terrain chauffer sous ses pieds, tandis que Madalina le regardait très sérieusement, sans sourire, sans agiter les

(1) C'est l'équivalent anglais de notre « pâté d'anguilles. »

touffes luxuriantes de sa noire chevelure. — Il faut, pensait-il, s'en tirer par quelque baliverne. — Oh! reprit-il tout haut, quand les femmes ont une fois des enfans...

— Des enfans! interrompit la belle avec un haut-le-corps indigné.

— Elles en ont, vous ne pouvez pas l'ignorer... Quand elles ont des enfans, tout est sauvé. Les voilà clouées au sol, comme autant de bornes milliaires.

— Vous nous comparez à des bornes!

— Ai-je dit borne?.. J'aurais dû choisir effectivement un objet moins terre à terre, par exemple un de ces poteaux charitables qui indiquent la route au voyageur reconnaissant.

— Eh bien! John, s'écria tout à coup Madalina, si je devenais votre poteau?...

Pour lui adresser cette singulière interpellation, l'intrépide coquette s'était levée et se tenait debout devant John Eames, sur qui elle laissait planer un regard chargé de tendresse. On l'eût pu croire toute disposée à se jeter dans ses bras, et certes elle n'y aurait pas manqué, s'il lui en avait, se levant, fourni l'occasion; mais comme il ne bougeait non plus qu'un terme, après quelques secondes d'amoureuse contemplation elle se laissa retomber sur le divan, et parmi les coussins cacha son visage.

Depuis un quart d'heure, le secrétaire intime voyait grossir l'orage, mais sans trouver en sa cervelle un moyen de s'y dérober. Le moucheron sait bien qu'il va se brûler à la chandelle et n'en continue pas moins à raser la flamme de ses ailes déjà noircies. Tous ses faux-fuyans, toutes ses méchantes plaisanteries, ne lui avaient servi de rien, et Madalina, les retournant contre lui, en était venue à ses fins. Que lui dire maintenant? Les femmes trouveront sans doute le problème fort simple à résoudre, mais les hommes comprendront qu'il est excessivement délicat de repousser même une miss Demolines, quand elle vous met ainsi au pied du mur. De plus John soupçonnait que lady Demolines ne pouvait se trouver bien loin de là, et ceci le mettait sur ses gardes. Pourtant les sanglots étouffés continuaient sous les coussins du divan. Tout à coup Madalina bondit sur ses pieds, les cheveux épars, les bras étendus. — Oubliez, oubliez, disait-elle, les paroles que j'ai prononcées!

John ne demandait pas mieux, à coup sûr; mais ceci même était assez difficile, car miss Demolines devait infailliblement s'offusquer, s'il déférait trop lestement à sa prière. Il fallait, sous peine d'incivilité, marquer au moins quelque hésitation, et pourtant ne pas s'aventurer sur un terrain difficile, où le moindre faux pas pouvait entraîner les plus graves conséquences. Le pauvre garçon ne trouva rien de mieux que de se lever, et prenant le bras de Madalina, qui

s'adressait encore les plus vifs reproches : — Calmez-vous, lui dit-il de sa voix la plus tendre.

— Me calmer! Il veut que je me calme, quand j'ai perdu ma propre estime.

— Madalina, que dites-vous?

— Oh! John, pourquoi êtes-vous jamais entré ici? Pourquoi le hasard nous a-t-il réunis à ce fatal dîner? Voyons, monsieur, justifiez-vous, si vous le pouvez, de toutes ces assiduités qui m'ont abusée... Pourquoi venir ainsi chaque jour dans la maison de ma mère?... Mais que dis-je là? Vous allez me mépriser encore davantage.

— Moi, vous mépriser?... oh! jamais.

— Vous me pardonnez donc?

— Je n'ai rien à vous pardonner.

— Vous m'aimez donc?

Puis, sans attendre un encouragement plus explicite, la belle se laissa choir sur la poitrine de Johnny, qui naturellement dut la soutenir. Et justement alors, la porte du salon venant à s'ouvrir toute grande, lady Demolines parut sur le seuil. John reconnut le peignoir blanc dont il avait vu le bord disparaître l'avant-veille au bout du couloir; mais par-dessus ce vêtement de nuit la vénérable dame avait jeté une *sortie-de-bal* en soie rouge, et des rubans de la même couleur flottant autour de son bonnet lui donnaient je ne sais quel aspect guerrier vraiment formidable. — Qu'est-ce donc? quel bruit est venu me réveiller en sursaut? demanda-t-elle avec une sévérité hautaine. Comment, monsieur Eames, comment m'expliquerez-vous ce que je vois?

Madalina effectivement s'était bien gardée de quitter son poste. — Votre fille, madame, est, je crois, un peu souffrante, balbutia Johnny, que son doux fardeau maintenait en place.

— Souffrante?... Ah! vous plaisantez, monsieur! Prenez garde : on ne se rit pas de femmes comme nous.

— Ma mère!... venez à moi, ma mère! soupira doucement une voix qu'on aurait pu croire celle de John Eames, car elle semblait partir de son gilet, contre lequel Madalina persistait à se tapir. Lady Demolines s'empressa de répondre à ce touchant appel, et, soutenue des deux bras, la faible enfant put se traîner jusqu'au canapé. Le soin de l'y installer avec tous les ménagemens voulus se trouva départi à John, qui, se voyant débarrassé, manifesta immédiatement le désir de s'esquiver. — Il est peut-être convenable que je me retire, avait-il dit; mais lady Demolines ne parut pas envisager les choses sous le même aspect. — Avant que vous ne sortiez, répondit-elle, j'ai besoin de quelques éclaircissemens.

Elle était en ce moment agenouillée à la tête du canapé, près duquel Johnny se tenait debout. Madalina crut alors devoir ouvrir les yeux, et les dirigeant tour à tour vers les deux personnes qui l'assistaient : — Vous ici, mère? s'écria-t-elle avec une surprise admirablement exprimée.

— Oui, ma fille, je suis là... N'ayez pas peur!

— Peur de qui? reprit Madalina... John, mon cher John n'est-il pas avec moi?...

En même temps elle lui tendait les bras, comme pour l'attirer auprès d'elle, et John, qui aurait donné bon pour se trouver loin de là, ne savait littéralement plus comment il allait s'en tirer.

— Je vois avec plaisir que vous allez un peu mieux, dit-il du ton qui lui parut le plus propre à masquer ses alarmes.

Lady Demolines cependant, que sa jeunesse d'esprit ne rendait pas plus alerte dans ses mouvemens, se relevait avec quelque peine, cramponnée au dossier du canapé. Quand elle fut debout, elle tendit ses deux mains à maître John, qui, n'osant les refuser toutes deux, jugea plus sage de n'en prendre qu'une. — Mon fils! lui dit-elle alors avec une onction que jamais ne posséda la meilleure duègne de théâtre, et avant qu'il sût au juste où elle voulait en venir, la vieille dame, se haussant comme elle pouvait sur ses orteils, réussit à déposer une espèce de baiser le long de ses favoris touffus.

John Eames était faible, mais nullement lâche. Il vit que la crise n'admettait plus de mesures dilatoires. L'unique alternative était de faire front ou de succomber ignominieusement. — Je,... je ne comprends pas bien, murmura-t-il à voix presque basse. — Madalina, sans prononcer une parole, tendit vers lui un bras suppliant, une main dont les doigts frémissans lui demandaient grâce et pitié.

Lady Demolines en revanche s'était redressée. Son court mantel entr'ouvert lui donnait l'air d'un chevalier qui met à l'air sa cuirasse et se prépare à la charge. Les jambières seules faisaient défaut.

— Vous ne comprenez pas? lui dit-elle.

— Mère, interrompit Madalina suppliante...

— Non, ma fille, ceci me regarde.

— Peut-être ai-je mal entendu... J'avais perdu toute connaissance... Un rêve a pu me tromper.

— Ce que j'ai vu n'était point un rêve... Monsieur Eames, vous avez reçu de moi le titre sacré de fils.

— Je le reconnais... Toutefois j'estime que nous ne nous entendions pas bien... Je sais tout l'honneur que vous me faites, la joie que j'en devrais éprouver;... mais...

Ce simple *mais* fit jaillir un cri perçant des lèvres de Madalina, un vrai cri à réveiller les morts, et dont ne s'émurent pourtant ni le page ni la cuisinière de la maison. Cette fois Madalina debout lançait à son tour les éclairs de ses yeux sur l'adorateur rebelle au joug. Celui-ci voyait le petit salon se transformer graduellement en une espèce de cirque où il fallait en même temps combattre un dragon à la crête sanglante et une tigresse qui, passablement apprivoisée jusqu'à ce moment, révélait tout à coup les plus sauvages instincts. N'y avait-il pas là de quoi ébranler le cœur le plus intrépide?

— Vous ne... comprenez... pas? répétait la mère avec l'accent de l'indignation la mieux sentie...

— Un instant, ceci me concerne, interrompit Madalina. On se trompe, et grossièrement, si on croit faire de moi le jouet d'un caprice immoral... A ma franchise entière, vous devez, monsieur Eames, une franchise pareille. Comment osez-vous me traiter ainsi? Est-ce parce que je n'ai pas un frère disposé à prendre fait et cause pour sa sœur? Mais ne vous y fiez pas, je suis femme à me protéger moi-même. Nierez-vous que nous soyons engagés l'un à l'autre?

— Oh! pour cela oui, je le nie en toute sûreté de conscience... Désolé de paraître incivil, mais...

— Dès demain je recourrai à mon cousin le *serjeant* (1), s'écria lady Demolines, comme à bout de patience; mais en attendant monsieur ne quittera pas la maison... Je ne permettrai pas que les portes lui en soient ouvertes.

Ici John Eames, malgré sa bravoure naturelle, se sentit froid dans le dos. Allait-on vraiment le séquestrer ainsi, attenter à sa liberté civique? Et que répondrait-il à ce *serjeant* dont il était directement menacé? Comment procéderait ce légiste? Jusqu'où trouverait-il moyen de mener un pauvre innocent aussi peu versé dans les subtilités légales? Même à part ce danger, dont il ne se rendait pas bien compte, quelle figure ferait-il dans le monde après une scène si ridicule, si elle venait à s'ébruiter? — Ce moment fut plein d'amertume et d'angoisses.

La porte lui étant interdite, je ne sais s'il eut l'idée de sortir par la fenêtre. Peut-être un bruit de pas l'attira-t-il de ce côté. Bref, avant que le dragon ou la tigresse fût en mesure de lui barrer le chemin, il se précipita vers la croisée, et l'ouvrit toute grande. Par bonheur, les persiennes n'étaient pas baissées, et il vit sur le milieu de la chaussée, — ô Providence! — s'avancer lentement, pesamment, le fidèle gardien du repos nocturne, un *policeman*

(1) *Serjeant at law*, jurisconsulte de l'ordre le plus élevé, fonctionnant auprès des juges de *common law* au même titre que le *doctor* devant la juridiction civile.

muni de sa lanterne. — Je suis sauvé! pensa Johnny... Mon brave, cria-t-il ensuite, ne bougez d'ici que je ne vous le dise!

Le *policeman* s'arrêta court et tourna son luminaire du côté où s'était fait entendre cet appel désespéré. — Maintenant, continua, en s'adressant aux deux furies, leur captif déjà moins effrayé, mais qui n'avait garde de lâcher encore le bouton de la fenêtre, maintenant permettez-moi de prendre congé.

Lady Demolines semblait disposée aux résolutions les plus extrêmes; mais Madalina, plus prudente et mieux inspirée, après s'être assurée que l'agent de police ne s'éloignait point, crut devoir modérer les emportemens maternels. — Laissez-le partir! disait-elle, des femmes de notre rang ne sauraient affronter une rixe, et d'ailleurs nous saurons toujours où le retrouver.

— Quant à cela, parfaitement, repartit Johnny. Je serai toujours à votre disposition... L'œil au guet, mon camarade! continua-t-il, maintenant toujours la fenêtre ouverte. Restez là jusqu'à ce que je sois dehors!... Puis il s'achemina vers la porte, n'osant guère lever les yeux sur les deux femmes.

— Allez, lâche! allez, disait la mère.

— Est-ce que vraiment on ne vous reverra plus? demandait la fille soudainement radoucie.

— Je... je ne crois pas, répondit John, incapable de mensonge, même en ce moment critique.

Il eut quelque peine, — car on ne l'éclairait point, — à se diriger dans les couloirs jusqu'à la porte de la rue, qu'il craignait encore de trouver fermée. Il y arriva pourtant, et finit par l'ouvrir à tâtons. Son premier mouvement, une fois en liberté, fut de traverser la chaussée pour jeter un coup d'œil sur le théâtre de ses récentes émotions. De là, il entrevit la silhouette du dragon, qui baissait les stores en grande hâte.

Le *policeman*, immobile à son poste, continuait à diriger du côté des fenêtres suspectes le rayon de sa lanterne sourde. — Que se passait-il donc là-haut? demanda-t-il à John Eames.

— Peu de chose, une petite altercation sans importance. Je vous remercie de m'avoir attendu, ajouta-t-il en cherchant à glisser une demi-guinée dans la main du brave homme; mais avant de la prendre : — Vous m'assurez au moins, demanda celui-ci, vous m'assurez qu'il n'est rien arrivé de mal?

— Rien au monde; du reste vous pouvez entrer là dedans pour vous mieux renseigner. Je ne bougerai pas d'ici, soyez-en sûr.

— Tout de même, remarqua le *policeman* empochant la pièce d'or, s'il faut s'en rapporter aux propos des voisins, ce sont là deux femelles passablement particulières.

— Particulières est bien le mot, répliqua Johnny tout allègre et presque fier d'être sorti de leurs griffes.

Il ne les revit jamais, cela va sans dire, et du cousin *serjeant* n'eut vent ni nouvelles. Ce personnage n'était pourtant pas un mythe, et lady Demolines pouvait en effet se réclamer d'un parent fort bien placé parmi les sommités du barreau; mais ce parent, en pleine voie de succès, traitait de fort haut une cousine qu'il voyait en passe de descendre rapidement les degrés de l'échelle sociale, et il se fût bien gardé de lui prêter le moindre appui dans des circonstances pareilles. A la place des *exploits* que John Eames attendait de pied ferme, il reçut quatre ou cinq lettres de Madalina, qu'elle ne s'était pas donné la peine de mettre d'accord l'une avec l'autre. Dans la première, elle lui demandait de ne pas attacher trop d'importance à une pure plaisanterie. Dans la seconde, elle laissait éclater la véhémence de son amour; dans la troisième se manifestait l'amertume de sa colère. La quatrième était tout uniment une invitation à dîner, et la cinquième enfin, — la dernière de toutes, — peignait les angoisses de l'innocence méconnue. Un *attorney* écrivit ensuite en termes passablement ambigus. Johnny ne répondit pas plus à l'*attorney* qu'à miss Demolines, et six mois après il eut le plaisir de lire dans les journaux que Peter Bangles, esq., de la maison Bangles et Burton, commissionnaires en vins dans Hook-Court, venait d'être uni à Madalina, fille de feu sir Confucius Demolines, en l'église de Saint-Pierre-Martyr.

— Voilà une invocation de bon augure, dit Johnny à son ami Dalrymple, chez qui cette nouvelle lui arrivait. Le pauvre Peter en verra de belles, et, mieux que son patron, aura droit à la palme sacrée.

— Pas si sûr, répondit l'artiste. Ce gaillard-là est têtu et légèrement brutal, à ce qu'on dit.

— Pauvre Madalina!... S'il faut qu'elle soit battue, espérons qu'elle le sera modérément, juste assez pour la guérir de ses petites fièvres intermittentes.

Parmi les traditions des romanciers, il en est une contre laquelle protestent la plupart des bons esprits. C'est celle qui consiste à dénouer un récit par le mariage ou la mort de ses principaux acteurs. Dans la vie, tout s'enchaîne, rien ne se dénoue. Ce kaléidoscope, qu'une invisible main fait mouvoir sans fin ni trêve, ne ferme jamais le cycle de ses combinaisons inattendues. Jamais il n'offre aux yeux une image définitive et durable. Par-delà celle qui attriste ou égaie nos regards, il faut en attendre mille autres et mille autres encore. Aussi, n'était l'usage, nous laisserions volontiers à la saga-

cité de nos lecteurs, brusquement congédiés, le soin de conjecturer ce que purent devenir chacun des personnages dont l'image a été évoquée devant eux. La tradition néanmoins exige que nous leur fournissions quelques renseignemens destinés à compléter ce récit. Nous leur dirons, par exemple, que Conway Dalrymple, noblement fidèle à un attachement éphémère dont le souvenir existait à peine en lui prit en main les intérêts de Maria Broughton, et que cette conduite chevaleresque lui porta bonheur. Les hommes d'affaires dont il invoqua les services découvrirent, en liquidant les affaires de la société dissoute par la mort de Broughton, des malversations assez graves dont la responsabilité tout entière pesait sur l'infidèle agent de mistress Van Siever, maître Augustus Musselboro. La rancuneuse Hollandaise, une fois éclairée, entama contre son ancien protégé un procès fort compliqué, dont il crut ne pouvoir se tirer qu'en se créant des droits nouveaux, ce qu'il ne manqua point de faire en épousant, malgré vent et marée, la toujours belle Maria Clutterbuck, la veuve de son ancien associé. Tout ceci avançait d'autant les affaires de Dalrymple, à qui la farouche Van Siever donna un beau jour sa fille sans ombre de résistance. Quel fut le sort de ces deux couples? C'est ici que notre vue se trouble et que nous sommes fortement tenté de remettre le kaléidoscope à d'autres mains.

Lilian est-elle restée fidèle à son vœu de célibat? Permis de le croire, permis d'en douter. Une chose est certaine, c'est que John Eames ne s'est pas marié; en revanche, il a résigné ses fonctions de secrétaire intime. — A la treizième lettre, disait-il, on se sent tout à fait écœuré de tant de mensonges. — Du reste il n'a point quitté l'*income tax office*, où la direction d'un bureau lui est maintenant confiée. Sir Raffle Buffle s'attribue cet avancement. — Formé par moi, poussé par moi, disait-il à un de ses collègues, ce jeune homme ne pouvait manquer d'aller loin. Ce collègue n'était autre que M. Adolphus Crosbie, alors sur le point de quitter l'Angleterre pour se rendre dans une de nos colonies, où le crédit des Courcy, avec lesquels il a trouvé bon de se réconcilier, venait de lui faire obtenir un poste des plus lucratifs. On prétend à la vérité que sur ses émolumens il s'est engagé à prélever chaque année une somme assez ronde dont bénéficie la famille de sa défunte femme. Nous ne répétons ce vain bruit, peut-être calomnieux, que pour donner un échantillon de l'irrévérence déplorable avec laquelle on traite maintenant les plus beaux noms de l'aristocratie la mieux conservée qui soit au monde.

E.-D. FORGUES.

LA

SCIENCE DES RELIGIONS

SA MÉTHODE ET SES LIMITES.

V.

LA RELIGION ET LA SCIENCE (1).

Si la philologie et l'histoire comparée des dogmes, des symboles et des rites démontrent l'unité primordiale de la religion, et dégagent des formules diverses qu'elle a revêtues les élémens étrangers d'où sont venues ces différences, on n'a plus devant soi qu'un simple fait qui doit être étudié dans sa nature, dans sa production et dans ses causes. Cette étude aboutit à une théorie complète de la religion. Nous avons exposé d'après les documens les plus anciens et les plus authentiques le fait en lui-même; nous savons que la religion est une formule métaphysique, que la morale et la politique s'y sont ajoutées plus tard, qu'elles n'en font pas essentiellement partie et qu'elles ont varié avec les temps et les lieux, tandis que l'élément religieux demeurait invariable. Il est également constaté qu'en passant de la race âryenne aux races inférieures, la religion dans tous ses élémens actuels subit une déchéance due à la constitution physique et morale de ces populations. La facilité des voyages, les observations innombrables faites sur toute la surface de la terre, la découverte et la traduction en langues européennes

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1868.

de livres et de textes sacrés authentiques, par-dessus tout la connaissance de l'Inde et de la Perse, ont révélé au XIX[e] siècle des religions anciennes ou modernes liées avec les nôtres comme causes ou comme effets. Il est loisible à tout homme instruit de prendre ces croyances telles qu'elles sont, de remonter le cours de leur histoire et de les voir naissant les unes des autres, puis se modifiant en vertu de causes étrangères pour s'approprier aux milieux. L'application de l'analyse à cet ordre de faits détache et élimine, à mesure qu'on les voit apparaître dans l'histoire, les élémens ajoutés à la religion, et nous place en présence du fait primordial, qu'il est désormais possible de regarder en face et d'apprécier scientifiquement.

Trois monumens écrits ont dû particulièrement attirer l'attention des savans : ce sont la Genèse des Juifs, l'Avesta des Perses et le Vêda des Indiens. Les derniers travaux d'analyse ont confirmé ce que l'on soupçonnait depuis longtemps, que la Genèse, en supposant même qu'elle n'ait pas été remaniée au temps d'Esdras, n'est pas un livre primitif quant au fond, que non-seulement plusieurs chapitres ont été tirés de sources différentes et même opposées, mais qu'elle reproduit simplement sous une forme abrégée et amoindrie les traditions âryennes de l'Asie centrale. Ces traditions se retrouvent en effet plus complètes et plus explicites dans les livres sacrés de la Perse et même en partie dans le Vêda, où elles sont présentées comme appartenant à la race qui a composé ces livres, tandis que dans la Genèse elles sont le plus souvent étrangères à celle des fils d'Israël. La Genèse, au point de vue de la science, devient donc un livre secondaire en présence de ceux que nos vrais ancêtres nous ont légués. Son importance relative diminue encore, si l'on considère le problème religieux, car il n'y a presque pas de religion dans la Genèse, tandis que l'Avesta et le Vêda en sont remplis : les Élohim, d'où l'idée d'Allah est issue, ne sont pas une conception métaphysique; le Jéhovah (Javeh) tel qu'il est dépeint, au lieu de fournir une grande théorie de l'univers, substitue à l'ordre et à la loi du monde la puissance arbitraire et le miracle; il n'y a pas entre lui et les Élohim une aussi grande distance qu'on l'a quelquefois supposé. Si les Juifs ont reçu de l'Asie centrale l'idée religieuse comme les traditions ethnologiques, ils l'ont conçue selon les aptitudes naturelles de leur race, et ils ont fait perdre à la théorie primitive le caractère métaphysique qu'elle tenait des Aryas; il n'est donc pas étonnant que le fondateur du christianisme ait vu dans sa propre doctrine moins une extension du judaïsme que le rétablissement d'une théorie « cachée depuis les anciens temps. »

Les livres hébreux trouvant leur explication historique dans ceux de l'Asie, on est conduit en face de ces derniers, et c'est à eux qu'il faut demander la lumière. Anquetil-Duperron et Eugène Burnouf en France, MM. Spiegel en Allemagne et Haug dans la partie de l'Inde où habitent les pârsis, sont ceux dont les écrits ont le plus contribué à la connaissance de l'Avesta. H. Wilson, Langlois, Roth, MM. Max Müller, J. Muir, Weber, Benfey, Aufrecht et un grand nombre d'autres orientalistes nous ont fait connaître la littérature des Vêdas. Il ressort des œuvres variées de ces savans que le livre des Perses, malgré la haute antiquité de quelques-unes de ses parties, répond par ses doctrines à un âge postérieur à celui des hymnes indiens : il offre en effet une union déjà étroite entre la théorie religieuse et les élémens sociaux et politiques de la civilisation iranienne; dans le Vêda au contraire, cette union n'existe pas, ou n'en est qu'à ses premiers commencemens; les castes n'y sont même pas encore séparées, si ce n'est dans deux ou trois hymnes plus récens que les autres. De plus la théorie métaphysique n'y est pas achevée, elle s'y montre en voie de formation; le polythéisme, qui a précédé la grande doctrine panthéistique des brâhmanes, y règne presque partout; celle-ci ne s'y laisse apercevoir que dans des chants composés par des hommes d'un génie manifestement supérieur aux autres, et ces hommes faisaient eux-mêmes partie de certains colléges de prêtres où l'on discutait ces questions. Dans l'Avesta, la doctrine a ses formules arrêtées et se rattache au nom d'un initiateur personnel, Zoroastre. Aussi quant au fond répond-elle à l'âge du brâhmanisme, avec lequel elle soutient une lutte inconnue aux chantres du Vêda. C'est donc en dernière analyse à celui-ci qu'il faut remonter, si l'on veut comprendre la nature de la religion primitive et avoir des données exactes sur son origine et sur sa formation. Or les études vêdiques, commencées seulement en 1833 par le spécimen des hymnes que publia Rosen, sont aujourd'hui assez avancées pour que ce triple problème puisse être considéré comme résolu.

I.

La naissance de la religion n'est plus un mystère. C'est un phénomène de psychologie générale qui ne suppose en lui-même aucun miracle, c'est-à-dire aucune intervention locale et extraordinaire d'une puissance supérieure à l'homme. Ce que certaines religions, et parmi elles la doctrine de Zoroastre et même celle des brâhmanes, appellent révélation ne peut être entendu que dans le sens qui paraît avoir été adopté par l'auteur du quatrième Évangile :

c'est « la lumière qui éclaire tout homme. » Seulement la portée de cette formule doit être restreinte, puisque la théorie primitive a été conçue par des hommes de race âryenne, n'a passé aux autres races qu'en s'amoindrissant, et n'a été atteinte par aucune de ces dernières, livrée à ses propres forces.

Cette révélation s'opère dans la pensée individuelle de chacun de nous : c'est ce que professent à plus de vingt reprises les auteurs du Vêda. Non-seulement ils se déclarent eux-mêmes « auteurs des dieux, » auteurs du sacrifice, créateurs des symboles et des formules sacrées; mais en identifiant avec leur propre pensée l'être pensant, avec leur vie individuelle le principe commun de la vie, et avec le feu, considéré comme universel, tous les phénomènes de la chaleur et du mouvement, ils sentent et ils proclament que ce sont eux-mêmes qui découvrent ces vérités. Par le fait, les travaux de philologie et de critique appliquée aux textes indiens, grâce auxquels on a déjà pu établir entre les hymnes une succession chronologique, montrent que les plus anciens de ces hymnes ne contiennent que peu de chose de la théorie fondamentale, et permettent d'en suivre pour ainsi dire d'année en année l'éclosion. Or cette éclosion est celle de la religion même, puisque c'est cette théorie, plus ou moins modifiée par les milieux, qui constitue le fond de toutes les religions postérieures.

Les savans se trouvent donc, comme nous l'avons dit, en présence d'un phénomène psychologique. Ce phénomène est de l'ordre le plus élevé, puisqu'il est l'acte vrai, à la fois primordial et perpétuel, de la raison. Il faut seulement ajouter que ce phénomène de psychologie ne se réalise dans toute sa plénitude que chez l'Arya; il a manqué et il manque encore en partie chez les autres races. Parler de l'unité absolue de l'être, de la pensée, de la vie, à des nègres ou à des peaux-rouges, c'est prononcer devant eux des paroles inintelligibles. Les races non âryennes de l'Arabie, de l'Égypte et de toutes les parties extrêmes de l'Asie sont aussi constituées de telle manière que leur raison manque en partie de cette faculté d'analyse qui est le caractère propre de l'homme blanc, c'est-à-dire des seuls Aryas. Quand nous lisons chez nos philosophes la description des opérations de l'intelligence, nous devons faire avant tout cette réserve, qu'il ne s'agit dans leurs livres que de l'Arya et même de l'Arya parfait, pris à son âge adulte et à son point culminant de civilisation. En réalité, l'observation nous montre chez les hommes des diverses races autant de variétés dans les facultés intellectuelles et dans le développement de la raison qu'il y en a dans la conformation physique. C'est la faculté d'analyse qui varie de l'un à l'autre, et qui va plus ou moins loin dans l'ordre de la science,

comme c'est elle aussi qui fait la différence essentielle de l'homme et des autres animaux. Chez plusieurs d'entre eux, elle sommeille; chez d'autres, elle est dans un état embryonnaire; chez les animaux supérieurs, elle est déjà très développée. Quelques-uns sont voisins de l'homme pris dans ses races les plus infimes : il y a des hommes qui parlent des langues rudimentaires, qui comptent jusqu'à trois et qui adorent un bâton; dira-t-on qu'ils ont l'idée de Dieu? Oui, sans doute, ils en ont une idée, mais elle est bien inférieure au sultan céleste des Arabes. L'Arya seul a conçu l'être, la pensée et la vie dans leur unité absolue. C'est donc lui qui est le véritable auteur de la religion, et son plus ancien livre de métaphysique est le Vêda.

La succession des hymnes qui composent ce recueil nous montre la théorie se développant chez nos aïeux pendant une période de plusieurs siècles. C'est par le travail de la pensée solitaire, par l'enseignement et par la discussion qu'elle est parvenue lentement à ses formules définitives. Le fait initial fut un coup d'œil jeté sur la nature. A cette vue d'ensemble succéda la réflexion : l'Arya essaya de saisir un lien entre les phénomènes qui avaient frappé ses sens. L'idée de force, de puissance, lui suggéra des causes immédiates auxquelles il attribua ces phénomènes, et il conçut les dieux; puis, à mesure qu'il aperçut entre les choses des rapports plus étendus et plus profonds, il comprit que ces dieux étaient des dénominations diverses de quelques forces plus simples : le nombre des dieux diminua. Enfin, le mouvement naturel de la méthode conduisant toujours les esprits dans la voie de l'unité, les hommes supérieurs qui composaient les hymnes comprirent que les forces invisibles de l'univers pouvaient être ramenées par la pensée à une force unique dont elles n'étaient elles-mêmes que des aspects variés. Ainsi la première investigation de la nature conduisit les hommes blancs de l'Asie centrale par une marche progressive à la conception de l'Être unique, qui cessa pour eux d'être une hypothèse et eut à leurs yeux autant de réalité que les choses dont il était l'explication. Sa réalité fut même plus grande et sa puissance eut nécessairement quelque chose de surnaturel, car, si les phénomènes actuels du monde sont son œuvre, ceux du passé l'étaient aussi, et ceux qui sont à venir sortiront également de son vaste sein. Comme le temps et l'espace, qui sont le lieu de production de ces phénomènes, sont illimités, la puissance de celui qu'on appela *Savitri*, c'est-à-dire le créateur, fut conçue comme infinie.

Mais il faut bien comprendre que, le point de départ de cette théorie ayant été un fait d'observation pure et simple, il n'y avait aucune raison pour nos aïeux de placer hors des choses la force qui

les produit, et que par conséquent la méthode la plus rigoureuse les conduisait à concevoir Dieu comme immanent dans l'univers. Les Sémites ne purent s'élever jusque-là, parce que cette race d'hommes, à laquelle manque en partie la puissance d'analyse, n'a jamais pu suivre une méthode dans ses conceptions, et, tout en paraissant exalter la puissance divine, n'a jamais pu franchir l'anthropomorphisme. Le Dieu des premiers chrétiens ne ressemblait point à celui des Sémites ni au Javeh des fils d'Israël : sa nature était beaucoup plus métaphysique, sinon la théorie du Christ et de sa double nature eût été absolument impossible. Plus tard, les docteurs latins et les philosophes de l'Occident se rapprochèrent de la doctrine judaïque en donnant au dogme de la création une portée qu'il n'avait pas eue chez les Aryas de l'Asie. Ils ne virent pas que, s'il est facile d'imaginer dans la solitude de son palais un Allah séparé du monde et exerçant sur les choses une puissance souveraine et irrésistible, il est moins aisé de concevoir l'Être absolu faisant de rien quelque chose, puisque le rien n'est représenté dans notre esprit par aucune idée. La création, telle que la comprenaient les Indiens et les Perses, était une production dans le sens latin de ce mot, c'est-à-dire un acte par lequel l'agent universel du monde faisait apparaître et disparaître tour à tour les formes des choses. L'acte humain, qui, lui aussi, a la vertu de produire des formes, mais qui ne va pas jusqu'à la création d'une substance, pouvait servir de type ou au moins de point de départ à l'idée qu'on se faisait de la production du monde, et ainsi l'Arya demeurait jusqu'au bout fidèle à sa méthode. La force d'esprit de nos ancêtres, telle qu'on la voit à l'œuvre dans les livres sacrés de l'Asie centrale, les place à une grande distance au-dessus des autres peuples. Autant les livres de la Bible, principalement les plus anciens, sont dépourvus de métaphysique et par conséquent de méthode et de classement dans les idées, autant les chantres sacrés de l'Asie conduisent les leurs avec ordre, avec clarté et circonspection, sans toutefois se défendre de ces élans de joie qu'éprouve toute âme humaine quand la vérité lui apparaît.

Si telle fut la méthode dont l'application engendra la théorie religieuse des peuples âryens, théorie qu'ils ont poussée jusqu'au bout et dont ils nous ont transmis toutes les formules, rien ne s'oppose à ce que d'autres peuples aient tenté la même chose, et que chacun d'eux sans le secours des autres se soit fait à lui-même une religion. C'est en effet ce que nous constatons encore aujourd'hui. Il existe chez des hommes de race très infime, confinés dans des lieux écartés, loin du commerce des autres nations, des religions entièrement dépourvues de métaphysique et dont le féti-

chisme est le dernier mot. Le sauvage ne voit pas dans son fétiche un symbole, c'est-à-dire un moyen de rappeler à son esprit une notion abstraite ou idéale : le fétiche est son dieu, dieu de race quelquefois, plus souvent dieu de famille, presque toujours dieu personnel et que chacun se taille comme il l'entend. Toutefois il est évident que, si cet homme n'avait pas jeté quelque regard pensif sur la nature qui lui apporte ses joies et ses maux, et n'avait pas cru saisir en elle des forces invisibles et souveraines, il n'aurait pas eu l'idée de condenser en quelque sorte toute la puissance de l'univers dans un morceau de bois, dans une pierre, dans quelque reste d'un tissu grossier. Il a donc commencé comme l'Arya : seulement sa faculté d'analyse était très bornée; il s'est arrêté dès le premier pas, et il est retombé dans la matière, d'où un élan spontané semblait l'avoir fait sortir.

Les vieilles religions chinoises et tartares étaient certainement supérieures au fétichisme, comme les hommes de race jaune sont supérieurs aux nègres et aux peaux-rouges. Les peuples de l'extrême Asie avant l'arrivée du bouddhisme s'étaient donné pour doctrine un polythéisme qui existe encore, et qui ne ressemble point à celui des Indiens, des Germains et des anciens Grecs, car les peuples jaunes ont regardé le leur comme le dernier mot de leur religion. Chez ces autres peuples, les dieux étaient l'héritage que leur avaient légué leurs ancêtres dans un temps où l'on en était encore à la première étape de la théorie. On peut regarder comme établi que les migrations helléniques ont quitté l'Asie centrale avant l'époque du Véda. Celles du nord-ouest de l'Europe l'avaient probablement quittée plus tôt encore, à une époque où la pluralité des forces divines était la croyance commune, mais provisoire de notre race. Il en avait été de même des Latins; mais lorsque se produisit la grande scission qui sépara les derniers Aryas en deux groupes, dont l'un prit sa route vers l'Inde et l'autre vers le sud-ouest, les uns et les autres étaient sur le point d'atteindre au bout de la méthode, et touchaient au dogme de l'unité. Toutefois il fallut encore toute la période du Véda pour que les Indiens s'élevassent jusqu'à concevoir le Brahmâ producteur du monde, et ce fut après cette période de plusieurs siècles qu'un dernier pas dans l'abstraction métaphysique les conduisit à cet autre Brahmâ, neutre, absolu et inactif, unité supérieure à l'être, à la puissance, et à laquelle « l'univers est suspendu comme une rangée de perles à un fil. » Un travail tout semblable de la raison analytique fut accompli par les Aryas du sud-ouest qui furent les Iraniens, c'est-à-dire les Mèdes et les Perses. Après s'être arrêtés pratiquement à ce qu'on a nommé le dualisme d'Ormuzd et d'Ahriman, dualisme qui est en réalité

identique au dogme indien du Brahmâ créateur, ils poussèrent la théorie jusqu'à concevoir le principe absolu et neutre qu'ils désignèrent par l'épithète d'inactif, *akarana*.

Lors donc que nous attribuons à la race âryenne et principalement aux Indiens et aux Iraniens la découverte de la théorie métaphysique, base unique de la religion, nous n'excluons aucun des autres peuples de la même race, et nous ne négligeons pas non plus les hommes des races inférieures; mais les faits démontrent que cette théorie n'a été complète que chez les deux grandes nations de l'Asie, parce qu'elles seules n'ont pas reculé devant les conséquences de la méthode. Les peuples des autres races, après être entrés aussi dans la même voie, ne s'y sont avancés que jusqu'où leurs aptitudes physiques et intellectuelles leur ont permis d'aller. Les uns s'y sont arrêtés dès le premier pas. Les autres ont commencé le travail de généralisation et compris qu'une grande puissance suffirait pour expliquer l'univers; cependant, ne pouvant concevoir les notions métaphysiques dégagées de toute figure sensible, ils ont fait leur dieu à leur image et l'ont revêtu d'une majesté royale agrandie, mais tout humaine. Au fond, la méthode que les peuples ont suivie et qu'ils suivent encore dans leurs conceptions religieuses est la même pour tous : il n'y a de différence que dans le degré. Ces différences dans l'application qu'ils font d'une méthode commune proviennent de leur constitution physique et morale, et donnent la mesure de leur intelligence.

Beaucoup de personnes admettent aujourd'hui que, prise dans son ensemble, la race âryenne est née la dernière, quelle que soit d'ailleurs la manière dont elle est née, et qu'elle avait été précédée de races inférieures dont plusieurs peut-être ont disparu. Il est certain par exemple que l'Inde était peuplée par des hommes de couleur lors de l'arrivée des Aryas dans ce pays, et que de même, quand les Aryas se présentèrent dans l'Occident, l'Europe était depuis longtemps habitée. Si les Celtes sont Aryas, les Basques et les Ibères ne le sont pas; ceux qui ont dressé les antiques pierres sépulcrales de la Bretagne, de l'Afrique et d'autres contrées, ne semblent pas non plus l'avoir été. Jadis aussi les missionnaires bouddhistes de Samarkande sont allés jusque dans le Nouveau-Monde et se sont établis probablement au Mexique; mais ces représentans de la race âryenne n'ont certes pas mêlé beaucoup de leur sang à celui des sauvages habitans de ces contrées. Il n'est pas admissible au point de vue de la science que les hommes de ce qu'on appelle l'âge de pierre fussent de la même race que les Indiens, les Perses et les Hellènes. Or il est constant que toutes ces populations plus ou moins anciennes ont eu des ébauches de religion, et

se sont élevées plus ou moins haut dans l'ordre des idées avant que la théorie âryenne apparût sur la terre; mais que ces ébauches aient été le point de départ et le commencement de cette théorie, c'est ce que la science n'admet pas. En principe, les Aryas ont les mêmes facultés intellectuelles que les autres hommes, elles sont seulement plus développées chez eux; ils n'ont pas besoin que d'autres leur découvrent le tableau de la nature, et seuls ils savent tirer de ce spectacle les enseignemens métaphysiques qu'il contient. En fait, les livres sacrés de l'Asie nous prouvent qu'eux-mêmes ont créé cette théorie et ne l'ont empruntée à personne.

La transmission aussi bien que la naissance des idées religieuses se réduit donc à une question de méthode. Les hommes des races primitives et infimes, n'ayant point créé la théorie, n'auraient pu transmettre à leurs successeurs que leurs grossières ébauches; mais ceux-ci, en les recevant et en les soumettant à une méthode plus avancée et plus sûre, les auraient transformées au point de les renouveler entièrement. Un legs de ce genre eût donc été illusoire et par conséquent inacceptable pour les héritiers, comme il est inadmissible aux yeux de la science. La hiérarchie naturelle des races humaines se retrouve dans toutes leurs œuvres et surtout dans leur œuvre par excellence, la religion. Les divinités grossières du polythéisme chinois ou dravidien sont déjà supérieures à des fétiches, et les fétiches ne les ont point engendrées. Ces divinités à leur tour n'ont pas été les formes premières des déités indiennes, lesquelles procèdent des temps vêdiques, et étaient d'une nature tellement mobile qu'elles ont pu s'assimiler les unes aux autres et se perdre dans la grande unité brâhmanique. Plus on analyse ces faits aujourd'hui si nombreux et si bien constatés, plus on demeure convaincu que l'inégalité des religions dérive non d'un vice dans la méthode, mais du degré où les peuples sont parvenus dans l'application qu'ils en ont faite.

Depuis que les Aryas ont mis au jour la grande théorie religieuse, elle tend par la force des choses à conquérir le genre humain tout entier. Ce qu'une race est hors d'état de créer, elle peut le recevoir d'une autre, au moins en partie. Ainsi les missionnaires des diverses religions âryennes qui sont allés catéchiser des jaunes, des peaux-rouges ou des noirs, ne les ont pas trouvés entièrement rebelles. L'exemple du Tibet converti au bouddhisme nous montre un peuple mongol presque féroce adouci par la prédication et la mansuétude des prêtres indiens. Il en a été de même à Ceylan, comme on peut le voir dans plusieurs beaux récits bouddhiques traduits en français. Les *Éthiopiques* d'Héliodore, dont nous avons déjà parlé, sont une autre preuve du même fait, qu'il est d'ailleurs facile de

constater chez tous les peuples de couleur où séjournent des missionnaires chrétiens; mais ces derniers savent et ont raconté cent fois que leur action sur ces peuples est toute morale, et que les intelligences y sont presque fermées au dogme et à la théologie. D'autre part, c'est un fait aujourd'hui bien connu que le mélange de deux races inégales tend à faire disparaître la moins parfaite des deux : quand un blanc épouse une négresse, leur enfant est mulâtre; quand deux mulâtres de sang égal se marient entre eux, leur enfant est plus blanc qu'eux-mêmes. Ce fait est l'application d'une loi générale de la nature régissant la production des hybrides, loi en vertu de laquelle l'hybridité tend toujours à disparaître, de sorte que les formes mixtes reviennent aux types qui les avaient engendrées. Or la constitution physique des êtres vivans est parallèle à leur constitution psychologique : ainsi le mélange, même à parties égales, des races inférieures avec les hommes les plus parfaits a pour conséquence de les préparer à recevoir la doctrine dans une proportion de plus en plus grande et de les rendre enfin semblables à nous; mais par ce mélange elles disparaissent. Les mariages peuvent donc faire pour l'élévation intellectuelle et morale des races non âryennes plus que la prédication immédiate et solitaire, car ils sont la préparation de cette dernière et la vraie condition du succès. Si par la fusion des races les hommes imparfaits viennent jamais à acquérir les aptitudes qui leur manquent, la théorie fondamentale pourra dès lors être comprise et acceptée par le genre humain tout entier, et donner lieu à une église véritablement universelle. Nous sommes loin de ce terme aujourd'hui, et la lutte des religions entre elles ne semble pas faite pour nous en rapprocher.

De quelque manière qu'on envisage le problème de la naissance, du développement et de la transmission des religions, il se réduit toujours à une question de méthode plus ou moins bien comprise et appliquée. Cette méthode est parfaitement connue depuis qu'on a pu la voir à l'œuvre dans le plus ancien monument de notre race, les hymnes indiens, et en suivre jusqu'à nos jours les conséquences et les applications. Pour la résumer, disons qu'elle se compose de trois actes successifs de l'intelligence : l'observation des faits naturels, la généralisation de ceux-ci, c'est-à-dire la réduction à des unités idéales de plus en plus étendues et de moins en moins nombreuses, enfin cette induction rationnelle qui au-delà des phénomènes aperçoit l'être réel et permanent dont ils sont la manifestation. L'absence des deux derniers actes aboutit au fétichisme; une généralisation inachevée a pour conséquence la pluralité des dieux; quand les trois opérations de l'intelligence sont exécutées

dans toute leur plénitude, la théorie métaphysique qui a pour base l'unité de Dieu, c'est-à-dire de la substance, de l'acte créateur et de la loi, apparaît au milieu d'un peuple et y devient ce qu'on a appelé religion ; tout le reste, c'est-à-dire le culte et les symboles, y est la conséquence et l'expression de cette théorie.

Le lecteur accoutumé aux spéculations de la philosophie n'aura aucune peine à comprendre et à admettre que la méthode d'où la religion est née est précisément celle que la science a constamment suivie et qu'elle suivra toujours, car les méthodes de l'esprit humain ne sont ni nombreuses ni variées. Si l'on omet les méthodes mathématiques uniquement applicables à des abstractions et qui ne peuvent nous faire découvrir à elles seules ni la substance des êtres, ni les causes des phénomènes, les autres procédés de l'esprit se réduisent à ceux que nous venons de décrire. C'est à l'emploi régulier et exclusif des deux premiers, seuls suivis dans les sciences d'observation, que sont dus les progrès accomplis dans les temps modernes en physique, en chimie, dans toutes les parties des sciences naturelles, et enfin dans cette connaissance des modes et des lois de la pensée humaine qu'on a improprement nommée psychologie. Le troisième procédé de l'esprit est propre à la métaphysique : c'est par lui surtout que la science se rapproche de la religion. Dieu en effet n'est point observable et n'est pas non plus une abstraction : en général, l'observation n'atteint jamais ni la réalité, ni l'être, elle atteint seulement leurs formes, leurs apparences, leurs modes passagers. La moindre notion de philosophie et la plus simple réflexion nous disent que ni la chimie ni l'anatomie ne nous dévoilent la nature intime des corps ou des êtres vivans. Qu'on les divise autant qu'on le pourra, leurs parcelles les plus ténues ne se voient jamais que par le dehors et ne laissent rien apercevoir de la substance qui les constitue. Lors donc qu'un homme avance une opinion sur cette dernière, il fait acte de métaphysicien, et n'est plus en cela ni chimiste, ni naturaliste. Il en est de même du psychologue : quelque spiritualiste qu'il se prétende, son esprit n'a cependant pas le pouvoir de saisir en lui-même sa substance nue; il ne perçoit que les phénomènes de sa pensée et voit, lui aussi, son âme en quelque sorte par le dehors. Les actes de la volonté, où quelques-uns croient saisir leur propre substance, n'échappent pas à cette règle, car ces actes ne vont pas jusqu'à créer des êtres, et tout notre pouvoir s'épuise à produire des phénomènes. S'il en était autrement, dans cet acte de conscience qui sert de point de départ à la psychologie nous saisirions la substance absolue et nous serions Dieu, ce qui est insensé. La psychologie n'a donc rien de commun avec la métaphysique. Celle-ci se compose d'un ordre à part de conceptions très

élevées dont l'objet n'est nullement arbitraire, ni abstrait, ni idéal, mais est réel et infini. Cet objet est précisément celui de la théorie sacrée.

Les méthodes scientifiques sont donc, comme on le voit, identiques à celles que nos ancêtres de l'Oxus ont suivies quand ils ont conçu et fondé la religion, et jusque-là religion et science sont deux termes synonymes. Ce n'est pas en effet sans raison que le livre où la théorie religieuse la plus ancienne est déposée porte le nom de *Vêda*, qui veut dire *science*, car cette théorie n'était rien moins que la science complète des anciens temps. D'où vient donc que religion et science semblent aujourd'hui deux termes qui s'excluent l'un l'autre? On verra tout à l'heure que cette exclusion n'est qu'apparente; mais cette apparence même n'est plus un mystère depuis que la science comparée des religions a permis d'énoncer les lois auxquelles elles sont soumises. La nature entière en effet procède dans le déploiement de ses forces vivantes par des périodes successives et non d'une manière continue. La plante ne pousse pas toujours; elle suit les saisons, les alternatives du jour et de la nuit, celles de la pluie et du soleil. L'enfant, ainsi que les petits des animaux, grandit par périodes alternées de croissance et de repos; enfin l'évolution spontanée de ses facultés intellectuelles et morales est soumise aux mêmes conditions. Si, au lieu de s'arrêter aux individus, on envisage l'espèce, on la voit reproduire en grand les mêmes phénomènes, parce que l'espèce, n'existant que dans les individus, a pour lois celles auxquelles eux-mêmes sont soumis. Théoriquement, on est donc conduit à penser que l'esprit de l'homme prend possession de la nature non pas en une seule fois et par un travail non interrompu, mais par périodes entre lesquelles des repos plus ou moins prolongés doivent se produire. L'histoire est d'accord avec la théorie. Tout le monde sait de quelle époque date la science moderne, ou, pour mieux dire, dans quel temps a commencé chacune des sciences particulières aujourd'hui cultivées. Il en est de toutes récentes, comme la chimie, la science du langage et celle des religions; d'autres, comme la physique et l'astronomie, sont plus anciennes; quelques-unes remontent à des époques encore plus reculées; toutes ont leurs commencemens dans l'antiquité âryenne et principalement chez les Grecs. C'est au temps de Solon que la science indépendante se manifesta d'abord en Occident; son avénement coïncida avec celui de la démocratie, dont ce grand homme fut pour l'humanité le premier organisateur. Après une période initiale où elle eut à lutter à la fois contre le polythéisme et contre les aristocraties helléniques, elle conquit sa place en Europe par la mort de Socrate, qui fut

pour elle comme une consécration. Libre depuis ce jour, elle grandit avec Platon, reçut d'Aristote ses formules générales, ses règles et ses méthodes, fut cultivée et appliquée par les alexandrins; le dernier d'entre eux, Proclus, entreprit l'étude que nous réalisons en ce moment, et malheureusement mourut sans avoir accompli sa tâche. Après l'édit de Justinien qui, en 529, ferma les écoles païennes et libres, la science s'endormit en quelque sorte dans la longue nuit que le moyen âge chrétien et barbare fit régner sur nous. Le retour de l'hellénisme suscita en même temps l'esprit de liberté et l'amour de la science, que favorisaient d'ailleurs les instincts naturels des populations germaniques répandues jusqu'au cœur de l'Italie. C'est en vain que la politique des états et celle de l'église lutta contre la science : les savans d'abord, les peuples après eux, ne tardèrent pas à comprendre que la vie nouvelle était à ce prix, que les vieilles formes de la pensée devaient être rajeunies par la science, qu'elle seule enfin pouvait étendre le pouvoir de l'homme et affermir son règne sur la nature.

Ce qui caractérise la science moderne depuis Solon jusqu'à nous, c'est l'analyse. Depuis le jour où Xénophane déclara que, « si les chevaux se faisaient des dieux, ils leur donneraient la forme d'un cheval, » il fut entendu que tout le travail de l'intelligence qui avait produit le polythéisme devait être repris, et l'analyse portée dans ces matières. On vit dès lors les différens ordres de phénomènes naturels et d'idées se séparer les uns des autres et devenir successivement l'objet de sciences particulières qui furent créées. Socrate mit les Grecs sur la voie de la psychologie. Platon, son disciple, inaugura la métaphysique, et appliqua l'analyse à la morale et aux institutions politiques. Les pythagoriciens s'adonnèrent aux sciences exactes. Aristote créa et acheva à lui seul la science des méthodes dans des livres qui portent le nom d'*Analytiques;* il fonda la météorologie, la physique du globe, l'anatomie simple ou comparée, l'histoire naturelle, et donna de l'âme, considérée comme principe vivant et pensant, une théorie qui n'a point été surpassée. Ses méthodes, enseignées et pratiquées après lui non-seulement dans son école, mais dans le monde hellénique tout entier, suscitèrent dans Alexandrie, Tarse, Antioche, Pergame, Athènes et ailleurs des recherches scientifiques et des applications que la dissolution de l'empire, l'ascétisme chrétien et l'invasion des peuples du nord purent seuls arrêter. Quand les sciences reprirent vigueur chez les modernes au temps de l'entrée des Turcs à Constantinople, de la découverte du Nouveau-Monde et de la réforme, elles restèrent séparées les unes des autres, et, loin de tendre à se confondre, elles engendrèrent en se divisant des sciences nouvelles. On reconnut

le domaine propre de chacune d'elles, et quand on vit clairement l'objet dont chacune avait à s'occuper, on put appliquer à l'étude de la branche de connaissances ainsi circonscrite une méthode précise et les procédés les mieux appropriés. Ainsi la nature entière, physique ou morale, fut comme un vaste territoire dont chaque parcelle fut explorée et cultivée par les hommes les plus capables avec les meilleurs instrumens. Aujourd'hui, quand un chimiste étudie les phénomènes de la vie, il sait qu'en cela il n'est plus chimiste, ou il se trouve là un physiologiste pour l'en avertir. Celui qui recherche au moyen du spectre la composition chimique du soleil sait ce qui dans cette étude appartient à l'astronomie, à la physique ou à la chimie, et il ne confond ni les sciences ni les faits. Il en est de même du moraliste, du psychologue et du métaphysicien, dont les études peuvent toucher à toutes les parties de la vie individuelle ou sociale ainsi qu'à beaucoup de sciences et n'en ont pas moins leurs domaines et leurs objets parfaitement définis. Il est donc évident que l'analyse domine tout le travail de la société moderne, et que nous sommes dans une seconde période de science. La précédente a été la période hellénique, qui de Solon à Justinien n'a pas duré moins de mille ans, celle où nous sommes compte à peine jusqu'à ce jour quatre cents ans de durée; mais comme aux procédés analytiques des anciens et à leurs moyens d'investigation nous en avons ajouté de nouveaux, il nous a été permis de marcher plus rapidement qu'eux ou tout au moins de nous avancer dans la science plus loin qu'ils ne l'avaient fait.

Que le lecteur veuille bien le remarquer, c'est ici que se manifeste de la façon la plus éclatante cette puissance d'analyse qui est le caractère propre de notre race. La Chine est arrêtée depuis plusieurs milliers d'années et n'a pu faire un pas nouveau, même après avoir reçu le bouddhisme. Les Sémites ont traduit et porté d'Orient en Occident une petite portion de la science indienne et hellénique, ils n'y ont rien ajouté. Les Indiens au contraire n'ont pas cessé d'apprendre, et depuis que le gouvernement anglais a établi chez eux un système régulier d'enseignement, brâhmanes et pârsis courent aux écoles, s'initient à nos sciences, renoncent à leurs institutions surannées, viennent chez nous, et ne tarderont point à être semblables à nous (1). J'entends dire que beaucoup d'entre eux attendent l'ouverture du canal de Suez pour venir en Europe étudier nos sciences et les applications qu'elles ont reçues.

Cette seconde période de science où nous sommes doit son ori-

(1) Il y a en ce moment à Londres six jeunes brâhmanes et un pârsi; il y a un pârsi à l'École forestière de Nancy. C'est là un fait considérable, puisque tout Arya qui sort de l'Inde perd sa caste et risque de n'être plus accueilli parmi ses coreligionnaires.

gine et ses élémens à la première. Le nom de Pythagore est connu dans l'Europe entière, Euclide passe encore pour le plus grand géomètre qui ait été, Aristote est le père des sciences d'observation et le premier qui ait préconisé l'analyse. Quant au moyen âge, il a été une période de repos entre la science hellénique et la science moderne. Si l'on remonte plus haut dans le passé, on rencontre au-delà de Solon et de ceux qu'on a nommés les sages, c'est-à-dire les savans, une autre période de repos dont il est impossible de fixer historiquement la durée. Elle répond à la formation des sociétés helléniques, comme notre moyen âge est la période d'incubation des sociétés modernes. Elle avait elle-même été précédée dans la race âryenne d'un travail d'esprit très actif et très fécond dont les grands textes sacrés de l'Asie sont les derniers monumens. Ces textes sont sacrés parce qu'ils ont été la base de l'institution religieuse, mais ils sont en même temps des textes scientifiques au même titre que ceux de Platon, parce qu'ils renferment la théorie qui a précédé la période hellénique de la science et parce qu'eux-mêmes proclament en cent endroits qu'ils contiennent la science. Quand on songe que cette théorie fut obtenue par nos ancêtres au moyen des mêmes méthodes que nous employons encore aujourd'hui, il devient manifeste que la partie théorique de la religion primordiale représente toute la science des Aryas telle qu'elle fut dans ces anciens temps, et que par conséquent la religion est la première forme de la science. Si l'on compare la science moderne à celle des anciens Hellènes, on voit que ce qui a manqué à ces derniers, ç'a été uniquement ce degré supérieur d'analyse et ces procédés analytiques que nous possédons. D'un autre côté, que l'on compare la science hellénique avec celle qui est contenue dans le Vêda et dans l'Avesta, on se convaincra bientôt que la première est à son tour beaucoup plus analytique que la seconde, et qu'il y a entre elles le même rapport qu'entre la grecque et la moderne.

Voilà donc encore une loi très simple du développement de l'esprit humain, loi qui ressort manifestement de l'étude comparée des religions et des sciences. Les unes et les autres ont un élément commun, qui est la méthode, et cette méthode n'est que l'application régulière de l'intelligence à son objet. La différence vient de ce que les procédés dont cette méthode a fait usage ont été de plus en plus analytiques. Prise telle qu'elle est dans les livres sacrés de l'Asie, la théorie de l'univers se présente sous la forme d'une synthèse définitive; mais, si l'on étudie les élémens de cette théorie, les noms des dieux, leur nature, leur signification, celle des symboles et la valeur des rites, et si l'on recueille d'autre part les

expressions simples et non figurées qui fourmillent dans le Véda, on s'aperçoit que cette synthèse, dont l'Être absolu est le centre, a été précédée d'une analyse et d'une vue distincte des phénomènes du monde. Que ce travail ait duré longtemps, c'est ce dont on ne peut douter, car non-seulement les hymnes indiens que nous possédons comprennent une étendue de plusieurs siècles, mais ils font souvent allusion à des doctrines, à des conceptions idéales et à des rites dont ils attribuent l'invention à des ancêtres fort reculés. Ces livres ne sont donc pas absolument primitifs : la phase de science qu'ils représentent n'a pas été la première, et l'on est en droit d'en supposer d'autres dont il ne reste ni monumens ni souvenir. Le premier coup d'œil de l'homme sur la nature nous échappe; nous ne pouvons en avoir quelque idée que par le moyen de cette loi qui introduit dans la pensée humaine une part de plus en plus grande d'analyse, et la fait sortir de la synthèse primordiale où le monde et elle-même étaient enveloppés.

Ainsi de même que toutes les formes de la vie procèdent d'une cellule qui les renferme en puissance dans une indivisible synthèse, et d'où elles sortent ensuite par une division spontanée comparable à une analyse, de même les œuvres de l'esprit se sont déployées tour à tour suivant un mode uniforme en vertu d'un principe rationnel toujours le même. Si nous considérons nos sciences comme plus avancées que celles de l'antiquité, ce n'est pas qu'elles soient plus vraies qu'elles, c'est qu'elles sont plus analytiques; mais déjà celles de l'antiquité grecque, au point où elles étaient par exemple à l'époque des Antonins, étaient plus avancées que celles des Aryas de l'Asie, parce qu'elles avaient poussé beaucoup plus loin l'analyse et l'étude des conditions métaphysiques des phénomènes de la nature. Au fond, la somme de vérité que contient une période scientifique est toujours la même; la différence vient uniquement de l'état où la vérité se présente à l'esprit. De même il y a autant de vie dans un enfant que dans un homme fait, et dans l'œuf que dans l'oiseau, le mammifère ou le poisson; s'il en était autrement, jamais l'œuf ne deviendrait un animal : la différence consiste dans l'état de développement plus ou moins complet, c'est-à-dire d'analyse, où les forces vitales contenues dans l'œuf sont parvenues.

Si la théorie sacrée des Aryas est la forme que la science a revêtue dans sa phase asiatique, il s'ensuit que la religion est vraie au même titre que la science, et que, si elle est fausse, cette dernière l'est aussi. L'objet est le même, la méthode est la même, les procédés seuls sont plus ou moins parfaits; la religion a dû énoncer par des formules très simples et très compréhensives précisément ce que la science énonce en formules plus variées, plus nom-

breuses, plus restreintes et plus précises. Il s'ensuit en outre qu'il n'est pas logique d'opposer, quant à leurs principes, la religion et la science, et de penser que l'une repousse la recherche libre de la vérité, tandis que l'autre l'appelle. Les prétentions de quelques églises ne sont pas les dogmes communs de l'humanité. Jamais les brâhmanes n'ont proscrit le libre examen; en Occident, si une partie du sacerdoce romain l'interdit, une autre l'accepte, l'immense majorité des fidèles le pratique; enfin le protestantisme l'a pris pour une de ses règles. Or les protestans ne sont pas moins religieux ni moins chrétiens que les ultramontains du catholicisme. En fait, la pensée de l'homme est libre dans la religion comme dans la science, et la science des religions dont nous donnons ici l'esquisse est assez avancée déjà pour qu'il soit possible de voir le terrain sur lequel cessera un malentendu dont la science et la religion ont également souffert.

II.

Dans les pages qui précèdent, il n'a été question que de la méthode suivie jadis par les auteurs de la religion et dans les temps modernes par les savans. Nous devons maintenant exposer les résultats généraux auxquels ont abouti jusqu'à ce jour les uns et les autres. La religion et la science ont pareillement en vue de donner la formule générale de l'univers, c'est-à-dire une expression qui, en se diversifiant, fournisse l'explication de tous les phénomènes physiques, intellectuels et moraux. Nous avons exposé comment cette formule se trouve tantôt simplement énoncée dans les rituels des différentes églises, tantôt implicitement contenue dans les symboles ou représentée comme une action dramatique dans les cérémonies du culte. Puisque tous ces élémens qui constituent la religion se trouvent mêlés avec des élémens étrangers, moraux, politiques ou ethnologiques, le premier travail du critique est de les en dégager et de les faire apparaître dans leur pureté et dans leur sincérité. Le physicien qui voudrait connaître la loi de l'élasticité des vapeurs n'irait point l'étudier dans les machines qu'emploie telle ou telle industrie, principalement si les chefs de ces établissemens avaient intérêt à ne la point divulguer. Il est souvent difficile au prêtre de dévoiler les mystères de sa religion particulière; le simple fidèle au contraire a non-seulement le pouvoir, mais le droit de le faire, parce que la religion n'appartient pas au prêtre, et qu'elle est le commun héritage de l'humanité. Le premier qui autrefois ait tenté sur les religions les études qui se réalisent aujourd'hui, ce fut, comme nous l'avons dit, Proclus; il avait conçu deux pensées d'une justesse profonde, à savoir que l'humanité suit deux

voies parallèles, la religion et la science, et que toutes les religions se réduisent à une seule, dont les élémens peuvent être déterminés et l'origine reconnue. Proclus manquait peut-être des documens qui depuis un demi-siècle se sont accumulés entre nos mains, et d'une autre part la science avait fourni une carrière moins vaste qu'elle ne l'a fait de nos jours. C'est donc nous qui les premiers pouvons aborder le problème avec des procédés scientifiques et des moyens suffisans d'investigation.

Or de toutes les études accomplies dans ces dernières années il ressort invariablement que les formules fondamentales de la religion reposent sur l'unité absolue de l'être, l'identité de la substance, l'universalité du principe de la vie et l'impersonnalité de la raison. Il n'est pas nécessaire de descendre jusqu'aux temps du brâhmanisme et du mazdéisme persan pour trouver ces doctrines énoncées en termes formels dans les religions âryennes. Les hymnes indiens les renferment déjà, citons par exemple ces versets d'un hymne adressé à l'auteur de toutes choses, Viçwakarman :

« Le père de cet univers qui étonne nos yeux a dans sa pensée enfanté les ondes, et ensuite le ciel et la terre... Il s'élève avec splendeur, prêtant à tout sa beauté... En lui, sept pontifes ne font qu'un seul être supérieur; en son honneur, ils présentent avec allégresse l'offrande et la prière. Celui qui est notre père, qui a engendré et qui contient tous les êtres, connaît chaque monde. Unique, il fait les autres dieux; tout ce qui est le reconnaît pour maître... Les eaux ont porté dans leur sein celui qui donne la lumière à tous les êtres divins. Sur l'ombilic de l'incréé reposait un germe dans lequel se trouvaient tous les mondes. Vous connaissez celui qui a fait toutes ces choses; c'est le même qui vit au dedans de vous. »

Toute la genèse des êtres vivans ou inanimés et celle du saint sacrifice sont exposées dans un hymne adressé à Pouroucha, qui est le principe masculin suprême. Partout Agni, le feu, est présenté comme la vie universelle, la cause motrice, la source de l'intelligence, et en même temps comme l'agent de l'œuvre sainte et le mystique sacrificateur. Dans le long morceau attribué à Dîrghatamas, et qui dans l'Inde porte le nom de « grand hymne, » le poète, après avoir indiqué les voies mystérieuses que suit le principe igné qui brille dans le soleil et sur l'autel, ajoute :

« L'esprit divin qui circule au ciel, on l'appelle Indra, Mitra, Varouna, Agni; les sages donnent à l'être unique plus d'un nom. »

Ailleurs il dit :

« L'homme agit, et sans le savoir n'agit que par lui; sans le voir, il

ne voit que par lui; enveloppé dans le sein de sa mère, il est sujet à plusieurs naissances... Le ciel est mon père; il m'a engendré. J'ai pour famille tout cet entourage céleste. Ma mère, c'est la grande Terre. »

Et, comme ayant conscience de la double méthode qui conduit à la science, le même poète dit encore :

« Celui qui connaît le père du monde au moyen des choses d'ici-bas peut connaître tout cet univers au moyen des élémens supérieurs. »

Mais, pour se rendre un compte exact des doctrines répandues dans le recueil des hymnes, il ne suffit pas d'en lire quelques citations; il le faut étudier tout entier dans sa langue et comprendre la signification des mythes et des figures dont il est rempli.

Lorsqu'on passe ensuite aux livres brâhmaniques ou à ceux que les Perses ont conservés en les attribuant à Zoroastre, on voit que les élémens de doctrine dispersés dans le Vêda se sont réunis, condensés en quelque sorte, et que le travail intellectuel des Aryas a définitivement abouti à cette unité absolue de l'être dont nous avons déjà parlé. Ces deux séries de monumens doivent conséquemment être regardés comme la dernière expression de la pensée âryenne touchant au terme d'une antique période scientifique. En effet, lorsque le Brahmâ neutre d'une part et l'être non actif de l'autre eurent été respectivement conçus par les Indiens et par les Iraniens, il n'y avait plus rien à chercher au-delà; la période d'activité intellectuelle où ils étaient se fermait. Quand on résume tout l'ensemble d'idées élaboré jusque-là par ces deux peuples, on voit au sommet l'unité absolue et neutre qui, en se déterminant, devient le moteur universel du monde, le principe de la vie et l'objet suprême de la pensée. En déployant son activité éternelle, le dieu producteur du monde y introduit un principe féminin qui fut appelé *Mâyâ* dans la langue sanscrite et qui est en métaphysique la possibilité du plus et du moins, c'est-à-dire le principe de la quantité. Envisagé dans l'univers, le dieu suprême reçoit le nom de Feu et constitue dans les animaux et les plantes d'une part la vie individuelle et transmissible, de l'autre l'idée, c'est-à-dire les formes soit physiques, soit intellectuelles. Du moment où l'unité absolue est conçue comme productrice et unie à une mâyâ, cette dualité se retrouve nécessairement dans ses productions inférieures à tous les degrés de l'échelle. Dès lors il devient possible de comprendre les phénomènes du mouvement, qui s'opèrent dans le temps et dans l'espace, ceux de la vie, qui ne se perpétue que par son dédoublement en deux sexes, et enfin ceux de la pensée individuelle, dont la plus simple expression contient deux élémens irréductibles entre eux. La même

théorie explique les ressemblances des êtres considérés soit dans leurs formes physiques, dont l'unité de dessin frappe les yeux les moins exercés, soit dans leurs fonctions intellectuelles, dont une seule, la raison, est identique en tous ceux qui la possèdent. En résumé, l'univers ainsi conçu se présente comme un tout harmonique dont un être unique et éternel anime toutes les parties et engendre toutes les lois.

On peut, si l'on veut, donner à cette doctrine le nom de panthéisme. Observons cependant que c'est là un mot barbare, qui n'a jamais été employé par les Grecs, qui n'a son correspondant ni dans le sanscrit, ni dans le zend. Ce mot a la mauvaise fortune de sonner mal à certaines oreilles et d'effrayer les esprits timides ou prévenus; il en est de lui comme du mot république, qui épouvante beaucoup de gens, quoique le gouvernement d'un peuple par lui-même se soit vu plus d'une fois dans l'histoire et n'ait pas été plus mauvais qu'un autre. Si nous employons le mot panthéisme, tout mal formé qu'il est, c'est en lui enlevant tout l'odieux dont on a cherché à l'entourer, c'est dans la conviction que les doctrines indo-perses ne le cèdent à aucune autre, et ont de beaucoup surpassé toutes celles que les peuples avaient conçues auparavant.

Lorsque les Grecs commencèrent à philosopher, on sait qu'ils se jetèrent tout d'abord dans la métaphysique, et construisirent des systèmes physiques ou idéaux dans lesquels ils proposèrent un élément de leur choix comme substance universelle des êtres; mais la science ne peut pas marcher si vite. Dès l'époque de Périclès, les hommes des temps nouveaux qu'on a nommés sophistes et Socrate lui-même faisaient table rase de ces hypothèses précipitées; la méthode s'introduisait, et, tandis que les sectes mystiques continuaient la tradition de dogmes secrets et orientaux, l'observation, la discussion et l'analyse des faits occupaient les esprits indépendans; la science s'élaborait. Platon, avec un génie supérieur et sans doute aussi par quelque inspiration venue d'Asie, proposa un système qu'il est difficile de nommer panthéisme, et où pourtant il affirme l'unité de la substance, la nature métaphysique de la matière, sa réduction à une mâyâ éternelle, la périodicité des phénomènes du monde, et ces grandes lois qui, sous des expressions et des figures symboliques, se rencontraient dans les doctrines de l'Orient. Le système d'Aristote, qui vint après, sembla une réaction contre le platonisme. Au fond, ce savant ne faisait que ramener les esprits à la prudence; il proclamait comme une nécessité absolue l'observation des faits, et il préparait les matériaux de la science qui devait grandir après lui.

On vit en effet pendant les huit siècles que dura la science

alexandrine, depuis Ptolémée Soter jusqu'à Justinien, beaucoup de lois qui régissent les phénomènes se dégager tour à tour dans la statique, l'hydrostatique, l'astronomie, la physique, la physiologie des animaux et des végétaux, dans la géographie et la météorologie. Pendant ce temps, les anciennes écoles philosophiques s'épuisaient; les philosophes étaient devenus des logiciens ou des moralistes fort peu au courant des sciences positives et passant leurs jours à raisonner sur des abstractions ou à lutter contre les tristes réalités de la vie. Il vint un temps néanmoins où les sciences furent assez développées et l'esprit scientifique assez fort pour qu'une nouvelle école tentât de reconstituer l'ensemble de l'univers dont les savans s'étaient partagé l'étude. Tout le monde sait quelle doctrine produisirent les efforts des philosophes alexandrins. On vit durant cette période, où la science alexandrine lutta souvent contre le christianisme naissant, les hommes les plus savans et les plus sérieux s'accuser entre eux de brâhmanisme et de pârsisme. En effet, les philosophes et un grand nombre de chrétiens, surtout en Orient, professaient l'unité du principe absolu et la consubstantialité de tous les êtres. Comme la théorie chrétienne n'était autre que la religion primitive des Aryas, il n'y a pas lieu de s'étonner que des chrétiens adoptassent facilement cette idée; mais ce qui est bien plus instructif pour nous, c'est de voir toute la science des Grecs se résumer alors dans une vaste synthèse philosophique et aboutir à l'unité de la substance avec toutes les conséquences qui en découlent. La période scientifique qui commence à Thalès et finit à l'édit de Justinien avait donc refait, mais avec plus de précision dans les analyses, le travail que les ancêtres âryas avaient accompli longtemps auparavant. Cette œuvre antique de l'Asie avait engendré une religion; la philosophie alexandrine était presque une religion à son tour, et lorsque son plus illustre représentant, Proclus, mourut professant à l'école d'Athènes, il faisait précisément l'histoire des religions du passé.

La science moderne a commencé comme celle des Hellènes par de vastes tentatives, dont celles de Descartes, de Leibniz et de Spinoza sont les plus célèbres. Les critiques s'accordent à regarder ce dernier comme le cartésien le plus rigoureux dans ses déductions, et c'est lui par conséquent qui peut être tenu pour le véritable représentant de cette école : or Spinoza est le panthéiste le plus absolu qui fut jamais. Quant aux deux autres, ce sont des mathématiciens; mais Descartes a formulé comme Socrate l'affranchissement de la pensée, et le grand génie de Leibniz lui a fait entrevoir que la science avait besoin de subdiviser son domaine et d'appliquer à chaque ordre de faits ou d'idées des procédés d'étude

particuliers. C'est lui qui à ce titre peut passer pour le vrai fondateur des sciences modernes. Depuis le temps où il vécut, c'est-à-dire depuis le commencement du dernier siècle, elles ont pris leur élan tour à tour; aujourd'hui elles sont arrivées au point où la recherche du principe qui doit les réunir est devenue possible.

Les mathématiques pures n'ont qu'une très faible portée philosophique, et s'accommodent de tous les systèmes. Les quantités qu'elles ont pour objet sont les diverses formes de cette possibilité d'être que les Asiatiques ont appelée mâyâ, et que Platon nommait aussi la mère, le lieu, la dualité. Or, quelle que soit la théorie métaphysique à laquelle on s'arrête, cette mâyâ est la condition inévitable de tout phénomène réel ou seulement possible; elle a donc en elle quelque chose d'absolu; c'est ce qu'avaient parfaitement compris les Indiens et Platon. De plus, comme cet élément métaphysique des choses est abstrait et ne comporte aucun mélange de réalité, l'analyse s'y applique avec une exactitude absolue qu'elle doit, non à ses méthodes, mais à la nature de son objet.

Mais si l'on songe que la différence entre Dieu et les êtres de l'univers vient de ce que Dieu n'est pas une quantité, tandis que toute chose en est une, on comprendra que toutes les sciences tendent à se résoudre dans les mathématiques. Une seule d'entre elles, la métaphysique, fait exception. Les êtres du monde en effet se composent de deux élémens, l'un réel et d'une nature absolue et permanente, l'autre relatif, variable et par conséquent de même nature que la quantité. Le premier est l'objet de la métaphysique, le second est celui des sciences de la nature. Ce qui change dans les choses sensibles ou perceptibles à la conscience forme donc une quantité, et, comme tel, peut de quelque manière être représenté par des formules abstraites. Parmi les sciences modernes, plusieurs offrent déjà le caractère mathématique à un haut degré : l'astronomie est en majeure partie composée de calculs; ces calculs sont fondés sur une formule à la fois très simple et très générale qui énonce la loi de la gravitation universelle. Dans la physique, tout ce qui se rattache à la même loi dérive de cette formule et procède par le calcul. Les phénomènes de la lumière, ceux de la chaleur et même ceux de l'électricité, du magnétisme et du son, donnent lieu à toute une vaste science qui porte le nom de physique mathématique, science qui marche toujours parallèlement à l'expérience, et qui réduit en formules les lois que l'expérience a constatées. Or, à mesure que les observations se multiplient, ces lois se rattachent de plus en plus les unes aux autres, les formules se groupent et ne sont plus que des expressions diverses d'un petit nombre de formules très générales tendant elles-mêmes vers l'unité.

L'unité de ce qu'on nomme les forces physiques est le point sur lequel tous les savans ont aujourd'hui les yeux fixés. Par là toutefois il ne faut pas entendre que le physicien puisse observer directement la substance, puisqu'elle est inaccessible à l'observation, et que du moment où il en parlerait il se ferait métaphysicien; mais l'observation des phénomènes conduit aux lois qui les régissent, et, si ces lois viennent un jour à être reconnues pour des expressions d'une même loi, l'unité des agens et des modes de production des phénomènes supposera naturellement l'unité du fond sur lequel ils se dessinent. Ainsi la transformation de l'aimant en électricité et de celle-ci en aimant, puis l'unité de la loi à laquelle ces deux phénomènes obéissent, ont permis de les identifier. Il en a été de même de la chaleur et de la lumière d'une part, de la chaleur et de l'électricité de l'autre, de sorte qu'aujourd'hui, à travers la multiplicité d'aspects que présentent ces phénomènes, il est possible d'apercevoir non-seulement un lien qui les unit, mais une loi commune et unique. De plus, dans ces dernières années, on a pu transformer toutes ces choses en mouvement et par le mouvement les produire elles-mêmes. Or, comme deux choses qui sont réciproquement cause l'une de l'autre sont identiques, on est conduit à voir dans tous ces faits que la physique étudie de simples phénomènes du mouvement. Si cela est, ils doivent tous obéir à des lois mécaniques, et il viendra nécessairement un jour où l'on possédera la formule unique qui contiendra ces lois. Il en sortira comme corollaire l'unité de substance pour tous les phénomènes physiques.

La chimie tend aussi vers l'unité par sa théorie des équivalens. Cette conception, qui s'est beaucoup étendue dans ces dernières années, est pythagoricienne et probablement orientale. Seulement, comme ni les Orientaux ni les disciples de Pythagore n'avaient les moyens de recherche, les instrumens de précision et les procédés d'analyse que nous possédons, ils n'ont pu s'élever au-delà d'une doctrine générale et vague dont la preuve matérielle ne pouvait être donnée. La théorie moderne au contraire est née des faits et s'est développée par des expériences. C'était déjà un grand pas vers l'unité que d'avoir réduit toute la nature matérielle à une soixantaine de corps simples. Aujourd'hui l'on aperçoit entre les équivalens numériques de ces corps de telles analogies, que personne parmi les nouveaux chimistes ne conserve d'illusion sur la prétendue simplicité des élémens. Les chimistes sont dans l'attente : on espère que dans un prochain avenir quelque moyen plus parfait d'analyse ou la découverte de faits nouveaux ramènera beaucoup de ces corps à des corps plus élémentaires et moins nombreux, et la science ne s'arrêtera dans cette voie que quand elle aura atteint l'unité.

Elle y aboutit de même par une autre voie. L'emploi de la balance, instrument d'une nature mathématique et dont les mouvemens sont liés à la loi universelle de l'attraction, a démontré que dans les transformations chimiques des corps rien ne se crée, rien ne se perd. Il en résulte que la somme des élémens matériels est constante, et, comme il est impossible de concevoir une limite à l'univers, cette somme est infinie. Ainsi les aspects si variés que présente la matière consistent uniquement dans les formes qu'elle revêt tour à tour suivant les combinaisons de ses élémens chimiques; mais la chimie n'atteint pas la substance des choses, laquelle échappe à l'observation : les corps simples de la chimie ne sont donc eux-mêmes que des formes plus ou moins élémentaires dont l'agglomération produit les composés. Si par la théorie des équivalens ces formes sont un jour ramenées à l'unité, le chimiste pourra en induire avec quelque raison l'unité substantielle de l'univers. Les observations encore récentes de MM. Kirchhoff et Bunsen et celles qu'elles ont suscitées depuis ont étendu au monde sidéral les analyses chimiques et permis de reconnaître dans le soleil plusieurs élémens de la terre; ce fait s'accorde avec la théorie astronomique de notre planète. D'un autre côté, le long et consciencieux examen fait en Allemagne d'un grand nombre d'aérolithes a, dit-on, fait voir ces matières composées d'un grand nombre de globules ayant le plus souvent deux pôles aplatis; on en a conclu qu'ils ont été autrefois désagrégés, fluides, et ont eu leur rotation particulière. Par là les comètes, dont l'étendue est quelquefois de plusieurs millions de lieues et le poids de quelques kilogrammes, rentrent de plus en plus comme matière cosmique dans l'unité chimique de l'univers.

Nous ne pousserons pas plus loin ces résumés : on remarquera seulement que, si par l'emploi de la balance la chimie tend vers l'unité, elle n'aboutit qu'à des chiffres, tandis que les corps qu'elle analyse sont des formes visibles, par conséquent d'une nature géométrique. C'est quand l'analyse aura atteint l'unité de figure dans les corps simples qu'elle aura résolu tout le problème. Platon et les pythagoriciens avant lui avaient compris cette nécessité, et professaient là-dessus une théorie que l'on trouve exposée dans le *Timée*; mais elle était tout idéale et abstraite, et ne reposait sur aucune donnée expérimentale. Aujourd'hui la science ne procède plus par intuitions; elle n'avance qu'en appuyant chacun de ses pas sur des observations solides, et nous voyons clairement qu'elle refait avec des procédés plus analytiques l'œuvre que les Hellènes avaient ébauchée avant nous. Or déjà ceux-ci étaient à l'égard des Aryas d'Asie ce que nous sommes par rapport à eux-mêmes : la science croît donc par périodes successives, et la théorie religieuse a été l'expression de l'une d'elles.

Je passe aux êtres vivans. Ils appartiennent à la chimie par un côté, puisque la matière dont leurs corps sont faits se réduit par l'analyse aux corps simples dont le monde inorganique est formé; mais comme êtres vivans ils sont l'objet de la physiologie, dont la morphologie est une dépendance. Or il y a longtemps déjà que cette dernière science a atteint la forme élémentaire et primordiale de l'être organisé, nous voulons dire la cellule. Mammifère, ovipare ou végétal, « tout vivant sort d'un œuf; » mais l'œuf de l'animal et la graine de la plante répondent à une période déjà avancée de la vie; ce n'est pas seulement sous ces formes développées que l'on peut envisager l'être vivant rudimentaire : c'est dans le pollen des fleurs, dans la semence de l'animal et dans les ovaires avant et après la fécondation qu'il doit être étudié, car c'est là que l'analyse découvre cette première cellule contenant quelques granulations et de laquelle sortira l'être vivant tout entier. En vertu d'une loi aujourd'hui reconnue, la cellule se nourrit du milieu même où elle est plongée, produit par voie de croissance et de rupture d'autres cellules qui lui demeurent contiguës, et, ce travail de la vie se continuant, elle engendre des organes dont l'ensemble porte à des degrés divers les caractères de l'individualité. La théorie des milieux peut à elle seule donner l'explication des différences de forme qui existent entre les êtres vivans : le lion ne peut s'engendrer dans une brebis ni le palmier dans une herbe des champs; la cellule d'où le lion ou le palmier doit sortir a besoin de l'organe femelle du palmier ou du lion. C'est là précisément ce que toute l'antiquité âryenne a exprimé par sa théorie de la mâyâ dont on a parlé tout à l'heure, théorie qui de physiologique est ensuite devenue métaphysique et universelle.

Ni le principe féminin, qui dans son acception métaphysique est la cause de la diversité, ni le milieu, ni la cellule prise comme forme vivante élémentaire, ne suffisent pour expliquer la vie elle-même, c'est-à-dire cette puissance d'action qui est dans l'être vivant à toutes les époques de son existence et par conséquent aussi dans la cellule. Il y a donc en lui, outre les élémens matériels et sensibles, un principe insaisissable à l'observation, et c'est ce principe même qui est la cause active du mouvement vital, l'agent de la vie. La physiologie n'a rien à dire sur ce sujet, puisqu'il est par essence inaccessible à ses instrumens et à ses méthodes; mais la réduction de toutes les formes vivantes à l'unité, c'est-à-dire à la cellule, est un indice que l'agent de la vie est lui-même unique, et que le milieu, sous la condition abstraite de la mâyâ, est en effet le principe de la diversité et par conséquent de l'individualité des formes. La physiologie tend ainsi vers l'unité par la voie de la morphologie.

Elle y aboutit de même et plus directement par l'étude des organes et de leurs fonctions. On sait en effet par la comparaison des animaux entre eux et avec les plantes que les organes, malgré leur variété apparente, se ramènent les uns aux autres. Il est possible de prendre l'un d'entre eux, quel qu'il soit, dans l'animal où il est le plus développé, et de le suivre en quelque sorte dans les autres animaux jusqu'à celui où il se montre sous sa forme la plus rudimentaire. On a pu de même comparer les organes entre eux et montrer par leurs ressemblances qu'ils dérivent tous d'un organe primordial, dont ils ne sont que des transformations et des phases plus ou moins complètes. Cette réduction des organes à l'unité a pu se faire pour les plantes comme pour les animaux. Comme les fonctions sont dans le même rapport que leurs organes, il en résulte qu'elles se ramènent toutes à une seule fonction. Il y a des êtres vivans qui n'ont qu'un organe et qu'une fonction : ce sont de vraies cellules dans lesquelles on voit s'identifier en une fonction unique la nutrition et la reproduction, c'est-à-dire la conservation de l'individu et la propagation de l'espèce. De cette simplicité primitive, la science voit naître dans des êtres de plus en plus développés tous les organes et toutes les fonctions.

Ainsi le monde des êtres vivans se présente à l'heure où nous sommes comme un ensemble de formes dont la production est soumise à une loi commune, et qui semblent animées par un agent vital unique et universel. De plus elles se servent en quelque sorte d'aliment les unes aux autres, car les animaux supérieurs mangent ceux qui sont au-dessous d'eux, ceux-ci vivent de végétaux; les végétaux supérieurs veulent aussi pour se nourrir des matières déjà élaborées; seuls, ceux qui sont au plus bas de l'échelle peuvent s'entretenir en n'absorbant que des corps non organisés. Si l'on songe que les élémens chimiques sont les mêmes pour tous les êtres vivans, passent de corps en corps, ne se créant et ne s'anéantissant jamais, on voit que, tout compte fait, ces êtres sont des formes qui se dévorent les unes les autres et qui se reproduisent sans fin pour se servir entre elles d'aliment. Envisagée dans ces figures changeantes, la substance des êtres, à laquelle on donne à tort le nom de matière, est invariable dans sa totalité, comme le prouvent toutes les expériences de la chimie, par conséquent elle n'est soumise ni au temps, ni à l'espace, ni au mouvement; mais les figures dont elle se revêt, soit chimiques soit physiologiques, varient à l'infini et sont soumises à ces trois conditions.

Ces résultats généraux et ces tendances actuelles des sciences d'observation extérieure ne sauraient être négligés par les nouveaux philosophes. C'est ce qu'a exprimé ici même en termes fort remar-

qués un des derniers représentans de l'école qu'on a nommée éclectique et qui se rattache surtout à Descartes. Cette école serait bien mieux nommée psychologique, puisqu'elle s'est principalement occupée de notre âme et de l'observation de ses phénomènes. Elle a appliqué à cet ordre de faits une méthode très parfaite et d'excellens procédés d'analyse. Par des études assidues et bien conduites, elle a su marquer à chaque fait de conscience sa place dans l'ensemble de la pensée, le réduire à ses élémens, comparer ces élémens entre eux et faire sur cet ordre d'objets qui paraissaient à peine comporter quelque degré d'exactitude dans l'analyse un classement qui ne le cède en rien à ceux de la botanique et de la zoologie. De plus, comme la pensée est une des manifestations de la vie, ses phénomènes sont soumis aux lois de la vie, c'est-à-dire à la naissance, au développement, à la reproduction et à la destruction. Il a donc été possible d'en suivre les transformations, et l'on a vu que toute la pensée se ramène à trois formes élémentaires, qui sont le plaisir, l'idée et l'acte. Les philosophes allemands, qui ont creusé plus que nous ces questions, ont été plus loin, et ont cru pouvoir ramener le plaisir et l'acte à l'idée et considérer celle-ci comme le phénomène initial complet et unique dont la pensée tout entière n'est que le développement. Si cette vue venait à être scientifiquement confirmée, la psychologie aurait atteint l'unité morphologique comme la physiologie. Nous ne faisons que constater cette tendance, car la psychologie, telle qu'elle est entendue chez nous, est tenue dans des limites trop étroites par la prétendue méthode cartésienne. Ce n'est pas de l'Arya seulement, et encore pris dans son état adulte et parfait, qu'il faut étudier la pensée, il faut observer aussi celle des races humaines inférieures, puis celle des animaux supérieurs; enfin de proche en proche les fonctions des âmes ont besoin d'être analysées comme celles des corps jusque dans leurs manifestations les plus infimes. Voilà le domaine vrai de la psychologie; il embrasse tout ce qui vit, et, de même que le physiologiste voit toutes les formes sensibles de la vie sortir de la cellule, le psychologue peut aussi chercher la forme la plus élémentaire dont la pensée la plus parfaite n'est que le développement. C'est ce qu'a tenté Aristote dans son *Traité de l'Ame* et ce qu'ont fait après lui les philosophes de la Grèce; mais ils n'avaient pas les procédés d'analyse dont nous disposons aujourd'hui, et notre science peut être plus démonstrative que la leur.

L'union de la vie et de la pensée et l'unité de leur principe ont été dès le temps du Vêda le fondement de la doctrine religieuse. La théorie d'Aristote roule tout entière sur cette même notion, à laquelle la philosophie alexandrine a donné son développement métaphy-

sique. La force des choses conduit la psychologie contemporaine à résoudre le problème à son tour : ainsi nous avons assisté tout récemment encore à cette discussion sur l'animisme où la victoire semble être restée à ceux qui ont défendu l'unité du principe de la vie et de la pensée. C'est à cette même conclusion qu'aboutissent en effet toutes les études physiologiques : si la cellule est la forme élémentaire de l'être vivant, le principe de vie qu'elle renferme ne peut se développer qu'autant que la forme à laquelle il doit parvenir réside déjà en elle à l'état d'idée (1). Cette idée grandit avec la vie et se diversifie avec elle, s'accommodant avec les milieux et les conditions que l'ordre général de l'univers lui impose. Par cette voie, l'étude de l'âme tend aussi vers l'unité; mais cette partie de la psychologie, ébauchée par les Aryas dans la théorie d'Agni, puis tentée par les Hellènes, n'a pas encore été traitée par la philosophie moderne, au moins d'une manière qui puisse être qualifiée de scientifique. Elle ne fait que d'entrer aujourd'hui dans cette carrière nouvelle, et déjà l'on aperçoit de loin l'unité où elle doit un jour aboutir.

Elle y arrive d'une autre manière par la théorie de la raison impersonnelle. Toutes les écoles non sceptiques et tous les hommes de science reconnaissent aujourd'hui que dans la pensée humaine il y a une faculté de concevoir les vérités absolues, dont les mathématiques ne sont qu'une portion. Les esprits s'accordent sans discussion sur ces vérités; sur tout le reste, ils se séparent jusqu'au jour où les objets de la discussion se trouvent ramenés à quelque vérité absolue : cette réduction constitue la science. Quand la science est faite, elle n'appartient à personne, elle est le terrain commun où tous les esprits viennent se mettre d'accord. Si tous les faits d'observation étaient ramenés aux vérités absolues et rangés dans le domaine de la science, il n'y aurait plus aucune diversité entre les opinions, toute discussion serait terminée. La raison est donc le principe d'unité entre tous les hommes. De plus la psychologie a démontré que c'est par l'effet des vérités absolues que nous attribuons quelque vérité à nos autres conceptions : plus ces vérités s'offrent à nous sous une forme analytique, plus ces conceptions s'éclaircissent et se rectifient. L'Arya parfait est capable de beaucoup de science, et sa science est progressive; le Sémite lui est inférieur, les autres races d'hommes sont inférieures au Sémite; l'animal le plus élevé, le singe, est au-dessous du dernier des hommes, et ainsi de suite à mesure que l'on descend l'échelle de la vie. Néanmoins la raison est à tous les degrés, parce que sans elle toute pensée est impossible, et que la pensée est parallèle à la vie.

(1) Voyez dans la *Revue* les articles de M. Claude Bernard.

Ainsi la raison est le fond primordial de la pensée, comme le professaient Bossuet, Fénelon et Malebranche. De plus elle est impersonnelle et antérieure à la personne; elle est la forme unique de laquelle dérivent toutes les formes individuelles de la pensée. Chez les Grecs et chez les chrétiens, elle a reçu le nom de *Logos* ou de *Verbe;* dans le Vêda, elle porte celui de *Vâk* (en latin *vox*), qui a la même signification. Or la psychologie a démontré que les deux ou trois formules générales ou principes de la raison ne sont que le développement analytique d'une seule idée, à laquelle on peut donner le nom que l'on voudra, mais que les religions et les philosophies de l'Occident appellent l'idée de Dieu. Cette idée constitue donc le fond de la pensée à tous ses degrés : chez l'homme, elle engendre la métaphysique, à tous les animaux elle donne les moyens de se mouvoir, de s'alimenter et de se reproduire, à tout être vivant elle donne la forme générale de la vie. Elle réside dans la cellule; elle donne l'unité aux mouvemens infinis et aux figures sans nombre dont est composé l'univers.

La physique, l'astronomie et la chimie pour le monde inorganique, la physiologie et la psychologie pour les êtres vivans, semblent donc en ce moment tout près de saisir cette unité vers laquelle convergent toutes leurs analyses. La science qui les résume et qui permet d'en faire la synthèse est celle qu'on a nommée métaphysique : son rôle commence là où finit celui des sciences particulières. La métaphysique, fort en honneur dans presque tous les temps et très cultivée dans l'école de Descartes, était chez nous presque tombée en discrédit par la réaction matérialiste et sceptique du dernier siècle. En effet, toute doctrine qui attaque la religion attaque aussi la métaphysique, puisque leur théorie est la même; en attribuant les abus de l'église romaine à la religion, les philosophes de ce temps sapèrent du même coup les principes universels de la science. L'école psychologique de France n'a presque rien fait pour la métaphysique; quelque peu dédaigneuse, elle aussi, des problèmes de cette nature, elle n'a pas vu qu'en les repoussant elle se mettait elle-même en suspicion aux yeux des savans. L'Allemagne a pendant ce temps poussé très loin l'étude de ces problèmes et marché dans cette voie avec une extrême énergie : seulement, comme les Allemands ont coutume de se jeter en quelque sorte les yeux fermés à travers les questions, et bouleversent le terrain de la science plus souvent qu'ils ne le cultivent, il en est résulté une métaphysique sans prudence où la réalité est presque toujours oubliée. Cependant c'est vers l'unité entrevue par l'Allemagne que les sciences modernes semblent converger. Ce pays a produit des hommes qui ont été à la fois observateurs exacts

et profonds métaphysiciens : Goethe et Humboldt ont plus fait pour conduire les sciences vers l'unité que des philosophes tels que Schelling ou Hegel, parce qu'ils n'ont jamais perdu de vue les faits réels, et qu'ils n'ont tenté la solution du problème général qu'après avoir cherché celles des problèmes particuliers; mais ces solutions ne sont pas encore atteintes, et nous ne faisons que les entrevoir. A l'heure présente, beaucoup de nouveaux savans sont en même temps métaphysiciens. On peut voir déjà que la théorie dont la formule sortira prochainement de leurs travaux sera celle de l'unité de la substance, de l'universalité de la vie et de son union indissoluble avec la pensée. C'est autour de cette unité centrale que tendent à se coordonner tous les ordres particuliers de phénomènes, dont les lois ne paraîtront plus que des expressions restreintes d'une loi universelle et immuable.

Si tel est le terme où, comme il le paraît, la science est près d'aboutir, on voit qu'elle aura reproduit précisément les mêmes phases que la science hellénique; elle n'en différera que par un plus haut degré d'analyse et par un changement dans les milieux, au fond la théorie centrale ou métaphysique sera la même. Comme les Aryas l'avaient déjà donnée sous une forme plus concise encore dans les dogmes religieux, il apparaîtra clairement que la religion est aussi vraie que la science, qu'elles sont identiques dans leur méthode et dans leur doctrine, et qu'il n'y a théoriquement aucune raison sérieuse de les opposer l'une à l'autre. On pourra dès lors aussi démêler les causes qui poussent certaines orthodoxies à poursuivre la guerre contre la science, car ces causes sont temporelles et étrangères à la religion. C'est une haute injustice d'accuser les savans d'être ennemis de Dieu, du Christ et de l'humanité (1); les savans sont aujourd'hui les premiers et les plus utiles des hommes, comme les prêtres l'étaient au temps où ils n'avaient point d'intérêts mondains à défendre et où la vérité était toute leur étude. La science ne fait point d'entreprise; elle cherche le mot de l'univers, que l'église catholique a laissé s'obscurcir. Quand elle l'aura trouvé, elle le dira, et nous avons l'espoir que nos fils, plus heureux que nous, ne seront point pour cela traités de criminels et livrés par les prêtres du Christ aux flammes de l'enfer.

ÉM. BURNOUF.

(1) Voyez un discours de M. le cardinal Mathieu, prononcé à Besançon le 6 août 1868.

L'ŒIL ET LA VISION

D'APRÈS

LES TRAVAUX PHYSIOLOGIQUES ET PHYSIQUES LES PLUS RÉCENS.

I. *Optique physiologique*, par H. Helmholtz, trad. en français par MM. E. Javal et N. Klein; Paris 1868. Victor Masson. — II. *Die Neueren Fortschritte in der Theorie des Sehens*, par le même. — III. *Physiologie et pathologie fonctionnelle de la vision binoculaire*, par M. Giraud-Teulon; Paris 1868.

Nous n'avons avec la nature que des contacts : toutes nos connaissances viennent de nos impressions, et les impressions ne sont, pour ainsi parler, que les signes qui révèlent le monde extérieur. Les corps mêmes nous restent vraiment étrangers; nous percevons le temps et l'espace par l'intermédiaire des sensations comme nous lisons les pensées à travers les mots. Les contacts avec le monde externe sont limités par la nature et le nombre des sens; le toucher nous fournit un contact continuel, mais obtus et pesant; toute la surface du corps est recouverte de petits appareils nerveux, plus ou moins serrés, qui sont comme autant de doigts invisibles, sensibles à tous les changemens de température et de pression. Ces fins tentacules explorent l'espace et étudient la forme, mais ils sont liés aux membres, et le toucher ne nous laisse jamais sortir d'un horizon des plus bornés. L'ouïe nous y retient de même, car ce sens n'analyse que les mouvemens produits dans l'air et dans les corps placés à notre proximité. Le sens le plus libre, le plus hardi,

le moins matériel en quelque sorte, est la vue, et pourtant il ne faut point oublier que le regard lui-même n'est qu'un contact éthéré, c'est l'excitation produite par un rayon lumineux sur l'appareil nerveux logé au fond de l'orbite oculaire. Les étoiles n'existeraient point pour nous, si un lien ne s'établissait entre elles et le nerf optique, lien, il est vrai, d'une ténuité extraordinaire et d'une impondérable légèreté, mais néanmoins physique, d'une direction déterminée et tracée d'après les règles les plus précises. Les mouvemens vibratoires qui ont pour centre les foyers lumineux ne deviennent véritablement lumière qu'en frappant l'organe de la vision; mais cette lumière affranchit pour ainsi dire notre corps des servitudes de l'étendue. L'œil est une prison hors de laquelle l'esprit s'élance pour plonger dans l'espace infini : la vue est donc le sens idéal par excellence, s'il est permis d'accoupler ces deux mots. Comme un phare qui tourne son cône de lumière sur tous les points d'un sombre horizon, la vue s'infléchit en tous sens; elle interroge tout l'univers, elle saute sans effort des objets les plus rapprochés aux plus lointains, elle distingue les contours, les couleurs, les distances, elle sonde incessamment l'espace.

Je ne parle point des services vulgaires qu'elle nous rend chaque jour, et auxquels nous sommes si accoutumés que nous n'en sentons plus l'importance ni la miraculeuse adaptation à tous nos besoins. Je ne veux envisager l'œil que comme un instrument de la connaissance, comme un appareil placé entre le cerveau et le monde extérieur. Quelle est la valeur de cet organe comme instrument d'optique en premier lieu, et en second lieu comme instrument physiologique, c'est-à-dire comme récepteur d'impressions? Cette question paraîtra singulière à ceux qui, habitués à tout considérer au point de vue des causes finales, se persuadent que l'œil humain est tout simplement parfait, qu'on ne saurait rien imaginer qui soit mieux approprié à la vision du monde externe, et qui puisse fournir à l'entendement une vue plus pure et plus vraie de toutes choses. Il faut rabattre un peu de cet enthousiasme quand on étudie la structure de l'œil humain dans les savans traités de la physique, de la physiologie et de l'oculistique modernes. L'esprit imagine aisément quelque chose qui ait mêmes qualités sans avoir mêmes défauts. Ce qui ressort d'une étude de l'œil entreprise au point de vue critique n'a pourtant rien de trop humiliant pour l'homme; s'il faut confesser que l'organe est loin d'être parfait, il faut avouer que l'emploi que nous en faisons est surprenant. C'est chose merveilleuse, et bien autrement merveilleuse qu'un simple agencement de nerfs et de muscles, de voir avec quelle promptitude, quelle finesse, quelle sécurité, l'intelligence humaine élabore les impressions que lui ap-

portent les sens et comment, en dépit de mille difficultés que nous allons exposer, elle arrive à se rendre maîtresse de l'espace, à distinguer les formes variées à l'infini, à avoir une perception nette et claire de toutes choses, à porter enfin ses jugemens avec la promptitude d'un instinct. Les sens sont vraiment nos serviteurs, et nous les forçons à travailler pour tous nos usages. Le nouveau-né roule son œil encore sans regard sur le monde, tandis que ses mains tendres et hésitantes s'emparent de tout, veulent tout saisir. L'éducation des sens commence là, au berceau : bientôt ces mains, ces yeux, auront tout conquis; mais avec l'aide et au profit de qui? De l'esprit.

La critique des sens ne ravale donc les organes que pour mieux faire ressortir l'indépendance et les ressources admirables de l'esprit, de cette force secrète qui reçoit les impressions, qui les interprète, les élabore, et les plie aux fins qu'elle se propose. Il importe peu qu'un son se remplisse d'harmoniques et fasse vibrer plusieurs fibres nerveuses au fond de l'oreille; si nous voulons que la sensation soit *une*, elle reste une, en dépit de la multiplicité des impressions. La sensation, sans aucun doute, est toujours en correspondance exacte avec l'impression; mais elle ne l'est pas autrement que le mot écrit avec la chose qu'il représente. Un mot a toujours le même sens pour notre pensée, quelle que soit la forme ou la grandeur des caractères d'imprimerie : ainsi l'œil reconnaît un arbre ou un cheval à toute distance, dans toute lumière, et si différentes que soient par conséquent les impressions matérielles produites sur la rétine.

Pour analyser complétement le phénomène de la vision, il faut étudier d'abord l'œil comme simple instrument d'optique, puis comme appareil de la sensibilité et récepteur d'impressions; nous serons conduits ainsi, et ce dernier point intéresse tous les philosophes, à rechercher quelles données ces impressions fournissent pour la connaissance du monde interne, et à en apprécier la valeur, la précision et la constance. Ici, comme pour l'acoustique, on ne saurait prendre de meilleur guide que M. Helmholtz. Son *Optique physiologique* est un des plus beaux monumens de la science moderne. La lecture de ce grand ouvrage ne peut être entreprise que par ceux qui sont familiers avec les sciences mathématiques. Nous ne pouvons ici en extraire que les aperçus les plus généraux et les plus neufs, et nous nous arrêterons surtout aux phénomènes qui sont pour ainsi dire sur le seuil commun de la physiologie et de la psychologie, et qui à ce titre intéressent autant les philosophes que les savans.

I.

L'œil humain ne saurait mieux se comparer qu'à une *chambre obscure;* la photographie a rendu tout le monde familier avec cet instrument d'optique. Le photographe place devant l'objet qu'il veut reproduire une boîte carrée, noircie à l'intérieur; une lentille *objective*, insérée dans une des parois, peut se mouvoir en avant et en arrière au gré de l'opérateur; du côté opposé, la paroi est formée par un écran de verre dépoli où se dessine l'image renversée de l'objet. Le photographe avance ou recule la lunette objective jusqu'à ce qu'il soit satisfait de la netteté de l'image qui se forme au foyer. Cela fait, il retire l'écran et le remplace par une plaque sensible où l'image se fixe par une opération chimique. Dans l'œil, la chambre obscure n'est point carrée, elle est ronde; les parois en sont formées par une membrane fibreuse, blanche, opaque, la *sclérotique* (le blanc de l'œil), tapissée et noircie à l'intérieur par une membrane plus mince, toute couverte de vaisseaux sanguins, et nommée la *choroïde*. En avant de l'œil, la membrane opaque de cette chambre noire présente une ouverture où s'enchâsse la *cornée transparente.* Un diaphragme contractile placé sur cette ouverture porte à son centre une ouverture nommée *pupille* qui peut à volonté s'agrandir ou se rétrécir. La lentille objective du photographe est remplacée par le *cristallin*, placé derrière la pupille, et qui a sur les lentilles de verre l'avantage de pouvoir se bomber plus ou moins au gré d'un petit muscle délicat. La chambre de l'œil n'est point vide comme celle de l'appareil photographique, elle est entièrement remplie d'un liquide transparent qui est le *corps vitreux*. Enfin la plaque sensible est remplacée par la rétine, qui s'épanouit en plaque sphéroïdale sur la noire paroi de la choroïde, et qui envoie sa racine dans la direction du cerveau.

Voilà en gros la description de l'œil, telle qu'elle est exposée dans les traités de physique élémentaire. Supposez maintenant que dans une chambre obscure l'objectif soit dérangé et ne soit plus posé symétriquement par rapport à l'axe de l'appareil, que le verre de la lentille ait des défauts intrinsèques, que la plaque sensible ne soit sensible que très inégalement et par places, et vous serez obligé de reconnaître que le photographe n'a pas pris toutes ses mesures pour avoir une bonne image. Nous allons cependant trouver tous ces défauts et d'autres encore dans l'œil humain. Et d'abord, qu'est-ce que voir? Il y a une vision *directe*, qui est celle de l'œil arrêté et fixé sur un objet, et il y a une vision oblique ou *indirecte.* Nous ne voyons pas avec une égale netteté toutes les parties d'un

tableau : le champ de la vision nette, celui que l'œil fixe directement, est beaucoup plus petit qu'on ne pourrait le croire. En veut-on avoir une idée? Qu'on étende le bras et qu'on regarde l'ongle du pouce : cette petite surface couvre la partie de l'horizon visuel où les images atteignent le maximum de netteté. En dehors de cet espace si restreint, la vue est *indirecte :* l'œil voit encore, mais voit sans regarder. La mobilité extrême de l'œil déguise, il est vrai, cette infirmité naturelle, car nous promenons le regard dans toutes les directions; la vision *directe* suit tous les contours, fouille toutes les profondeurs, scrute sans cesse de nouveaux points et s'empare successivement de toutes les parties d'un objet. Le tableau qui s'offre à l'œil immobile et en arrêt n'en est pas moins semblable à ces peintures de Rembrandt où un centre lumineux et doré s'entoure comme d'une pénombre épaisse, où les draperies, les figures, s'enveloppent d'une obscurité de plus en plus confuse, traversée seulement de vagues reflets.

Les objets que saisit la vision *directe* se peignent toujours au même point de la rétine, sur un petit espace que les physiologistes nomment *macula lutea*, la tache jaune, placée à une petite distance du point où le nerf optique sort de l'œil. Pour bien comprendre les caractères de la tache jaune, il faut connaître un peu la structure anatomique de la rétine. On peut y distinguer deux couches : du côté de l'humeur vitreuse, de la lumière par conséquent, est une première couche, formée de fibres nerveuses entremêlées de noyaux et de cellules semblables à celles qu'on trouve dans la substance grise du cerveau; la couche intérieure est une véritable mosaïque de fins *bâtonnets* cylindriques et de *cônes* un peu plus épais, serrés par les bâtonnets, plantés perpendiculairement à la surface intérieure de l'œil et terminés à la pointe par une fibre nerveuse. La couche nerveuse extérieure, la première touchée par le rayon lumineux, est insensible et littéralement aveugle : c'est seulement dans la couche profonde, dans les cônes, que l'ébranlement éthéré produit la sensation lumineuse. C'est pour cela que la tache jaune est si sensible, car la couche nerveuse y est tellement amincie qu'on y décèle une véritable dépression; le pavé de cônes y est au contraire plus serré qu'ailleurs, et ils sont pressés les uns contre les autres presque sans interposition de bâtonnets. La sensation lumineuse n'est produite dans le cerveau que lorsque les filamens terminaux des cônes entrent en mouvement. Les vibrations infiniment délicates de l'éther s'écoulent en quelque sorte par la pointe des cônes vers le nerf optique et le cerveau.

La rétine voit donc la lumière à travers une couche aveugle et insensible, bien que remplie de fibres nerveuses : celles-ci ne sont

point excitées directement, elles sont aussi insensibles aux vibrations lumineuses que toute autre partie du corps humain. Les cônes seuls ont la propriété de transformer ces vibrations en un mouvement qui se communique au nerf optique et par celui-ci au cerveau, où se produit la sensation, car il faut bien se rappeler toujours que la sensation est l'œuvre non du nerf optique, mais du cerveau : si l'œil est enlevé, il suffit de pincer, de galvaniser, d'irriter d'une façon quelconque le nerf optique pour produire une sensation lumineuse. L'activité de ce nerf, mise en jeu par n'importe quel moyen, se traduit dans la matière cérébrale par certains changemens qui accompagnent toujours la sensation lumineuse.

C'est parce que les cônes sont les appareils rétiniens qui opèrent la conversion de la vibration éthérée en courant nerveux que la tache jaune est le lieu de la vision par excellence : c'est là en effet que ces petits appareils sont le plus resserrés. Il y a au contraire aux environs de ce point une région rétinienne assez étendue où ils font défaut : c'est le *punctum cæcum*, le point aveugle de l'œil. On peut s'étonner que dans un appareil fait pour recevoir la lumière il y ait une partie tout à fait aveugle. On s'en assure cependant par une expérience des plus simples. Dessinez sur une feuille de papier blanc une petite croix, et à six centimètres environ de distance horizontale du côté droit faites une tache noire circulaire de la grandeur d'un pain à cacheter. Fermez l'œil gauche et regardez la petite croix avec l'œil droit. Approchez alors lentement le papier de l'œil, et à un certain moment, quand il s'en trouvera environ à deux décimètres, le cercle noir disparaîtra comme par enchantement; continuez à approcher encore le papier : le cercle demeurera quelque temps invisible, mais il apparaîtra de nouveau quand le papier se trouvera tout près de l'œil. Cela vient de ce que pendant quelque temps la tache noire aura son foyer dans la partie aveugle de la rétine, placée juste au point où les fibres nerveuses réunies en faisceau s'enfoncent dans l'intérieur du cerveau. Cette région rétinienne n'est pas sans importance. Elle est assez grande pour dérober dans le ciel à la vision un espace ayant onze fois l'étendue de la lune (1).

L'expérience fut faite pour la première fois par Mariotte; sur ses indications, le roi d'Angleterre Charles II et ses courtisans apprirent à se voir les uns les autres sans tête, en se tenant à une distance convenable et en fermant un œil : plaisanterie qui ne laissait pas d'être assez funèbre à la cour du fils de Charles Ier. Il ne

(1) La tache obscure embrasse dans le champ visuel un espace qui répond horizontalement à un angle de 6 degrés, et verticalement à un angle de 12 degrés.

faut pas s'étonner que ce défaut extraordinaire de l'œil ait si longtemps échappé aux observateurs : il est en effet sans cesse caché par le dualisme de l'appareil optique. Ce qui, dans le champ de la vision indirecte, est invisible à un œil est toujours aperçu par l'autre, et la mobilité extrême du regard fait sans cesse passer les objets du champ de la vue indirecte dans celui de la vue directe. Nous croyons tout voir, parce que nous pouvons tout voir.

L'opticien demande à ses instrumens de verre une qualité qui se nomme l'*achromatisme*. La lumière blanche se brise, se décompose dans le verre, et au lieu d'une image il se forme en réalité une infinité d'images de nuances différentes qui ne se recouvrent pas exactement et s'entourent d'une auréole irisée. Les géomètres se sont épuisés à chercher comment, en combinant des milieux de densité différente, on pourrait arriver à produire des images à bords tout à fait nets et sans franges colorées. Ce problème a occupé surtout Newton, Euler et Dollond. Ce dernier remarqua le premier que l'œil humain n'est point achromatique, et Fraunhofer réussit à y mesurer exactement la réfraction de la lumière blanche. Dans la lumière solaire, ce défaut de notre organe n'est heureusement pas très sensible; l'image qui déborde toutes les autres est l'image violette, dont l'intensité est la plus faible. Il devient très appréciable au contraire, si l'on regarde un disque blanc ou une lumière à travers des verres de couleur. Un verre bleu, par exemple, éteindra l'image bleue de l'objet considéré et fera bien voir l'image centrale rouge entourée d'une bande violette. Au soleil couchant, l'atmosphère fait office de verre bleu, de là vient que les riches teintes rouges et orangées du soir projettent en quelque sorte en tous sens des ombres violettes d'une si exquise douceur.

L'œil est-il au moins exempt de ce défaut de nos lentilles que les physiciens nomment l'*aberration de sphéricité?* Expliquons ce terme. Les rayons lumineux qui tombent au centre d'une lentille se rendent à un foyer commun; mais les rayons qui frappent la lentille à une certaine distance du centre ne peuvent passer à ce foyer, si la surface de la lentille a la forme rigoureusement sphérique : plus ils sont rapprochés des bords, plus ils s'éloignent du foyer après la réfraction; de là un certain trouble et un affaiblissement de l'image. Dans les bons instrumens d'optique, ce défaut se remarque à peine, car on emploie des lentilles assez aplaties pour que tous les rayons soient en quelque sorte centraux. L'œil n'est point sphérique, il a une courbure elliptique, et l'on a cru quelque temps que cette courbure constituait un avantage; mais c'est justement le contraire qui est vrai. Il n'y a pas d'instrument de cabinet qui soit aussi mauvais que l'œil sous ce rapport. Encore s'il était bien centré, c'est-à-

dire parfaitement symétrique par rapport à l'axe visuel, comme une lentille; mais non, les courbures changent un peu dans toutes les directions, il semble que tout l'appareil ait subi une légère torsion. Il en résulte ce que l'on nomme l'*astigmatisme* de l'œil, qui consiste en ce que nous ne pouvons voir à même distance une ligne verticale aussi distinctement qu'une ligne horizontale. Ce phénomène, depuis peu découvert, a récemment attiré toute l'attention des oculistes, car, lorsqu'il s'exagère beaucoup, il constitue une véritable maladie de l'œil.

Mal centré, dyssymétrique, aveugle par places, l'œil rachète-t-il au moins en partie ces défauts par une transparence parfaite? Non, la cornée transparente et le cristallin de l'œil ne sont point absolument limpides : ils paraissent un peu troubles quand on les examine dans une lumière très intense; le phénomène est surtout marqué dans la lumière bleue et violette, qui les rend tout à fait fluorescens. Cette propriété est due à des traces d'une substance analogue à la quinine, corps qui jouit au plus haut degré de la fluorescence, c'est-à-dire de la propriété d'émettre une faible lumière propre sous l'excitation d'une lumière bleue ou violette.

La substance même du cristallin est semée de petits corpuscules opaques, dits *entoptiques*. Le corps vitreux qui baigne l'intérieur de l'œil est sans cesse traversé de particules flottantes, de petites fibres, de noyaux, de membranes, qui, en projetant une ombre sur la rétine, nous font apercevoir ce qu'on nomme les *mouches volantes*. L'œil en bonne santé ne fait guère attention à ces petites broderies mouvantes qui sans cesse traversent le champ de la vision, à moins qu'il ne contemple un fonds uni et très fortement éclairé; mais la moindre exaltation de la sensibilité y rend plus attentif : il arrive ainsi très souvent qu'au début d'une maladie on se préoccupe outre mesure de ces *mouches* qu'en temps ordinaire on n'apercevait pas du tout. Enfin le cristallin n'est point d'une composition absolument homogène; il a une façon de structure cristalline à six branches. De là vient que nous apercevons toujours les étoiles avec des rayons, phénomène de scintillation dont on a vainement cherché l'explication jusqu'à ce qu'on l'ait trouvée dans la composition même de notre organe visuel. C'est pour le même motif que le croissant de la lune, quand il est encore mince, apparaît double ou triple à beaucoup de personnes.

Nous avons dit que la lumière, avant d'arriver à la couche sensible des cônes, traversait une première couche rétinienne; cet écran insensible oppose aussi de légers obstacles à la vision, car il est tapissé de vaisseaux sanguins peu transparens dont l'ombre se projette sur le fond de la rétine. On peut apercevoir ces ombres quand

on perce une carte à jouer avec une aiguille et qu'on regarde le ciel par cette mince ouverture en remuant légèrement la carte en sens divers. On les aperçoit très bien quand on éclaire latéralement la rétine avec la lumière concentrée d'une lentille. L'expérience peut même se faire avec une bougie ordinaire : entrez dans une chambre très noire, tournez-vous vers une muraille foncée, et promenez la bougie de haut en bas en la tenant tout près du côté externe de l'un des yeux, de façon que la lumière y pénètre très obliquement. Vous verrez alors ce qu'on nomme les *figures de Purkinje :* sur le fond noir se détacheront de vagues lignes rougeâtres, divergentes et pareilles à des branches; quand la lumière monte ou descend, on les voit se remuer comme des ombres. Ces lignes proviennent de l'interposition des vaisseaux sanguins de la surface rétinienne sur le trajet de la lumière. La surface sensible de la rétine est, nous l'avons vu, placée derrière cette première couche tapissée de vaisseaux, et par conséquent ces derniers sont autant de petits écrans disséminés au fond de l'œil.

Il faut encore parler d'une propriété fort bizarre du point jaune. Il n'est personne qui n'ait remarqué que, lorsqu'on regarde une étoile fixement, elle pâlit, s'efface et recule pour ainsi dire sous le regard. Les étoiles voisines semblent au contraire l'attirer : elles scintillent fortement jusqu'au moment où l'on fixe les yeux sur elles, et où à leur tour elles perdent leur éclat. Cette mystérieuse apparence a trouvé son explication : le point jaune, où s'opère la vision directe, est moins sensible à une très faible lumière que les parties voisines de la rétine, propriété singulière dont on n'aperçoit ni la cause ni l'utilité.

La plupart des anomalies de l'œil tirent une explication des phénomènes qui se produisent dans la période embryogénique : ce ne sont point des défauts irrationnels, mais ce ne sont pas moins des défauts, et l'on pourrait aisément imaginer un appareil visuel qui en fût partiellement exempt. Les partisans des causes finales qui s'extasient sur l'adaptation des organes aux fonctions auront peut-être quelque difficulté à concilier leurs vues théoriques avec les faits qui viennent d'être exposés. Il n'y a pas un constructeur d'instrumens d'optique qui ne réussisse à rendre ses appareils en beaucoup de points plus parfaits que cet œil, dont nous sommes si fiers, et que nous sommes naturellement portés à regarder, à cause des grands et perpétuels services que nous en tirons, comme le chef-d'œuvre de l'architecture organique et vitale. Envisagé comme instrument d'optique, l'œil a au contraire ce caractère remarquable qu'il réunit tous les défauts connus de ces instrumens, que certains de ces défauts s'y exagèrent de la manière la plus fâcheuse,

enfin qu'il en a quelques-uns qui lui sont propres. Il n'y a rien de parfait, rien d'achevé dans la nature, et l'homme ne fait pas exception à cette règle universelle. Nos organes sont des instrumens à la fois admirables et grossiers. On sent dans toutes les œuvres de vie l'effort et la gaucherie des forces créatrices; c'est par une lente évolution que les formes et les structures se complètent, se perfectionnent; les organes des sens sont comme des milieux placés entre la pensée et le monde, milieux encore troubles, obscurcis, trompeurs souvent, et pareils à des miroirs infidèles.

II.

Nous avons étudié l'œil comme instrument optique : il reste à l'examiner comme organe de sensibilité. Les images vont se former sur la rétine, mais quelles impressions naissent de ces images? Comment concourent-elles à nous donner connaissance du monde extérieur, des formes, des distances et des qualités des objets? Jamais problème plus difficile ni plus complexe n'a été soumis à l'examen de la science et de la philosophie. L'importance de la question se comprend tout de suite, car les impressions visuelles sont, pour ainsi dire, l'étoffe principale de toutes les observations humaines. C'est par les yeux bien plus que par les mains que nous possédons le monde, c'est par les yeux que nous nous détachons de la terre, c'est par les yeux enfin que nous percevons cette qualité précieuse et charmante de la couleur. Les images visibles sont l'alphabet de la langue mystique que parle le monde, ce sont les signes, les symboles, à travers lesquels notre raison découvre les entités corporelles. Si l'œil n'était capable de saisir entre ces signes, entre ces dehors, et les réalités matérielles quelques rapports constans, nous ne pourrions plus nous reconnaître au milieu de tant d'objets divers, et, jouets d'une perpétuelle illusion, nous verrions le monde sans y rien comprendre. Il importe donc de rechercher avec soin quels sont les caractères de l'œil en tant qu'organe sensitif, et quelles relations s'établissent entre nos impressions et l'objet qui les détermine.

Il serait au moins singulier que l'œil fût un instrument optique assez grossier et en même temps un instrument de sensibilité d'une délicatesse achevée. Il s'opère toujours dans les œuvres vivantes une sorte d'accommodation qui mesure l'imperfection des organes à l'imperfection de la sensibilité. Le nerf optique ne se distingue point à cet égard des autres parties du système nerveux. On sait que les nerfs ont dans le corps humain des fonctions très diverses; suivant l'organe où ils sont logés, ils accomplissent les ouvrages les plus dissemblables : ici ils remuent les muscles, ailleurs ils

élaborent des sécrétions, dans les organes des sens ils apportent au cerveau des impressions. Ces impressions doivent servir de lien entre le monde externe et le monde interne, entre le non-moi et le moi; mais les nerfs, en serviteurs trop obéissans et sans intelligence, transmettent au cerveau sous la même forme les excitations les plus diverses auxquelles ils sont soumis. Ainsi le nerf optique ne peut y envoyer que des impressions lumineuses; les irritations dues à des causes accidentelles, à un choc, à un coup, à une congestion morbide, se traduisent encore dans le cerveau par des images. Frappez légèrement le globe de l'œil, et vous verrez apparaître les éclairs lumineux dits *phosphènes*. La fièvre, les narcotiques; l'extrême fatigue, produisent des hallucinations d'une effrayante netteté. Le cerveau peut projeter au dehors les images, les couleurs, les formes engendrées dans ses ténébreuses profondeurs. Les tableaux qui se peignent sur la rétine ne sont pas toujours les images du monde externe. Cette infirmité du nerf optique, qui n'est qu'un caractère général de tout le système nerveux, ne nous tient pas heureusement dans une illusion perpétuelle : la rétine, bien protégée contre les pressions et les accidens, est généralement préservée de toute irritation accidentelle et ne reçoit que les chatouillemens légers de la lumière.

La fonction normale des yeux est de reconnaître les corps à la couleur et à la forme. A l'aide des couleurs, nous traçons des séparations à la surface de l'image, puis nous plongeons en quelque sorte sous cette surface pour saisir les formes, les espacemens, les distances. Il n'y a rien qui nous soit plus familier que l'idée de couleur, et pourtant il n'est pas facile de définir cette qualité des corps. Quand nous disons qu'une orange est jaune, cela veut dire que l'orange produit sur notre vue l'impression particulière du jaune. Sans doute cette impression se lie à un état moléculaire de la substance de l'orange : les rayons de lumière blanche réfléchis à la surface ont un mouvement vibratoire déterminé, mais ce mouvement ne devient couleur que dans notre œil. La couleur est donc chose en partie subjective, puisqu'elle est une transformation de mouvement opérée par notre sens visuel, en partie objective, parce que ce mouvement dépend d'un état matériel externe. C'est ici que va se révéler une imperfection de nos sens. La lumière solaire, on le sait, est décomposée par un prisme de verre en une multitude de rayons; un faisceau coloré s'y subdivise de même en couleurs élémentaires. Or la rétine ne jouit point de cette faculté, elle n'est pas un instrument d'analyse, elle reçoit des mélanges de couleurs sans pouvoir en discerner les élémens. En ce point, elle diffère du nerf acoustique, qui décompose au contraire les sons et en isole

toutes les harmoniques. L'impression visuelle est une impression synthétique, elle n'apprend rien sur la composition des couleurs : or il ne faut point croire que cette composition soit chose de peu d'importance. Deux tons rouges ou verts identiques pour l'œil, mais qui donneront dans le prisme deux spectres différens, exerceront par là même des actions chimiques, calorifiques, électriques, photographiques dissemblables; toutes les propriétés matérielles qui sont représentées par ces mots restent donc perdues pour l'œil. Nous jugeons les tons en bloc, sans les décomposer : il y a bien peu de personnes qui soient familières avec les finesses et les gradations de la couleur. Un savant anglais, Thomas Young, a cependant prétendu que l'impression lumineuse est toujours scindée en trois parts, que l'œil possède trois classes de fibres nerveuses, les premières sensibles au rouge, les secondes au vert, les troisièmes au violet. Nous n'avons assurément point conscience d'une telle scission, mais l'oreille n'a pas non plus ordinairement conscience de la résolution d'un son en harmoniques. Jusqu'ici aucune observation anatomique n'est venue à l'appui de la théorie de Young, au moins en ce qui concerne l'homme, car il paraît que, chez certains oiseaux et chez des reptiles, un anatomiste allemand, Max Schultze, a réussi à découvrir à la surface rétinienne des baguettes ayant des terminaisons les unes rouges, les autres vertes. En faveur de la théorie de Young, on invoque aussi certaines maladies graves de l'œil; il arrive par exemple qu'on puisse devenir tout à fait aveugle au rouge, tout en continuant à voir le vert, le jaune et le bleu; il semblerait alors qu'une classe des fibres sensitives fût paralysée, tandis que les autres conservent encore leurs vertus ordinaires. Quoi qu'il en soit, l'œil n'analyse pas les couleurs à la façon du prisme, et, s'il y distingue des parties élémentaires, il n'en distingue sans doute que trois. Il faut donc qu'il reconnaisse les corps à l'aide des impressions simples que reçoit la rétine; mais ces impressions du moins sont-elles constantes et invariables tant que les corps ne varient pas eux-mêmes? Non, car elles ne dépendent pas seulement de l'état physique des corps, elles dépendent aussi de la nature de l'éclairement auquel ils sont soumis. Les couleurs auxquelles nous sommes accoutumés sont celles qui se produisent dans la lumière blanche ou solaire; tout autres sont les couleurs et les oppositions de tons au clair de lune, sous des faisceaux électriques, aux reflets de flammes diverses. Tout éclairement nouveau nécessite en quelque sorte une nouvelle éducation de l'œil. Cette éducation se fait pourtant assez facilement; l'inhabileté même où nous sommes à bien goûter les délicatesses les plus exquises de la couleur nous habitue à dis-

tinguer surtout les corps par les formes, par les oppositions de lumière et d'ombre, par les intensités relatives de l'éclairement. Le trait, la ligne, l'ombre portée, sont en quelque sorte le fond le plus solide de toutes nos impressions visuelles. C'est pour cela que nous arrivons à reconnaître les corps sous tous les éclairages, en dépit des changemens extraordinaires de coloration. Le papier blanc, par exemple, est plus foncé au clair de lune que le velours noir au grand jour, et pourtant le papier nous semble encore blanc au clair de lune, et nous ne nous aviserions pas d'appeler blanc du velours noir.

L'intensité de la lumière a cependant beaucoup d'influence sur les impressions : ainsi, au grand soleil, toutes les couleurs se rapprochent pour ainsi dire du blanc; plus la lumière est vive, plus les oppositions de couleurs s'affaiblissent; en même temps les rayons jaunes et rouges deviennent les maîtres et frappent la rétine avec une force croissante. C'est pour cela qu'un paysage fortement éclairé est noyé dans une lumière très dorée, très jaune, qui enveloppe tous les objets colorés comme d'une auréole. A « l'obscure clarté » de la lune, les effets sont tout inverses; alors les ombres, et non plus les lumières, se confondent et se rapprochent; les rayons bleus restent prédominans, le paysage s'enveloppe d'un ton bleuâtre et violacé; il n'y a presque pas d'intermédiaire entre l'éclairement *maximum* des objets frappés en plein par les rayons lunaires et l'ombre la plus épaisse, — de là quelque chose de heurté, de sec, un mélange singulier d'indécision et de netteté dans les contours, de précision dans les parties éclairées et de confusion dans les ombres.

Les flammes colorées altèrent toutes les nuances familières des objets et rendraient tout méconnaissable, si l'œil n'était naturellement beaucoup plus indifférent aux couleurs qu'aux formes et aux contours. A la lueur du gaz, des bougies, des lampes, les couleurs ne sont plus du tout ce qu'elles étaient à la lumière solaire. Les femmes ont des toilettes pour le matin et d'autres pour le soir. Les tableaux des grands coloristes ne doivent être regardés que le jour. Il n'est pas besoin du reste d'un éclairage nouveau pour modifier les couleurs; lors même que la source de lumière ne change pas, la nuance d'un objet varie suivant le fond sur lequel il se détache. M. Chevreul a le premier analysé avec finesse cette loi singulière du contraste des couleurs. Il a fait voir qu'un dessin du même gris, par exemple, étant placé sur un fond blanc, noir, rouge, orangé, jaune, vert, bleu et violet, l'œil voit huit gris différens. Cela vient de ce que chacun de ces fonds projette sur ce qui l'avoisine la couleur complémentaire de la sienne propre (deux couleurs sont dites

complémentaires lorsqu'en se mêlant elles recomposent le blanc solaire). Pourquoi cet effet se produit-il? Parce que la rétine se fatigue très aisément. Si elle regarde du vert, elle devient rapidement moins sensible aux rayons verts, tout en conservant sa sensibilité pour les rayons rouges : elle se mettra donc à voir rouge spontanément. De même, quand l'œil a fixé du rouge, il se met à voir vert. Une personne qui ignore ces lois et à qui on montrerait le même dessin gris sur huit fonds différens, voyant huit dessins couverts de huit auréoles complémentaires, les jugerait réellement différens; mais il suffit de couvrir les fonds de couleur avec une découpure de papier blanc pour que tous les dessins apparaissent identiques au premier.

Chaque couleur s'environne donc de sa couleur complémentaire; de là naissent des contrastes simultanés de tous genres, d'autant plus frappans que les tons juxtaposés ont moins d'élémens communs. Les grands coloristes, Rubens, Rembrandt, les Vénitiens, accusent hardiment ces contrastes à coups de pinceau, les forcent et les rendent directement visibles. Les objets n'ont donc pas, même quand la source de lumière demeure invariable, une couleur *absolue :* ils empruntent toujours quelque chose à ce qui les entoure, ils subissent l'influence du milieu. Le système nerveux n'est pas un miroir immuable, où les images demeurent constantes. Couvrez la moitié supérieure d'une feuille de papier blanc d'une feuille noire, et regardez avec fixité un point de la moitié blanche voisine de la ligne de séparation; enlevez au bout de quelques secondes la feuille noire : la feuille blanche reste devant vous, mais la moitié supérieure seule vous semblera telle, et le papier paraîtra composé de deux morceaux, l'un brillant, l'autre terne, parce que la partie de la rétine où se peint la moitié inférieure est déjà presque paralysée par un effort de quelques instans. Toutes les fois qu'on regarde fixement un dessin d'une couleur, on aperçoit, si l'on porte rapidement les yeux vers un fond blanc, la contre-partie de ce dessin dans la couleur complémentaire. On apprend ainsi aux enfans à voir des spectres qui n'ont rien de redoutable et qu'ils peuvent créer à volonté. Nous vivons entourés de ces spectres mobiles, si vagues d'ordinaire que nous n'avons pas conscience de les voir, fugitifs et presque insaisissables à cause de la perpétuelle mobilité de nos yeux, qui remuent toujours instinctivement pour ne jamais se fatiguer.

La sensibilité n'est pas d'ailleurs la même en tous les points de la rétine, et elle n'est point partout égale pour toutes les couleurs. J'ai déjà eu occasion de faire remarquer que le point jaune de l'œil perd sa sensibilité dans une lumière très amoindrie. Dans les ré-

gions qui s'éloignent le plus du centre de la vision directe, la sensibilité au rouge est tout à fait anéantie : on ne peut plus voir le rouge *indirectement*, quand on voit encore très bien le vert. Regardez, par exemple, indirectement un plant de géranium avec ses fleurs rouges : tournez-vous lentement de façon que la vision devienne de plus en plus oblique. Il arrivera un moment où les taches rouges des fleurs disparaîtront, et où cependant vous continuerez d'apercevoir l'ensemble, les contours mêmes de la plante verte. C'est parce que le centre seul de la rétine est très sensible au rouge que les appartemens tendus de cette couleur semblent si difficiles à éclairer : on n'y voit jamais qu'une zone très brillante qui s'entoure aux extrémités du champ de la vision d'une grande obscurité.

Les images à travers lesquelles nous apercevons le monde externe ne sont pas, en somme, des signes constans; ces apparences se transforment à chaque instant, car sans cesse la lumière change d'intensité, les objets se déplacent et leurs couleurs s'altèrent sur des fonds et dans des milieux nouveaux, enfin l'irritabilité de la rétine est telle que deux impressions successives causées par le même corps ne peuvent être absolument identiques. Quand nous regardons les tableaux de la nature, c'est comme si nous lisions dans un livre où les caractères changeraient incessamment de grandeur et de couleur. Cela ne nous empêcherait point de trouver un sens aux mots et aux pensées. Les caprices de nos impressions ne sont pas si étranges, si incohérens, si désordonnés, que les images du monde ne laissent à notre esprit qu'une sensation confuse; nous réussissons fort bien à reconnaître les corps, nous y saisissons une foule innombrable de détails; les sensations ont une merveilleuse netteté qui contraste avec la nature fugace des impressions. Nous reconnaissons au bout de quelques années telle figure que nous n'avons vue qu'une fois. Certains tableaux impriment au fond de notre cerveau comme une inaltérable photographie. L'œil s'instruit, il apprend sans cesse, il recueille des trésors toujours nouveaux dans la nature.

Nous arrivons ici au problème le plus délicat de la sensation visuelle : l'œil n'apprécie pas seulement les couleurs et les gradations de lumière, il plonge au-dessous du tableau de l'image pour saisir les distances et les formes, il sonde l'espace. Comment cela peut-il se faire? Par quel procédé allons-nous au-delà de l'image rétinienne jusqu'aux choses elles-mêmes qui la produisent? Quel correspondance peut s'établir entre le cerveau et les points lumineux? Comment arrivons-nous à avoir une conception des distances qui séparent du foyer commun des sensations les objets mêmes de ces sensations? Ces questions ont de tout temps embarrassé la science;

il y a ici autre chose qu'un phénomène purement physique, il s'agit de l'interprétation d'un phénomène : l'image est un signe, un symbole derrière lequel nous devinons l'espace. Le deviner ne serait rien encore, mais nous le mesurons. C'est l'esprit qui court sur le rayon lumineux et qui s'y arrête à un point déterminé. C'est l'esprit qui juge que ceci est près et que cela est loin, c'est lui qui arrondit la circonférence en sphère, qui déroule la surface d'une plaine jusqu'à l'horizon, qui voit parallèles deux lignes que l'œil aperçoit convergentes, qui repousse les corps à leur vraie profondeur, qui devine les formes d'après les ombres, et les solides d'après les surfaces.

Comment se fait cette merveilleuse éducation de la pensée? Les uns prétendent que l'œil y suffit, les autres que l'œil ne pourrait la faire sans l'aide d'un autre sens, qui est le toucher. Suivant les premiers, nous percevons directement la distance; suivant les seconds, la faculté d'apprécier la distance ne serait point innée, inhérente à l'appareil visuel, elle serait simplement une conquête du raisonnement et de l'expérience. S'il y a une sorte d'harmonie préétablie entre la cause des impressions et l'organe qui les reçoit, il faut qu'une correspondance exacte et nécessaire se produise spontanément entre la localisation des images et la localisation des objets. M. Giraud-Teulon, qui s'est beaucoup occupé de la théorie de la vision binoculaire, admet que la rétine frappée par un rayon lumineux a conscience de la direction de ce rayon. Deux points rétiniens touchés en même temps dans les deux yeux par des rayons partis d'un point lumineux sentent deux directions, si l'on peut parler ainsi, et à l'entre-croisement de ces directions un point dont la distance se trouve déterminée par une façon de triangulation géométrique. Dans cette théorie, ce n'est pas l'image rétinienne que l'œil perçoit; à travers cette image et sur le prolongement du rayon visuel, il discerne l'objet même à la place qu'il occupe. L'image d'un objet est toujours renversée sur la rétine; nous ne voyons pas moins les objets droits parce que nous retournons au point de départ de l'impression sans nous arrêter à l'image rétinienne.

La théorie empirique nous semble se tenir plus près de la vérité : le phénomène de la vision n'est pas purement matériel, il commence dans les sens, il finit dans l'esprit. Le sens qui nous occupe ne diffère pas en ce point des autres, du toucher, par exemple. Tenez une bille entre le pouce et l'index, et vous aurez immédiatement le sentiment que vous touchez quelque chose de rond. Ce jugement est toutefois un phénomène mental des plus complexes; en fait, on a deux sensations séparées, limitées à de petites surfaces

qui sont presque planes. L'idée d'unité, l'idée de rondeur, naissent cependant dans l'esprit; mais modifiez les circonstances familières de ces phénomènes, croisez deux doigts et appuyez-les légèrement sur la bille de façon à la faire rouler un peu à droite et à gauche. Vous croirez toucher deux billes au lieu d'une, et la sensation restera très nettement double, lors même que vous saurez, que vous verrez qu'il n'y a entre vos doigts qu'un seul objet. Quelque chose de semblable se passe dans les yeux : les deux images rétiniennes peintes par un objet sont distinctes, bien plus, elles ne sont jamais tout à fait semblables. On peut facilement s'en convaincre en tenant un doigt à quelque distance du visage et en fermant un œil, puis l'autre. Dans les deux cas, le doigt levé ne cache point les mêmes objets. Un corps apparaît toujours à chacun des yeux sous une face un peu différente : les deux images sont dissemblables, et plus le corps est rapproché, moins elles se ressemblent; mais malgré ces différences, elles donnent une sensation unique. Il ne faut pas dire que les deux images se confondent : n'étant jamais identiques, elles ne peuvent tout à fait se recouvrir comme deux découpures qui auraient le même contour; mais le dualisme des impressions n'empêche pas l'unité de la sensation. Réciproquement quand deux images, deux photographies, par exemple, prises sous des angles un peu différens, frappent la rétine de façon à produire une sensation simple, nous croyons avoir devant nous un corps unique. C'est, on le sait, sur ce principe qu'est fondé l'instrument, si familier aujourd'hui, qu'on nomme le *stéréoscope*; on y introduit deux tableaux pareils à ceux qui s'offriraient séparément à l'œil droit et à l'œil gauche, ce qui donne aux deux yeux, quand ils regardent ensemble, l'illusion d'un tableau unique où les objets gardent le relief naturel. Léonard de Vinci a le premier fait remarquer dans son *Traité de la Peinture* que les deux yeux n'aperçoivent pas tout à fait le même tableau, que l'un voit un peu plus de la droite des objets, l'autre un peu plus de la gauche. N'ayant pas la même position dans l'espace, ils sont les points de vue de deux tableaux un peu différens. On devine bien en y réfléchissant, et l'expérience du stéréoscope le démontre, que l'appréciation des profondeurs, des distances, tient à ce dualisme. Si, fermant un œil, on regarde avec l'autre, on a bien, il est vrai, le sentiment des distances, mais les jugemens qu'on porte dans ce cas ne peuvent guère être dégagés des connaissances antérieures acquises par la longue expérience de la vision binoculaire. Il y a peu de tableaux d'ailleurs où il n'y ait point des lignes qui servent de mètre pour l'appréciation des profondeurs; nous sommes si familiers avec la taille des hommes et des animaux, la hauteur des arbres, des édi-

fices, que la présence de tels objets dans une image fournit des données immédiates pour mesurer les autres. Les ombres portées, la grandeur, l'inclinaison qu'elles présentent nous sont aussi d'un grand secours, de même que les directions perspectives et l'affaiblissement de la lumière avec la distance; mais, qu'on le remarque, c'est l'esprit seul qui travaille sur ces données. Un œil unique juge les distances de la façon dont nous les apprécions idéalement dans le tableau d'un peintre. Dans la vision ordinaire, les choses se passent autrement, et il n'est pas très facile de définir la part précise de la vue binoculaire dans la sensation du relief et dans le sentiment de la distance. On aurait pu croire, et cette opinion a été en effet soutenue, que la mobilité des yeux y avait quelque part : si l'on regarde attentivement dans un stéréoscope, on verra que les deux images ne sont vraiment bien fondues qu'aux points où se fixe la vision directe; dans le champ de la vision indirecte, il y a toujours un peu de trouble causé par la lutte de deux images. Il faut que l'œil se promène partout sur le tableau stéréoscopique pour bien s'emparer en quelque sorte de toutes les formes. Les mouvemens, les promenades lentes du regard, rendent le relief plus sensible, mais l'œil immobile est cependant capable de le saisir; Dove a fait voir que l'illusion stéréoscopique se produit encore quand on éclaire les images par une étincelle électrique qui ne brille que pendant un quarantième de seconde. Ainsi deux impressions se confondent dans un temps infiniment court en une seule sensation. L'esprit a la part souveraine en ce merveilleux phénomène; il n'en faut chercher l'explication ni dans l'agencement des nerfs au fond du cerveau, ni dans des dispositions préordonnées et des correspondances des points rétiniens; l'anatomie et l'optique renversent ces fragiles hypothèses. Non, le *sensorium* reçoit bien deux impressions distinctes, d'autant plus distinctes que l'objet est plus rapproché : l'esprit instruit par une longue expérience interprète ces deux impressions, et l'idée qu'il en reçoit est une idée qui s'accorde et s'accommode à la réalité des choses. Cette opération mentale s'opère avec la sécurité et la rapidité d'un instinct, et par conséquent est dépouillée de tout phénomène de conscience. Toutefois, et les mots manquent ici pour exprimer des actes de la vie intime sur lesquels l'attention psychologique ne s'est jamais tournée, le sensorium doit faire un effort tantôt plus grand, tantôt moindre, pour mêler les deux impressions causées par un objet; cet effort diminue quand l'objet s'éloigne, et augmente quand il se rapproche. Ce sont indubitablement les variations de ce travail cérébral qui nous donnent le sentiment des distances.

Matériellement, physiologiquement, les deux images rétiniennes

ne se fondent jamais; elles restent toujours distinctes, c'est l'esprit seul qui les unit. Dove en a fourni une preuve très saisissante. Nous nommons corps *brillans* ceux qui peuvent réfléchir un rayon de lumière dans l'un de nos yeux sans le réfléchir dans l'autre, de façon que, si nous les regardons en fermant alternativement l'œil droit et l'œil gauche, ils sont éclairés tout différemment. Qu'une surface unie, blanche sur une image stéréoscopique, la droite, par exemple, soit peinte en noir sur l'image gauche, et dans l'instrument elle apparaîtra brillante comme une surface métallique, lors même que le papier est entièrement mat et terne. D'où vient cette illusion étrange? De ce qu'un œil reçoit de la surface en question de la lumière, tandis que l'autre n'en reçoit pas, caractère que nous sommes habitués à trouver dans les corps brillans. Il faut bien que les deux impressions reçues dans ce cas restent absolument et matériellement distinctes, puisque c'est l'hostilité même de ces impressions qui cause ici l'illusion de l'éclat stéréoscopique. Si les deux impressions se fondaient comme se mêlent deux couleurs, nous verrions, par le mélange du blanc et du noir, une surface grise et mate; or c'est ce qui n'a pas lieu. Les deux impressions, loin de se mêler, restent indépendantes et pour ainsi dire en lutte. C'est l'esprit qui les accorde. Il lui faut deux signes pour apercevoir un objet.

Toutes les observations tendent donc à infirmer la théorie qui considère le phénomène de la vision comme résultant d'une harmonie préalable entre le sujet et l'objet, harmonie parfaite dès le début et résultant d'un agencement matériel irréprochable. Nous avons vu que l'œil a de graves défauts et comme instrument d'optique et comme organe de sensibilité. Cela étant, il semble naturel de penser que la fonction participe des imperfections de l'instrument. Nous apprenons à voir, et le toucher est indispensable à cette éducation. Regardez l'enfant qui tourne lentement son grand œil vague; en même temps ses petites mains se dressent et cherchent partout ce monde qu'il ignore encore. Pense-t-on qu'il ait une notion exacte des distances et des formes? Ne le voit-on pas sans cesse essayer de saisir ce qui est hors de sa portée? Ses mains jouent avec tous les objets; il veut tout prendre, tout saisir, toucher à tout. Il aime les contours, les couleurs les plus simples; quelle sottise de lui donner des jouets compliqués! il préférera toujours les plus naïfs, les plus grossiers. La petite fille laissera la riche poupée couverte de dentelle et de soie, pour la poupée grossière et informe qu'elle a mille fois tournée et retournée. Les enfans tirent du toucher des sensations et des plaisirs que nous ignorons. C'est par les mains surtout qu'est satisfaite cette curiosité naissante, sans frein,

qui se jette sur l'univers comme sur une proie et une conquête. Les doigts font la lente et difficile éducation du regard, éducation qui chez certains peuples et certains individus n'est jamais achevée. La perspective naïve et enfantine des premiers maîtres allemands ou italiens, qui nous fait sourire aujourd'hui, ne choquait pas autrefois. Dans des paysages nouveaux, en face de grands obstacles, d'objets informes, rochers, dents et ressacs des glaciers, nous perdons quelquefois tout à fait le sentiment des distances et des grandeurs. Dès que les termes de comparaison ordinaires font défaut, nous sommes déroutés. Le paysage des hauteurs alpines où la végétation a disparu nous jette en de perpétuels étonnemens. Les grands peintres laissent toujours dans leurs paysages quelques objets familiers pour venir en aide à notre infirmité. La pleine mer sans une voile ne donne pas l'impression de la grandeur. Le raisonnement joue un rôle essentiel dans la vision : l'esprit lit le monde à travers les caractères que la lumière trace incessamment sur la rétine; mais, avant que nous ne devenions familiers avec cette langue, que de tâtonnemens, d'illusions et d'erreurs! Pendant cette période, nous ne saurions nous passer des mains, l'idée de la forme n'arrive à notre esprit que par le toucher. Voir n'est pas assez pour l'enfant, est-ce assez pour l'homme? et ne sentons-nous pas souvent un invincible désir d'user de nos mains en même temps que de nos yeux? Nous ne croyons rien posséder, si nous ne le touchons, si nous ne le tenons. Il semblerait qu'il y a toujours dans le regard je ne sais quoi d'insuffisant et de stérile. La correspondance entre le monde externe et les sens n'est pas complète du premier coup, les premiers efforts de l'esprit ne sont qu'une perpétuelle comparaison entre les impressions tactiles et les images que donnent les objets les plus rapprochés.

Une à une et à l'aide de cette comparaison, nous étudions toutes les formes; l'intelligence ne définit pas du premier coup le cube à la façon d'Euclide; le doigt a besoin d'en sentir les arêtes et les angles en même temps que l'œil en aperçoit les faces diversement éclairées. Le nouveau-né est plus inhabile que la plupart des jeunes animaux à user de ses sens, il ne voit pas le sein de la nourrice, il le cherche d'abord en tous sens avec une angoisse impatiente. Le toucher de ses petits doigts, qui se serrent convulsivement, est un toucher maladroit, gauche, sans discernement. L'homme est inférieur au début à beaucoup d'animaux, servis par un instinct plus prompt; mais l'animal ne cherche rien derrière l'impression, l'homme y cherche des abstractions. Les carrés lui donnent l'idée du carré, les ronds celle de la circonférence, les corps multiples l'idée du nombre, les mouvemens l'idée de l'espace. Quand la con-

ception de l'abstrait a pris naissance dans l'intelligence, il s'opère entre le monde et l'esprit comme une communion perpétuelle; les impressions deviennent les élémens des idées, mais les idées à leur tour se font les juges et les interprètes des impressions.

Les couleurs, les formes changeantes, les qualités, les états et mouvemens divers sont des symboles matériels à travers lesquels l'âme raisonnable aperçoit des lois éternelles, antérieures et supérieures aux phénomènes. Les sens sont plus ou moins imparfaits, leurs impressions sont plus ou moins obtuses : peu importe! si l'esprit dans ces fragmens brisés d'un miroir a pu apercevoir le reflet de l'absolu, si l'intelligence, maîtresse des lois de la nature, sait construire des sens artificiels, et arrive à mesurer des forces dont l'organisme humain ne recoit qu'un contre-coup indirect et éloigné. La doctrine des causes finales, supposant une perfection absolue dans les organes et une harmonie native entre le sujet et l'objet, est impuissante en face de la science pure, qui démontre d'une façon péremptoire que les organes sont imparfaits, que rien dans l'être humain non plus que chez les animaux n'est achevé, définitif, qu'on aperçoit partout la trace de métamorphoses passées, et qu'on sent partout en même temps l'instabilité et la flexibilité. La philosophie ne doit être ni sourde ni aveugle, elle n'a rien à craindre de la science des faits; les faits sont comme une porte dont seule, en définitive, elle tiendra toujours la clé. Cette étude rapide sur l'œil et la vision doit bien le faire comprendre, car à quoi nous a conduits la critique de l'œil comme instrument d'optique et comme appareil de sensibilité? N'est-ce pas à cette conclusion précieuse que l'expérience et le raisonnement jouent dans le phénomène de la vision un rôle prépondérant, que l'homme apprend à se servir de sens incomplets pour arriver à une connaissance de plus en plus parfaite du monde externe, enfin que la matière corporelle n'est qu'une sorte de manteau transparent jeté entre notre esprit et entre le temps, l'espace et l'absolu?

AUGUSTE LAUGEL.

LES

RÉPUBLIQUES AMÉRICAINES

DU PACIFIQUE

LA GUERRE CONTRE L'ESPAGNE.

—

Mémoires présentés à l'ouverture des congrès chilien, péruvien et argentin en 1868.

Tant qu'un effroyable cataclysme pareil à celui qui vient de désoler une partie du Pérou et de l'Équateur ne sème pas au loin l'épouvante et la ruine, tant qu'un drame lugubre n'inonde pas de sang royal les fossés d'une cité mexicaine, notre public de France n'accorde le plus souvent qu'une part restreinte de son attention aux événemens qui s'accomplissent, en dehors des États-Unis, chez les autres nations du continent américain; encore dans ces derniers temps l'a-t-il employée tout entière à suivre les péripéties de l'intervention française au Mexique. Si plus tard les bruyans incidens de la guerre du Paraguay ont fini par éveiller son intérêt, le conflit engagé entre l'Espagne et les quatre républiques sud-américaines du Pacifique a eu moins de retentissement. Un instant on s'est ému aux éclats du bombardement de Valparaiso. En France, en Angleterre, les chambres ont entendu les plaintes du commerce; puis, comme aucun récit de lutte acharnée, n'arrivait plus de ces lointains parages, la curiosité s'est endormie sans avoir pris le temps

d'étudier ni les origines du conflit, ni les phases successives qu'il traversait, ni les modifications qu'il accusait dans les dispositions des états sud-américains, ni même l'atteinte que ce nouvel insuccès de l'Espagne pouvait porter au gouvernement de la reine Isabelle. Cette guerre, dans laquelle la résistance des républiques du Pacifique a fini par prendre le même caractère d'opiniâtreté que l'on a pu remarquer chez les belligérans du Paraguay, offre pourtant plusieurs sujetsd'étude. Pour la première fois, les forces organisées des jeunes états du continent sud-américain ont réussi à soutenir une lutte régulière contre une puissance européenne. C'est également la première fois que quelques-uns d'entre eux ont uni leurs ressources et discipliné leurs efforts pour combattre les attaques du dehors. Ce sont là deux faits nouveaux dont il ne convient pas plus d'exagérer que d'amoindrir la portée, et qui ne sauraient être exactement appréciés, si on n'étudiait pas l'ensemble des circonstances dans lesquelles ils se sont produits.

Quels sont les motifs qui ont successivement armé contre l'Espagne les républiques du Pérou, du Chili, de l'Équateur et de la Bolivie? Un retour sur certains traits de la politique espagnole dans ces dernières années les fera mieux comprendre. Il semble que le gouvernement de Madrid, en dépit de ses embarras financiers et pour faire diversion aux difficultés de sa situation intérieure, ait été, lui aussi, pris du désir d'affirmer au dehors son influence et son autorité. Cette disposition se manifesta d'abord par une campagne heureuse contre le Maroc (1860-1861), et par une expédition en Cochinchine poursuivie de concert avec la France.

Toutefois c'était vers l'Amérique que l'Espagne tournait le plus volontiers ses regards. Sans doute elle avait accepté l'autonomie de ses anciennes colonies; mais un sentiment naturel chez les peuples comme chez les particuliers l'empêchait de perdre entièrement le souvenir de la suprématie qu'elle avait jadis exercée sur les conquêtes des Cortez et des Pizarre. Moins qu'aucune autre nation de l'Europe, l'Espagne pouvait oublier qu'elle avait dominé sur la plus grande partie du Nouveau-Monde, et que la période la plus éclatante de sa grandeur et de sa puissance avait coïncidé avec l'établissement de cette domination. Elle ne s'était pas encore habituée à considérer comme entièrement soustraites à sa tutelle, et aussi peut-être comme dépourvues de droits à sa protection, des populations qui tiraient d'elle son origine, et qui lui avaient été si longtemps et si absolument soumises. Une telle disposition donnait souvent un certain caractère de hauteur inconsciente aux rapports que le gouvernement espagnol entretenait avec les nations hispano-américaines. Celles-ci de leur côté, toujours en

éveil contre les convoitises, qu'elles attribuaient trop facilement à leur ancienne métropole, témoignaient de susceptibilités parfois exagérées. Quelque sensible que fût leur amour-propre national, elles n'allaient pourtant pas encore jusqu'à se croire en état de résister heureusement ni à l'Espagne ni à toute autre nation européenne, et celles-ci, toujours disposées d'aileurs à donner à leur intervention un caractère de protection qu'elles croyaient profitable à ces états naissans, ne pensaient pas non plus avoir à rencontrer d'autres difficultés que celles qui résulteraient de la dépense et de l'éloignement. C'est ainsi que, dès 1860, l'Espagne fut amenée à parler d'une expédition contre la république du Mexique et d'une intervention dans les affaires intérieures de ce pays. Les troupes espagnoles mirent à devancer les deux autres contingens alliés à la Vera-Cruz une précipitation qui ne fut pas peut-être sans influer défavorablement sur la suite de l'entreprise. Quand après la rupture de la Soledad l'Espagne renonça à continuer l'expédition jusqu'à Mexico, c'est que l'augmentation du contingent français lui avait enlevé l'espoir de diriger l'intervention. Au reste, au moment où elle abandonnait le Mexique, elle rentrait en possession de Saint-Domingue. Appelée par un des nombreux chefs de partis qui s'y disputent constamment le pouvoir, l'Espagne avait cru facilement que la population aspirait à rentrer sous son autorité. D'un trait de plume, la réincorporation de Saint-Domingue à la monarchie fut prononcée. Les soldats espagnols occupèrent le pays; mais celui-ci ne se montra pas disposé à renoncer à son indépendance, et après trois ans l'Espagne renonçait à une occupation coûteuse et contestée dont le maintien semblait n'offrir que des avantages problématiques. L'attention des États-Unis se tournait vers l'île d'Haïti.

Insuccès au Mexique, insuccès à Saint-Domingue, tel était en 1864 le résultat des tentatives de l'Espagne en Amérique. La popularité du gouvernement devait en souffrir. La reine, dans son message aux chambres, ne parla qu'en termes vagues de l'évacuation de Saint-Domingue. Où chercher une revanche? Par quels moyens rétablir le prestige que la mère-patrie tenait à conserver vis-à-vis de ses colonies émancipées? Il se trouva qu'elle avait de nombreux griefs à faire valoir contre le Pérou. Le 14 avril, une escadre espagnole s'abattit sur les îles Chinchas. Ce petit groupe d'îles, faisant partie du territoire péruvien, contient d'abondans dépôts de guano dont la vente fournit au trésor de la république un de ses plus importans revenus. En 1863, le prix de la vente totale du guano du Pérou, sorti pour la plus grande partie des Chinchas, avait atteint le chiffre de 65 millions de francs. L'occupation de ces îles causait donc un

notable préjudice aux finances péruviennes. Le gouvernement espagnol mit en avant une foule de motifs pour expliquer cette prise de possession. Outre qu'il se plaignait des procédés officiels du Pérou à son égard, il poursuivait le règlement trop longtemps différé d'un grand nombre de réclamations particulières. Des sujets espagnols avaient souffert au Pérou, et leurs plaintes n'avaient pas été écoutées; des propriétés espagnoles avaient été détruites ou ruinées; en dernier lieu, quelques Basques au service d'un Péruvien avaient été maltraités, l'un d'eux avait péri. — C'est dans une querelle privée, où les torts ont été réciproques, disait le gouvernement péruvien. — Soit, répondait l'Espagne; mais punissez les meurtriers. — La justice n'a pu les retrouver, affirmait-on à Lima. En fin de compte, un envoyé espagnol muni de pleins pouvoirs se présenta au Pérou dans le commencement d'avril. Il exigeait la réparation immédiate de tous les griefs anciens ou récens. Il se présentait avec le titre, inusité dans les rapports diplomatiques entre états indépendans, de commissaire extraordinaire de la reine au Pérou. Ce titre, qui avait appartenu jadis aux gouverneurs espagnols de Lima, prit aux yeux des Péruviens une signification d'autant plus menaçante que, seul entre les anciennes colonies espagnoles, le Pérou n'avait pas obtenu de la métropole la reconnaissance expresse et officielle de son indépendance. Il est hors de doute que l'Espagne n'a jamais nourri la prétention de reconquérir le Pérou : l'altière qualification donnée à son envoyé ne fut qu'une manière de constater qu'elle entendait conserver le droit d'exiger de ses anciennes colonies l'attitude respectueuse qui convient à des enfans, fussent-ils émancipés vis-à-vis du chef de la famille; mais la nation péruvienne pouvait aisément s'y tromper, et, avec l'exagération que les peuples méridionaux apportent volontiers dans leurs craintes comme dans leurs espérances, s'imaginer que son autonomie était remise en question. Elle était peu disposée d'ailleurs à se plier aux prétentions de l'Espagne. Le commissaire espagnol n'essaya pas de combattre cette fâcheuse impression; ses allures ne furent ni amicales ni conciliantes; il échoua, et quitta Lima le 12 avril sans avoir rien obtenu. Le 14, le drapeau espagnol flottait sur les Chinchas.

L'amiral espagnol, M. Pinzon, plus soucieux de résultats pratiques que de l'éclat des démonstrations militaires, adopta la conduite la plus propre à ménager les intérêts de l'Espagne et à lui éviter d'inutiles complications. Installé aux îles Chinchas, attendant qu'on vînt l'en déloger, les détenant, dit-il, à titre de gage, il prit la place de l'administration péruvienne, continua pour le compte de l'Espagne l'exploitation du guano, le vendit au commerce neutre, et s'abstint de toute autre agression. Le Pérou protesta, réclama contre

l'abus de la force, parla de ses droits méconnus, mais n'essaya pas d'entrer en lutte; elle n'eût pas été possible dans de pareilles conditions. Les 16,000 hommes que compte l'armée péruvienne, la garde nationale que fournit une population de 2,500,000 âmes, n'avaient rien à faire contre une escadre qui demeurait au large. La flotte péruvienne, — deux frégates en bois, quatre corvettes, quelques avisos mal préparés pour la guerre et éparpillés dans tous les ports du Pérou, — ne se croyait pas en état de combattre sept gros navires espagnols, dont un cuirassé. Le Pérou, en adhérant sans réserve à la déclaration dressée le 16 avril 1856 par le congrès de Paris, avait renoncé au droit d'armer des corsaires. Il se voyait ainsi privé du seul moyen de rendre à l'Espagne une partie du mal qu'il en recevait. Le gouvernement péruvien ne songea pas à tirer argument de l'inégalité que la non-adhésion de l'Espagne à la suppression de la course établissait entre les deux pays pour revendiquer le droit, que son adversaire conservait, de délivrer des lettres de marque. Il ne semble pas que l'idée de résister autrement que par des protestations lui soit jamais venue.

Ce n'est pas que la population péruvienne n'ait témoigné d'une vive irritation; mais les pouvoirs publics, le président et le congrès, constamment en désaccord, ne s'arrêtaient à aucune mesure pratique. Lever 30,000 soldats, armer vingt navires de guerre, emprunter 150 millions, tels étaient les ordres, plus faciles à voter qu'à exécuter, que la commission permanente du corps législatif dictait au gouvernement. Plus tard, au mois de juillet, quand le congrès fut réuni, il enjoignit au président de la république de prendre sous huit jours les mesures nécessaires pour expulser les Espagnols; puis il crut sans doute avoir assez fait d'imiter la convention française quand elle décrétait la victoire, et il ne s'occupa plus de l'exécution. La population exhalait par de bruyantes manifestations sa colère contre l'Espagne. Elle faisait des émeutes, exigeait le renvoi des ministres en les accusant de faiblesse, même de trahison; mais quand le gouvernement demandait aux capitalistes les fonds d'un emprunt de 80 millions, hypothéqué sur les douanes et portant intérêt à 6 pour 100, l'empressement faisait place à l'indifférence. Les choses demeurèrent en cet état jusqu'à la fin de l'année 1864; les Espagnols restant possesseurs des Chinchas, les Péruviens n'ayant pas les moyens d'entamer les hostilités.

Après la chute du ministère Mon à Madrid le 16 septembre et son remplacement par le cabinet Narvaez, l'amiral Pinzon, dont la prudence avait évité de compromettre l'Espagne plus qu'il n'était nécessaire, céda le commandement de l'escadre du Pacifique à

l'amiral Pareja, plus impétueux, plus emporté, plus disposé à demander à des coups d'éclat les résultats que son prédécesseur était assuré d'obtenir par la patience. En demeurant aux îles Chinchas, la flotte espagnole n'eût couru aucun risque, et l'exploitation du guano lui eût fourni les moyens de s'indemniser de ses dépenses aux frais du Pérou. Celui-ci, hors d'état de se débarrasser de l'occupation, eût fini par accorder toutes les concessions qu'on exigeait de lui. Le cabinet Narvaez jugea sans doute qu'un prompt succès au Pérou détruirait le mauvais effet produit par l'évacuation de Saint-Domingue. L'amiral Pareja, satisfait de se voir autorisé à employer des mesures rigoureuses, fit savoir à Lima que, si ses demandes n'obtenaient pas promptement pleine satisfaction, il allait prendre une offensive plus menaçante.

La présidence de la république péruvienne appartenait depuis 1863 au général Pezet, homme honnête et consciencieux, mais circonspect, ennemi des aventures, et qu'un long séjour en Europe avait pénétré de l'idée que les petites nations sud-américaines étaient encore loin de pouvoir résister aux attaques de l'Europe. Toute l'histoire antérieure de ces jeunes états semblait lui donner raison. L'exemple de ce qui se passait au Mexique, où le chef de la république mexicaine fuyait devant l'armée française, semblait d'autant mieux fait pour affirmer l'inutilité de la résistance que la situation du Pérou offrait de frappantes analogies avec celle du Mexique. Au Pérou comme au Mexique, des ambitions rivales combattaient sans cesse le pouvoir établi, paralysaient ses résolutions, et divisaient le peuple et l'armée. Les luttes des partis, qui se reproduisaient dans les discussions des chambres quand elles ne se traduisaient pas dans la rue par l'émeute ou par la révolution, rendaient difficiles la constance dans les décisions, la suite dans la politique, et permettaient à peine de discerner les vrais sentimens du pays. En outre le président, qui avait recherché à l'origine l'alliance des autres états américains, n'osait plus compter sur leur concours. Sans doute les populations sud-américaines, celles surtout des états du Pacifique, avaient montré de l'irritation contre les exigences de l'Espagne. A la Nouvelle-Grenade, au Venezuela, les résidens espagnols avaient été sinon maltraités, au moins injuriés et menacés par la populace; toutefois l'effervescence n'avait pas encore gagné les gouvernemens, qui reculaient tous devant l'idée de s'exposer à des représailles. Ce sentiment général se trouva nettement formulé par les représentans d'une partie des états sud-américains réunis en congrès à Lima. Avant qu'il fût question d'hostilités avec l'Espagne, le gouvernement péruvien avait entrepris de faire passer dans la pratique une théorie professée déjà depuis longtemps par un grand

nombre de publicistes américains (1), l'union des états sud-américains entre eux par une alliance offensive et défensive; l'Amérique du sud eût constitué une vaste confédération dont l'organisation n'eût pas été sans offrir certaines analogies avec l'ancienne confédération germanique. Un assez grand nombre des états convoqués finit par se rallier à cette idée et se fit représenter à Lima. Cette assemblée préliminaire n'avait aucun caractère officiel. Elle ne pouvait prétendre représenter auprès des puissances étrangères une confédération qui n'existait pas. Elle n'en mit pas moins d'empressement à se considérer comme une sorte de diète déjà chargée de régler souverainement la politique des états américains. Elle interdit la guerre : le président Pezet et le congrès péruvien se laissèrent aisément persuader. Elle essaya ensuite de traiter de la paix avec l'amiral Pareja; celui-ci ne l'écouta pas. Il avait formulé ses propositions, et n'entendait plus les modifier. Un plénipotentiaire péruvien se présenta pour obtenir des adoucissemens. Pour toute réponse, l'amiral espagnol s'embossa devant le Callao et menaça la place d'un bombardement. Deux jours après, le 27 janvier 1865, les conditions imposées par l'Espagne étaient acceptées par le gouvernement péruvien, éperdu, ne songeant plus même à la possibilité de la résistance. Indemnités aux particuliers, frais de guerre, tout fut accordé. Le peuple, il est vrai, s'indigna de ces concessions. Des scènes de violence eurent lieu au Callao; plus tard une insurrection, née dans les provinces du sud et qui gagna tout le pays, finit par renverser le président. Quant au congrès, s'il ne ratifia pas le traité, il ne se sentit pas non plus d'humeur assez hardie pour le décliner et pour prendre sur lui la responsabilité de soutenir la guerre. Il éluda la difficulté en prononçant brusquement la clôture de la session. Le président Pezet passa outre et signa.

Ainsi, durant cette première période d'hostilités, les choses s'étaient passées de la même façon que dans toutes les occasions antérieures où une puissance européenne s'était trouvée en conflit avec un des états hispano-américains. L'Espagne avait posé ses griefs; le Pérou avait discuté, protesté, cherché à gagner du temps, n'avait trouvé au dehors d'autre appui que les témoignages stériles d'une sympathie qui ne s'affirmait pas par des actes, et il avait fini par céder. Néanmoins la population péruvienne semblait déjà s'essayer à des idées de résistance. Ces dispositions se manifestèrent avec une bien autre énergie lorsque l'Espagne, entamant une nouvelle série d'hostilités, vint attaquer le Chili. Partagées cette fois

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1865.

par les gouvernemens comme par les peuples, elles furent enfin suivies d'effets.

Le peuple chilien s'est acquis, parmi les populations de l'Amérique méridionale, une réputation de bravoure, de constance et d'énergie qu'il semble jaloux de maintenir. La nouvelle de l'occupation des îles péruviennes l'émut vivement. Les *meetings* populaires, les journaux de toutes les nuances, ne ménagèrent à l'Espagne ni les récriminations, ni même les expressions injurieuses. L'Espagne, disait-on de toutes parts, en veut à l'indépendance américaine. C'était un bien gros mot, et il eût été plus vrai de dire que l'ancienne métropole concevait mal la convenance de traiter sur le pied d'une parfaite égalité les jeunes nations auxquelles elle avait elle-même donné naissance. En ce point d'ailleurs, on l'a vu, les autres puissances européennes, et jusqu'à la grande république des États-Unis, se montraient souvent disposées à partager les mêmes sentimens. Plus peut-être qu'aucune autre des nations hispano-américaines, la nation chilienne avait acquis le droit de se faire accepter sur le pied d'une entière égalité dans ses rapports avec les autres peuples. Par une heureuse exception qui le distingue du reste des républiques sud-américaines, le Chili offre le spectacle d'un état paisible sagement constitué, qui recherche le progrès en le demandant au jeu régulier de ses institutions, et qui donne à ses relations à l'extérieur la garantie de sa stabilité intérieure. Diverses causes semblent s'être réunies pour introduire ces habitudes de calme et de tranquillité qui favorisent le développement rapide de la prospérité publique et l'accroissement de la population. Le climat tempéré se prête au travail; la situation géographique du pays resserré entre la chaîne des Andes et l'Océan, permet à la navigation d'établir des communications constantes et faciles entre les centres habités, presque tous situés le long des côtes. L'action du gouvernement peut ainsi s'étendre partout. Le chef de l'état, nommé à l'élection, mais conservant le pouvoir exécutif pendant un temps relativement long, connaît mieux l'esprit de la nation et se fait mieux connaître d'elle. Le gouvernement, en changeant moins fréquemment de mains, acquiert plus de stabilité, et, comme son existence doit être plus longue, il a plus d'intérêt à se maintenir en parfait accord avec l'opinion publique, dont l'influence reste toujours toute-puissante. La faiblesse numérique de l'armée, 2,700 hommes pour une population de 1,700,000 âmes, la discipline sévère qu'elle doit à un séjour permanent sur les frontières d'Araucanie et à ses luttes constantes contre les tribus indiennes, arrêtent les révolutions militaires si fréquentes dans d'autres républiques sud-américaines. En résumé, entre le gouvernement et

la nation, la constitution chilienne établit une entente qu'on rencontre bien rarement chez d'autres états hispano-américains. Sans abandonner la haute direction des affaires, le pouvoir sait céder aux exigences de l'opinion lorsqu'elles se sont accentuées assez énergiquement.

C'est ce qui arriva durant la guerre contre l'Espagne. Après l'occupation des îles Chinchas, l'exaltation populaire avait été jusqu'à réclamer l'envoi immédiat sur le théâtre des hostilités de toutes les forces de terre et de mer dont la république disposait. Le gouvernement se garda de se mettre brusquement en opposition avec cette première effervescence. Il savait qu'une telle exagération ne pouvait durer. Il promit d'aider à défendre l'indépendance du Pérou, si elle était menacée; mais il ajouta que les déclarations solennelles de l'Espagne ne permettaient pas de supposer que ni l'intégrité ni l'autonomie du territoire péruvien pussent être le moins du monde en question. Il sut ainsi se maintenir dans une sage neutralité. De leur côté, les masses ne tardèrent pas à comprendre que l'envoi de la petite armée chilienne ne serait d'aucun effet contre une escadre stationnée au large, et peu disposée à opérer un débarquement. Le concours de la marine chilienne, — une corvette de vingt canons et trois petits avisos, — n'eût pas mis la flotte péruvienne mieux en état d'aborder l'escadre espagnole. Le gouvernement péruvien n'entamait pas les hostilités : ce n'était pas au Chili de prendre l'offensive, surtout lorsque, au dire de l'Espagne, la question se réduisait à des réclamations pécuniaires. Toutefois, malgré sa déclaration de neutralité, le cabinet chilien, obligé de céder dans une certaine mesure à l'opinion publique, restée en méfiance, n'était pas libre de demeurer entièrement impartial. Quelques volontaires s'embarquèrent à Valparaiso pour se rendre au Pérou. Un décret, classant le charbon de terre parmi les objets de contrebande de guerre, en interdit la vente aux Espagnols comme aux Péruviens. Dans la circonstance, lorsqu'il s'agissait d'une guerre exclusivement maritime, cette décision était sans doute équitable; mais en réalité le Pérou, qui ne tenait pas d'escadre à la mer, et qui eût trouvé du charbon chez lui, avait infiniment moins à en souffrir que l'escadre espagnole, dont l'approvisionnement ne pouvait s'opérer que chez les neutres.

Les rapports entre l'Espagne et le Chili avaient depuis longtemps un caractère amical. Il semble qu'entre toutes ses colonies américaines l'Espagne ait surtout regretté le Mexique et le Pérou. La cour de Madrid avait reconnu l'indépendance de la république chilienne, et elle entretenait un chargé d'affaires à Santiago. Celui-ci réclama dès le début contre des procédés qui s'accordaient

mal, disait-il, avec la déclaration de neutralité. Le cabinet chilien répondit en termes courtois. Il protesta de son désir sincère de conserver la paix. Il restait impuissant à empêcher toutes les manifestations de l'effervescence populaire; jusqu'à un certain point même, il était contraint de paraître s'y associer. Le temps et la prudence calmeraient mieux que des tentatives dangereuses de répression des exagérations et des craintes irréfléchies auxquelles la modération de l'Espagne ne donnerait sans doute pas de nouvel aliment. — Après que la paix eut été signée avec le président du Pérou, l'Espagne insista pour obtenir le désaveu officiel des actes qu'elle reprochait au Chili. — La reine a été injuriée dans vos journaux, disait le représentant de l'Espagne. — Nous le déplorons plus que vous, répondait le ministre chilien, M. Covarrubias, mais que faire? Notre presse est libre et assurée de l'impunité. — Des rassemblemens ont insulté le drapeau de l'Espagne à Santiago devant l'hôtel de la légation, la police n'a pas agi. — Elle a fait ce qu'elle a pu, affirmait le Chili; elle a réussi du moins à empêcher tout acte de violence. — Vous avez autorisé le départ des volontaires. — Pouvions-nous les arrêter dans l'état où se trouvaient les esprits sans nous exposer à des désordres intérieurs dont vous-mêmes eussiez été victimes. — Pourquoi refuser aux bâtimens espagnols le charbon de terre que vous laissiez prendre à l'escadre française, qui est en guerre avec le Mexique. — Mais, soutenait M. Covarrubias, la France n'est pas en guerre avec le gouvernement du Mexique (c'était alors l'empire), aucun port mexicain ne se trouve en état de blocus. Entre l'Espagne et le Pérou, l'état de guerre est flagrant. Le congrès péruvien l'a proclamé (ceci n'était pas absolument exact). Laissez-nous faire, n'exigez pas de nous plus que nous ne pouvons vous accorder pour le moment. Nous attachons un grand prix à l'amitié de l'Espagne, nous n'oublions pas les liens qui nous unissent à elle; mais nous ne saurions nous montrer moins jaloux de maintenir l'accord qui doit exister entre le gouvernement et le pays, ni nous engager à des concessions sans motifs que la nation répudierait. Notre entier bon vouloir, c'est ce que nous promettons; vous connaissez assez nos habitudes pacifiques pour ne pas manifester des exigences qui ne feraient que rendre plus dangereuse l'excitation que nous nous efforçons de combattre.

Néanmoins le gouvernement chilien ne se refusait pas à reconnaître que parmi les griefs articulés contre lui plusieurs méritaient en effet quelques réparations. On ne lui demandait aucune satisfaction qui fût de nature à causer un dommage matériel au pays. Il se décida donc à fournir dans la forme officielle les explications conci-

liantes que le chargé d'affaires d'Espagne acceptait comme suffisantes pour clore le débat. Il se fût passé quelque chose d'analogue à l'arrangement qui interviendrait entre particuliers dans une querelle née sans motifs bien sérieux, celui qui se reconnaîtrait de légers torts consentant à offrir des excuses que son adversaire l'empêcherait courtoisement de formuler. Les griefs de l'Espagne contre le Chili n'avaient pas en réalité un tel caractère d'importance et de gravité que ce mode d'accommodement dût paraître insuffisant. On refusa pourtant à Madrid d'y accéder. L'influence de l'amiral Pareja paraît avoir pesé sur les déterminations du maréchal Narvaez. Tandis que le représentant de l'Espagne au Chili faisait de la conciliation, les journaux de Madrid publiaient des adresses venues des côtes du Pacifique, où les Espagnols résidans en Amérique poussaient l'Espagne à user de rigueur contre les arrogantes prétentions de ses anciennes colonies. Peut-être l'amiral Pareja, trop dédaigneux des sentimens des républiques du Pacifique, crut-il qu'un châtiment infligé au Chili frapperait de terreur les révolutionnaires péruviens, qui faisaient tomber le gouvernement du président Pezet sous l'accusation d'avoir cédé à l'Espagne; mais le maintien de l'occupation et de l'exploitation des îles Chinchas n'eût-il pas suffi pour obtenir sûrement la ratification et l'exécution du traité antérieurement signé?

Le 17 septembre 1865, la frégate espagnole *Ville-de-Madrid*, portant le pavillon de l'amiral, parut en rade de Valparaiso. Cinq navires de guerre la suivaient. L'amiral en avait laissé deux au Callao. C'était le premier jour des fêtes anniversaires de l'indépendance. Le peuple attiré sur les quais pour prendre part aux réjouissances accueillit cette menaçante apparition aux cris répétés de *vive le Chili!* Tout à coup, pendant qu'à l'horizon les bâtimens ennemis arrivaient successivement au mouillage, les mille voix de la foule entonnèrent à la fois l'hymne national. Le peuple chilien acceptait la lutte, et portait un défi à l'Espagne. Pour le moment l'amiral Pareja se bornait à établir devant Valparaiso un blocus rigoureux qu'il prétendit étendre à toute la côte chilienne.

Le gouvernement chilien, montrant, dans le temps même où il comptait encore sur une solution pacifique, une prévoyance et une activité peu ordinaires chez les gouvernemens sud-américains, avait cherché à se préparer autant qu'il lui était possible en vue de toutes les éventualités. Il avait sollicité du congrès une augmentation de l'effectif de l'armée; il avait acheté aux États-Unis une corvette de 6 canons de gros calibre; il négociait à New-York l'acquisition d'un autre navire de guerre; il avait commandé en Angleterre deux corvettes de 1,200 chevaux à cuirasses mobiles livrables en janvier 1866.

Une fois les hostilités entamées, tous les pouvoirs s'accordèrent pour hâter, chacun selon ses attributions, l'organisation de la défense. Le congrès s'occupa des mesures financières; il autorisa à l'unanimité l'émission d'un emprunt, l'établissement d'une contribution de guerre sur le revenu, une retenue de 10 pour 100 sur le traitement de tous les employés du gouvernement. Ces décrets, rendus en vue du salut public, s'exécutèrent sans soulever un murmure malgré les sacrifices qu'ils imposaient à chacun. De son côté, le pouvoir exécutif usa énergiquement des pouvoirs extraordinaires que le congrès lui avait conférés sans les lui marchander. Il mobilisa une partie des 40,000 gardes nationaux chiliens. Il embrigada les 18,000 matelots des côtes, habitués pour la plupart à la pêche de la baleine. Ceux-ci furent organisés en compagnies réparties le long du littoral et munies chacune d'une chaloupe de pêche convertie en navire de guerre et armée d'un canon. Au blocus établi par les Espagnols, le gouvernement chilien répondit par une mesure qui devait également causer de graves préjudices au commerce de l'Espagne.

Le Chili avait adhéré de même que le Pérou au traité de Paris. Il n'en décréta pas moins l'armement de corsaires sous pavillon chilien, et délivra des lettres de marque. Était-ce, comme on le lui dit, méconnaître ses engagemens antérieurs? Le cabinet de Santiago établit, et non sans raison, que l'adhésion du Chili au traité de Paris ne pouvait être invoquée que par les puissances qui avaient adhéré aux mêmes stipulations; l'Espagne s'était réservé le droit d'armer en course. Le Chili, en consentant à se priver du même droit, eût augmenté encore la disproportion qui existait déjà entre les forces respectives des belligérans. La conduite de l'Espagne ne fut pas d'ailleurs sans donner prise aux réclamations du Chili. A l'origine, et sans tenir compte des stipulations internationales qui exigent, pour qu'un blocus soit reconnu, qu'il soit effectif, l'amiral Pareja eût voulu, avec les sept bâtimens dont il disposait, étendre le blocus sur toute la longueur des côtes chiliennes, près de 2,000 kilomètres. Le cabinet de Madrid ne maintint pas cette prétention, et limita plus tard les effets du blocus aux deux ports de Valparaiso et de Caldiera; mais dès lors le but fut manqué. Les lignes de fer déjà exploitées sur le territoire chilien facilitaient le transport et l'embarquement des articles d'exportation dans les autres ports de la république. Il se produisit même un incident assez curieux. Le charbon de terre que le Chili produit en abondance fait l'objet d'un grand commerce. Les amiraux espagnols qui avaient reproché au Chili de le classer dans la contrebande de guerre l'y rangèrent à leur tour, et en interdirent la

sortie même sur les navires neutres. Ils soutinrent qu'ils ne faisaient qu'user de justes représailles en adoptant et en étendant l'interprétation adoptée antérieurement contre eux.

L'attitude résolue prise par le Chili dès le début du conflit donnait lieu de présumer qu'il chercherait autant que possible à sortir du rôle passif de la défensive. Sa petite escadre avait pu échapper et se réfugier près des bas-fonds de l'archipel des Chiloë. L'amiral Pareja ne s'en était plus soucié. Le 26 novembre, un aviso espagnol qui descendait sans méfiance du Callao à Valparaiso rencontra la corvette chilienne *Esmeralda* lui barrant le chemin. Le combat s'engagea. Le navire espagnol, criblé de boulets, amena son pavillon. Les 7 officiers et les 114 marins qui se trouvaient à bord furent envoyés prisonniers à Santiago. L'amiral Pareja se tua de désespoir en apprenant cet échec.

En réalité, la capture du *Covadunga* n'avait rien d'humiliant pour les marins espagnols, qui s'étaient vus contraints de céder à la supériorité de l'artillerie ennemie. Le succès de la corvette chilienne, insignifiant dans toute autre circonstance, produisit pourtant des effets considérables. Il montrait qu'il était possible aux forces américaines, non pas seulement de résister, mais même d'attaquer hardiment et avec succès dans certaines conditions. Le Chili, auquel l'Amérique était redevable de ce triomphe, trouva dès ce moment des alliés. Ceux même qui au Pérou avaient ravi le pouvoir au président Pezet en prétextant la nécessité de venger l'honneur du pays humilié devant l'Espagne avaient semblé partager les hésitations du gouvernement déchu. Leur résolution s'affermit; l'amour-propre, le désir de ne pas rester inférieurs aux Chiliens, les entraînèrent à prendre part aux hostilités. A la fin de décembre 1865, le nouveau gouvernement installé à Lima refusa officiellement d'exécuter et de reconnaître le traité signé le 25 janvier précédent, il s'alliait avec le Chili et adressait à l'Espagne sa déclaration de guerre. Deux autres pays, l'Équateur et la Bolivie, qui semblaient entièrement désintéressés dans la question, n'en adhéraient pas moins à l'alliance offensive et défensive. Tous les ports de la côte sud-américaine du Pacifique se trouvèrent fermés à l'escadre espagnole. Cette fois la marine péruvienne, excitée par le succès des Chiliens, n'entendait plus rester sur la défensive. Sortie des ports du Pérou, elle vint tenir la mer avec l'escadrille chilienne. L'occasion de combattre ne tarda pas à lui être offerte. Une frégate et deux corvettes péruviennes auxquelles s'était joint l'aviso enlevé aux Espagnols et portant le pavillon chilien soutinrent un assez vif engagement contre deux grosses frégates espagnoles. Le résultat demeura au moins indécis, et les navires espagnols durent rejoindre

le gros de l'escadre devant Valparaiso. Un mois après, une tentative de débarquement essayée sur le territoire chilien échoua devant la résistance des compagnies de gardes nationaux et de marins mobilisés. Tous ces succès, d'autant plus facilement grossis par la foule qu'ils étaient plus inespérés, augmentaient la confiance des alliés. Leurs forces navales allaient s'accroître de deux monitors cuirassés achetés en Angleterre par le Pérou avant la déclaration de guerre, et déjà signalés à Rio-de-Janeiro. Si le commerce du Chili souffrait du blocus, les corsaires américains avaient aussi capturé plusieurs navires espagnols. La Bolivie, qui n'avait aucune force militaire organisée à mettre au service de l'alliance, mais qui, n'ayant adhéré à aucune des stipulations du traité de Paris, n'avait à garder aucun ménagement, délivrait des lettres de marque.

La guerre menaçait donc de s'éterniser au grand détriment des finances espagnoles. Le successeur de l'amiral Pareja jugea que, puisque les choses en étaient venues à cette extrémité, l'intérêt de l'Espagne ne lui permettait ni de prolonger une expédition trop coûteuse, ni de l'abandonner sans avoir cherché à frapper sur chacun des alliés quelque coup assez terrible pour les contraindre à s'humilier et à demander la paix. Il agit d'abord contre le Chili, qui semblait l'âme de la résistance. Un seul point était vulnérable, Valparaiso. C'était une ville ouverte. Le commandant espagnol ne s'arrêta point à cette considération. Valparaiso fut bombardé (29 mars 1866). Les magasins de la douane, renfermant des marchandises pour une valeur considérable, un grand nombre de maisons particulières, furent brûlés ou détruits. La place, sans défense, ne put répondre au feu des Espagnols. Le gouvernement chilien n'avait jamais songé à la fortifier. Il avait même retiré quelques canons en mauvais état qui gisaient sur la plage. Il s'imaginait que l'escadre ennemie ne s'en prendrait pas à une ville ouverte, hors d'état d'opposer de la résistance, et où d'ailleurs le commerce étranger possédait des valeurs considérables. On espéra aussi sans doute à Santiago que l'intervention des puissances neutres empêcherait un bombardement dont les étrangers auraient à souffrir autant que les Chiliens; mais ni les bâtimens anglais, ni l'escadre des États-Unis, qui se trouvaient en rade de Valparaiso, ne firent auccune démonstration pour s'opposer au bombardement. C'était un grand désastre pour le Chili, mais qui ne rétablissait pas le prestige des armes espagnoles.

Le 2 mai, le port péruvien du Callao fut attaqué à son tour. Là les Espagnols se trouvèrent en face de fortifications réparées et considérablement augmentées, d'une artillerie du plus gros calibre, de deux monitors cuirassés dont les feux se joignaient à ceux des batteries de la côte. Après cinq heures de bombardement, un mil-

lier de soldats péruviens restaient sur le carreau. Parmi les morts se trouvait le colonel Galves, ministre de la guerre du Pérou. Cependant les fortifications demeuraient intactes, et les Péruviens ne ralentissaient pas leur feu. L'escadre espagnole avait subi des pertes cruelles et éprouvé des avaries graves; elle abandonna la partie.

Ce fut le dernier acte d'agression. Les vaisseaux espagnols s'éloignèrent des côtes du Pacifique, et le conflit est entré depuis dans une phase nouvelle de négociations diplomatiques qui n'ont pas encore abouti. L'état de guerre subsiste aujourd'hui entre les belligérans, quoique depuis deux ans on se soit abstenu de part et d'autre de tout acte effectif d'hostilités. Cette sorte d'armistice tacitement consenti permet aux neutres de s'employer plus activement en faveur de la paix. La France et l'Angleterre ont réitéré leurs offres communes de médiation; mais si jadis, au début de la guerre contre le Chili, l'Espagne refusait de les accepter, ce sont aujourd'hui les coalisés américains qui marchandent les concessions, et qui trouvent des prétextes pour ajourner une réponse définitive. De leur côté, les États-Unis ont offert de confier la solution du différend à une sorte de congrès où chacun des belligérans se ferait représenter, qui se tiendrait à Washington, et dont le gouvernement fédéral aurait la présidence. Ces propositions n'ont pas obtenu jusqu'ici plus de succès que celles des puissances européennes. On n'a peut-être pas oublié à Santiago que l'attitude des États-Unis devant Valparaiso a trompé bien des espérances.

Le fait saillant qu'ont mis en lumière les dernières entreprises de l'Espagne dans le Pacifique, c'est que dans certaines conditions les forces régulières des états sud-américains n'étaient pas incapables de résister aux attaques venues de l'étranger. Auparavant, dans les luttes engagées contre quelque grande puissance, les nations hispano-américaines avaient été contraintes ou bien de céder ou bien de recourir à des moyens révolutionnaires, tels que le soulèvement des masses et la désorganisation de l'état social, mesures violentes qui leur causaient à elles-mêmes plus de mal qu'à l'ennemi. L'exemple du Chili et du Pérou a montré qu'avec de la prévoyance et de l'énergie il ne serait pas indispensable d'y recourir. Les petites républiques américaines en ont pris plus de confiance en leurs ressources, et les succès obtenus dans le Pacifique ne sont peut-être pas sans avoir renforcé au Mexique la résistance des libéraux. En tout cas, la situation nouvelle que se sont faite les républiques alliées doit influer sur leurs rapports à venir non-seulement avec l'Espagne, mais aussi avec les autres puissances maritimes. Elles ont fait preuve d'une vitalité dont il convient de leur tenir compte, et, loin d'ailleurs de leur en garder rancune, l'Europe applaudirait à leur persévérance, si après l'a-

voir employée dans la guerre, à l'exemple du Chili, elles savaient encore imiter la sagesse de la nation chilienne, et mettre une égale énergie à maintenir la stabilité de leurs institutions et à développer chez elles les élémens de la prospérité publique. Ce ne sont en effet que les suites des révolutions intérieures, l'impossibilité où se sont parfois trouvés les gouvernemens sud-américains de remplir envers les étrangers leurs devoirs de protecteurs et de sauvegarder les intérêts généraux du commerce international qui ont amené la plupart des conflits avec l'Europe et des interventions armées. Les désordres, les changemens perpétuels dont ces pays étaient le théâtre, empêchaient qu'on leur accordât assez de confiance pour établir avec eux des rapports basés sur une parfaite égalité. Si la guerre contre l'Espagne devient le point de départ d'une transformation dans leur situation intérieure, personne ne songera certes à la regretter.

Au reste les républiques alliées auraient tort de s'exagérer l'importance des avantages qu'elles ont obtenus au point de devenir à leur tour provocatrices. Sans doute leur défense a été heureuse, mais la mauvaise direction donnée à l'attaque n'a pas peu contribué à leur succès. Toutes leurs forces réunies n'eussent pu déloger l'escadre espagnole des Chinchas. Si les successeurs de l'amiral Pinzon, moins dédaigneux de leurs adversaires, moins disposés à maintenir une sorte de suprématie de l'Espagne sur toute l'Amérique du Sud, eussent concentré leurs attaques contre un seul des états coalisés au lieu de les porter successivement de l'un à l'autre, ces attaques auraient probablement obtenu de meilleurs résultats. Si enfin l'adhésion sans réserve de l'Espagne au traité de Paris eût enlevé au Chili le droit d'armer des corsaires, si des finances en meilleur état eussent permis de prolonger l'expédition après le double bombardement de Valparaiso et du Callao, et surtout si les peuples américains eussent été convaincus que les puissances européennes ne leur demandaient que des satisfactions légitimes, sans en vouloir à leur autonomie, le succès eût pu être bien différent.

Quoi qu'il en soit, l'assurance qu'ils pourraient désormais se servir avec succès de leurs forces militaires a donné aux états du Pacifique, au Chili notamment, le désir de les accroître. L'armée régulière chilienne va être augmentée. Les deux corvettes jadis commandées en Angleterre, et retenues pendant la durée des hostilités, rejoignent les ports chiliens. Le Pérou a également ajouté à son escadre deux monitors cuirassés dont la présence dans l'Atlantique a causé de sérieuses appréhensions au commerce espagnol. Cette préoccupation qui se remarque chez quelques-uns des états du Pacifique coïncide avec le déploiement des ressources militaires

que la guerre du Paraguay a exigé de la part des états américains de l'Atlantique. Il est à souhaiter qu'elle ne donne pas naissance à des idées d'agression et de conflit entre des voisins que la communauté de leur origine n'a pas toujours maintenus en parfaite intelligence.

Il est vrai que les idées d'union dont le congrès de Lima avait essayé de poser la théorie paraissent avoir fait certains progrès. Pendant que trois des états américains de la Plata s'unissaient contre le Paraguay, les quatre républiques du Pacifique, obéissant à des vues moins égoïstes, se coalisaient pour la première fois, afin de défendre des intérêts communs. Sans doute depuis que les circonstances qui avaient provoqué l'alliance ont perdu leur caractère d'urgence, il semble que l'intimité se relâche. Le gouvernement qui vient de remplacer au Pérou celui du colonel Prado parle de faire réviser le pacte d'alliance, et de remettre à une nouvelle discussion les traités qui, postérieurement intervenus entre les alliés, devaient faciliter entre eux les relations commerciales et établir une entière communauté de vues sur certains principes de droit international. La divergence des opinions s'accuse également à propos des diverses propositions de médiation. Ce n'en est pas moins un symptôme significatif que la conclusion de la quadruple alliance, dût-elle n'être que momentanée. Qu'elle soit rompue aujourd'hui, le premier exemple a été donné, et elle pourra se reformer devant de nouveaux périls, de quelque part qu'ils puissent venir.

Néanmoins, si des alliances particulières se sont déjà établies, l'union, projetée jadis au congrès de Lima, de tous les états sud-américains en une seule confédération est devenue moins facile. Il semble que la coïncidence de la guerre du Pacifique avec celle du Paraguay ait eu ce résultat, de séparer au moins temporairement les états du continent sud-américain en trois groupes très distincts ayant chacun leur politique différente. Au nord, la Nouvelle-Grenade et le Venezuela, tous deux riverains de la mer des Antilles, et formant chacun une confédération républicaine organisée sur le modèle de la confédération des États-Unis, sont demeurés étrangers à l'un comme à l'autre conflit. La quadruple alliance des républiques du Pacifique a témoigné de ses sympathies pour le Paraguay, tandis que la ligue des trois états de l'Atlantique refusait de prêter aucun concours aux belligérans armés contre l'Espagne, et maintenait la neutralité la plus absolue. Les nations riveraines du Pacifique, tout en entretenant avec l'Europe des relations commerciales étendues, se trouvent néanmoins peut-être trop éloignées pour conserver avec elle une communauté constante de sentimens et d'intérêts. Les états de l'Atlantique, empire ou républiques, semblent plus disposés à rester attachés à l'Europe, en même temps

que l'usage commun du large estuaire de la Plata établit entre eux une solidarité naturelle. Ni le Pérou ni le Chili n'ont dissimulé le mécontentement que leur causait la neutralité conservée vis-à-vis de l'Espagne par les alliés de la Plata, et ce mécontentement les a engagés à se montrer les chauds partisans du président Lopez. Leur intervention, il est vrai, s'est bornée à des paroles, et même le nouveau gouvernement installé à Lima, revenant sur la politique de celui qu'il a renversé, accuse l'intention de demeurer en bonne intelligence avec l'empire brésilien, son voisin, qui partage avec lui la possession du bassin de l'Amazone. Le Chili semblerait avoir conservé plus de rancune. S'il n'a pu porter secours au président du Paraguay, dont il est séparé par de vastes territoires, il n'aurait pas été fâché de punir la confédération argentine. A en croire du moins les affirmations du cabinet argentin, le gouvernement chilien aurait mis peu d'empressement à priver les insurgés armés contre le gouvernement de Buenos-Ayres de l'appui qu'ils pouvaient trouver sur les frontières chiliennes.

Une effroyable catastrophe vient de rappeler brusquement l'attention et la sympathie de l'Europe sur ces rivages du Pacifique, déjà éprouvés par une longue lutte contre l'étranger. Au Pérou, dans l'Équateur, des cités hier encore peuplées et florissantes ne sont plus qu'un amas de ruines. Les victimes se comptent par milliers, les pertes matérielles sont incalculables. Contre un si terrible cataclysme, la prévoyance humaine ne pouvait rien; c'est là du moins pour les républiques alliées l'occasion de montrer la même constance, la même énergie, qu'elles ont déployées durant la guerre. Celles d'entre elles qui n'ont pas souffert n'oublieront pas qu'il s'est établi entre elles et leurs malheureux voisins une solidarité qui leur impose leur part de sacrifices dans un aussi grand désastre. Jamais circonstance plus urgente ne se présentera pour prouver que l'union entre les états sud-américains n'est plus une vaine théorie, et que ceux qui l'ont pratiquée n'hésitent pas plus à en accepter les charges qu'à en rechercher les bénéfices.

Si la guerre du Pacifique paraît avoir exercé une influence considérable sur les affaires du continent sud-américain, elle n'est peut-être pas non plus sans avoir eu des conséquences sur la situation intérieure de l'Espagne. Qui dit que le ressentiment d'avoir vu dépenser en pure perte le courage des marins espagnols et l'argent du pays n'entre pas pour une part considérable dans l'insurrection qui vient de naître, et à laquelle la flotte entière paraît prêter un concours énergique?

P. DE CHAMBARLHAC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 septembre 1868.

Le mouvement des choses crée entre les peuples de telles solidarités que les frontières, ces frontières pour lesquelles on se bat encore quelquefois, semblent disparaître d'elles-mêmes sous l'invincible rayonnement des idées et des intérêts. Ce qui se passe dans un pays réagit nécessairement et presque immédiatement par une insaisissable influence sur les autres pays. Les politiques s'épuisent à courir après des questions qui leur échappent, qu'ils ne peuvent plus circonscrire. On ne s'isole plus, on ne s'enferme plus en soi-même. Événemens, problèmes économiques, crises morales, tout prend par degrés un caractère général, et ce rêve des États-Unis de l'Europe, pour lequel s'enflamme l'imagination des théoriciens, est plus près qu'on ne pense de devenir une réalité, en ce sens que sous des formes différentes et dans la mesure de toutes les indépendances nationales, la civilisation européenne tend de plus en plus à suivre les mêmes directions en passant par les mêmes épreuves.

Lorsque la guerre et la diplomatie transforment des contrées comme l'Italie et l'Allemagne, est-ce que ce changement n'a pas une influence directe sur toutes les politiques, sur toutes les situations? Qu'on prenne un exemple peut-être plus frappant : pense-t-on que toutes ces discussions sur la liberté religieuse, réveillées par la révolution italienne, n'aient eu aucune action jusqu'en Angleterre, qu'elles n'aient point contribué jusqu'à un certain point à répandre, à populariser ces idées de séparation de l'église et de l'état dont M. Gladstone s'est fait le victorieux promoteur dans la chambre des communes, et qui vont mettre les partis aux prises dans les prochaines élections anglaises? Lorsqu'à un autre point de vue des représentans des classes populaires se réunissent comme aujourd'hui pour discuter leurs affaires, est-ce que dans leurs débats on n'entrevoit pas des questions sociales qui intéressent toutes les nations

contemporaines? A travers la variété des caractères nationaux et des intérêts, il se forme ainsi une vie commune sous certains rapports, et cette vie, en vérité, n'est rien moins que livrée au repos; c'est un travail permanent et agité, un combat de toutes les heures. Quand la lutte n'est pas dans les faits, elle est dans les esprits; quand ce n'est pas une question de diplomatie qui s'élève et devient pressante, c'est une insurrection qui met le feu à un pays. C'est l'Espagne aujourd'hui qui entre à son tour en scène et qui prend pour le moment la première place. Que va-t-il arriver en effet de cette insurrection qui a éclaté il y a quelques jours, et qui est peut-être tout près en ce moment de devenir une révolution victorieuse, l'orageux point de départ de tout un ordre d'événemens imprévus?

Une chose apparaît bien clairement au premier coup d'œil, c'est la gravité de cette insurrection espagnole, qui a deux caractères aussi nouveaux que redoutables. D'abord elle est l'œuvre de la marine, qui a commencé le mouvement devant Cadix, et c'est la première fois que la marine donne le signal d'un soulèvement au-delà des Pyrénées. En outre, et ce qui est bien plus grave, ce n'est plus cette fois d'un ministère, de la domination d'un parti qu'il s'agit, c'est la couronne de la reine Isabelle qui est en cause. Jusqu'ici les insurrections, si violentes qu'elles fussent, étaient venues expirer au pied du trône, et la révolution de 1854 elle-même s'était abaissée devant une royauté qui était encore assez forte pour se relever d'une humiliation passagère. C'était l'époque où le général Prim, un des chefs de l'insurrection actuelle, avouait devant les cortès constituantes que, s'il n'avait pas été nommé à une première élection par ses compatriotes catalans, c'est qu'il n'avait pas fait des déclarations assez monarchiques. Quatorze ans sont passés : au lieu de s'affermir et de se fortifier, la royauté n'a fait que s'affaiblir par degrés en perdant son prestige, et maintenant elle n'a plus peut-être que quelques jours pour se disputer elle-même à un soulèvement nouveau dont le premier mot d'ordre est la déchéance de la reine. C'était pourtant bien facile à prévoir. La révolution est devenue à peu près inévitable lorsque la politique espagnole s'est lancée dans cette voie de réaction à outrance et sans mesure où elle se débat depuis quelques années. Tant que le général Narvaez a vécu, il a joué cette terrible partie avec une énergie mêlée assurément de beaucoup d'imprévoyance, mais enfin avec un certain succès, et encore faut-il dire qu'avant de mourir il avouait lui-même que le moment d'en finir avec la politique de compression était venu. Son successeur, M. Gonzalez Bravo, n'était certes point homme à porter longtemps un fardeau que lui, Narvaez, commençait à trouver lourd. M. Gonzalez Bravo a voulu continuer néanmoins; il a payé d'audace, comme si l'audace suffisait, et il n'a pas vu qu'en redoublant d'intempérance dans la réaction, en poussant tout à l'extrême, il achevait de perdre la reine,

déjà fort compromise, il ne faisait que légitimer et encourager la révolution en lui donnant des armes et des griefs, de même qu'il lui donnait des chefs, il y a trois mois, en déportant aux Canaries et en internant quelques-uns des généraux les plus connus de l'armée, Serrano, Dulce, Echague, Caballero de Rodas. Il allait avec autant d'étourderie que de suffisance au-devant d'une explosion inévitable dont il s'appliquait lui-même d'avance à aggraver le caractère. C'est ce qui est arrivé en effet.

Qu'il y ait eu pendant tout l'été une conspiration suivie en Espagne et hors de l'Espagne, c'est bien certain; en réalité cependant, cette conspiration ne s'est nouée fortement et n'est devenue sérieuse qu'il y a peu de temps. Jusque-là tout s'était passé en négociations qui ne conduisaient à rien. Les progressistes et les généraux de l'union libérale ne pouvaient arriver à s'entendre. Il y avait d'abord entre eux le souvenir de bien des luttes sanglantes depuis le 14 juillet 1856 jusqu'au 22 juin 1866, et de plus il restait une question bien autrement grave, bien autrement délicate, celle de savoir ce qu'on ferait le jour où on lèverait définitivement le drapeau de l'insurrection. Avant de prendre un parti extrême, les généraux de l'union libérale hésitaient : ils trouvaient, comme les progressistes, la situation de l'Espagne intolérable, et au fond, comme bien d'autres, ils voyaient la dynastie perdue; mais ils se refusaient à prendre la responsabilité d'un mouvement et à jeter le pays dans une si périlleuse aventure sans savoir comment on remplacerait le gouvernement qu'on allait renverser. Bref, ils ne voulaient pas se lancer en aveugles et en étourdis dans une révolution sans idée arrêtée et sans programme. Par le fait, c'était encore une garantie pour la reine, car les progressistes, seuls, ne pouvaient rien, et ils sentaient eux-mêmes qu'ils en seraient encore pour quelque tentative nouvelle infailliblement réprimée. Chose curieuse, c'est justement à cet instant où les généraux refusaient de se lier à la révolution et où ils contenaient le danger par une modération relative, c'est à cet instant que le ministère les frappait subitement et les exilait ou les internait aux Canaries. M. Gonzalez Bravo était si habile qu'il faisait les affaires des progressistes, qu'il achevait d'un coup la réconciliation de ses adversaires en mêlant à tout cela le nom du duc et de la duchesse de Montpensier, enveloppés dans la proscription des généraux. Ce triste pouvoir trouvait sans doute qu'il n'avait pas assez d'ennemis, que la révolution ne marchait pas assez vite, et que la question dynastique n'était pas assez nettement posée.

Il y eut pourtant un moment où M. Gonzalez Bravo, malgré son assurance, ne laissait pas de s'effrayer d'une situation si violente. Il comprenait le danger, il sentait le sol se dérober sous ses pieds, et il était le premier à parler à la reine d'un changement nécessaire; il demandait à se retirer du pouvoir pour laisser la place libre à quelque combinaison de conciliation. La reine elle-même, sans comprendre tout le danger,

commençait à se préoccuper de la situation qui lui était faite; elle ne savait plus trop où elle en était, et elle était d'autant plus troublée qu'en ce moment même elle voyait la division se mettre dans son propre camp. Pavia et Pezuela venaient de quitter leurs postes de Barcelone et de Madrid. Les tiraillemens se multipliaient à la cour. Au fond de tout, la reine voyait le duc et la duchesse de Montpensier, qui ne conspiraient nullement, mais dont elle connaissait la pensée sur la politique qu'on suivait, et qui protestaient contre l'ordre d'exil dont ils avaient été frappés. La reine en était là lorsqu'elle partit pour Saint-Sébastien au commencement du mois d'août, et c'est alors, dans un moment d'inquiétude, qu'elle s'adressait pour la première fois au général Jose de la Concha en l'engageant à se tenir prêt à former un ministère.

C'était peut-être, pour l'instant, ce qu'il y avait de mieux. Les deux Concha représentaient une certaine idée modératrice; ils étaient très conservateurs, et ils étaient en même temps liés avec l'union libérale, avec les généraux exilés. Si cette idée eût été suivie, peut-être le péril eût-il été écarté pour quelque temps. Malheureusement ce n'est pas à la cour d'Espagne qu'il y a des idées suivies. La reine Isabelle ne manque pas d'une certaine finesse; mais elle a les impressions mobiles. Après s'être effrayée pendant quelques jours, elle se rassurait bientôt. Une insurrection avait été annoncée pour le 15 août, cette insurrection n'éclatait pas; les négociations renouées dès ce moment entre les progressistes et les généraux déportés aux Canaries n'étaient pas encore arrivées à leur terme. On se crut sauvé à Saint-Sébastien. M. Gonzalez Bravo ne parlait plus de quitter le pouvoir, la reine ne parlait plus de rien au général Jose de la Concha. On fermait les yeux sur le danger, on laissait s'aggraver à vue d'œil une situation déjà si tendue. Et puis la reine était tout entière à une pensée, elle était possédée du désir d'avoir une entrevue avec l'empereur des Français. On a fait depuis deux mois d'étranges commentaires sur cette entrevue possible et toujours fuyante. Il est douteux qu'elle ait jamais été beaucoup souhaitée en France; ce qui est certain, c'est qu'elle était devenue dans ces derniers temps la passion de la reine Isabelle. Il semblait que l'empereur n'arriverait jamais à Biarritz. A ses yeux, c'était le grand remède à sa situation. Cette infortunée souveraine se faisait cette équivoque illusion qu'en laissant entrevoir la possibilité d'une révolution qui adopterait la royauté du duc et de la duchesse de Montpensier, elle obtiendrait tout, — qui sait? peut-être même des secours armés et de l'argent. Elle oubliait que c'était une médiocre tentation à offrir à l'héritier de celui qui a fait la guerre de 1808. La reine Isabelle ne vivait pas moins sous cette trompeuse obsession, attendant toujours l'empereur, qui ne se hâtait pas, dont elle ne connaissait pas d'ailleurs les intentions, et c'est au moment où elle croyait toucher à son but que cette malheureuse entrevue s'évanouissait comme un mi-

rage devant l'insurrection qui éclatait tout à coup au fond de l'Espagne, à Cadix. Alors la reine s'est hâtée d'appeler à son aide le général Jose de la Concha, à qui elle avait déjà offert le pouvoir; mais tout avait singulièrement changé en un mois, et par le fait depuis cette première heure que reste-t-il au-delà des Pyrénées? Une royauté menacée de disparaître à Saint-Sébastien, une dictature de dévoûment exercée à Madrid par un général de bonne volonté appelé trop tard, et une insurrection grandissante, qui tient déjà l'Andalousie, rayonnant de toutes parts et enveloppant l'Espagne de jour en jour. Quant au ministère qui a eu le triste sort de conduire l'Espagne à cette extrémité, qu'est-il devenu? Ah! celui-là, on ne sait plus où il est passé; il a disparu au premier souffle. M. Gonzalez Bravo a quitté Saint-Sébastien; les autres ministres qui se trouvaient encore à Madrid quand le général Concha y est arrivé ont eu avec le nouveau président du conseil une entrevue de quelques instans, et ils ne l'ont quitté que pour se rendre au chemin de fer sans même passer par leur maison. Ils n'étaient plus nécessaires, à ce qu'il paraît.

On se demande au premier abord comment il se fait que la reine soit restée à Saint-Sébastien pendant que le général Concha est à Madrid, représentant seul le gouvernement. C'est là au fond le côté sensible et assez désespérant de cette situation sans issue. La reine, il est vrai, a voulu plusieurs fois partir pour Madrid; tout était prêt, elle était même en wagon, et chaque fois elle s'est arrêtée. Que s'est-il passé? Est-ce, comme on l'a dit, parce que le général Concha mettait certaines conditions au voyage royal? Le général Concha, si nous ne nous trompons, n'a fait aucune condition, ce n'était pas trop le moment. Il s'est borné à dire que Madrid était tranquille et que la route était libre, sans presser la reine d'arriver ou de rester; mais il est bien possible que des amis clairvoyans et dévoués, désirant le succès du général Concha, aient fait sentir à la reine qu'elle devait se rendre seule à Madrid, qu'elle devait notamment renoncer à se faire accompagner de son intendant, M. Marfori, qui est, à ce qu'il paraît, un personnage essentiel dans cet imbroglio tragique, et la reine a préféré rester à Saint-Sébastien. Elle aurait vu, dit-on, dans ce fait de partir sans son intendant l'aveu humiliant de tout ce qu'on répétait contre elle, et elle n'a pas vu que rester à Saint-Sébastien pour cette cause, c'était un autre genre d'aveu. Elle n'a pas vu surtout que rester éloignée de Madrid dans une telle situation, au moment où elle demandait à ses défenseurs de combattre pour elle, c'était inspirer une médiocre confiance, et qu'une royauté confinée obscurément à une frontière au moment du péril était une royauté qui s'abandonnait, qui se condamnait elle-même. Pour le moment donc, le général Concha est resté seul à Madrid, et il a fait ce qu'il a pu. Il a rassemblé quelques troupes, il a envoyé Pezuela en Catalogne, Calonge à Santander, Pavia en Andalousie; enfin il a fait face un peu de tous côtés dans la mesure

de ce qu'il pouvait; mais que pouvait-il? Dès la première heure, on a senti en lui un pouvoir plus dévoué que convaincu, decidé dans tous les cas à ne pas dépasser les limites d'une certaine modération; ses actes comme ses paroles portaient la marque de ses perplexités. C'était un chef de bonne volonté voyant tomber par hasard dans ses mains une dictature énervée et inutile. Le général Concha s'est servi de cette dictature honorablement, sans emportement et sans illusion, c'est tout ce qu'on peut dire. Pendant ce temps, l'insurrection grandissait et se fortifiait en Andalousie, favorisée par tout le monde, ralliant les troupes et les populations, s'établissant à Cadix et à Séville.

Elle a commencé, disions-nous, par la marine, et ici encore on peut voir la marque de l'imprévoyance avec laquelle étaient conduites les affaires espagnoles. Il y a quelques mois, puisqu'on ne faisait rien de mieux, on se prit d'une belle passion pour les économies; mais sur quoi pouvaient porter ces économies? Elles ne devaient point atteindre le clergé, qui était le grand allié moral; elles ne pouvaient atteindre l'armée, qui était la grande force matérielle et qu'on ne voulait pas mécontenter. Il restait la marine, qu'on ne redoutait pas, parce qu'elle ne s'est jamais soulevée, parce qu'elle est toujours restée étrangère aux révolutions politiques. La marine paya pour tout le monde; elle fut d'autant plus froissée que tout cela lui était imposé par un ministre de fort peu d'autorité, et le jour est venu où la marine, aigrie et mécontente, a pris à son tour, avec une singulière unanimité, l'initiative du mouvement par l'organe de l'amiral Topete, qui a poussé le premier cri d'insurrection. Il est facile de voir du reste que tout était préparé d'avance, que le mouvement était combiné avec le général Prim, arrivant d'Angleterre, surtout avec les généraux de l'union libérale, Serrano, Dulce, qu'on était allé chercher aux Canaries, de telle sorte qu'en un instant l'insurrection s'est trouvée en force, occupant tout le midi, ayant des arsenaux, des navires, une armée, disposant pour son organisation de villes populeuses et riches. A la rigueur tout dépendait encore d'une rencontre, d'une victoire de Pavia, envoyé contre Serrano s'avançant à la tête des forces insurrectionnelles. C'est le contraire qui est arrivé. C'est Pavia qui a été battu et personnellement blessé. Les conséquences n'ont pas tardé à éclater. Madrid a fait son mouvement sans combat; le général Concha a abdiqué ses fonctions, et l'Espagne entière est encore une fois en plein *pronunciamiento*. La révolution est donc matériellement victorieuse, et de cette révolution plus grave, plus énigmatique que toutes les autres, que va-t-il sortir? Il y a sans doute le programme des généraux insurgés, le manifeste de Cadix, — les cortès constituantes pour décider de l'avenir de l'Espagne, le suffrage universel pour élire les cortès constituantes, la souveraineté nationale proclamée comme principe; — mais les programmes sont des programmes, ils sont faits pour servir de mot général de rallie-

ment et pour dire le moins possible. On pourrait tout au plus remarquer que le premier manifeste de l'amiral Topete parlait encore de la monarchie, du trône, et que le manifeste de tous les chefs réunis de l'insurrection n'en parle plus, quoiqu'il ne parle point d'autre chose. Ce qui est bien clair, c'est que la royauté d'Isabelle II disparaît dans cette tempête nouvelle. S'arrêtera-t-on à un régime exercé par quelque personnage populaire au nom de l'héritier actuel de la couronne, du prince des Asturies? Il est au moins douteux que la révolution s'arrête devant cette frêle barrière. Elle a pris dès la première heure un caractère trop manifestement anti-dynastique; mais alors que peut-il arriver? Quelle est la combinaison la plus propre à rallier les esprits lancés dans l'inconnu? C'est là vraiment que tout est possible. Qu'on remarque seulement que dans cette révolution triomphante les généraux de l'union libérale ont jusqu'ici une action prépondérante et décisive; qu'on se souvienne que dans ces préliminaires obscurs de l'insurrection, où ils étaient encore en dissidence avec les progressistes, ils devaient avoir leur idée, leur dernier mot, qui n'est point dit encore. La révolution qui s'accomplit crée sans nul doute une situation très nouvelle, où toutes les idées peuvent se produire, où les progressistes vont naturellement du premier coup monter au pouvoir; elle ne fera pas que les chefs militaires par lesquels cette situation nouvelle existe n'aient une grande part dans les événemens qui vont se précipiter, dans les combinaisons qui peuvent être adoptées, et de toutes ces combinaisons, la république, dont le nom va retentir de nouveau, est probablement celle qui a le moins de chances, quoiqu'un régime provisoire puisse durer quelque temps. Encore une fois, c'est l'inconnu qui commence, un inconnu d'autant plus redoutable qu'il y a des contrées de l'Espagne où les populations sont cruellement éprouvées, souffrent d'une véritable famine, et n'ont pas même de quoi ensemencer les terres. Toutes les passions peuvent faire explosion à la fois, toutes les espérances, même les espérances du parti carliste, peuvent se réveiller à la faveur de cette grande crise. C'est à tous les hommes libéraux, sensés, sincèrement patriotiques, de ne pas laisser les esprits s'aigrir dans des troubles indéfinis, de rallier le plus promptement possible l'Espagne sous le drapeau d'une régulière et honnête liberté, à l'abri d'un gouvernement qui garantisse sa sécurité sans menacer ses franchises nationales. La révolution actuelle a été tristement provoquée par une réaction sans mesure et sans prévoyance, c'est à cette révolution victorieuse de ne point provoquer à son tour une réaction nouvelle qui réduirait l'Espagne à tourner sans cesse dans ce cercle de convulsions vulgaires.

S'il y avait un orage dans l'air, ce n'est pas cependant du côté de l'Espagne qu'on le cherchait ou qu'on l'attendait, au moins pour le moment. Sans doute cet orage, on le voyait depuis longtemps se former au-dessus

des Pyrénées; sans doute aussi ces événemens touchent la France de près, et même à un jour donné, selon le tour qu'ils prendront, selon les circonstances, ils peuvent avoir une certaine action dans la politique; mais enfin cette insurrection espagnole, à la fois si imprévue et si prévue, n'est point un de ces coups de théâtre qui changent le cours général des choses et qui éclipsent tout. Ce n'est qu'un élément de plus, un élément indirect et lointain, dans une situation où la France reste en tête-à-tête avec de bien autres questions, avec de bien autres difficultés, qui tiennent à son régime intérieur aussi bien qu'à l'état de l'Europe. La France est occupée aujourd'hui comme hier à se reconnaître dans cet imbroglio européen qu'elle a devant elle, qui est un peu son œuvre, et où elle ne voit pas clair. La France ne peut arriver à voir clair, et voilà justement pourquoi elle ne cesse de se débattre dans ses perplexités, interrogeant un jour le sens d'un discours du roi de Prusse, se demandant le lendemain si le grand-duché de Bade n'est point décidément lié par quelque traité secret à la confédération de l'Allemagne du Nord, épuisant dans sa vive et impatiente imagination toutes les possibilités, toutes les éventualités qui peuvent sortir d'une situation si complexe et si incertaine. Une chose seulement commence à se dessiner à travers ces obscurités, c'est que la politique française est évidemment engagée sur certains points. Ainsi il devient aisé de distinguer que dans la pensée du gouvernement français le traité de Prague ne saurait en aucun cas aller rejoindre le traité de Zurich; les combinaisons qu'il a consacrées, les frontières qu'il a tracées en Allemagne, doivent rester sérieuses et entières, et, si elles cessaient d'être sérieuses, les complications ne tarderaient pas sans doute à renaître. Par cela même, le grand-duché de Bade ne pourrait entrer dans la confédération de l'Allemagne du Nord sans qu'il y eût aussitôt un danger de conflit. Tant que ces événemens ne seront point accomplis, tant que le traité de Prague restera intact et que les ministres du grand-duc de Bade se borneront à des discours, la paix peut durer encore, c'est la mesure de sécurité qui nous est accordée; mais qui peut dire que rien ne sera fait, que tout restera selon nos vœux, et cela n'est-il pas suffisant pour entretenir ces agitations d'opinion auxquelles on applique avec autant de persévérance que d'insuccès la douche des explications officielles?

Que l'opinion, depuis quelque temps surtout, ait des dispositions malheureuses à s'agiter et à ne pas se laisser rassurer, qu'elle ajoute souvent aux dangers naturels d'une telle situation des dangers imaginaires et qu'elle s'abandonne à d'étranges paniques, soit, on peut bien l'admettre. Allons plus loin, et admettons même, si l'on veut, quoique ce soit bien extrême, qu'il y ait des partis intéressés à semer et à irriter l'inquiétude; mais il faut convenir aussi que parmi les médecins tant-mieux chargés de contredire périodiquement les médecins tant-pis, on fait tout

ce qu'on peut pour entretenir cet état maladif, pour laisser l'opinion à ses incertitudes et à ses défiances. On traite quelquefois bien étrangement et assez gauchement ce grand malade qui s'appelle le public et qui ne demanderait cependant pas mieux que de se bien porter. On n'arrive à rien qu'à créer une demi-confiance d'un jour, et il en faut chercher la cause bien au-dessus des manœuvres vulgaires des partis. Cette cause, elle est dans l'indécision d'une politique qui ne se connaît pas elle-même ou qui ne s'avoue pas, et mieux encore dans la confusion des politiques, dans les contradictions qui se succèdent; elle est surtout dans l'essence d'un système dont on ne sait jamais au juste le secret, qui échappe à tout contrôle, et dont les procédés inattendus sont tels parfois qu'il sème involontairement de nouvelles alarmes au moment même où l'on se propose de tranquilliser l'esprit public. Rien ne peut mieux mettre en relief ce qu'il y a d'indéfinissable, de bizarre et même de dangereux dans le système actuel que cette note ministérielle publiée il y a quelques jours à la suite du discours du roi de Prusse à Kiel. C'est là une de nos dernières émotions d'un jour. Assurément nous ne mettons point en doute les bonnes intentions qui avaient inspiré cette note; en vérité cependant quel titre avaient M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre des finances pour se prononcer sur nos relations extérieures, et M. le ministre des affaires étrangères lui-même sait-il toujours le dernier mot de la politique dont il est le porte-parole officiel? Mais ils sont très inconstitutionnels, nos ministres! ils oublient qu'ils n'ont le droit de se mêler que des affaires de leurs départements respectifs, qu'ils ne forment pas un ministère représentant une politique, que leur parole est dénuée d'autorité, parce qu'elle est dépourvue de responsabilité devant l'opinion. Quoi donc! le roi de Prusse croit devoir, lui aussi, rassurer ses nouveaux sujets de Kiel, et comme garantie de paix, en conquérant satisfait, il leur montre ses flottes, ses belliqueuses armées toujours prêtes à accepter toutes les luttes; aussitôt voilà trois incompétences qui se réunissent à Paris, loin de l'empereur, pour interpréter la pensée d'un souverain étranger, pour traduire à l'usage de la bourse le discours de Kiel, et, par une bizarrerie de plus, le nom de M. le ministre d'état manque à ce rassurant témoignage des bonnes, des pacifiques intentions du roi Guillaume. Certes M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre des finances sont de solides cautions, et le roi Guillaume s'est empressé depuis de faire honneur à leur interprétation; mais encore une fois de quel droit M. Pinard et M. Magne pouvaient-il bien parler pour le roi de Prusse, et, puisqu'ils ne pouvaient même comme ministres parler de notre politique extérieure, quel besoin les pressait de confier à la bourse leur impression personnelle sur le discours de Kiel? Il leur était si facile de ne rien dire, et d'éviter un pas de clerc qui a eu pour le coup un succès d'étonnement et de sourire auquel ne s'attendaient pas vraisemblablement ceux qui ont

eu recours à ce procédé aussi nouveau que peu efficace pour tranquilliser l'opinion. Pourquoi donc nos trois augures ministériels ne se seraient-ils pas réunis aujourd'hui pour nous rassurer sur le voyage du tsar à Berlin?

Tout cela veut dire qu'il y a des momens où rien ne réussit, qu'il y a des situations où l'on n'a que le choix des méprises et des maladresses, que le régime où ces incohérences se produisent est désormais insuffisant devant le mouvement des esprits et des intérêts, qu'il faut autre chose pour réveiller la confiance, et que le vrai remède enfin, c'est un système nouveau de garanties publiques. Oui, en vérité, tout le démontre assez clairement, il y a un étroit lien entre notre politique extérieure et notre politique intérieure, et notre rôle en Europe se rattache intimement à une extension de liberté qu'on ne pourra désormais ajourner sans rendre la transition plus difficile et plus périlleuse, sans énerver l'action de la France dans le monde. Le gouvernement, s'il le veut, peut se donner le plaisir facile, et nous oserions dire futile, de compter ses succès dans les élections partielles qui viennent de se succéder. La défaite signalée et inquiétante qu'il avait essuyée dans le Jura est compensée pour lui par l'avantage qu'il a retrouvé sur d'autres points. Il a triomphé de M. Dufaure à Toulon par bien des raisons diverses; il a vaincu dans la Nièvre et dans la Moselle presque sans combat et surtout sans gloire, tant la lutte a été peu significative ou inégale : il vaincra peut-être encore dans d'autres élections. Bien loin de diminuer ses succès, nous les constatons, sans rechercher même comment ils ont été obtenus, sans décomposer des chiffres de scrutin qui se prêtent à toutes les combinaisons; mais la victoire matérielle reste pour ce qu'elle est, et ce serait une singulière méprise de voir dans des résultats partiels une mesure exacte de ce réveil public qui se manifeste depuis quelque temps sous des formes si multipliées et quelquefois si vives.

La vérité est qu'en dehors des sphères officielles et des opérations électorales ce mouvement existe, qu'il a une force intime, qu'il a tous les caractères d'une sérieuse renaissance politique; mais en définitive quelle en sera l'issue, et à quelles conditions peut-il devenir irrésistible? La première de toutes les conditions sans nul doute, ce serait de savoir ce qu'on veut et de ne pas jeter la division dans l'âme du pays. Qu'arrive-t-il cependant? On entre à peine dans cette ère nouvelle, et déjà on crée des camps ennemis, on lève des drapeaux différens, on réveille les ombrages et les ressentimens, et en fin de compte ce qu'on trouve de mieux, au lendemain de ces élections dernières où le gouvernement a triomphé, c'est de se quereller, de se renvoyer mutuellement la responsabilité de la défaite, d'opposer l'union démocratique à l'union libérale. Le secret de cette guerre, c'est que malheureusement aujourd'hui comme dans d'autres temps il y a un parti aux convictions ardentes et sincères, nous n'en doutons pas, mais à l'esprit facilement fanatisé, toujours porté

d'instinct à sacrifier toutes les garanties possibles à une idée fixe, à une forme préférée de gouvernement, à une théorie préconçue. Et si ce n'est cela, que peut signifier aujourd'hui cette union démocratique qu'on oppose à l'union libérale? On s'allie d'habitude, on unit ses forces pour obtenir ce qu'on n'a pas, et en politique on va au plus pressé. Est-ce la démocratie qui est en péril aujourd'hui? Mais elle règne en souveraine; elle est l'essence de la société française, et elle est tellement passée dans notre sang, dans nos mœurs, dans nos institutions, qu'elle ne peut plus être en question. La France moderne, qu'est-ce autre chose qu'une vaste et puissante démocratie? Le gouvernement lui-même n'est point d'un autre avis, et il considérerait comme une injure qu'on ne vît pas en lui le plus parfait démocrate. S'il n'a pas couvert la France de prospérité et de gloire, ce n'est point en vérité parce qu'il a été trop peu démocratique. Si la France a souffert dans ses intérêts comme dans ses instincts les plus élevés, c'est par l'absence de liberté, et dès lors n'est-il pas naturel que tous les esprits sincères se rallient sur ce terrain de la liberté à reconquérir, qu'ils forment ce qu'on appelle aujourd'hui l'union libérale? Ce qui fait la supériorité de l'union libérale sur l'union démocratique, c'est que l'une dit ce qui nous manque et ce qu'elle veut, tandis que l'autre laisse entendre implicitement que la liberté ne lui suffit pas, qu'elle poursuit autre chose encore. Elle ne dit rien ou elle en dit trop, et elle est si habile qu'elle préfère le succès d'un candidat officiel au succès d'un candidat simplement libéral.

Cette distinction n'a rien de chimérique, c'est la question du moment. On sait ce que c'est qu'un démocrate, on ne sait plus ce que c'est qu'un libéral, disait récemment un bel esprit du parti démocratique, et il croyait sans doute trancher la question. C'est plutôt le contraire qui est vrai. On sait ce que c'est qu'un libéral, un vrai et sincère libéral; on sait qu'il demande la liberté pour tous, afin que la raison publique puisse exercer son empire, afin que toutes les idées subissent le contrôle de la discussion et que les minorités despotiques ne puissent pas s'imposer par subterfuge ou par violence, afin que l'équité puisse s'introduire dans les rapports des peuples comme dans les rapports des hommes, par le progrès naturel d'une civilisation de plus en plus épurée. Qu'est-ce qu'un démocrate? C'est apparemment un partisan de la démocratie, dira-t-on; mais qu'est-ce que la démocratie? Ah! voilà justement où la confusion commence. Voilà la question difficile à résoudre; elle vient de s'agiter pendant quelques jours dans toute sorte de congrès, en Allemagne, à Stuttgart, à Nuremberg, mais surtout en Belgique, à Bruxelles, où l'Association internationale des travailleurs tenait récemment ses assises, et en Suisse, à Berne, où le congrès de la paix vient de se réunir. A défaut des congrès diplomatiques, qui n'ont pas de bonheur depuis quelques années, et qu'on ne peut même arriver à constituer, quoique la

besogne ne dût pas leur manquer, nous avons des congrès libres et volontaires se réunissant un peu partout, excepté en France, allant de Genève à Bruxelles ou de Bruxelles à Berne. Nous avons la saison des congrès; c'est une session comme une autre et qui ne manque pas d'intérêt.

Que des représentans des ouvriers de tous les pays se réunissent, comme ils viennent de le faire à Bruxelles, pour discuter leurs intérêts, pour exposer leurs griefs et chercher en commun les moyens d'améliorer leur condition, que d'un autre côté des hommes de bonne volonté se rassemblent, comme on vient de le voir à Berne, pour trouver le secret de la paix universelle, sans parler de tous les autres secrets qui ont été cherchés dans cette réunion avec un égal succès, c'est là en définitive l'usage le plus simple et le plus légitime d'un droit, et même il est bon que ce droit soit exercé, il est utile que toutes les idées qui fermentent obscurément dans les intelligences se produisent au grand jour, qu'elles subissent l'épreuve de la discussion publique. Malheureusement il y a un danger auquel n'échappent pas toujours ces orateurs de congrès populaires, surtout ceux qui se donnent comme les représentans des ouvriers, c'est le danger de compromettre les intérêts qu'ils veulent servir en les rattachant à des théories qu'ils croient quelquefois bien neuves lorsqu'elles ne sont que surannées ou chimériques. Nous ne confondons pas le congrès de Bruxelles et le congrès de Berne. Dans ce dernier, à côté d'excentricités communistes qui ont essayé de se faire jour, des opinions sérieuses et élevées se sont produites, la liberté a trouvé des défenseurs, un certain ton de modération libérale a visiblement dominé, même dans l'expression des idées radicales. Quant à l'Association internationale des travailleurs de Bruxelles, si elle n'a pas renouvelé le monde en quelques jours, ce n'est pas sa faute, elle y a mis toute sa bonne volonté. Les réformateurs de Bruxelles ont rédigé en quelques résolutions tout un code d'économie sociale qui n'est pas précisément nouveau, et dont le premier inconvénient serait sans doute d'atteindre les ouvriers eux-mêmes dans leurs intérêts sans relever leur condition. Transformer le salariat, abolir l'intérêt du capital, faire passer le capital dans la main des ouvriers, établir le communisme sous le nom de propriété collective, organiser par la grève la guerre au patron, diminuer le nombre des heures de travail sans diminuer, bien entendu, la rémunération, n'admettre les machines dans l'industrie que moyennant compensation pour les ouvriers, tout cela s'est étalé avec cette assurance sérieuse et imperturbable que mille réfutations ne déconcertent jamais. L'erreur de ceux qui parlent ainsi pour les ouvriers est de croire qu'il suffit d'une formule pour changer la nature des choses, que le salaire, en changeant de nom, cesse d'être le salaire, qu'on peut trancher ainsi d'autorité toutes ces questions aussi délicates que complexes du travail, du crédit, du capital. Leur erreur plus grande encore est de ne pas voir que c'est dans la liberté seule-

ment et par toutes les combinaisons compatibles avec la liberté que les ouvriers peuvent arriver à obtenir les améliorations qu'ils désirent légitimement, qu'ils peuvent à leur tour entrer en possession de ce capital qu'on ne prend pas de vive force, parce que la liberté seule crée la confiance, et que la confiance est la condition première du développement du capital et du crédit. Au fond de ces vieilles erreurs qui se donnent pour des panacées souveraines, sait-on ce qu'il y a? Une idée étroite qui ne tendrait à rien moins qu'à rétrécir la démocratie, à renverser les rôles et à faire des ouvriers une classe privilégiée, une sorte d'aristocratie étrange sous le nom de producteurs par excellence. Et sait-on enfin à quoi tout cela conduit? A donner une idée fausse des vrais et sincères ouvriers, à entretenir des guerres, des antagonismes que le sentiment d'un intérêt commun devrait faire disparaître, et surtout à donner des armes aux gouvernemens qui se présentent tout à la fois comme les protecteurs des ouvriers contre les bourgeois et comme les préservateurs de la société contre les déchaînemens populaires.

Dans ce courant de la politique où tout se mêle et où tout passe, la mort frappe les hommes à l'improviste dans la plénitude de la force et de l'âge. M. le comte Walewski vient de s'éteindre subitement à Strasbourg au moment où il revenait d'Allemagne. Polonais d'origine, Français d'adoption, rattaché à l'empire par bien des liens, il avait su tout concilier avec la dignité aisée d'un galant homme. Il s'était toujours souvenu de sa patrie natale, il avait servi la France dans les postes les plus élevés, notamment comme ministre des affaires étrangères à l'époque de la guerre d'Orient, et il était pour le second empire un ami dévoué avec clairvoyance. Il passait pour avoir été en certaines occasions dans ces dernières années un conseiller discret et intelligent de libéralisme. C'était le meilleur service qu'il pût rendre à l'empire, et c'était pour lui la meilleure manière de sortir de la vie que de laisser en disparaissant ce dernier souvenir.

CH. DE MAZADE.

Gymnase : *Fanny Lear.* — Théatre-Français : *A Deux de jeu.*

Les théâtres ne sont pas en bonne veine. Les ouvrages nouveaux qu'ils hasardent végètent à peine quelques jours, et tombent sous une indifférence méritée. Dans la plupart, on chercherait en vain les élémens d'une situation nouvelle, d'un caractère original. On est donc porté par comparaison à l'indulgence pour les pièces qui parviennent en ces périodes de famine à défrayer tant bien que mal l'intérêt des spectateurs. Ceux-c se montrent d'ailleurs d'assez bonne composition. Étant peu gâtés, ils sont plus faciles. Parmi ces pièces à moitié bonnes, *Fanny Lear* brille

d'un éclat relatif. Ce n'est pas une donnée bien neuve que celle de *Fanny Lear*. MM. Henri Meilhac et Ludovic Halévy ont voulu nous dessiner une figure peu attrayante et pour laquelle le théâtre contemporain montre néanmoins une certaine complaisance, celle d'une aventurière essayant de se glisser dans la société des honnêtes gens et d'extorquer la considération après la fortune. S'il fallait croire que la scène est l'image du monde, on ne pourrait voir sans quelque inquiétude le roman et le drame s'emparer de ce thème avec un acharnement si particulier. Il est vrai que nos peintres de mœurs témoignent au sujet de la réussite de ces entreprises un scepticisme rassurant. Régulièrement la perfidie est démasquée au cinquième acte, et la grande dame interlope en est pour sa courte honte. Les femmes galantes d'ailleurs ont toujours eu du goût pour les manéges de l'ambition et la comédie de l'honnêteté. Ce qui attire les écrivains de nos jours vers cette donnée scabreuse, c'est peut-être précisément l'attrait du danger. Elle exige pour être présentée sans inconvenance une dextérité, des qualités raffinées, dont on est bien aise, par le temps qui court, de faire montre. Elle a donc séduit beaucoup de gens, et, à force d'être maniée par des mains habiles, elle a perdu beaucoup des séductions de l'audace et du piquant de la nouveauté.

Cette remarque n'a point échappé aux auteurs de *Fanny Lear*, et ils se sont ingéniés à relever par l'assaisonnement la saveur de cette aventure connue, à recouvrir d'un vêtement original un sujet auquel le public avait déjà fait trop souvent bon accueil. Ce dessein était sage; seulement ils ont voulu trop bien faire. A force de courir après l'inédit et l'inattendu, ils ont surchargé leur pièce, relégué au second plan l'idée-mère qui la leur avait inspirée, et qui lui eût donné de la cohésion et de l'harmonie. Toute une végétation d'épisodes parasites se développe, comme des branches gourmandes, sur le tronc principal, et en épuise la séve. La pièce, trop touffue au commencement, s'achemine en zigzag vers une conclusion étranglée, appauvrie, qui ne réveille point par un dénoûment vigoureux l'attention éparpillée du spectateur.

L'héroïne principale, cette Fanny Lear qui donne son nom à l'ouvrage et qui devrait le remplir et le dominer, est absente de la scène pendant deux grands actes et demi. Son nom même est à peine prononcé. De temps en temps il résonne comme par hasard au milieu des mille péripéties d'une intrigue encombrée et confuse. Pendant cette laborieuse exposition, deux ou trois sujets de pièce se laissent successivement apercevoir et s'évanouissent. Ces motifs accessoires au reste ne manquent pas de grâce : souvent une touche fine, une veine d'ingénieuse invention, des scènes au dialogue vif, font penser à ce petit acte spirituel et distingué que M. Meilhac nous a autrefois donné et qui s'appelle *les Curieuses*. Il y a là, par exemple, une situation fort invraisemblable, mais qui n'en contient pas moins la matière d'un amusant vaudeville,

le vaudeville, comme on le sait de reste, n'étant pas tenu de respecter la vraisemblance. A la suite d'une soirée où il trouve, l'intolérant! que sa femme a obtenu trop de succès, un jeune mari se laisse aller à lui faire une scène. La scène se termine par un de ces gestes qui, atteignant en plein visage une femme jeune, belle et fière, risquent de n'être expiés ni par la soumission la plus humble, ni par le plus amer repentir. M. de Frondeville, l'époux trop vif, accablé du sentiment de sa faute et n'osant reparaître devant les yeux de sa victime, prend la fuite sans se retourner, et court s'enfouir dans son château au fond de sa province. Il y passe trois années, avivant par l'absence et par le remords un amour interrompu en pleine lune de miel. Cependant, pour être mari, et très coupable mari, on n'en est pas moins homme, c'est-à-dire sujet à se consoler. Il se rencontre sur la route de M. de Frondeville une provinciale aussi jolie qu'ambitieuse, Mme Rédif, qui s'est mis en tête de faire du plus benêt des maris, par l'entremise de l'empressé châtelain de Frondeville, un receveur-général. Ce ménage est pour le moment installé au château. Nous voulons croire, bien que les auteurs aient eu le tort de nous en trop insinuer sur ce point délicat, que les imprudences de la jeune femme se sont bornées à cette compromettante visite et à quelques marivaudages véniels. Un beau soir tombe de Paris Mme de Frondeville. Elle vient faire à son mari la plus singulière des confidences. Elle craint de ressentir pour un autre une inclination naissante, et lui demande de la protéger contre elle-même. Frondeville promet à sa femme de la sauver, se promet à lui-même de la reconquérir, et, fort de ces bonnes résolutions toutes fraîches, ne se déconcerte pas trop à l'entrée, assez plaisamment préparée, de Mme Rédif. La présence au château de cette légère personne, même escortée du bonhomme Rédif, ne justifie que trop la prière qu'à son tour il adresse à Mme de Frondeville de le défendre contre les mauvaises suggestions de la solitude et ses propres entraînemens. Ce vaudeville est esquissé d'une manière alerte; mais il semble fort surpris de servir de prologue à la pièce toute différente qui va commencer, et dont les situations, plus violentes sans être beaucoup plus naturelles, laissent regretter la gaîté facile de ce début.

Fanny Lear apparaît enfin. Après avoir été quelques années une actrice de troisième ordre et avoir réalisé une colossale et scandaleuse fortune, elle a épousé ou plutôt acheté un vieux libertin ruiné, épave parisienne qu'on découvre pour ce marché dans les plus basses tavernes de Londres. C'est une sorte de gageure qu'elle a faite avec elle-même d'ouvrir à la fille tarée d'un pêcheur de la Cité les rangs de la société la plus justement ombrageuse. A peine devenue marquise de Noriolis, elle s'aperçoit qu'elle a épousé un homme dont la débauche, les désastres et une hideuse misère ont égaré la raison. Son mari est fou à lier, et

voilà tous les plans de notre aventurière renversés. Elle ne se résout pas si facilement à en avoir le démenti. Elle est tenace, comme elle le dit elle-même à Frondeville en lui expliquant ses projets avec une candeur qui désarme et avec un léger accent anglais que Mme Pasca, qui a très bien interprété ce rôle répulsif, sait rendre piquant sans exagération. Le vieux Noriolis a une petite-fille. Fanny Lear ne la mariera qu'à un homme prêt à consentir, moyennant un million, à présenter dans le monde et à couvrir de son pavillon une semblable belle-mère. C'est pour sauver cette enfant d'une union aussi odieuse qu'une ligue se forme au château de Frondeville. Mme de Frondeville en est l'âme. Elle procure d'abord un autre fiancé à Mlle de Noriolis, et même ce n'est pas là l'invraisemblance la moins cavalière de la pièce, car ce jeune homme n'est autre que l'amoureux si convaincu, si dangereux et si pressant que Mme de Frondeville avait cru devoir fuir jusque chez son mari. Pour pénétrer jusqu'au vieux marquis, gardé à vue au fond d'un château voisin, Frondeville et un de ses amis gagnent les domestiques. Le spectacle que rencontrent les tenans de Mlle de Noriolis dans l'appartement reculé où ce procédé peu chevaleresque les introduit, MM. Meilhac et Halévy auraient humainement agi en nous l'épargnant. Ils se trouvent en présence d'un être repoussant, oscillant sans cesse entre la fureur et l'imbécillité. Le quatrième acte, que remplit cette monotone succession de crises terminée par une attaque de nerfs, laisse une impression de fatigue navrée. Il eût fort risqué de dégoûter d'en voir davantage, si un jeune acteur frais émoulu de province et dont les débuts sont d'heureux augure, M. Pujol, n'en avait enlevé avec beaucoup d'énergie les parties les plus recommandables et pallié avec tact les passages dangereux. Il va sans dire que l'intrigante est battue par les vertueux conspirateurs réunis contre elle, qu'elle est réduite à dépenser dans la solitude et dans l'opprobre ses millions mal acquis, et que Mlle de Noriolis épouse son versatile amoureux.

Ce qui perd Fanny Lear, c'est une fatalité ordinairement attachée à la destinée des coquins, la coquinerie de ses complices. Elle a choisi pour instrument de ses desseins certain docteur aussi allégé de scrupules qu'elle-même; il suit sa pente et venge d'anciens et cuisans affronts de poursuivant éconduit en se vendant aux adversaires de la marquise. Si c'est là la moralité de la pièce, elle n'a rien de bien saisissant. Quand on essaie de résumer les impressions que laisse cette comédie enchevêtrée, hâtive, on éprouve un sentiment de regret. Des qualités fines, de l'esprit du meilleur aloi, y ont été dépensés, et cependant le résultat est fâcheux. Ce qui a manqué, c'est la maturité de conception, la concentration des forces dans un effort énergique de volonté et de travail. Il ne faudrait pas que des succès nombreux, mais plus bruyans que littéraires, eussent écarté les auteurs de *Fanny Lear* d'un but plus élevé :

ils ont le droit d'y prétendre; mais il n'est que temps pour eux de se mettre sérieusement à le poursuivre.

C'est encore la perfidie des femmes qui fournit le texte du proverbe assez sémillant que M. Legouvé vient de faire représenter au Théâtre-Français avec un succès qu'expliquent en partie les considérations que nous développions tout à l'heure. M. Legouvé lui-même subirait-il l'influence du courant d'idées qui semble porter nos auteurs à voir les femmes en laid, et serait-il permis de voir un « signe des temps » dans cette défection du plus fervent de leurs admirateurs? Une coquette battue sur son propre terrain par un jeune homme qui feint d'abord de se laisser prendre à ses piéges, tel est le sujet de la nouvelle pièce, dont le titre, *A deux de jeu*, exprime du reste la donnée avec une concision expressive. Ce thème n'est pas absolument neuf; M. Legouvé l'a agrémenté de quelques incidens qui ne témoignent pas d'une fertilité d'invention bien miraculeuse, et dont cette bluette n'avait que faire. C'est pour sauver son frère, près de faire un mariage inespéré, qu'Édouard Huber entre presque d'assaut, à l'aide d'un gros mensonge et couvert par un faux nom, chez la dangereuse marquise coupable d'avoir aimé ce frère imprudent. Il faut toujours qu'il y ait un mariage riche dans les pièces de M. Legouvé. Aucun biais ne lui coûte pour prôner la morale et les belles alliances. Il y avait urgence à rendre odieuse la femme que l'on va berner si peu galamment, car son adversaire, en prenant un masque pour la combattre, risquait de rendre sa victoire peu sympathique. M. Legouvé a essayé d'en faire en effet une perfide indigne de pitié, et a réussi surtout à la rendre un peu plus perfide que nature. Quoi qu'il en soit, des mouvemens de scène qui ne laissent pas d'être piquans, quelques mots heureux, une interprétation fort habile, ont fait oublier à des spectateurs que force pièces récentes et parfois M. Legouvé lui-même avaient soumis à de bien autres épreuves, *graviora passi*, combien singulière était la route choisie par l'auteur pour nous conduire à un dénoûment trop prévu. L'inspiration dramatique se comporte chez nous comme les fleuves. Elle est dans cette saison à son point d'étiage. Espérons que, comme les fleuves, elle ne tardera point à reprendre son niveau normal.

ALFRED ÉBELOT.

ESSAIS ET NOTICES.

Les Jardins, histoire et description, par M. Arthur Mangin; Tours, 1867, Alfred Mame.

On ignore généralement combien se complique d'infinis détails l'art de faire un jardin. Il faut autre chose que des parterres élégamment

dessinés, des pavillons, des jets d'eau, des arbres et des fleurs; ce qu'il faut surtout, c'est le choix de ces élémens, l'assortiment raisonné, l'heureuse entente des harmonies et des contrastes, des proportions et des perspectives. Qui ne comprend quelles différences doivent exister, par exemple, entre un jardin de Perse ou d'Égypte et un jardin de France ou d'Angleterre? Tandis que celui-ci, fait pour la promenade, nécessite de larges allées, le long desquelles des objets d'art savamment espacés s'offriront successivement au regard, où des massifs de verdure créeront ces alternatives d'ombre et de soleil qu'aime l'habitant des climats tempérés, dans un jardin d'Orient au contraire, on devra trouver des allées entièrement couvertes et de nombreuses stations d'où le promeneur indolent pourra d'un coup d'œil embrasser parterres de fleurs, bassins et lointaines perspectives. Dans le premier cas, c'est le promeneur qui ira chercher le jardin, dans le second, c'est au contraire le jardin qui en quelque sorte vient au-devant du promeneur, l'enserre, l'enveloppe, l'oblige à s'asseoir et multiplie autour de lui ses enchantemens.

On comprend quelle diversité de types a dû sortir d'un ensemble aussi compliqué de considérations. Cette diversité est si grande que l'on a été contraint d'établir une sorte de classification des genres horticoles. Le genre *géométrique* et le genre *pittoresque* forment les deux grandes divisions qui se subdivisent en styles divers, désignés d'après les noms des peuples qui leur ont donné naissance. Au premier appartiennent les styles babylonien ou arabe, italien, français et hollandais; au second se rattache le style chinois, dont le style anglais n'est manifestement qu'une dérivation. Naturellement genres et styles se sont souvent modifiés, combinés ou altérés, mais il faut, si l'on veut éviter la confusion, ramener à l'un ou à l'autre de ces types les différens spécimens de l'art horticole paysagiste.

Cet art a pris une très grande extension. L'histoire qui nous en fait connaître les développemens successifs est curieuse et fort instructive, et c'est cette histoire que nous raconte M. Arthur Mangin dans un beau volume où l'intérêt du texte est doublé par celui qu'y ajoutent les nombreux dessins de main de maîtres. Il est évident que nous ne pouvons ici suivre l'auteur dans toutes les descriptions dont son ouvrage est rempli. Jardins merveilleux ou légendaires, paradis de l'Assyrie, de la Perse et de l'Égypte, jardins primitifs de la Grèce, villas somptueuses de l'ancienne Italie, vergers, préaux et courtils du moyen âge, tous sont passés en revue, depuis le modeste jardinet d'Alcinoüs, jusqu'aux parcs immenses et merveilleux de l'antique terre de Yucatan, les vergers de l'Inca, ou *jardins aux fleurs d'or* et ces gracieux *chinampas* du Nouveau-Mexique, sortes de jardins flottans qui errent sur les lacs, remontent les canaux, pénètrent jusque dans l'intérieur des villes, ar-

rêtent de station en station leurs vastes corbeilles fleuries, dont les aromes parfument au loin les deux rives. La renaissance fournit à l'auteur des *Jardins* une ample moisson de faits. Les jardins botaniques du XVIe siècle, les villas italiennes qui semblent renaître des débris de celles qu'avait construites l'ancienne Rome, enfin l'apparition, dans l'histoire horticole, de l'homme dont le nom remplit toute la période qui s'étend depuis le milieu du XVIIe siècle jusqu'au milieu du XVIIIe, tels sont les élémens de l'une des plus intéressantes parties de l'ouvrage de M. A. Mangin. Le Nôtre ne fut point, comme on le croit communément, le créateur d'un genre nouveau, mais il sut s'inspirer du passé sans étroitesse d'esprit et sans plagiat. Il n'employa guère que les élémens du genre classique, c'est-à-dire celui du siècle d'Auguste et de la renaissance; mais il sut donner à l'emploi qu'il en fit des proportions si imposantes, qu'il imprima à tous ses jardins un incomparable caractère monumental. Le genre systématisé par Le Nôtre fit bientôt le tour de l'Europe. Lui-même avait planté des jardins en Italie et en Angleterre; il fournit de plus des dessins à l'Allemagne, à la Suède et à l'Espagne, si bien que le voyageur qui eût parcouru l'Europe centrale au commencement du XVIIIe siècle eût partout retrouvé ces fameux jardins symétriques sans lesquels un roi ne se fût pas cru à la hauteur de la civilisation. L'Angleterre elle-même, qui devait bientôt donner l'exemple du romantisme le plus indépendant, ne faisait que renchérir sur la froideur du style français.

C'est de la Chine que nous sont venus les principes sains et rationnels qui président depuis le milieu du XVIIIe siècle à la création de ces jardins magnifiques qu'on appelle tantôt anglais, tantôt chinois, tantôt anglo-chinois, et dont le vrai nom devrait être *jardins naturels*. Le principe qui préside à la création de ces jardins, quelques travestissemens qu'il ait pu subir, est et demeurera le seul principe rationnel. François Bacon, le premier, en 1644, s'élevant avec force contre les arbres taillés, les petits jets d'eau, la symétrie conventionnelle, tout le mauvais goût enfin de la mode régnante, prêcha aux Anglais l'imitation de la nature. Ces tentatives n'empêchèrent point Charles II d'appeler Le Nôtre en Angleterre; mais les idées nouvelles, à la diffusion desquelles contribuèrent pour leur bonne part les descriptions du *Paradis perdu* de Milton, trouvèrent en deux écrivains distingués, Addison et Pope, d'énergiques et habiles propagateurs. Le principe, admis désormais, devint bientôt une réalité vivante entre les mains de Kent, un contemporain de Pope. Le nouveau maître, peintre paysagiste, applique à l'art des jardins la composition des tableaux. La création du jardin de Stowe, sa première œuvre, emporta les dernières résistances. Cette nouvelle et vaste science ne demeura pas simplement historique, elle eut ses manuels, ses commentateurs, ses auteurs, — en Angleterre Mason, Whately, Chambers, Price,

Repton, en France Watelet, Girardin, Gilpin et quelques autres; l'art des jardins était désormais découvert et formulé. ED. GRIMARD.

Voyage de Martin à la recherche de la vie, par M. Louis Rambaud; Lacroix, Verboeckhoven.

Il y a des momens dans l'histoire des nations où la vie abonde, où l'organisme social, jeune, sain et vigoureux, manifeste avec une sorte de profusion les témoignages de l'énergie collective d'un peuple. Il y en a d'autres au contraire où l'activité s'affaisse, où la séve semble épuisée, où la circulation de la pensée se ralentit et s'endort. Sommes-nous dans une de ces heures pénibles? Les trois voyageurs dont M. Rambaud nous raconte les humoristiques aventures en sont du moins convaincus. Ils ont cru constater autour d'eux les symptômes de cette anémie intellectuelle, et ils trouvent que la vie se retire de la société à laquelle ils appartiennent. Jugeant dès lors qu'elle a dû se réfugier quelque part, ils se mettent en route pour découvrir sa retraite, et s'en vont de lieu en lieu, observant et philosophant, perdant souvent de vue le but de leur excursion, faisant raconter leur histoire aux gens qu'ils rencontrent, et qui rarement voient le monde en beau. Ils ne se font pas faute en toute occasion de s'ériger en juges railleurs, trop découragés sans doute, mais souvent perspicaces, des systèmes en usage et du train des choses ici-bas.

Martin et ses amis se donnent avec complaisance le titre « d'abstracteurs. » Ce sont eux-mêmes des abstractions à la poursuite d'une autre abstraction. Les épisodes de cette dissertation philosophique à plusieurs voix se déroulent dans un milieu indéterminé et vague. M. Rambaud n'a pas fait le moindre effort pour encadrer ses boutades dans un récit suivi, pour faire mouvoir ses personnages au sein d'événemens naturels. Peut-être eût-il mieux fait de le tenter, et eût-il rendu ainsi la lecture de son livre plus attachante. Toutefois ce ne sont pas des types imaginaires qu'il retrace, et il a très finement nuancé le caractère de ses héros. Leurs tendances sont observées avec justesse, même lorsque leurs actions nous transportent en dehors de toute réalité. On se figurerait difficilement leurs traits, mais on voit leur âme. Ils représentent assez bien toute une classe de jeunes gens trop nombreuse, la classe des découragés. L'auteur les a évidemment vus de près, et il a pu les juger, car son esprit d'une trempe plus solide le préservait de la plupart de leurs défauts. Ce sont des imaginations ardentes, des organisations nerveuses, délicates et débiles, douloureusement sensibles aux moindres variations de l'atmosphère intellectuelle où ils vivent. Ils se montrent surexcités par d'intermittentes ardeurs, au fond dégoûtés de leur tâche avant de l'avoir entreprise, ironiques et inactifs. Tous ces traits sont peints d'après na-

ture et d'un pinceau juste, sobre et fin. Ce qu'il faut reprocher à M. Rambaud, ce n'est pas d'avoir mal observé ses modèles, c'est de montrer quelque partialité pour ces volontés sans ressort. Au lieu d'aller au loin et au hasard chercher une vie imaginaire, ce qui est un prétexte à paresse des plus commodes, que Martin ne s'occupait-il de faire son œuvre dans la vie réelle? La plus obscure besogne, patiemment, vaillamment accomplie, lui en eût appris plus long sur le problème qui le préoccupe, que toutes ses pérégrinations. La vie, cette vie générale après laquelle il soupire, n'est pas une sorte de divinité mythologique tapie au fond de quelque bois sacré; on ne va point l'adorer en pèlerinage dans des sanctuaires reculés. Pour en aider le développement dans la mesure de ses forces, il faut rêver moins et travailler plus que ne le font Martin et ses deux compagnons. Elle diminue quand se multiplient ces dilettantes dédaigneux qui voient bien les maux existans, mais se réfugient, pour s'en consoler, dans une inaction sarcastique.

La note du découragement domine dans ce livre. On n'y trouve que des gens retirés du monde après en avoir épuisé les tristesses, et qui, couchés sous leur tente, ont pris le parti d'y rester immobiles en roulant des pensées amères. Martin lui-même, après la poursuite vaine d'un être de raison, annonce l'intention de se retirer dans les bois. Franchement, ce n'est point là une détermination bien héroïque et dont il faille beaucoup le louer. Espérons qu'il n'y a pas dans notre jeunesse beaucoup de contemplatifs aussi sceptiques. Y en eût-il beaucoup, M. Rambaud aurait encore le tort d'avoir trop l'air de les absoudre et de clore son livre sur cette conclusion négative. Il y a des leçons plus fermes à leur donner, et à voir un jeune auteur se complaire ainsi dans la peinture du désenchantement on a d'autant plus de regrets qu'il a en lui de quoi traiter les mêmes questions d'une façon plus utile, à un point de vue plus fécond. Ces théories débilitantes sont en effet mises dans un cadre ingénieux et exposées avec un art consciencieux et raffiné. Une tendance au raffinement est même le reproche le plus sérieux qu'on doive faire au style de ce petit livre. L'auteur a horreur de la vulgarité, et cette horreur salutaire ne laisse pas de l'entraîner quelquefois jusque sur les limites du précieux et du recherché. Ce défaut disparaîtrait, et les qualités qui l'accompagnent et le font pardonner se produiraient plus nettement, si M. Rambaud donnait à ses ouvrages un accent plus franc de réalité, à ses conclusions un caractère plus accusé de force morale et d'énergie virile.

A. É.

L. Buloz.

a
a
a
-
-
-
a
s
e
n
t-
t,

ne
i,
nt
re
ce
up
n-
ait
ur
er,
en-
ter
fé-
gé-
au
au
or-
les
ua-
net-
de
et